LE

SIÉGE DE METZ

Il y a une voix de la conscience publique qui s'élève, après chaque nouvelle épreuve que nous traversons, pour en dégager nettement la moralité générale, pour exprimer ce qu'en pensent à la même heure sans s'être entendus les hommes de toutes les opinions. Le lendemain de la malheureuse bataille de Wœrth, personne ne condamnait le maréchal Mac-Mahon; le lendemain de la capitulation de Sedan, tout le monde condamnait l'empereur. Quelques égards que l'on doive au courage et au malheur, on ne peut empêcher que la conduite du maréchal Bazaine ne donne lieu à des interprétations très diverses, et ne jette dans les âmes d'étranges inquiétudes. Pourquoi le sentiment public cette fois ne se prononce-t-il pas, pourquoi hésite-t-il entre la sympathie et le blâme? Pourquoi le temps et les renseignemens qui nous arrivent, au lieu de faire la lumière, ne font-ils qu'augmenter l'incertitude et l'obscurité?

Lorsque Toul a succombé après six semaines de résistance, quoiqu'on ne connût que fort imparfaitement les détails du siége, le pays n'a exprimé que de la reconnaissance pour la petite garnison qui, dans une place de troisième ordre, sans un seul artilleur de l'armée régulière, avec deux bataillons de gardes mobiles et 140 fantassins et gendarmes, avait tenu si longtemps l'artillerie prussienne en échec. Personne en France ne s'est mépris non plus sur le sentiment que devait inspirer la capitulation de Strasbourg. On savait que le général Uhrich, bloqué avec 10,000 soldats par plus de 60,000 hommes, avait épuisé avant de se rendre toutes les formes de la défense, essuyé plusieurs jours de bombardement, tenté plu-

sieurs sorties, résisté à plusieurs assauts, perdu le tiers de son effectif, consommé toutes ses provisions. Après de si héroïques efforts, il pouvait succomber, aucun doute ne planait sur ses actes. Il emportait en capitulant l'admiration de ses compatriotes et l'estime de l'ennemi. Lui-même du reste, ne s'en rapportant pas à ces témoignages universels d'approbation, ressentait le besoin généreux d'être jugé sur des preuves par le gouvernement de son pays, et, prisonnier sur parole, il se rendait immédiatement à Tours, afin d'expliquer sa conduite. Rien d'obscur, rien d'équivoque dans cette noble histoire. Depuis le premier jour jusqu'à la dernière heure, le commandant de Strasbourg est resté en étroite communication avec l'âme de la France, sans se croire d'autres devoirs que des devoirs de soldat, d'accord avec les habitans de la ville qu'il défendait, également d'accord avec les deux pouvoirs qui en se succédant à Paris représentaient pour lui l'unique intérêt du moment, l'intérêt de la défense nationale. Nous regrettons que la conduite du maréchal Bazaine n'ait été ni aussi nette, ni aussi facilement comprise. Il ne doit s'en prendre qu'à lui de l'incertitude où il nous jette. Évidemment d'ailleurs il ne s'est pas montré fort pressé de s'expliquer devant la France. S'il avait jugé opportun de faire connaître ses actes à son pays, le temps ne lui aurait pas manqué pour adresser à Tours un mémoire justificatif qui nous serait déjà parvenu depuis plusieurs jours. Malgré l'inexplicable silence que s'obstine à garder celui qui nous doit compte d'une ville et d'une armée, on peut essayer de dégager de ces ténèbres le petit nombre de faits qui paraissent dès à présent acquis à l'histoire.

I.

Si l'on ne sait pas tout, on connaît cependant des détails très précis sur les négociations du commandant en chef de l'armée du Rhin et sur les conditions dans lesquelles il a capitulé. Il semble d'abord avéré que le maréchal Bazaine, investi par l'empire d'un commandement supérieur, n'a jamais reconnu officiellement ni la république, ni le gouvernement de la défense nationale. Privé de toutes communications avec la France, ne sachant guère de nouvelles du dehors que par les rares messagers qui traversaient les lignes prussiennes du côté de la Belgique et du grand-duché de Luxembourg, ou par les relations intéressées de ses ennemis, il attendait sans doute, avant de se prononcer, des informations plus sûres ou plus complètes sur les dispositions générales de la province. Son ignorance fut telle à cet égard qu'il fit demander, d'après

le témoignage des feuilles allemandes, quelques journaux aux avant-postes prussiens pour apprendre ce qui se passait en France. La mission du général Bourbaki dut avoir pour objet principal de fournir des renseignemens positifs à l'armée de Metz sur l'état de notre pays. Si on en juge par la conduite patriotique que tient ce général, il eût été d'avis qu'il n'y avait pas d'hésitation possible, qu'il fallait se rallier au seul gouvernement qui fût debout, combattre avec lui, sous lui, pour une cause supérieure à toutes les questions politiques, pour le salut de la patrie. Lui-même prêchait d'exemple en offrant son épée à la délégation de Tours sans discuter les origines de la république, sans autre souci que la pensée de la délivrance.

Cette impression d'un homme de cœur, d'un soldat qui en face de l'ennemi ne voyait plus d'autre drapeau que le drapeau de la France, arriva-t-elle jusqu'à Metz? Le maréchal Bazaine eut-il un instant la pensée de sortir de sa réserve pour reconnaître publiquement le pouvoir nouveau? Se livra-t-il dans son âme quelque douloureux combat entre d'anciens devoirs et le devoir présent? Consulta-t-il les généraux qui l'entouraient pour s'entendre avec eux sur ce qu'il devait faire? On l'ignore absolument; mais ce que l'on sait, c'est que la résolution de se tenir à l'écart et en dehors de toute action commune avec le gouvernement de la défense nationale l'emporta définitivement dans son esprit. Nous en trouvons la preuve dans les actes et dans les paroles du général Boyer, envoyé par lui en dernier lieu pour traiter directement à Versailles avec le roi de Prusse et M. de Moltke. Ce n'est pas au nom de la république, mais au nom du commandant en chef de l'armée du Rhin, que le général Boyer négocie. Ce n'est ni à Paris, ni à Tours, ni auprès du général Trochu, ni auprès de M. Gambetta, que l'envoyé du maréchal Bazaine demande à l'état-major prussien l'autorisation de se rendre; dans le cours de la négociation, il communique avec Londres, il ne cherche pas à communiquer avec les représentans de la république française. Il semble qu'à ses yeux celle-ci n'existe point, que, pour conclure une négociation si grave, d'où dépend le sort d'une ville et d'une armée, il n'ait besoin ni de prévenir ni de consulter le gouvernement de la défense nationale. Il agit sans lui, en dehors de lui, comme le représentant d'un pouvoir indépendant qui n'a d'ordres à recevoir en France d'aucune autorité supérieure à la sienne.

Nous ne faisons pas un crime au maréchal Bazaine d'avoir agi avec cette entière indépendance; nous établissons seulement par des preuves positives que telle a été sa conduite. Il ne sera peut-être pas difficile d'ailleurs de découvrir les causes de l'isolement

politique dans lequel il s'est renfermé jusqu'au bout. Croit-on que l'ancien état-major de l'empire rassemblé à Metz, les maréchaux Canrobert et Lebœuf, le général Frossard, se soient résignés facilement à la déchéance de l'empereur, à la chute de la dynastie, à la proclamation d'une république qui un jour peut-être demanderait à quelques-uns d'entre eux un compte sévère de leurs actes, qui en tout cas avait le tort à leurs yeux de renverser le gouvernement de leurs préférences, de détrôner un prince auquel ils avaient prêté serment, dont tous avaient reçu des marques de faveur et des témoignages d'affection? Les plus intimes confidens de la pensée impériale se trouvaient réunis par le hasard de la guerre autour du maréchal Bazaine. Quoique lui-même eût vécu beaucoup plus qu'eux loin des Tuileries depuis l'expédition du Mexique, quoiqu'il gardât peut-être une secrète amertume du rôle qu'on lui avait fait jouer à la fin de cette triste campagne, ne venait-il pas de recevoir de la main même de l'empereur le commandement en chef de l'armée du Rhin? Sa loyauté de soldat, un sentiment d'honneur très respectable, ne l'empêchaient-ils pas de prendre un parti dans les ténèbres où il vivait, dans l'ignorance presque absolue de ce qui se passait en France? Qu'était-ce que cette république dont il ne connaissait l'existence que par des rapports prussiens ou par des journaux étrangers? La France l'acceptait-elle? Fallait-il la considérer comme un gouvernement fondé, définitif, sanctionné par le suffrage universel? Suffisait-il qu'elle fût proclamée à Paris, dans un jour d'entraînement populaire, pour qu'elle devînt la loi du pays tout entier? Où et comment la province avait-elle été consultée? Existait-il une assemblée qui représentât non pas seulement l'esprit de la capitale, mais le libre sentiment de toute la France? On sait toute la répugnance qu'ont inspirée de tout temps aux militaires les gouvernemens d'avocats. N'était-ce pas demander beaucoup à de vieux soldats que de leur imposer M. Gambetta comme ministre de la guerre? Cette nomination, apportée sans doute et peut-être exploitée par les avant-postes prussiens, était-elle de nature à réchauffer le zèle républicain des généraux de l'armée de Metz?

Faut-il trop s'étonner qu'ils n'aient pas approuvé non plus le choix de Garibaldi comme chef de l'armée des Vosges? Leur reprochera-t-on de n'avoir pu prendre au sérieux ce commandement d'aventure? Pour être juste envers le maréchal Bazaine et ses lieutenans, il ne faut pas oublier non plus qu'aucune communication directe du gouvernement de la défense nationale ne pénétrait jusqu'à eux. Les Prussiens faisaient bonne garde autour de la ville, et n'y laissaient entrer que les nouvelles qu'il leur convenait d'y introduire. On peut s'en rapporter à leur habileté pour n'avoir com-

muniqué à nos officiers que les renseignemens les plus défavorables à la république. Leurs journaux et les correspondances anglaises rédigées dans leur camp ont répété trop souvent, avec trop d'insistance, que les chefs de l'armée de Metz ne reconnaissaient pas le gouvernement républicain, pour qu'eux-mêmes n'aient pas souhaité ce résultat et n'aient pas travaillé à l'obtenir. Ils y travaillaient en recueillant avec soin, en groupant avec art, en exagérant et en dénaturant au besoin les bruits fâcheux qui circulaient sur la désorganisation de la France. C'est ainsi qu'ils paraissent avoir circonvenu le général Boyer, qu'ils auraient comblé de politesses, mais auquel ils auraient en même temps persuadé, sans trop de peine peut-être, qu'il n'existait nulle part dans notre pays de gouvernement régulier, que la France était livrée à la plus complète anarchie. Voici du moins le dernier mot de la mission de ce général, tel qu'il fut communiqué aux officiers français de l'armée du Rhin par leurs chefs le 19 octobre dernier. On leur annonça de sa part, comme des faits dont il n'y avait malheureusement aucun lieu de douter, que les discordes civiles paralysaient la défense de Paris, que le gouvernement provisoire était dépassé et débordé par les partis violens, que MM. Gambetta et de Kératry venaient de s'enfuir en ballon pour échapper sans doute à tous ces désordres, que le drapeau rouge flottait à Lyon, à Bordeaux, à Marseille, que la Normandie, parcourue par des bandes de brigands, avait appelé les Prussiens pour rétablir l'ordre, que Le Havre, Elbeuf, Rouen, étaient occupés par les Prussiens, qui concouraient avec la garde nationale à maintenir la sécurité. Dès que cette communication eut été faite aux différens corps de l'armée de Metz, plusieurs officiers se réunirent afin de vérifier et de contrôler mutuellement leurs souvenirs, et rédigèrent un exposé de ce qu'ils avaient entendu pour le remettre entre les mains du rédacteur en chef de *l'Indépendant de la Moselle*, dont la bonne foi nous paraît hors de doute; c'est ce même rédacteur, qu'on a désigné à tort comme un correspondant de *l'Indépendance belge*, qui, le jour de la capitulation de Metz, accusa publiquement le général Coffinières d'avoir livré la ville, et fut arrêté par les autorités prussiennes. Nous avons donc là une pièce sérieuse, un document écrit, rédigé par des témoins auriculaires, qui nous apprend dans quelle erreur on entretenait l'armée de Metz huit jours avant la capitulation.

Si le général Boyer croyait réellement ce qu'on affirmait en son nom, avec quel art les Prussiens n'avaient-ils pas exploité sa crédulité depuis Château-Thierry, où une voiture aux armes du roi de Prusse était allée le chercher, jusqu'à Versailles, où il avait conféré avec le roi en présence de M. de Bismarck, de M. de Moltke et des

principaux chefs de l'armée prussienne! Quel épais bandeau la diplomatie prussienne ne lui avait-elle pas mis sur les yeux pour qu'il ne fût même pas détrompé par ce qu'il avait dû entendre dire de toutes parts autour de lui dans son voyage à Londres! On ne s'était pas borné du reste à lui peindre l'état de la France sous les couleurs les plus fausses. La diplomatie prussienne lui faisait vaguement entrevoir que l'armée de Metz serait peut-être appelée prochainement à jouer un rôle politique, à se retirer sur une partie désignée du territoire français pour y protéger les délibérations relatives à la paix. Tout en négociant avec MM. Jules Favre et Thiers, représentant le gouvernement nouveau, M. de Bismarck ne s'interdisait pas la faculté de s'entendre aussi avec l'ancien gouvernement; à défaut d'une assemblée constituante, il se rabattait sur le corps législatif dissous le 4 septembre, et, sans se compromettre par une promesse imprudente, il laissait entendre volontiers qu'il réserverait sans doute à l'armée du Rhin la garde des députés. Nous n'avons pas besoin d'insister sur la gravité d'une telle communication faite à des soldats par leurs chefs, dans une ville assiégée, sous le feu de l'ennemi, à l'heure ordinaire des résolutions suprêmes et des sacrifices héroïques, lorsque les provisions touchaient à leur fin, et qu'il ne restait plus d'autre chance d'épargner au pays une humiliation nouvelle que l'énergie du désespoir. C'était dire assez clairement aux défenseurs de Metz qu'il devenait inutile de résister davantage, c'était les consoler d'avance de ne pas les conduire au combat en leur promettant un rôle politique, une intervention armée dans les affaires de leur pays. Après de telles paroles, on ne pouvait plus combattre; la capitulation en sortait comme une conséquence nécessaire.

Huit jours après en effet, le 27 octobre, le maréchal Bazaine capitula, mais sans obtenir pour l'armée la compensation que M. de Bismarck avait fait espérer. Au lieu de se retirer sur un point déterminé du territoire français et de garder une assemblée française, les soldats de Metz désarmés étaient envoyés en Allemagne comme prisonniers de guerre, sans qu'on les traitât autrement que les autres prisonniers français qui s'étaient rendus depuis le commencement de la campagne. A quoi donc avait servi cette obscure négociation entamée à Londres et à Versailles? Qu'obtenait-on de plus pour les soldats et pour les officiers que les conditions qui avaient toujours été accordées par la Prusse après ses précédens succès? Le seul résultat de toutes ces menées diplomatiques n'était-il pas d'énerver la résistance, et en épuisant les vivres de la place de réduire l'armée tout entière à la douloureuse alternative de capituler ou de mourir de faim? On voit bien ce que les Prussiens ga-

gnèrent à négocier; on ne voit pas ce qu'en définitive y gagnaient les Français. Les Prussiens avaient prolongé les pourparlers jusqu'au moment, prévu par eux, où la famine devait leur livrer sans combat les défenseurs de Metz. Quand ce moment arriva, ils imposèrent leurs conditions avec leur ténacité et leur rigueur habituelles, non plus en diplomates qui cherchent des accommodemens et des adoucissemens à la défaite, mais en vainqueurs qui ne cèdent aucun de leurs avantages. Les généraux français essayèrent vainement de distinguer entre la place et l'armée, de sauver au moins la forteresse en livrant leurs soldats. L'ennemi, qui connaissait la triste situation des assiégés, ne consentit à aucune concession. Il savait qu'on ne pouvait plus se défendre, il exigea qu'on remît entre ses mains tout ce qu'il demandait, et il l'obtint.

Capitulation sans nom, écrit le 1er novembre un des officiers qui y sont compris; capitulation unique dans l'histoire, disons-nous à notre tour, qui livrait du même coup à la Prusse 3 maréchaux de France, 50 généraux, 6,000 officiers, plus de 160,000 hommes, c'est-à-dire plus de monde qu'il n'en fallut à Napoléon pour tenir tête à toute l'Europe dans la campagne de France; 57 drapeaux, 750 pièces de siége, 400 canons, 100 mitrailleuses, 6 forts avec tout leur matériel et leurs immenses approvisionnemens de guerre, une place de premier ordre jusque-là invincible, habitée par une population énergique, dont les remparts n'avaient pas même été effleurés par l'ennemi, qui eût résisté comme Strasbourg, si elle eût été attaquée, mais à qui le sort ne permettait pas d'essayer la force de ses murailles et le courage de ses défenseurs; notre grande école d'application d'artillerie et de génie, ces magnifiques établissemens, cet immense polygone où l'on enseignait à l'élite de nos officiers l'art de la guerre, où on avait préparé tout ce qui devait servir à la lutte contre l'Allemagne, et que gardent maintenant les sentinelles prussiennes! Qu'on n'invoque pas après cela, comme le fait le maréchal Bazaine dans sa proclamation, des souvenirs tirés de notre histoire militaire, qu'on ne prononce pas le nom de Kléber, de Masséna, de Gouvion Saint-Cyr! Qu'on n'atténue pas ainsi la grandeur de notre désastre, comme s'il s'agissait encore une fois de nous tromper nous-mêmes, et de nous persuader qu'on trouverait dans notre passé des malheurs comparables à ceux que nous subissons! Non, il est nécessaire de le redire pour que nous sachions bien où nous sommes tombés, et ce qu'il nous faut de courage afin de nous relever de ces défaillances : on n'a jamais vu à aucune époque, avant le second empire, deux grandes armées capituler l'une après l'autre sur notre territoire , des centaines de mille hommes déposer leurs armes pour sauver leur vie, et défiler devant le vainqueur, non

pas loin de la France, à quelques centaines de lieues de leur pays, au milieu de populations étrangères, mais chez nous, sur notre sol, derrière les remparts de nos forteresses! L'Allemagne seule vient de nous faire en trois mois plus de prisonniers dans l'intérieur de notre pays que toute l'Europe ne nous en a fait pendant vingt ans de combat hors de nos frontières. Kléber, bloqué en Égypte par la flotte anglaise, ne pouvant ni recevoir de France un seul renfort, ni traverser la mer pour échapper à l'ennemi, rompit cependant la convention d'El-Arich, lorsqu'il apprit que les Anglais, au lieu de transporter l'armée française à Toulon avec les honneurs de la guerre, comme il le demandait, exigeaient qu'elle se rendît prisonnière et déposât les armes. On ne répond à de telles insolences que par la victoire, dit-il fièrement, et avec ses 12,000 hommes il reprit la lutte contre 80,000 combattans, soutenus par une population fanatique. Masséna, enfermé dans Gênes avec 15,000 soldats, cerné du côté de la terre par 40,000 impériaux, du côté de la mer par les Anglais, condamné à capituler, faute de vivres, au milieu d'un peuple soulevé et mourant de faim, sauva du moins son artillerie ainsi que ses bagages, et obtint que les 8,500 hommes qui composaient les débris de sa garnison sortiraient en armes par la route de la Corniche pour rentrer librement en France. Gouvion Saint-Cyr, qui, après le désastre de Leipzig, se trouvait coupé de l'armée française avec 30,000 hommes, ne se justifia jamais complétement du reproche de mollesse et d'indécision lorsqu'il mit bas les armes devant 80,000 ennemis, quoique la route de France lui fût fermée, et qu'il ne lui restât aucun espoir de se frayer un passage à travers toute l'Allemagne. Encore n'avait-il capitulé que sur les pressantes instances des habitans, pour préserver la ville des horreurs du typhus, à la condition expresse d'ailleurs que ses soldats rentreraient en France par journées d'étapes, et demeureraient libres, après échange, de reprendre du service dans l'armée française. Si par ordre de l'empereur Alexandre la garnison de Dresde demeura prisonnière de guerre, ce fait fut toujours considéré comme une violation formelle d'un engagement écrit, et justement reproché aux vainqueurs.

Ajoutons qu'aucun de ces trois généraux ne rendait, avec son armée, une place française, des arsenaux français, un matériel de guerre considérable appartenant à leur pays. S'ils avaient eu à livrer des centaines de canons et des milliers de fusils d'un modèle perfectionné, ils auraient sans doute brisé leurs armes avant de signer une capitulation qui allait permettre à l'ennemi de s'en servir contre la France. Les militaires s'expliquent difficilement que le maréchal Bazaine ait recommandé à ses soldats de ne détruire ni les mitrailleuses ni les chassepots, comme si une garantie qui ne se trouve

point dans le texte écrit de la capitulation, tel que nous le donnent les journaux allemands, en assurait la remise à la France après la signature de la paix. Il semble au contraire que le premier devoir d'un général en chef avant de capituler soit de ne laisser tomber entre les mains de l'assiégeant aucune arme qui ajoute quelque chose aux forces de celui-ci. Tant que la capitulation n'est pas signée, le droit de destruction est absolu; c'est un devoir indiqué. Les Prussiens se plaignirent après Sedan qu'on eût violé les lois de la guerre, parce qu'un grand nombre de soldats avaient brisé ou jeté leurs fusils dans la Meuse; mais les chefs de l'armée eussent évité ce reproche, s'ils avaient ordonné avant la capitulation que tout ce qui pouvait être utilement détruit fût détruit. Le maréchal Bazaine, en livrant intact à l'ennemi tout son matériel de guerre, semble avoir consenti à une concession en échange de laquelle il n'obtient du vainqueur aucune promesse formelle, aucun engagement positif; nous verrons après la guerre si tout ce que nous avons livré nous est rendu, si l'ennemi n'a pas immédiatement dirigé sur Paris ou sur Thionville tout ce qui pouvait lui servir. Mais ce qui nous étonne le plus dans la proclamation du maréchal Bazaine, et ce qui afflige le sentiment national, c'est le silence absolu que garde le commandant en chef de l'armée du Rhin sur les habitans de la ville dont il vient de fixer le sort. A l'heure où il se sépare de cette malheureuse et patriotique cité, qui supporte depuis près de trois mois le fardeau de la guerre, qu'il a encombrée de ses 20,000 blessés, dont ses soldats ont épuisé les ressources, qui tiendrait encore, si elle n'avait pas eu à nourrir autour de ses murs une armée immense, il n'adresse pas une parole d'adieu à ces compagnons intrépides de toutes ses souffrances, — à ces femmes généreuses qui ont recueilli chez elles tan de malades ou de mutilés, pansé de leurs mains tant de blessur es bravé pour remplir un devoir charitable toutes les horreurs de la dyssenterie, du scorbut et de la pourriture d'hôpital, — à ces médecins civils qui ont multiplié leurs efforts pour suppléer au petit nombre des médecins militaires, — à cette énergique garde nationale qui partage aujourd'hui la captivité des soldats comme elle a partagé leurs fatigues, — à cette artillerie de la garde mobile qui, dès le premier combat, livré autour de Metz le 14 août, essayai déjà sur l'ennemi la portée des canons du fort de Queuleu, — à ces volontaires, à ces francs-tireurs qui s'étaient spontanément offerts parmi les jeunes gens des familles les plus honorables de la ville, qui occupèrent depuis le 15 septembre les avant-postes de Grimont, y restèrent jusqu'au dernier jour, et ne cessèrent d'y harceler l'ennemi. Faut-il donc croire, comme semble l'indiquer la communication faite le 19 octobre aux officiers par leurs chefs, qu'une sorte de

mésintelligence politique régnait entre les généraux et les habitans, que l'armée, pour employer l'expression même dont se sert *l'Indépendant de la Moselle*, séparait sa cause de celle de la ville? Faut-il croire, comme l'indique le général Coffinières, commandant la place, que les intérêts de celle-ci ont été sacrifiés, qu'on s'est moins occupé de la défense qu'il ne l'aurait fallu, et que les questions politiques ont entravé les expéditions militaires? Ces conjectures seraient confirmées par le témoignage des journaux allemands et anglais, qui n'ont cessé de dire pendant le siége que les habitans de Metz se prononçaient pour la république, tandis que les généraux tenaient encore pour l'empire, et que la garde continuait à s'appeler la garde impériale. Nous ne pouvons douter en effet, nous qui connaissons l'esprit de la population de Metz, ses instincts libéraux et son patriotisme, qu'elle n'ait accueilli la chute de l'empire comme une délivrance. Déjà les opposans avaient été en majorité dans la ville à l'époque du plébiscite. Depuis, que de fautes n'avait-on pas commises qui devaient ouvrir les yeux des plus aveugles! Dans quelle partie de la France l'incapacité de la politique impériale causait-elle plus de malheurs et plus de désastres? Tous les jours, chacun sentait à Metz par ses propres malheurs le poids des défaillances de l'empire. Si, malgré ces dispositions inévitables de l'esprit public, les chefs de l'armée, comme bien des indices le font craindre, se sont obstinés à se considérer comme les soldats de l'empire, ils ont dû exciter dans Metz une irritation et une défiance qui, contenues peut-être pendant le combat, ont éclaté nécessairement après la capitulation. On comprendrait alors pourquoi le maréchal Bazaine aurait été obligé de quitter la ville presque furtivement; on s'expliquerait l'accusation portée contre lui le 28 octobre par *l'Indépendant de la Moselle*, un des journaux qui ont le plus nettement et le plus énergiquement combattu l'empire.

II.

Croit-on d'ailleurs que les habitans de Metz, si jaloux des glorieux souvenirs de leur histoire locale, si fiers de vivre dans une ville où l'ennemi n'avait jamais pénétré, pardonnent facilement au maréchal Bazaine la désastreuse campagne qui, après tant de privations et de souffrances inutiles, aboutit à l'entrée triomphale des Prussiens dans leurs murs? Le jour en effet où le maréchal Bazaine se repliait sur Metz pour s'y enfermer, il devenait responsable non-seulement du sort de son armée, mais du sort de la ville qu'il attachait à sa fortune. Aujourd'hui les Messins, qui n'avaient pas be-

soin de cinq corps d'armée pour se défendre, qui avec la garde nationale, la garde mobile, les francs-tireurs, l'artillerie et quelques régimens de troupes de ligne, se seraient admirablement défendus tout seuls, reprochent peut-être au commandant en chef de l'armée du Rhin d'avoir songé à lui-même et à ses soldats beaucoup plus qu'au salut de la ville. Ils ont le droit de lui dire que, sans sa persistance à se tenir sous leurs murs, leurs forts et leurs remparts n'auraient pas été pris, — que, si tant de bouches à nourrir n'avaient pas épuisé les provisions accumulées dans Metz, il resterait encore aujourd'hui assez de vivres pour de longs mois de siége. Que sont devenus les énormes approvisionnemens que jusqu'à la dernière heure l'intendance militaire dirigea sur la ville de trois côtés à la fois, par la ligne de Frouard, tant que celle-ci ne fut pas coupée, par l'embranchement de Verdun, par la ligne des Ardennes, restée libre quelques jours de plus? Le biscuit et les salaisons qui arrivaient de Dunkerque et des places du nord, le pain *biscuité* qu'on fabriquait pour les troupes à Épinal, à Lunéville, à Nancy, à Pont-à-Mousson, à Bar-le-Duc, au camp de Châlons, les 4,400 wagons de vivres accumulés le 15 août sur une longueur de 5 kilomètres, tout le long de la voie ferrée entre Metz et Ars-sur-Moselle, toutes les ressources qui auraient nourri si longtemps la garnison et la ville, l'armée du maréchal Bazaine les a complétement épuisées en deux mois et dix jours. De cette immense accumulation de vivres, il n'y avait plus rien le 27 octobre, quoiqu'un journal anglais, mal interprété, ait fait croire un instant le contraire. Ne faisons pas l'injure au commandant de l'armée du Rhin de supposer qu'il se soit rendu avant d'y avoir été réduit par la famine. Les Prussiens ont trouvé à Metz et particulièrement dans les forts des munitions de guerre (*stores*) ; ils n'y ont pas trouvé de provisions de bouche, comme on le disait en dénaturant le sens de l'expression anglaise. Une lettre française, en date du 6 octobre, qui peint la situation sous les couleurs les plus favorables, paraît faite à plaisir ou écrite avec cet optimisme prudent dont il est sage de se servir dans une ville assiégée, que nous employons nous-mêmes lorsque nous écrivons de Paris à nos correspondans de province, et que nous craignons de voir tomber notre lettre entre les mains de l'ennemi. On y parle par exemple des gros poissons de la Moselle qui tiennent une grande place dans la consommation, comme si tous ceux qui ont habité Metz ne savaient que, même en temps ordinaire, lorsqu'on peut pêcher à quelque distance de la ville, le gros poisson est fort rare. C'est là une de ces ressources fantastiques qu'on invente pour rassurer ses amis, et pour ne pas causer trop de joie à ses ennemis, mais qu'il serait

puéril de prendre au sérieux : on ne nous consolerait guère de la famine, si on nous proposait d'y remédier grâce aux poissons de la Seine. La même lettre annonce aussi que ni le pain ni le sel ne manqueront avant plusieurs mois. Nous savons au contraire par des renseignemens positifs que, le jour où l'on s'est rendu, les soldats n'avaient plus de sel pour assaisonner la soupe de cheval, seule ressource qui leur restât, et que depuis huit jours ils ne mangeaient plus de pain. D'après le témoignage des Allemands, les chevaux de toutes les batteries d'artillerie, moins deux, avaient été abattus et mangés, et dans la cavalerie il ne restait plus que 15 chevaux par escadron. Presque toutes les correspondances attestent d'ailleurs que la ville présentait l'aspect de la misère, et que les habitans paraissaient avoir souffert de cruelles privations. Les campagnards surtout devaient avoir épuisé depuis longtemps les 40 jours de provisions qu'on exigeait d'eux au début, avant de leur permettre de se réfugier dans la ville.

Sur ce point, aucun doute ne peut exister. Le maréchal Bazaine n'a pas à se défendre du reproche d'avoir capitulé un jour plus tôt qu'il ne l'aurait dû. Il a tenu évidemment jusqu'à la dernière limite de ses ressources alimentaires. Les habitans de Metz ne lui demandaient pas de laisser mourir ses soldats pour prolonger la résistance, mais ils lui reprochent amèrement d'avoir attendu si longtemps sous leurs murs une catastrophe que son inaction rendait inévitable, de ne l'avoir pas prévenue en forçant les lignes ennemies à temps, lorsqu'il y avait encore assez de vivres pour nourrir pendant plusieurs semaines la garnison de la ville après le départ des troupes. Le maréchal pouvait-il opérer cette sortie décisive? Aurait-il pu, avec plus d'énergie ou plus d'habileté, se dégager du blocus qui l'enfermait? Toute la question est là. Le côté délicat de l'histoire du siége sera précisément de savoir si un général très résolu ou très habile n'aurait pas trouvé un moyen, avec plus de 100,000 hommes de troupes choisies, de se frayer un passage à travers une armée assiégeante qui depuis la fin d'août n'a jamais dépassé 220,000 combattans. Pour résoudre cette question, les renseignemens nous manquent et nous manqueront peut-être longtemps. Quelques conjectures du moins nous sont permises; nous ne les hasarderons qu'en prenant pour points de départ des faits avérés.

Notre premier devoir est de reconnaître que le maréchal Bazaine, en recevant le commandement de l'armée du Rhin, héritait d'une situation qu'il n'avait pas créée, dont tout le poids pesait sur lui, sans qu'il fût responsable d'une seule des fautes commises depuis le commencement de la campagne. Le 13 août, il entrait à peine en fonctions, et rencontrait même quelque résistance dans l'exécution

de ses ordres; le 14 août au matin, il déclarait sur la place de la préfecture de Metz qu'il ne se rendait encore un compte exact ni des forces ni des ressources dont il pouvait disposer, et le même jour, vers quatre heures, déjà il était attaqué par l'armée prussienne, qui depuis lors ne lui laissait pas un instant de relâche. Ce n'est pas lui qu'il faut accuser si l'on n'avait point fait sauter le pont de la Moselle à Pont-à-Mousson et défendu obstinément le passage de la rivière pour ne pas permettre aux forces ennemies de se porter de la rive droite qu'elles occupaient sur la rive gauche, qui gardait notre ligne de retraite, si les deux ponts de chevalet jetés sur la Moselle par l'artillerie française pour faciliter le passage de nos troupes ne pouvaient servir parce qu'on lâchait maladroitement les écluses de la ville, et qu'on provoquait une crue subite des eaux au moment même où ils venaient d'être établis, si enfin on ne se décidait pas à employer le pont du chemin de fer que la compagnie de l'Est, avec son patriotisme accoutumé, mettait à la disposition de l'armée. Toutes ces fausses manœuvres et ces hésitations nous faisaient perdre des heures d'où dépendait le salut. Pendant que nous hésitions, l'ennemi se portait à marches forcées sur la route de Verdun, que l'empereur signalait à l'attention des Prussiens en annonçant publiquement à l'impératrice qu'il se dirigeait de ce côté. Le maréchal Bazaine n'exerça réellement le commandement en chef qu'à l'heure où l'empereur quitta Metz dans la soirée du 14 août. Il était déjà bien tard pour réparer tant de fautes. On l'eût pu cependant, si l'on avait bien apprécié le prix du temps et pressé la marche. Le 15 août, toute la journée la route de Verdun était libre; l'empereur la suivit le 16 au matin avec quelques régimens de cavalerie sans y rencontrer aucune résistance, quoique les uhlans y eussent paru; mais les Prussiens n'avaient pas livré inutilement le sanglant combat de Borny. Ils comptaient sur cette fausse attaque, comme ils l'ont dit depuis, pour retenir les Français sous les murs de Metz, pendant que le gros de leurs forces se porterait immédiatement par une marche vigoureuse sur la rive gauche de la Moselle. Ils nous occupaient, ils ralentissaient notre départ en nous demandant une suspension d'armes sous prétexte d'enterrer leurs morts, en réalité pour laisser le temps au prince Frédéric-Charles d'opérer son mouvement rapide de l'autre côté de la rivière. Nous aussi, nous finissions par nous mettre en marche, mais avec moins d'activité et de rapidité que les Allemands. Il semble que dans cette guerre nos ennemis, qu'on croyait lents et circonspects, nous aient pris nos anciennes qualités, la vigueur et l'audace. C'est nous qui sommes embarrassés dans nos mouvemens, qui ne savons plus aller vite, nous décider promptement, prendre une résolution énergique.

Ce sont eux qui, en toute occasion, nous gagnent de vitesse. Il semble que leurs armées soient plus libres et plus dégagées que les nôtres. Notre soldat est trop chargé, nous traînons trop de bagages. Déjà sur la route de Verdun, comme plus tard sur celle de Sedan, se produisaient des encombremens de voitures et de convois qui retardaient malheureusement la marche de notre armée.

Le 16 août, le maréchal Bazaine marchait dans la direction de Verdun; ses têtes de colonnes avaient déjà fait le tiers de la route, lorsqu'à Vionville, entre Gravelotte et Mars-la-Tour, l'ennemi les attaqua vigoureusement et les arrêta. A la fin de la journée, après un combat très meurtrier, nous n'avions peut-être pas perdu de terrain, le maréchal écrivait même qu'il avait campé sur les positions occupées le matin par les Prussiens; mais nous rencontrions une résistance qui nous empêchait de pousser plus avant. Il est probable cependant que, si les Français avaient prévu ce qui allait se passer les deux jours suivans, ils auraient poursuivi leur route à n'importe quel prix. Le temps ne nous amenait en effet aucun renfort, n'ajoutait aucune force à celles que nous avions, tandis que chaque heure augmentait le nombre de nos ennemis. Le 16 août, les 150,000 hommes qui composaient les cinq corps d'armée du maréchal Bazaine, non compris les troupes de la garnison, les gardes mobiles et les gardes nationaux restés dans Metz, et dont il n'était plus possible de distraire un seul soldat, n'avaient en face d'eux qu'une partie, que la moitié peut-être des troupes ennemies qui devaient entrer en ligne au combat du 18. Avec quelques heures d'avance sur le reste des armées prussiennes, qui traversaient la Moselle à marches forcées, il eût été possible peut-être d'opérer vers l'Argonne, en se ravitaillant à Verdun, une de ces belles retraites qui ont honoré les noms de Moreau et de Soult. Pour cela sans doute il eût fallu marcher toute la nuit, alléger les hommes, abandonner une partie des bagages, demander à tout le monde un effort extraordinaire, et à l'arrière-garde en particulier les derniers sacrifices. Était-il temps encore le 17? Il semble que le maréchal Bazaine ait essayé ce jour-là de se dérober à l'ennemi en reportant son armée sur la route de Briey, qui s'ouvrait encore à lui, et qui par un détour lui permettait d'atteindre Verdun; mais là encore la célérité des mouvemens et les marches de nuit étaient indispensables. Dans la matinée du 17, le chemin était libre, la voiture publique qui fait le service entre Metz et Briey, beaucoup de voitures particulières, passaient sans obstacle. Le soir déjà la cavalerie prussienne occupait la route. Le 18 au matin, les troupes qui avaient attaqué Metz le 14 au combat de Borny, ayant eu le temps d'opérer leur jonction avec celles qui nous avaient arrêtés le 16 à Vionville,

quoiqu'elles eussent à faire un détour énorme pour traverser la Moselle, 300,000 hommes au moins, les deux armées réunies de Steinmetz et du prince Frédéric-Charles, nous fermaient définitivement un passage qui ne devait plus se rouvrir. Pour obtenir ce résultat, les Allemands venaient de déployer une activité extraordinaire. Ils avaient marché sans bagages, du pas le plus rapide, se reposant à peine quelques heures par jour. Le roi lui-même malgré son grand âge, laissant derrière lui son attirail de campagne, n'avait ni dormi ni changé de vêtemens depuis trente heures. C'est à ce prix, en imposant à ses soldats et à lui-même les plus dures fatigues, en limitant les bagages au strict nécessaire, que Napoléon Ier accomplissait autrefois ces marches merveilleuses qui lui ont tant de fois permis de surprendre et d'écraser ses adversaires. Ce qu'il fit jadis sur tant de champs de bataille avec tant de succès, nous ne le faisons plus, hélas! aujourd'hui, et ce sont nos ennemis qui ont appris à le faire.

L'occasion perdue le 16 et le 17 août ne se retrouva plus. Le 18 au matin, nous avions en face de nous, sur les trois routes qui conduisent à Verdun, de Saint-Marcel à Saint-Privat, non plus, comme au combat précédent, quatre corps de l'armée prussienne, mais huit corps entiers qui, menaçant de déborder nos ailes, nous rejetèrent sur Metz. Le maréchal Bazaine soutint ce terrible choc avec la plus grande énergie et défendit pied à pied toutes les positions, sous un feu formidable, contre un ennemi deux fois supérieur en nombre. Les Prussiens avouent que cette journée, la plus sanglante de toute la guerre, leur coûta des pertes énormes. Il faut cependant reléguer au rang des fables le romanesque épisode des carrières de Jaumont, que nous avons tous cru sur la foi des dépêches officielles, comme tant de succès imaginaires accueillis d'abord avec empressement par notre crédulité, pour les voir ensuite démentis par les faits. Le soir venu, l'armée française ne pouvait se faire illusion sur le résultat de la bataille. On s'était admirablement battu, on avait opposé à deux grandes armées une résistance héroïque; mais on avait trouvé le chemin fermé, et dans cette direction il ne restait plus aucun espoir de se faire jour jusqu'à Verdun. Alors le maréchal Bazaine se replia sur Metz, où il ramena tant de blessés que les hôpitaux, les baraques construites au polygone, le lycée, le collége des jésuites, la manufacture des tabacs, le palais de justice et les maisons des particuliers ne suffirent plus à les contenir; il fallut, pour les recevoir, dresser des tentes sur l'Esplanade, emprunter à la compagnie de l'Est des wagons où on les suspendait dans des hamacs. Y compris ceux du 6 et du 14 août, on en estimait le nombre à plus de 20,000, pour lesquels bien des ressources auraient manqué sans la charité et le dévoûment inépuisables des ha-

bitans. Une armée ainsi éprouvée avait besoin de quelques jours de repos pour se refaire de ses fatigues et se réorganiser. Le temps pressait moins d'ailleurs. Le maréchal Bazaine présumait que l'armée de Mac-Mahon s'avançait à son secours. Dans la forte position qu'il occupait, il pouvait à son choix attendre qu'on vînt le délivrer ou chercher le point faible de ses adversaires. Peut-être aussi espérait-il que les Prussiens seraient forcés de détacher contre l'armée de secours une partie de leurs forces, ce qui arriva en effet. Malheureusement, si le temps était pour lui un auxiliaire, ses ennemis en profitaient avec plus d'habileté et d'énergie qu'il ne l'avait supposé pour lui fermer toute issue. En quelques jours, une ligne savante de retranchemens armés d'artillerie investissait de toutes parts la place de Metz. Les Allemands, qui avaient étudié à fond les opérations de la dernière guerre d'Amérique et le système de travaux dont s'étaient servis les Russes à Sébastopol, enfermaient l'armée française dans ce cercle de fer qu'ils prétendent aujourd'hui avoir tracé de nouveau autour de Paris. L'armée du roi ou de Steinmetz travailla, avec l'armée du prince Frédéric-Charles, à cette œuvre gigantesque jusqu'au moment où une partie de ces forces marcha en même temps que l'armée du prince royal à la rencontre du maréchal Mac-Mahon. Peut-être eût-il été possible de guetter l'heure où elles s'éloignèrent pour se frayer un passage avant que les travaux d'investissement fussent achevés. Le maréchal Bazaine comprit-il alors, aussi nettement qu'il dut le comprendre plus tard, que les occasions perdues se retrouvent difficilement, qu'il ne fallait à aucun prix se laisser enfermer, qu'aucun échec subi en rase campagne, si cruel qu'il fût, ne serait comparable à la dure nécessité de capituler un jour, de livrer un jour une ville qu'on ne pouvait sauver qu'à la condition d'en sortir? A ce moment-là peut-être, comme à la bataille de Gravelotte, la vue du danger présent l'empêcha-t-elle de discerner les périls beaucoup plus redoutables que lui réservait l'avenir.

En tout cas, pendant douze jours, du 18 au 31 août, lorsque les lignes d'investissement de l'ennemi étaient évidemment moins fortes qu'elles ne le furent plus tard, lorsque chaque journée rendait la situation de l'assiégeant plus redoutable, sans rien ajouter aux chances de l'assiégé, l'armée de Metz ne livra qu'un engagement peu sérieux, dont les Allemands parlent comme d'une simple escarmouche d'avant-garde, dans la direction du nord-est, sur la rive droite de la Moselle. Le maréchal Bazaine se recueillait visiblement pour un plus grand effort. Après avoir tâté le terrain le 26, sur le point des lignes ennemies qu'il croyait avec raison le plus faible, ce fut du même côté qu'il dirigea sa grande attaque du 31 août et

du 1er septembre, la tentative la plus vigoureuse et la plus soutenue qu'il ait jamais faite pour forcer le blocus. On ne peut lui reprocher de n'avoir pas agi, en cette occasion, avec la plus grande vigueur. Quand M. de Valcourt, officier de la garde mobile, attaché au quartier-général de Metz, accuse dans *le Moniteur* de Tours du 4 novembre le maréchal Bazaine de n'avoir pas rejoint le 31 août les avant-postes du maréchal Mac-Mahon par une marche de nuit, il oublie que vingt-cinq lieues de distance séparaient les deux armées. Il ne porte pas contre son chef une accusation moins étrange en lui reprochant d'avoir placé les bagages au milieu de la ville et montré par là qu'on ne tentait pas une sortie sérieuse. Où serait donc allé le maréchal Bazaine, si ce jour-là il était sorti de Metz? Manœuvrant, comme il le fit, du côté opposé à la France, dans la direction de la Prusse rhénane, entre les deux routes de Bouzonville et de Sarrebrück, peut-on sérieusement supposer qu'il se frayait un passage vers l'Allemagne, et tournait le dos à l'armée de secours qu'il attendait? Il est manifeste au contraire qu'ayant découvert avec beaucoup de sagacité le point le plus faible de l'ennemi, il l'attaquait là où il pouvait lui porter les coups les plus dangereux, et l'obligeait en même temps à concentrer le gros de ses forces sur la rive droite de la Moselle, pendant que Mac-Mahon arriverait par la rive gauche. Si, durant cette bataille qui se prolongea près de deux jours avec un furieux combat de nuit, Mac-Mahon était arrivé, comme le maréchal Bazaine avait lieu de l'espérer, l'armée du Rhin facilitait le passage à l'armée de secours en retenant loin d'elle, du côté opposé de la ville, le principal effort des Prussiens. L'opinion que M. de Valcourt prête aux officiers allemands sur la mollesse du maréchal Bazaine en cette circonstance est en contradiction formelle avec tous les rapports qui ont été publiés en Allemagne sur la sanglante bataille de Noisseville. On y fait au contraire le plus bel éloge du courage et de l'opiniâtreté des troupes françaises. Le combat dura trente-six heures, presque sans interruption, avec le plus grand acharnement. La première et la seconde ligne d'investissement furent forcées l'une après l'autre, les quatre villages de Servigny, de Noisseville, de Retonfay et de Flanville emportés à la baïonnette. Les ennemis ne nous en délogèrent qu'après une lutte corps à corps qui leur coûta beaucoup de monde. Ils conviennent eux-mêmes que, si les Français avaient pu se maintenir à Retonfay, l'armée de siége était coupée en deux, et le blocus rompu.

Le 12, le 22 et le 23 septembre, de nouveaux engagemens nous sont signalés autour de Metz sans qu'aucun détail nous permette d'en apprécier l'importance. En octobre, le sous-préfet de Neuf-

château, dans une dépêche fort emphatique, par conséquent suspecte, annonce à Tours que le maréchal Bazaine vient de détruire les forges et l'église d'Ars-sur-Moselle, d'anéantir 26 bataillons prussiens ainsi que deux régimens de cavalerie, et de s'emparer d'un convoi de 193 voitures de vivres. Ce combat, dont nous ne trouvons ailleurs aucune trace, ne serait-il point celui qui eut lieu non au sud, mais au nord de Metz, pendant lequel on entendit en effet le canon du fort Saint-Privat, ce qui aurait pu faire croire à une attaque sur Ars, mais dont le principal effort se porta dans la direction de Thionville? D'après le témoignage d'un Américain qui y assistait, cette vigoureuse sortie de l'armée française fut précédée, du 2 au 7 octobre, par une série d'engagemens dans la vallée de la Moselle. Il s'agissait pour les Prussiens de bombarder le fort Saint-Éloy, qui commande la vallée, et pour les Français d'empêcher que la route de Thionville leur fût définitivement fermée. Le village de Ladonchamps, clé de la position, pris et repris plusieurs fois, reçut dans la journée du 6 un millier de bombes prussiennes. « Jamais, écrit un officier français, on n'entendit pareille *mitraillade*. En une heure, un régiment était réduit à rien. Mon cheval, après le combat, était *piqueté* de taches de sang. » Le 7, un brouillard très intense permit au maréchal Bazaine d'emporter la première ligne des Prussiens et de pousser ses têtes de colonnes au-delà de Ladonchamps, jusqu'aux Grandes et aux Petites-Tapes; mais là il fut arrêté par les feux croisés des batteries qui, de toutes les hauteurs environnantes, dominaient la Moselle et par les charges de l'infanterie prussienne, qui s'élançait sur la nôtre lorsque le canon avait jeté le désordre dans nos rangs. Là comme toujours, depuis le commencement de cette guerre, l'artillerie prussienne nous écrasa. Notre intrépide infanterie ne put jamais se déployer en lignes sans être couverte d'obus. Les Français se battirent *comme des démons*, dit un publiciste américain; ils détruisirent deux régimens de *landwehr*, mais leur artillerie était relativement faible.

Là parut s'arrêter l'effort des assiégés. A moins qu'il n'y ait eu quelques jours plus tard une nouvelle sortie dans la direction d'Ars-sur-Moselle, comme pourrait le faire supposer la dépêche de Neufchâteau, que nous avons citée, il ne semble pas que, du 7 au 27 octobre, la lutte ait été reprise. M. de Valcourt dit déjà que le 12 on commençait à parler de la capitulation. Depuis le 18 août, le maréchal Bazaine, d'après le témoignage d'un des officiers de l'armée de Metz aujourd'hui prisonnier en Allemagne, avait livré en deux mois et dix jours huit grands combats, tenté huit fois, dans des directions différentes, de percer les lignes prussiennes. La France serait bien ingrate, si, au moment où elle cherche à se for-

mer une opinion sur la conduite du commandant en chef de l'armée du Rhin, elle ne lui tenait pas le compte le plus honorable de cette lutte opiniâtre contre un ennemi mieux armé que nous et toujours supérieur en nombre. Le maréchal Bazaine n'a-t-il pas bien mérité de son pays en retenant loin de Paris 300,000 hommes d'abord, plus tard 220,000, qui, sans lui, auraient marché sur nous, quand nous n'étions pas encore en mesure de nous défendre? Quelle serait aujourd'hui la situation de la France, si la Prusse avait pu disposer plus tôt, contre la capitale, de l'armée et du génie militaire du prince Frédéric-Charles? Mais ce qui diminue singulièrement le mérite du service que nous a rendu le maréchal Bazaine, c'est que sa tactique nous coûte à la fois une capitulation désastreuse et notre première place forte, celle de toutes qu'il nous importait le plus de garder, parce que c'est celle que l'ennemi désirait le plus. Si l'armée du Rhin, au lieu de s'enfermer dans Metz et de n'en plus sortir, avait tenu la campagne à n'importe quel prix, elle n'aurait ni capitulé ni fait prendre la ville, qui aujourd'hui encore renfermerait des vivres pour plusieurs mois de siége. Les situations terribles exigent des efforts héroïques. C'est un de ces efforts qui aurait dû être tenté, que nous attendions de nos généraux le lendemain du désastre de Sedan.

On nous permettra sur ce point de dire toute notre pensée, sans vain étalage d'héroïsme, mais avec un sentiment profond des devoirs qu'impose à certains jours l'honneur du pays. Au lieu de se livrer à des combinaisons politiques, d'engager des négociations équivoques, de se réserver peut-être pour un grand rôle personnel, de laisser l'armée s'énerver et se désorganiser, ne valait-il pas mieux, le jour où l'on connut la capitulation du 2 septembre, ne s'inspirer que du devoir militaire, et ne prendre conseil que de ce *beau désespoir* dont parle Corneille? Une catastrophe sans exemple dans notre histoire venait d'humilier la France; pour la première fois 100,000 Français en armes venaient de capituler dans un pays où jusqu'ici il a toujours paru plus facile de mourir que de se rendre. C'était à l'armée du Rhin, à l'élite de nos soldats et de nos généraux, qu'il appartenait de laver cette honte dans son sang. Il nous semble que, quelles que pussent être les défaillances individuelles, on aurait remué tous les cœurs, si on avait réuni les officiers pour leur dire : C'est assez d'une capitulation de ce genre dans notre histoire, il n'y en aura pas deux; nous ne donnerons pas le nouveau spectacle d'une armée qui rend ses armes. Que dirait de nous l'Europe, que les Français ont tant de fois étonnée par leur courage? Voulons-nous l'étonner maintenant par notre humiliation? Non, nous n'irons point par milliers défiler devant nos

ennemis; la rougeur au front, nous ne lirons pas dans leurs yeux le mépris que leur inspirerait notre faiblesse. Il y a des choses plus difficiles que de mourir. Une de celles-là est de supporter pour soi-même et pour son pays un certain degré d'abaissement. Il faut donc que nous sortions d'ici, et que nous en sortions tout de suite, pour ne pas épuiser, en y restant, les provisions de la ville. Autrement nous serions exposés à cette double douleur d'être vaincus nous-mêmes par la famine, et de livrer avec nos personnes une des clés de la France. Tout vaut mieux qu'une telle perspective. Afin d'être bien sûrs d'y échapper, nous ferons tous ensemble, la nuit, une sortie désespérée, en nous engageant, quoi qu'il arrive, à ne pas rentrer dans Metz. Une partie d'entre nous sera tuée, d'autres seront faits prisonniers, mais noblement, les armes à la main; ceux qui échapperont se réuniront pour tenir la campagne à un lieu déterminé, sous le commandement du général le plus élevé en grade et le plus ancien. On dit qu'autour de nous le pays est épuisé; mais nous savons qu'à 16 lieues d'ici Verdun et Montmédy regorgent de vivres. Quelques jours de misère sur notre sol, au milieu de nos compatriotes, n'effraieront pas de vieux soldats d'Afrique, de Crimée, du Mexique. Nos pères en ont vu bien d'autres en Espagne et en Russie!...

Sans doute de telles résolutions ne se prennent guère de sang-froid. On ne tient point ce langage dans les temps ordinaires à des hommes que de grandes émotions n'auraient pas préparés à l'entendre; mais si, comme nous le croyons, le sentiment de l'honneur militaire ne s'est point affaissé chez nous, la catastrophe de Sedan devait remuer assez profondément les âmes des soldats pour leur faire accomplir des prodiges d'héroïsme. Il eût été beau alors de se mettre à leur tête et de tenter quelque coup désespéré dans la première ivresse des résolutions magnanimes. Ceux qui auraient succombé nous auraient légué un exemple aussi fortifiant qu'une victoire; ceux qui auraient survécu nous apprendraient aujourd'hui ce qu'il faut savoir oser pour délivrer son pays. Nous n'hésiterions pas en prononçant leurs noms entre des impressions différentes, aucune ombre n'obscurcirait leur image; nous les remercierions d'avoir offert leur vie tous ensemble pour honorer la France, pour la sauver peut-être en lui rendant la conscience de ce qu'elle renferme encore de courage et de vertus.

A. Mézières.

UNE PRUSSE

DANS L'ANTIQUITÉ

Le monde moral a ses lois comme le monde physique; c'est ce que démontrent la constitution et le développement des sociétés. Les événemens historiques, n'étant que le résultat de l'action combinée des unes et des autres, doivent donc être également soumis à des lois dont la connaissance exacte permettrait de les prédire, et fournirait les moyens d'en détourner les effets. Par malheur, les élémens qui entrent dans la production de ces événemens sont si nombreux et si complexes, l'observation en est si incertaine et si difficile, que l'on ne réussira jamais à calculer à l'avance les révolutions politiques comme on calcule les mouvemens célestes. Sans doute, s'il s'agit d'un événement simple sur lequel on obtient des données positives et susceptibles d'être rigoureusement appréciées, on peut avec une assez grande approximation en indiquer la marche et en prévoir l'issue; mais quand le problème historique s'étend et se complique, notre jugement s'embarrasse, notre vue se trouble, nous ne savons comment comparer et mesurer des forces contraires et d'ordres différens. On est alors, pour ainsi dire, en face d'une équation transcendante pour la résolution de laquelle il n'y a ni une méthode régulière, ni un nombre suffisant de quantités connues. Faute de mieux, il faut recourir dans ce cas à un procédé purement empirique, chercher dans le passé si des conditions analogues à celles qu'offre le présent ne se sont pas déjà réunies, et, quand on est parvenu à les découvrir, en étudier les conséquences, induisant de la révolution jadis accomplie la nature de celle qui se prépare ou qui est déjà commencée. Cette méthode est sans contredit fort imparfaite, parce qu'il est rare que les nations, que les sociétés, ainsi comparées à plusieurs siècles d'intervalle, se trouvent placées

dans des milieux identiques, dans des circonstances morales et matérielles semblables. Toutefois les chances d'erreur seront d'autant moindres qu'on aura su rencontrer des conditions plus comparables et des coïncidences plus frappantes. Si l'on ne déchire pas de cette façon le voile qui dérobe l'avenir, on peut entrevoir du moins les diverses possibilités entre lesquelles oscillent nos destinées, et recueillir des enseignemens dont la sagesse fait son profit.

C'est surtout quand une société vient à être jetée par quelque catastrophe hors de ses voies régulières qu'il importe de recourir à un tel procédé, car l'expérience qu'ont pu donner les faits contemporains demeure insuffisante pour l'appréciation des choses étrangères à ce qu'ils nous ont présenté. L'histoire est alors plus que jamais la conseillère de la politique, qui ne saurait se laisser égarer par des théories purement spéculatives. La France est aujourd'hui dans une de ces crises terribles. Il est donc indispensable de remonter le cours des âges pour s'assurer si des faits sinon identiques, du moins analogues à ceux qui se passent sur notre sol, autour de nous, n'ont pas déjà produit de pareilles complications. J'ai feuilleté les annales de l'antiquité, et je suis tombé sur une époque qui me paraît fournir des lumières propres à éclairer les ténèbres douloureuses dont nous sommes enveloppés.

I.

Vers le dernier tiers du ve siècle avant Jésus-Christ, Athènes était arrivée au plus haut degré de grandeur et de prospérité. Le gouvernement de Périclès marqua cette époque glorieuse. L'Attique était la plus éclatante expression du génie hellénique, le foyer des lumières et des arts. Sa capitale surpassait en magnificence et en richesses les autres cités grecques; elle était le rendez-vous des lettrés, l'école de la politesse et du goût. En même temps qu'elle régnait sur les intelligences, elle dominait dans la politique. Lacédémone lui disputait sans doute encore l'hégémonie; mais cette république avait momentanément perdu une influence et une supériorité militaire qu'elle devait reprendre plus tard. Sauf la ville de Lycurgue, aucun état de la Grèce n'était en mesure de balancer la prépondérance athénienne. Les tentatives d'indépendance des alliés d'Athènes, loin de l'affaiblir, avaient été pour cette cité la cause qui affermit sa domination. Ces résistances locales ne furent pour les Athéniens que des occasions de triomphes. Leurs victoires se succédèrent presque sans interruption sur terre et sur mer pendant un quart de siècle. Périclès établit leur empire dans la Chersonèse de Thrace, désola les villes maritimes du Péloponèse, défit près de

Némée les Sicyoniens, ravagea l'Acarnanie. Les vaisseaux de l'Attique se promenèrent en maîtres sur toutes les mers helléniques, et pénétrèrent jusqu'au royaume de Pont.

Enorgueillis par tant de succès, les Athéniens formèrent le projet de plus lointaines et plus vastes conquêtes; ils songèrent à soumettre l'Égypte, Carthage et la Sicile. Périclès eut la sagesse de retenir leur ambition. Satisfait d'avoir abaissé Sparte, comprimé le soulèvement des villes tributaires, rétabli les Phocidiens dans l'intendance du temple de Delphes, désarmé les Mégariens, forcé par une invasion l'Eubée à recevoir de nombreux colons athéniens, ce grand homme conclut en 446 avec les états de la Grèce une paix de trente années qui, en assurant à Athènes la plupart de ses conquêtes, consacrait solennellement sa prééminence. C'est alors que sa prospérité prit le plus vigoureux essor, que la ville de Minerve dépassa en splendeur et en civilisation tout ce que le monde ancien avait encore offert.

Athènes, au temps dont nous parlons, était pour l'antiquité quelque chose d'analogue à ce que fut pour l'Europe la France aux beaux jours de Louis XIV. La ressemblance du caractère des deux peuples a été bien des fois signalée. Quoique le régime monarchique de notre patrie au XVIIe siècle ne présente aucune similitude avec le gouvernement athénien, on saisit pourtant entre le fils de Xantippe et celui d'Anne d'Autriche plus d'un trait commun. L'un et l'autre imposaient au peuple par la noblesse de la physionomie et la dignité du maintien. Si l'adulation dont Louis XIV était entouré l'éleva pour ses sujets presque à la hauteur d'un demi-dieu, Périclès était comparé par ses concitoyens au maître des dieux lui-même, et dans leur admiration enthousiaste ils lui avaient décerné le surnom d'Olympien. Ce que fit le monarque français, grâce à l'autorité souveraine dont il avait hérité et qu'il agrandit encore, le fils de Xantippe l'accomplit par l'habileté de sa conduite, la puissance et la souplesse de son génie. Comme le successeur de Louis XIII, il affaiblit, ruina presque le pouvoir de l'aristocratie; il sut enlever à l'aréopage, comme le roi de France sut ravir au parlement une partie de son influence. L'opposition tracassière et imprévoyante de la faction de Cimon n'est pas sans une lointaine ressemblance avec la fronde : de même que les grands s'efforçaient sous Mazarin de gagner le peuple à leur cause en se faisant populaires, parfois populaciers, le parti à la tête duquel s'était placé le fils de Miltiade avait su momentanément capter la faveur de l'inconstant *dêmos* athénien. Périclès se l'attacha d'une façon plus durable en servant plus efficacement ses intérêts, flattant ses inclinations et jusqu'à ses faiblesses, loin de lui proposer, ainsi que l'avait fait Cimon, l'austère et orgueilleuse Sparte pour modèle. Il protégea la philosophie, les

lettres et les arts. Élève de Zénon d'Élée et d'Anaxagore, des musiciens Pythoclides et Damon, il avait le goût de tout ce qui est grand et beau. Il patronnait Phidias, dont il fut l'ami et l'inspirateur, causait métaphysique et éloquence avec Protagoras, poésie avec Sophocle et Euripide, puis se reposait dans le commerce plein de séduction et d'aimable liberté d'Aspasie. Tout cela nous fait penser à Louis XIV appelant près de lui Puget, Lebrun et Mansard, conversant avec Racine, protégeant Molière, écoutant Bossuet, et préférant la douce société de Mme de Maintenon aux frivolités bruyantes qui l'avaient d'abord charmé.

Aimant le faste et la magnificence plus pour sa ville que pour lui-même, Périclès consacra, comme le grand roi, des sommes énormes à la construction d'édifices somptueux sans négliger les créations utiles. Il développa le commerce et l'industrie, et contribua ainsi à répandre dans le peuple l'aisance et le bien-être, qui avaient été longtemps le privilége de l'aristocratie. Il attira les étrangers, ouvrit à la marine athénienne de nombreux débouchés par la fondation de colonies où allait se déverser le trop-plein de la population. S'il dépensa beaucoup et pressura souvent les alliés, il apporta du moins dans la gestion des deniers publics une probité que ne s'étaient imposée ni Thémistocle ni Cimon.

L'immense popularité que s'acquit Périclès par une administration qui fut un véritable règne tendait cependant à décliner, quand la mort vint le frapper après l'avoir privé de tout ce qui lui était le plus cher. La démocratie athénienne était ingrate comme toutes les démocraties. L'envie, les ambitions impatientes, finissaient par y ruiner les réputations les mieux établies, par faire oublier les services les plus signalés. D'ailleurs, quand la malignité populaire s'attache à mettre en relief chez les gouvernans les moindres fautes et les moindres faiblesses, quel est l'homme politique qui peut échapper aux sévérités de l'opinion? Quelque système de gouvernement, quelque ligne de conduite qu'on adopte, on a toujours ses côtés faibles et ses défaillances, qui conduisent forcément à l'impopularité. Périclès, en exaltant la grandeur d'Athènes, lui avait attiré des jaloux, des ennemis; ayant, comme Louis XIV, ramené à sa seule personne le gouvernement d'un peuple d'où l'élément aristocratique était évincé, il avait affaibli l'énergie et l'initiative individuelle des citoyens. L'édifice que Périclès avait élevé était plus magnifique que solide, et quand sa main puissante ne fut plus là pour le soutenir, les esprits pénétrans durent en reconnaître la fragilité. S'ils portaient alors leurs regards à l'horizon pour chercher de quel côté s'annonçait le danger, ils apercevaient Lacédémone, la constante adversaire de leur patrie, toute prête à ressaisir l'hégémonie; ils ne perdaient pas non plus de vue la Perse, qui jadis avait failli asser-

vir la Grèce entière, et qui, bien que refoulée dans ses possessions d'Asie, pouvait par un retour de fortune tenter une nouvelle invasion. Ils ne prenaient vraisemblablement pas garde aux Thébains, qui, soixante ans après, devaient, grâce au génie d'un Pélopidas et d'un Épaminondas, s'ériger en arbitres des cités helléniques et dominer par les armes ceux qui jusqu'alors s'étaient fait une habitude de vaincre. Assurément ces esprits attentifs à interroger l'avenir ne pensaient pas à un petit royaume situé au nord-est fort loin d'Athènes, et qu'on appelait la Macédoine. La population en était à peine civilisée, elle ne pesait alors d'aucun poids dans la balance des destinées de la Grèce. Périclès, Cimon, quand ils réglaient les intérêts extérieurs de leurs compatriotes et concluaient des traités et des alliances, ne considéraient certainement pas plus la Macédoine que Louis XIV ne considérait l'électeur de Brandebourg, lorsque en 1672 celui-ci venait prêter son faible appui aux Hollandais accablés par nos victoires. Certes si l'on eût dit au grand roi que deux siècles plus tard un descendant de ce prince allemand, grâce à l'imprévoyance d'un gouvernement aveugle, disperserait en moins de trois mois les forces militaires de la France et tiendrait Paris étroitement assiégé, il eût accueilli cette prédiction avec un incrédule dédain. C'est que les états de Frédéric-Guillaume n'étaient guère plus au XVIIe siècle pour l'Europe que ce que la Macédoine était pour la Grèce au Ve siècle avant notre ère. Ce n'est pas que les Macédoniens fussent, au temps de Périclès, dépourvus de bravoure et privés de certains avantages. Si la civilisation n'avait que faiblement pénétré chez ces rudes peuplades, en revanche elles n'avaient pas subi l'influence énervante d'une société blasée; leur vie était simple, leurs mœurs étaient pures. La femme macédonienne devait à sa chasteté un respect et une influence analogues à ceux dont jouissaient, suivant Tacite, les épouses germaines. Le courage était chez eux une vertu si générale que, dans plusieurs tribus de la Macédoine, l'homme qui n'avait pas tué un ennemi était noté d'une sorte d'infamie; mais les ressources faisaient alors défaut à cette contrée septentrionale, le sol y était pauvre, le commerce peu développé, les communications y étaient difficiles, les villes sans importance. La capitale primitive de la Macédoine, Égées, n'était qu'un gros bourg; Pella, qui prit sa place à dater du règne d'Amyntas, ne fut jamais à comparer avec Athènes, Argos, Corinthe, Thèbes, Samos, Rhodes et bien d'autres cités grecques.

Toutefois ce pays avait déjà fait de notables progrès. Si on le compare à la Prusse, ce ne peut être qu'à la Prusse de Frédéric Ier ou de son fils. Des conquêtes, des annexions dues à la force ou à la ruse, en avaient incessamment agrandi le territoire. Les rois macédoniens étaient arrivés à dominer jusqu'à l'Axius et à occuper au-

delà de ce fleuve de fortes positions. Ils avaient imposé leur suzeraineté aux chefs de populations barbares voisines. Vers la mer, ils possédaient la côte de Pierie jusqu'aux bouches de l'Haliacmon; mais plus loin, les établissemens helléniques leur fermaient le passage. A moitié grecque et à moitié barbare, la Macédoine mit à profit cette situation ambiguë pour son propre accroissement, et, comme l'observe judicieusement un des meilleurs historiens de la Grèce, M. V. Duruy, elle grandit par l'amitié des Perses et grandit par leur défaite. On en peut dire autant de la Prusse à l'égard de diverses puissances.

A la faveur des victoires d'Athènes, Alexandre Ier et Perdiccas II accrurent leurs domaines. Tout le pays entre l'Axius et le Strymon était devenu macédonien. Jusqu'alors aucun antagonisme bien prononcé ne s'était produit entre Athènes et la Macédoine; mais à partir du second Perdiccas, l'opposition de vues et d'intérêts s'accusa de plus en plus. Une haine réciproque couva au fond des cœurs de l'un et de l'autre pays, et si un rapprochement momentané en dissimulait l'existence, elle n'en demeurait pas moins persistante et vivace. Perdiccas II avait un frère, nommé Philippe, qui possédait quelques cantons dans l'intérieur du royaume. Les deux frères étaient ennemis. Athènes se mit du côté du plus faible. De ce jour, Perdiccas devint un des adversaires les plus actifs de la république athénienne. Il ourdit contre elle mille trames, s'unit à Corinthe, soutint la rébellion de Potidée; il poussa les Lacédémoniens à envahir l'Attique, et fomenta une révolte dans la Chalcidice. Athènes se défendit par une politique non moins déloyale. Elle favorisa l'invasion du roi des Odryses, Sitalcès, qui mit le roi macédonien à deux doigts de sa perte. Malgré leur bravoure, les Macédoniens n'étaient pas alors en état de tenir contre une attaque impétueuse bien dirigée. Ils cédèrent devant les irruptions furieuses de la cavalerie thrace, qui, protégée par de puissantes cuirasses, enveloppait de ses escadrons la pesante infanterie macédonienne et la contraignait à mettre bas les armes. Dès cette époque, la cour de Pella laissait percer sous les dehors d'une rudesse presque barbare un esprit d'ambition et d'artifice, une persévérance opiniâtre et une habileté dont la frivole Athènes ne calculait pas les effets; c'était, vingt siècles à l'avance, la politique de la maison de Hohenzollern. Perdiccas II ne fut pas plus que le grand Fréderic un allié constant et sûr. Sa règle de conduite était de ne pas se lier par des amitiés durables. Il fit servir tour à tour Athènes et Sparte à l'agrandissement de sa puissance, comme le monarque prussien en agit à l'égard de la France et de l'Angleterre dans la guerre de la succession d'Autriche et dans celle de sept ans. Adroit et hardi, mais astucieux et sans foi, Perdiccas continuait les erremens d'Alexandre Ier, son

père, qui trahissait les Perses au profit des Athéniens, et trouvait cependant moyen après sa trahison de se faire donner par Mardonius une partie de la Thrace, que du reste il ne sut pas garder.

Si Perdiccas II peut être comparé au grand Frédéric sous le rapport de la politique, il est loin d'avoir eu son génie et ses brillans succès militaires. Il ne dut qu'à ses alliés le peu d'avantages qu'il obtint dans la guerre. Quand il mourut, Athènes, qui avait perdu depuis quinze ans Périclès, et à laquelle la paix de Nicias avait un moment promis le retour d'une tranquillité nécessaire à sa prospérité, se lançait, poussée par un ambitieux brouillon, Alcibiade, dans de nouvelles luttes dont elle ne savait ni voir les dangers, ni mesurer la portée. Dans une démocratie turbulente comme celle d'Athènes, chez une population mobile et impressionnable comme celle de l'Attique, les résolutions extrêmes trouvaient plus faveur que les conseils de la modération et de la prudence : c'est Démosthène qui le remarque. Aussi les hommes sages, désireux qu'on observât la paix de Nicias, sorte de traité d'Aix-la-Chapelle de ces temps qui, comme celui-ci, avait remis les choses à peu près en l'état où elles étaient avant la guerre, furent-ils froidement accueillis. Alcibiade ne laissa pas d'ailleurs à ses concitoyens le temps de la réflexion, il les pressa d'envoyer du secours aux ennemis de Sparte, dont il faisait chasser les ambassadeurs. Les Athéniens payèrent chèrement l'étourderie du fils de Clinias, qui avait cherché dans cette guerre mal préparée un lustre et un crédit dont il comptait profiter pour prendre la place laissée vacante par la mort de Périclès. Ils partagèrent à Mantinée la défaite de leurs alliés les Argiens.

Le peuple d'Athènes était de tous ceux de la Grèce le moins fait pour se résigner aux conséquences d'une grande bataille perdue. Attribuant à l'impéritie ou à la trahison de leurs chefs des désastres qui étaient le résultat de leur commune imprévoyance et de leur indiscipline, les Athéniens n'avaient pas été plus tôt contraints par un traité à céder de leurs conquêtes qu'ils méditaient déjà une revanche. Au lieu de revenir au traité de Nicias après la bataille de Mantinée, ils s'engagèrent dans de nouvelles luttes. Parmi les états qu'ils eurent à combattre, ils rencontrèrent de nouveau la Macédoine, sans que rien leur annonçât cependant encore qu'elle leur deviendrait une rivale plus redoutable que Sparte même.

Ce pays allait pourtant bientôt apparaître aux Grecs tout autre qu'ils l'avaient connu au temps de Perdiccas II. Le nouveau roi, Archélaüs Ier, avait profité du repos que lui laissèrent les républiques helléniques, occupées à la guerre du Péloponèse, pour donner à ses états une organisation et une assiette qui leur permissent de résister aux plus puissans ennemis. Il avait complétement réformé le système de ses armées. Au lieu de n'entretenir à sa solde, comme son pré-

décesseur, que des mercenaires, la plupart Illyriens, il voulut que ses troupes se recrutassent surtout dans la population propre de la Macédoine. Cette armée nationale, composée d'infanterie et de cavalerie, fut bien approvisionnée. Il mit à sa tête des chefs tirés de l'aristocratie macédonienne, contre l'esprit d'indépendance de laquelle il avait eu d'abord à lutter, et introduisit chez elle une discipline plus réglée, une tactique plus intelligente. Archélaüs fortifia plusieurs de ses villes, ouvrit des routes. Il ne se borna pas à augmenter ses forces militaires, il s'efforça d'accroître ses ressources, il encouragea l'agriculture, fonda la ville de Dion, où il appela la civilisation et les arts de la Grèce; il réunit à sa cour des artistes de ce pays : Zeuxis exécuta dans son palais des peintures qu'il paya libéralement. Il institua des jeux destinés dans sa pensée à rivaliser avec ceux d'Olympie, et, ne favorisant pas moins la culture de l'intelligence que les exercices du corps, il attira dans ses états les plus illustres poètes athéniens; Agathon résida quelque temps près de lui, ainsi que le musicien Timothée, et Euripide vint finir ses jours en Macédoine. Il tenta même de s'attacher Socrate, qui repoussa ses avances, plus sage et plus patriote que ne le fut au siècle dernier Voltaire, gagné par les cajoleries de l'Archélaüs prussien. La conduite du roi de Macédoine et celle du grand Frédéric offrent en effet une curieuse ressemblance. La Macédoine se forma, comme la Prusse, à l'école de la nation dont elle devait être par la suite la plus implacable ennemie. La reconnaissance est rarement la vertu des ambitieux, et les nations qui cherchent à s'agrandir ne font pas preuve de moins d'ingratitude que les individus qui veulent arriver. Athènes vit ses bienfaits payés par les Macédoniens de la même monnaie dont la Prusse a payé l'éducation que nous lui avons donnée.

Une suite d'agitations et de révolutions suspendit pendant près d'un demi-siècle les progrès de la Macédoine. Durant cette période, elle eut quelquefois besoin de l'amitié d'Athènes, et le retour passager de relations pacifiques ferma les yeux de celle-ci sur les projets de domination qui se préparaient à la cour de Pella. L'influence qu'avait encore leur république sur les affaires de la Macédoine était d'ailleurs bien faite pour donner le change aux Athéniens. Un instant même ils exercèrent sur ce royaume un véritable protectorat; mais Perdiccas III, délivré de la tutelle de Ptolémée, réussit à s'en affranchir, et, tout en entretenant avec les plus beaux esprits de la Grèce des relations qui devaient contribuer à l'émancipation intellectuelle de ses sujets, il reprit le système d'agrandissemens qui allait compromettre sérieusement la puissance athénienne, menacée d'autre part par l'élévation de Thèbes.

Amphipolis avait déjà plusieurs fois réussi à secouer le joug de

la mère-patrie. Les Athéniens, qui attachaient le plus grand prix à la conservation de cette riche colonie, s'efforçaient de la faire rentrer sous leur obéissance; repoussés à diverses reprises, ils la serraient enfin de près. Perdiccas, sous prétexte de secourir la ville assiégée, y mit garnison. L'occupation de cette place maritime n'importait pas moins à la Macédoine qu'aux Athéniens; elle ouvrait au premier pays la mer Égée, elle servait de rempart à la république d'Athènes contre toute tentative faite pour lui enlever l'empire de cette mer. Aussi tous les efforts des Athéniens, une fois qu'ils l'eurent vue tomber aux mains des Macédoniens, tendirent-ils à la reprendre. Pour dominer la Grèce, la Macédoine avait besoin de devenir une puissance maritime. La possession d'Amphipolis fut donc pour ce royaume un objectif du même ordre que de nos jours, pour la Prusse, la possession du Holstein et du Slesvig; comme ces provinces, Amphipolis vit jaillir de son sein l'étincelle qui allait allumer l'incendie.

Philippe se chargea d'accomplir l'œuvre que Perdiccas III n'avait qu'ébauchée. Il ne suffisait pas à la Macédoine, pour arriver à dominer la Grèce, de pouvoir opposer un jour une flotte à la sienne, il fallait par une organisation militaire plus parfaite, par une habile et vigilante administration, se mettre en mesure de lutter avec les immenses ressources dont avaient disposé jusqu'alors les villes helléniques. Les circonstances permirent à Philippe de se livrer tout entier à cette tâche préparatoire, deux guerres ayant occupé pendant treize années les forces des Athéniens et des principaux états de la Grèce.

II.

La bataille d'Ægos-Potamos, où Lysandre anéantit la flotte athénienne, fut un véritable Trafalgar pour la marine de l'Attique, et la campagne qu'ouvrit cette grande victoire de Lacédémone fut pour sa rivale quelque chose d'analogue à ce qu'ont été pour nous 1813 et 1814. Athènes en l'an 404 avant Jésus-Christ, comme la France lors de la dernière campagne d'Allemagne, se vit abandonnée de tous ses alliés. Envahie comme l'a été Paris en 1814, elle trouva chez les Spartiates, après ses malheurs, la même modération que notre capitale rencontra chez les puissances coalisées. Les vainqueurs ne s'attachèrent qu'à mettre les Athéniens dans l'impuissance de reprendre une hégémonie qui alarmait l'indépendance des autres cités helléniques et humiliait leur orgueil. Athènes avait été redoutable, elle avait fait la loi à la Grèce quand son gouvernement était entre les mains habiles et fortes d'hommes qui représentaient les aspirations et les besoins du peuple, et en servaient mieux les

intérêts qu'il ne l'aurait fait lui-même. Sparte devait craindre de voir revenir aux affaires un émule de Thémistocle ou de Périclès; aussi favorisa-t-elle dans Athènes l'établissement d'un gouvernement où l'autorité divisée ne permît pas ces résolutions promptes et cette unité de vues et d'action qui assurent la domination. La république athénienne fut remise à trente archontes.

Les classes aisées d'Athènes, la haute bourgeoisie, ce qu'on appelait dans l'antiquité le parti oligarchique, fatiguées d'une guerre qui avait épuisé toutes les ressources, reculant devant les horreurs du siége qui s'accroissaient de jour en jour, avaient poussé la ville à se rendre. Elles attendaient du gouvernement imposé par l'étranger les bienfaits d'une paix dont la douceur leur ferait oublier la honte. Les bourgeois athéniens avaient reçu les Lacédémoniens et leurs alliés comme des libérateurs. Parmi ceux-ci se trouvaient les bannis qui rentraient à la suite de Lysandre. On eut alors le même spectacle que donnèrent les royalistes et les émigrés lorsque les alliés, maîtres de Paris, remplacèrent le gouvernement énergique jusqu'à la tyrannie de Napoléon Ier par la royauté constitutionnelle, faible et chancelante, de Louis XVIII; mais là s'arrête l'analogie. Autant la restauration fut tempérée dans ses mesures, modérée dans l'exercice d'un pouvoir que les partis prenaient à tâche d'avilir et de décrier, autant les trente archontes se montrèrent violens et impitoyables. Il faut bien le dire aussi, leur tâche gouvernementale était difficile, et, en présence d'une opposition ardente qui poussait follement à tenter encore la voie des armes pour repousser l'influence de l'étranger, le pouvoir avait besoin d'être singulièrement ferme. Malheureusement il avait un vice originel; il s'appuyait sur Lacédémone. Les excès de la démagogie avaient perdu Athènes, les trente réagirent dans le sens absolutiste; ils supprimèrent ce que nous appellerions aujourd'hui les institutions libérales, comme pouvant rouvrir la porte aux agitations. Les chefs, les fauteurs du parti démocratique furent proscrits, la liberté de la pensée et du théâtre interdite, condamnée comme un crime, l'obscurantisme préconisé.

Le malheur des pays livrés aux révolutions, c'est qu'ils sont inévitablement ballottés entre l'anarchie et le despotisme sans jamais pouvoir trouver leur assiette. Les énormités du pouvoir absolu y provoquent le réveil d'une liberté promptement poussée jusqu'à la licence, et l'horreur de la licence ramène au despotisme. Le gouvernement des trente finit par être en tout comparable à celui qu'imposa la convention à la France en 1793 et 1794. Les tyrans se proscrivirent entre eux. L'un d'eux, Théramène, paya de sa vie sa modération relative, l'opposition qu'il faisait à une mesure tendant à dépouiller les plus riches des métœques ou étrangers domi-

ciliés. Des proscriptions nouvelles achevèrent de dépeupler Athènes, et les bannis allèrent loin de la république répandre l'aversion du gouvernement, à la tête duquel s'était placé Critias. Les excès de l'intérieur font qu'on attend du dehors la délivrance. Thrasybule, réfugié à Thèbes, y prépara l'expédition hardie destinée à mettre fin au régime sanguinaire qui, au dire de Xénophon, avait en huit mois enlevé à la république plus de citoyens que tous les combats de la guerre du Péloponèse.

Ces terribles événemens furent le prélude du déclin définitif de la puissance athénienne. Le rétablissement du gouvernement démocratique, l'amnistie promulguée par Thrasybule (402), ne rendirent que pour un temps assez court la prospérité à la ville de Minerve. Se faisant illusion sur ses forces, se croyant toujours la ville de Miltiade et de Périclès, elle aspirait pourtant à reconquérir un empire à jamais perdu. Elle entra dans la ligue que Thèbes et plusieurs autres cités helléniques formaient contre Sparte. Quelques succès lui firent croire qu'elle n'avait pas cessé d'être en Grèce la première puissance militaire. Elle ne fit que les affaires de la Perse, et par le traité d'Antalcidas elle vit tomber la barrière qui défendait contre le grand roi l'indépendance hellénique. Sparte, dont un citoyen avait préparé ce honteux traité, ne recueillit pas les fruits qu'elle attendait de sa connivence avec l'ennemi héréditaire de la Hellade; mais pour cela l'hégémonie ne revint pas à Athènes. Thèbes un instant parut l'avoir saisie; son règne fut plus éphémère que celui de sa rivale, et c'est dans ses murs, à l'école de son grand capitaine Épaminondas, que s'était formé Philippe quand il préparait les moyens d'asservir la Grèce.

Le roi de Macédoine avait compris par les succès des Thébains la supériorité qu'une tactique nouvelle et mieux combinée assure aux troupes qui ont su les premières en faire usage. L'armée d'Épaminondas lui suggéra l'idée de cette unité de forces puissante et auparavant inconnue qu'on appela la *phalange*, et qui fut le fondement de sa nouvelle organisation militaire. La phalange substituait des masses profondes aux corps éparpillés et faciles à envelopper dont se composaient auparavant les armées. Elle offrait seize files de profondeur, et opposait dès lors aux attaques même les plus impétueuses une résistance invincible. Les hommes y étaient couverts d'une forte armure défensive; ils portaient une épée courte, un petit bouclier rond et la *sarisse*, longue pique de 7 mètres, tenue à deux mains, et dont la pointe acérée protégeait le soldat du premier rang à 5 mètres en avant de sa poitrine, de sorte que le soldat du second rang portait encore sa pique à 4 mètres en avant du premier phalangiste, celui du troisième à 3 mètres, et ainsi de suite jusqu'à l'homme de la cinquième file, dont la sarisse dépassait encore d'un

mètre le front de la phalange. Les lignes postérieures soutenaient l'effort des premières en appuyant leurs armes sur l'épaule de ceux qu'elles avaient devant elles, de façon à former au-dessus de la phalange un vrai toit de lances qui arrêtait une partie des traits dirigés contre elle.

En adoptant comme unité de forces cette masse résistante, mais nécessairement un peu pesante et qui ne pouvait évoluer avec grande rapidité, les Macédoniens ne s'étaient pas pour cela privés de l'usage des troupes moins lourdes et des mouvemens accélérés. En avant de la phalange, ils lançaient des espèces de tirailleurs, des hommes armés de traits, soutenus par une infanterie légère, les *hypaspistes*, qui protégeaient les flancs de la phalange et couvraient ses changemens de front.

A cette excellente armée de pied, Philippe joignit une cavalerie exercée qu'il pouvait aisément recruter dans ses états, plus riches en chevaux que la Grèce; elle constituait sa garde proprement dite. Armés d'une courte javeline et d'un sabre, ces *hétaires* ou *compagnons*, comme on les appelait, comptaient dans leurs rangs la jeune aristocratie macédonienne. Il y avait de plus un corps spécial d'éclaireurs, les *sarissophores*, genre de soldats peu usités à Athènes et à Sparte.

Philippe sut imposer à cette armée, si bien entendue et si bien distribuée, une discipline sévère. Les moindres infractions à la consigne et aux ordres étaient punies avec une rigueur qui allait jusqu'à la cruauté. Les soldats furent habitués aux fatigues et aux plus rudes travaux. On faisait faire aux troupes, avec armes et bagages, des marches de 300 stades par jour (55 kilom.). L'usage des voitures était absolument interdit aux soldats comme aux officiers; on ne tolérait aux cavaliers qu'un valet par homme, et aux fantassins qu'un valet pour dix. Philippe ne se contenta pas d'avoir des troupes braves et endurcies aux exercices de la guerre, il voulut encore que son état-major eût une instruction qui achevât de lui assurer la supériorité sur les Grecs. Démosthène convenait qu'en fait de science militaire les officiers de Philippe l'emportaient sur les capitaines athéniens. Ces officiers avaient reçu en effet une instruction qui leur permettait de servir aussi bien sur les champs de bataille que dans les missions diplomatiques les plus délicates.

Des auxiliaires étrangers, surtout des archers, vinrent encore accroître les forces du roi de Macédoine; mais ce qui lui assura peut-être davantage le succès sur les troupes grecques, restées attachées à l'ancienne tactique, ce furent les nouveaux engins dont il pourvut son corps d'attaque. Les Macédoniens passent pour avoir inventé les balistes et perfectionné les machines de guerre; Philippe en

multiplia le nombre et l'emploi, et enleva de cette façon une grande partie de ses avantages à la valeur personnelle des Hellènes.

Ainsi pourvu, le Macédonien épia la première occasion de guerre avec Athènes, ses alliés ou ses rivales; elle ne tarda point à se présenter. La Macédoine travaillait toujours à se créer une marine. Amphipolis lui avait échappé. Philippe ressaisit habilement sa proie. C'est ainsi que la Prusse reprenait en 1864 ses projets d'occupation des duchés, qui s'étaient fait jour en 1848, et qu'elle avait ajournés jusqu'au moment où elle serait assez forte pour les poursuivre en dépit des protestations de l'Europe. L'attaque dirigée contre Amphipolis par Philippe exposait celui-ci à rencontrer la coalition d'Olynthe et d'Athènes. Olynthe, république importante, dont le port, situé au fond du golfe de Torone, était alors un des plus fréquentés de l'ancienne Thrace, avait été naguère placée à la tête de la ligue des villes chalcidiques. Avec son astuce habituelle, le roi arrêta l'alliance qu'il appréhendait en achetant la neutralité d'Olynthe par la promesse de lui donner la ville d'Anthémus. Quant aux Athéniens, il les leurra d'un autre côté par l'assurance de prendre pour eux Amphipolis, rendue depuis un certain temps à son indépendance, pourvu qu'ils le laissassent occuper Pydna, qui, sous Amyntas, s'était séparée de la Macédoine pour entrer dans leur alliance. Athènes, tentée dans sa convoitise, se laissa facilement enjoler. Philippe pénétra dans Amphipolis, y mit garnison, puis, assiégeant Pydna, il s'en empara par trahison; mais, quand il fut question de donner à Athènes son gage, il prétendit qu'il était fondé à le garder par droit de conquête. Dans une lettre adressée aux Athéniens, il allégua qu'un de ses ancêtres avait jadis possédé Amphipolis, et, ajoutait-il, les Athéniens reconnaissant que chacun devait conserver ce qui lui appartenait, il avait le droit de garder la ville qu'il occupait, puisqu'elle était en sa possession. Un ministre de Prusse n'aurait pas parlé autrement. Le tour était joué; de là l'indignation de Démosthène, qui eût voulu que l'on ne s'en remît pas à Philippe du soin de prendre Amphipolis, et qui reprochait à ses concitoyens de n'avoir qu'une politique sans prévoyance et au jour le jour.

L'irritation d'Athènes ramenait la possibilité d'une coalition avec Olynthe. Le roi macédonien éloigna de nouveau une telle éventualité par la promesse faite à cette dernière ville de lui livrer Potidée qu'occupait alors une garnison athénienne. Cette fois il tint parole; mais une semblable perfidie menaçait Philippe d'amasser contre lui toutes les colères d'Athènes, dupée une seconde fois. Il fit alors patte de velours, ne se sentant pas assez prêt pour l'attaquer. Il affecta des sentimens de bienveillance à l'égard des soldats athéniens qu'il trouva dans Potidée, les traita avec courtoisie, et les renvoya dans

leur pays en protestant de son désir de maintenir la paix. Les Athéniens feignirent d'ajouter foi à ces protestations.

La guerre dite *sacrée* ramena Philippe sur le théâtre des affaires de la Grèce, qu'il avait quitté pour poursuivre du côté des barbares quelques annexions. Le conseil amphictyonique siégeant à Delphes avait été aussi impuissant à régler les différends des états helléniques que la diète germanique à régler en 1852 ceux de l'Allemagne et du Danemark. La guerre avait éclaté entre ceux qui soutenaient le décret des amphictyons et ceux qui défendaient la cause des Phocidiens, condamnés par cette assemblée. Presque toutes les cités helléniques y prirent part. Athènes défendit avec Lacédémone ceux que le congrès sacré avait sacrifiés à l'inimitié des Thébains. Philippe prit le parti opposé, et fit l'essai de sa nouvelle marine contre celle de l'Attique, non sans quelque succès. A des victoires sur mer viennent se joindre d'heureux combats sur terre. Philippe étonne les Athéniens par la rapidité et la décision de sa marche, il continue à les jouer par l'habileté de sa politique; des états grecs, il abuse les uns, il intimide les autres. Athènes s'aperçoit trop tard qu'elle a un ennemi qu'elle tenait à tort pour méprisable. Les patriotes poussent alors à une guerre à outrance contre celui dont l'hypocrisie leur est pleinement démontrée; d'autres qui se font illusion, ou dont le monarque a sans doute acheté la parole, veulent encore se fier aux promesses de ce prince. Faut-il donc, s'écrie Démosthène, attendre que Philippe soit à Athènes ou au Pirée?

Un siècle et demi auparavant, Athènes n'aurait pas hésité; mais cette cité ne demeurait plus ce qu'elle s'était montrée au temps des guerres médiques. Sans doute elle renfermait encore des hommes braves et déterminés; mais le bien-être amené par un accroissement extraordinaire de la richesse due aux progrès de son commerce et de son industrie (1) avait amolli les caractères et affaibli les instincts guerriers. On se reposait du soin de combattre pour la patrie sur des mercenaires, qui, faisant des armes un métier et non un devoir, enlevaient à la guerre ce que, malgré sa barbarie, elle a de noble et de propre à retremper les âmes. Les soldats n'étaient plus des citoyens, c'étaient des soudards. Et cependant les personnages influens recherchaient encore les grades; c'était, remarque Démosthène, pour parader en costume dans les cérémonies, non pour aller se mettre à la tête des armées. Aussi y avait-il des Athéniens qui faisaient profession de mépriser la guerre, et opposaient aux velléités de combattre qu'avaient les autres les douceurs de la paix,

(1) « Qu'on jette les yeux sur Athènes tout entière : il y a presque autant d'argent dans cette seule ville que dans toutes celles de la Grèce prises ensemble. » Démosthène, *Harangue sur les symmories.*

dont ils célébraient les bienfaits et qu'ils dépeignaient comme le fruit excellent de la philosophie. Isocrate avait employé peu d'années auparavant son éloquence à exalter les avantages de la paix, appliquant à la conduite des états les grands principes d'équité que Socrate lui avait enseignés. C'était, écrivait-il, par la justice qu'Athènes devait assurer son empire, non par des conquêtes injustes et par cette domination tyrannique sur les mers à laquelle elle ferait bien de renoncer. Ces Athéniens, partisans systématiques de la paix, disaient donc qu'on ne devait pas contrarier Philippe dans la conduite de ses affaires, qu'il fallait se montrer juste à son égard, tout ennemi qu'il pût être; mais, répondait Démosthène, j'engage ceux qui veulent que nous soyons justes envers les peuples étrangers à conseiller à ceux-ci d'être justes envers nous. L'orateur athénien repoussait en effet alors énergiquement la politique d'abstention et de non-intervention à laquelle il imputait les progrès inquiétans qu'avait faits le roi de Macédoine. Athènes, suivant lui, devait rester fidèle à sa tradition, se faire partout le champion de la démocratie, combattre les tyrans, traverser les projets des ambitieux et vouloir *que tous les hommes fussent libres.*

Les sentimens exclusifs de l'antique patriotisme s'étaient donc notablement attiédis. On en était arrivé à briguer les magistratures plus pour les bénéfices matériels qu'elles procuraient que pour servir la chose publique. Aussi, comme le note déjà Xénophon, c'était à qui obtiendrait les charges salariées, et celles où il n'y avait rien à gagner étaient délaissées. Tandis que des nuées de fonctionnaires se partageaient ce que nous appellerions aujourd'hui le budget, c'était à qui ne contribuerait pas à fournir aux dépenses extraordinaires; s'agissait-il d'une guerre, les citoyens aisés se refusaient à tout sacrifice. Le petit peuple en était presque venu à demander qu'on lui garantît sa subsistance de tous les jours et à exiger sa part des sinécures. Frappé de ces abus, Démosthène s'écriait : « Je veux que dès à présent on établisse une règle commune pour tous les citoyens, et que tout homme qui recevra sa part des deniers de la république concoure avec ardeur et partout où il faudra au service public. » En attendant, une masse de gens médiocres, comme nous l'apprend le même orateur, se contentaient de faibles distributions qui ne suffisaient pas à subvenir à tous leurs besoins, mais qui leur permettaient de vivre dans l'oisiveté. La malheureuse idée de donner une indemnité de quelques oboles aux citoyens pour assister aux assemblées et remplir les fonctions de juge ou plutôt de juré avait encore augmenté ces tendances. Le peuple trouvait plus à sa convenance d'aller déclamer dans les réunions publiques et les clubs que d'exercer paisiblement une honnête

industrie. On perdait dans ces assemblées un temps précieux à écouter, — c'est encore Démosthène qui le dit, — des orateurs qui s'attaquaient et s'injuriaient les uns les autres, car jamais la république n'avait été plus divisée par les factions.

Quand la patrie était en danger, quand Philippe menaçait la Grèce et faisait avancer ses troupes, au lieu de courir à l'ennemi, on prononçait force discours, on prodiguait au roi de Macédoine les invectives, les insultes, on se laissait aller à une jactance ridicule; on affirmait que Philippe, effrayé, assuré d'être défait, n'osait s'avancer, on préconisait des plans de campagne impossibles, on accusait les généraux d'incapacité ou de trahison. Comme le remarque également Démosthène, on parlait sans doute mieux à Athènes qu'en Macédoine, mais en revanche les Macédoniens agissaient plus efficacement; on demandait des armées, et personne ne se présentait pour y servir. Chacun, continue-t-il, se flatte que, tandis qu'il ne fera rien, son voisin fera tout.

Dans ces assemblées, les démagogues excitaient les passions de la multitude par des harangues déclamatoires et malignes qui n'aboutissaient qu'à entraver les résolutions sensées. Ils adressaient à cette foule ignorante et désœuvrée les flatteries les plus ridicules, l'amusaient de ces fausses nouvelles que colportaient les *nouvellistes*, autour desquels on s'empressait plus qu'aux registres d'enrôlement. Ces démagogues faisaient à la populace mille promesses irréalisables, et lui promettaient en particulier la distribution des biens des riches, car alors déjà la propriété était l'objet de vives attaques de la part de ceux qui y aspiraient, parce qu'ils n'avaient pas su l'acquérir par leur travail, ou qu'ils l'avaient perdue par leur inconduite. Démosthène fait à l'existence de ces *partageux* d'Athènes plusieurs allusions; il recommande aux pauvres de respecter le droit de propriété des riches. Aristote nous apprend que les choses se passaient de la même manière en d'autres démocraties de la Grèce. Ceux qui attaquaient les riches étaient toujours assurés de la faveur populaire, et ils se faisaient ainsi des électeurs pour être nommés aux magistratures. D'ailleurs le luxe, la prodigalité, la vie facile des classes aisées, excitaient l'envie chez les classes indigentes, et l'accroissement des besoins factices exposait aux séductions corruptrices la probité des magistrats et des agens de l'état. Les exemples de concussion, de malversation, se multipliaient à la ville comme à l'armée. On voyait un général, Charès, voler une partie des fonds qu'il aurait dû verser au trésor, et acheter l'impunité en prenant les principaux orateurs à sa solde. Les triérarques, qui recevaient de l'état une certaine somme d'argent pour équiper des vaisseaux, vendaient au rabais l'entreprise à des aven-

turiers. « Nous ne fûmes jamais plus puissans que nous ne le sommes aujourd'hui, dit Démosthène dans une de ses *Philippiques:* troupes, vaisseaux, finances, ressources diverses pour la guerre, soutiens et forces d'un état, rien ne nous manque; mais tout cela devient inutile et de nul secours, grâce à la vénalité de nos traîtres.» Des sommes considérables étaient dépensées pour les fêtes, les spectacles et les édifices, au détriment de la défense, car le plaisir et les belles choses étaient la passion dominante des Athéniens. « Voyez, dit ailleurs le grand orateur, voyez ceux qui ont dirigé ces ouvrages : les uns se sont bâti des maisons dont la magnificence insulte aux édifices publics, les autres ont acheté et possèdent plus de fonds de terre qu'ils n'en ont jamais espéré dans leurs vœux. » Aussi l'esprit de parti, qui se faisait une arme de tels désordres contre ceux qu'il voulait renverser, n'avait-il pas grand'peine à soulever les plaintes du peuple. Les hommes au pouvoir ou en crédit prêtaient certes le flanc aux attaques; mais celles-ci bien souvent, au lieu d'être inspirées chez les gens qui s'en faisaient les promoteurs par un sincère désir d'arrêter le mal, n'étaient que l'expression de mesquines rancunes, que la vengeance d'amours-propres blessés. Il ne s'agissait dans bien des cas pour le contradicteur que de se faire attribuer le maniement des deniers de l'état, afin de les employer à son profit. Ceux qui gouvernaient avaient jadis, lorsqu'ils n'étaient pas encore au pouvoir et quand ils s'efforçaient d'y arriver, attaqué ces mêmes dilapidations dont ils se rendaient ensuite coupables. Écoutons plutôt Démosthène dans sa belle harangue *sur le gouvernement de la république*. « Non, ce n'est pas en vue du bien général, mais suivant qu'ils se trouvent dans le besoin ou dans l'aisance, que les uns approuvent et que les autres condamnent l'usage des distributions. »

Ces accusations dirigées contre le gouvernement et ses délégués, quelque fondées qu'elles pussent être, ébranlaient le respect dû aux magistrats et bientôt à la loi elle-même, dont ceux-ci étaient l'incarnation. L'insubordination, l'aversion de toute hiérarchie, éclataient au sein des classes populaires. Un esprit d'égalité jalouse et dénigrante rendait presque toute discipline impossible. C'était là du reste un mal déjà très ancien à Athènes; il n'avait fait que grandir, le menu peuple y ayant depuis longtemps été plus favorisé que partout ailleurs. « Je dis, écrit Xénophon, que c'est une justice chez les Athéniens de donner l'avantage aux pauvres et au peuple sur les nobles et sur les riches, parce que c'est le peuple qui fait la marine et qui constitue la force de la république... Cela étant, on trouve juste qu'ils participent tous indistinctement aux charges qui dépendent du sort et de l'élection, et que qui veut, parmi les citoyens, ait le droit de

parler. » Et plus loin : « A Athènes, on accorde aux esclaves et aux métœques une liberté incroyable; il n'est pas permis de les battre; un esclave ne se dérange pas pour vous... L'habillement des citoyens n'est pas autre que celui des esclaves et des métœques, et pour l'extérieur ils se valent. » Xénophon, dans ce curieux tableau de la société athénienne de son temps, nous représente les esclaves eux-mêmes vivant dans le luxe et la fainéantise, et à la différence de ce qu'on observait à Lacédémone n'ayant aucun respect pour l'homme libre, le peuple trouvant naturel que les riches paient ses amusemens et ses plaisirs et bravant la justice.

On ne s'étonnera donc pas que ce peuple d'Athènes, plus maître qu'aucun autre, fût plein d'orgueil, de présomption et de forfanterie. Lui qui détestait tous les tyrans, il entendait cependant, nous dit Aristote, être flatté comme eux. Malheur, remarque l'auteur de *la Cyropédie*, à celui qui se serait permis de l'attaquer sur la scène, car on n'aurait jamais toléré une telle liberté, tandis que ce même peuple trouvait bon qu'au théâtre on déversât l'insulte et le ridicule sur les riches et les hommes en réputation. Ce caractère frondeur et cet instinct égalitaire rendaient à Athènes l'exercice de l'autorité faible et difficile. Le gouvernement y manquait de décision et d'esprit de suite. Les délibérations y étaient lentes; les affaires y traînaient en longueur, et cela se compliquait de la vénalité des hommes, sur laquelle insiste le même écrivain. La nation se trouvait donc imparfaitement protégée contre un ennemi tel que Philippe. Le mal qui travaillait la société athénienne pouvait se cacher à des yeux peu clairvoyans; mais, lorsque la guerre avec la Macédoine vint ébranler cet édifice si fortement lézardé, il se laissa voir dans toute sa profondeur.

L'état que présentait Athènes quand les intentions de Philippe devinrent manifestes rendait naturellement bien incertain le succès d'une défense mal préparée et mal conçue. Il y avait encore des entêtés qui, se bouchant les yeux, voulaient s'en remettre à la générosité du Macédonien. L'expédition de Phocion en Eubée, qui fut une heureuse inspiration, trouva des critiques obstinés. On refusait de lever des forces suffisantes, de donner l'argent nécessaire; on jugeait inutile de réunir tant de troupes à l'avance, on attendait pour se préparer qu'il ne fût plus possible de le faire. Rien n'avait été réglé et organisé pour la guerre. Voilà ce que Démosthène reprochait justement à son pays : certaines gens s'imaginaient qu'il suffirait pour arrêter l'invasion de faire au dernier moment une levée en masse. Le grand orateur leur répétait : « Vous ne ferez jamais rien à propos avec des milices levées à la hâte; il faut avoir une armée sur pied, lui fournir des vivres et une caisse militaire,

prendre des mesures pour que cette caisse militaire soit bien régie.»

Démosthène et son parti triomphèrent trop tardivement de ces résistances aveugles ou intéressées. Athènes se ligua avec tous les états auxquels Philippe faisait la guerre. Elle envoya des ambassadeurs aux diverses cités de la Grèce. On rendit une loi sévère contre tout citoyen qui proposerait de se soumettre à l'autorité d'un prince étranger. Si l'union avait été complète et sincère, si, oubliant leurs rivalités, les villes helléniques avaient concerté leurs efforts, le succès était possible; mais Thèbes trahit les intérêts de la grande patrie en sollicitant l'alliance du Macédonien contre les Phocidiens. La guerre *sacrée*, qu'on aurait dû appeler la guerre *impie*, n'est pas suspendue; la lutte intestine se prolonge, et Philippe a intérêt à l'entretenir. Athènes, un instant pleine d'enthousiasme et d'ardeur patriotiques, se fatigue. Le Macédonien semble se radoucir et prêter l'oreille à un accommodement. Il reçoit avec affabilité des citoyens d'Athènes qui sont venus lui porter une réclamation. Il n'a, prétend-il, jamais fait la guerre aux Athéniens que malgré lui, et il voudrait bien la voir finir. Ces paroles sont rapportées, commentées à Athènes. On espère une solution acceptable. Il est décidé qu'on enverra au roi des ambassadeurs pour lui présenter des propositions de paix. Les députés de la république sont l'objet des prévenances de Philippe; les négociations s'entament, l'ambassade revient avec d'heureuses assurances. Le peuple croit déjà le traité conclu, et l'on propose de voter à ses mandataires des couronnes et des actions de grâces. Les conditions de paix sont débattues dans l'assemblée. On perd du temps; Eschine, l'un des ambassadeurs qui s'étaient rendus en Macédoine, tergiverse et hésite, il ouvre divers avis. Démosthène, qui s'aperçoit que Philippe veut gagner du temps pour poursuivre plus sûrement ses conquêtes, presse. Enfin les bases du traité sont votées; une nouvelle ambassade est envoyée à Philippe; les deux grands orateurs en font partie, mais Eschine est gagné par les présens et les cajoleries du prince; ces députés athéniens n'arrivent à Pella que fort tard, et ils signent un traité qui sacrifie les alliés d'Athènes. Le loup est entré dans la bergerie, dont le pasteur lui a ouvert la porte : Philippe s'est fait reconnaître membre de la diète amphictyonique; il a obtenu dans ce conseil les deux voix des Phocidiens, dont la nationalité est anéantie, les villes ruinées, la population expulsée de ses demeures. Le peuple athénien reconnaît qu'il a été encore joué, mais le mal est irréparable, et la vénalité, la trahison de plusieurs de ses orateurs, rendent inutile une dernière tentative diplomatique pour revenir sur les faits accomplis.

Philippe tient désormais la Grèce sous sa main. Il s'assure du

passage des Thermopyles; il brise en quatre tronçons la nation thessalienne pour la mettre dans l'impossibilité de lui barrer la route qui conduit à Athènes et dans le Péloponèse; puis, rentré dans ses états, il complète par de nouvelles annexions, par des conquêtes en Illyrie, en Thrace, en Dardanie, l'œuvre d'agrandissement qui le mettra en mesure d'attaquer la Grèce au cœur même de son existence politique.

Athènes, qui auparavant avait tant compté sur ses forces et sur celles de ses alliés, ne se sentait plus capable de vaincre avec eux un si redoutable adversaire; elle en était réduite à tourner ses regards vers ce monarque asiatique qui avait été longtemps pour elle un objet d'aversion, car il avait failli asservir la patrie hellénique, un monarque dont la défaite demeurait le plus beau titre de gloire des armes athéniennes. Dans son isolement politique, Athènes n'espérait plus en effet que du roi de Perse; elle comptait que, quoique allié jadis de la Macédoine, il finirait par s'en détacher. Aussi parlait-on de lui envoyer des députés ayant pour mission d'éveiller ses méfiances à l'égard de Philippe, et Démosthène, rompant avec ce qu'il appelait le *vieux préjugé*, proposait de solliciter le secours de cet autocrate en faveur de sa chère démocratie.

Tandis que cet espoir et d'autres encore calmaient par momens les appréhensions, le danger extérieur devenait chaque jour plus menaçant. Partagé entre deux avis contraires, le gouvernement athénien hésitait et ne faisait un pas en avant que pour en faire ensuite un en arrière. Démosthène tonnait du haut du Pnyx pour la guerre, sans être en état de la diriger : Phocion plaidait pour la paix, quoiqu'il commandât et triomphât toujours pendant la guerre. Le peuple ne sut s'arrêter franchement à aucun parti; il décida la guerre, mais la fit avec mollesse et sans suite.

Philippe se porta vers l'Hellespont, battit près de Cardie le général athénien Diopithès, et près de Chalcédoine la flotte de Charès. Phocion répara un instant ces revers; mais une nouvelle guerre sacrée se rallume, qui rouvre au Macédonien l'entrée de la Béotie et de l'Attique. Sous prétexte d'exécuter sur les Locriens d'Amphissa la sentence rendue contre eux par le conseil amphictyonique, il pénètre au-delà des Thermopyles, prend et démantèle les villes locriennes, met garnison dans Élatée. La Phocide et la Béotie sont en son pouvoir. Le patriotisme athénien reparaît avec son antique énergie dans ce moment suprême. Tous les travaux publics sont suspendus; on prend les armes, on envoie demander aux Béotiens leur concours. Thèbes est encore plus menacée que sa rivale, et elle oublie sa vieille querelle; elle avait d'ailleurs bien des griefs contre Philippe. La confiance des Grecs contraste avec la faiblesse

de leurs forces; quelques engagemens heureux l'affermissent encore; mais une bataille décisive est livrée. L'armée hellénique n'a que des généraux médiocres à sa tête, Charès et Lysiclès. Les Athéniens donnent avec cette fougue qui leur est propre. Philippe les laisse se débander à la poursuite de l'ennemi; il fond alors sur eux. Le jeune Alexandre, prince royal de la Macédoine, écrase les Thébains, qui se font tuer héroïquement. Cette terrible défaite de Chéronée fut pour les Athéniens un Waterloo. Des milliers de braves y périrent, et longtemps le Grec attristé contempla près du champ de bataille, comme le voyageur à Mont-Saint-Jean, le lion qu'on avait sculpté en mémoire et pour symbole de tant de courage. Ainsi se termina cette guerre imprudente où les Athéniens crurent prendre leur revanche sur un adversaire qui avait abusé leur crédulité en amorçant leur ambition, — cette guerre qui, suivant la belle expression de Démosthène, ayant commencé pour Athènes par le désir de se venger, avait fini par le besoin de se défendre.

III.

Une mort violente empêcha Philippe de poursuivre d'autres conquêtes; mais la ruine de la prépondérance athénienne était consommée et sa puissance politique mortellement atteinte. Le roi de Macédoine usa sans doute avec retenue de la victoire; toutefois il n'en fut pas moins le plus perfide ennemi de la Grèce. Ce n'est pas en traitant avec humanité les prisonniers, en accordant d'honorables funérailles à ceux qu'on a immolés sur le champ de bataille, que l'on fait preuve de modération envers la nation vaincue; c'est en respectant ce qu'elle a de plus cher, son unité et son indépendance. Mise dans l'impossibilité d'arrêter les progrès de la Macédoine, de redevenir l'arbitre de la Grèce et d'y exercer l'hégémonie, la ville de Miltiade et d'Aristide put certainement avoir encore des jours heureux; son commerce reprit quelque activité, ses écoles furent toujours fréquentées, on continua à y cultiver les arts et l'éloquence; une ombre d'indépendance locale lui fut même laissée; cette cité n'en tomba pas moins graduellement dans une médiocrité qui eut ses douceurs et ses avantages, que le sage préférait au tumulte des armes, aux embarras de la politique, mais qui excluait la grandeur. Humiliée, devenue une sorte de vassale de la Macédoine, Athènes ne se résigna pas facilement à une condition si dure pour son orgueil national. Bien des années encore ses patriotes nourrirent l'espérance de rétablir la cité dans sa pleine indépendance, comme après le partage de la Pologne les enfans de ce pays espérèrent

longtemps secouer le joug de la Russie. Hélas! à Athènes comme en Pologne, les insurrections contre la domination de l'étranger n'aboutirent qu'à river davantage la chaîne. Ces tentatives furent héroïques, mais imprudentes, et les divisions intestines leur enlevèrent le peu de chance qu'elles avaient de succès. Tel fut le cas pour le mouvement provoqué à Athènes et ailleurs par la nouvelle de la mort de Philippe, pour cette ligue que Démosthène essaya de nouer entre Thèbes et sa patrie, et dans laquelle Lacédémone était prête à entrer. Alexandre avec son armée arrêta sans peine ces soulèvemens mal dirigés. La guerre *lamiaque* fut une tentative plus sérieuse de la Grèce pour échapper au joug macédonien. Athènes se flattait de reprendre sa puissance déchue. Les Grecs s'imaginaient que la mort du roi qui avait étonné le monde par son génie et la rapidité de ses conquêtes allait enfin briser leurs entraves. Il n'en fut rien, et la ville de Minerve s'estima heureuse de conserver sous le gouvernement de Phocion, avec des institutions aristocratiques modérées, un reste d'autonomie. Démosthène ne voulut pas survivre à la ruine du parti dont il avait été l'âme, et il échappa par le poison au triste sort qu'il redoutait.

Associée durant l'époque suivante aux destinées de la Macédoine, mêlée à ses dissensions, disputée par les chefs militaires qui s'arrachaient la succession d'Alexandre, Athènes n'avait pourtant pas profité des rudes leçons de l'adversité. Incorrigible dans ses instincts révolutionnaires, elle demeurait le jouet des intrigans, l'asile des brouillons et des mécontens. Ce n'était plus, comme aux temps anciens, par des succès militaires qu'on se frayait un chemin au pouvoir; mais, suivant la remarque que faisait plusieurs années auparavant Aristote dans sa *Politique*, il suffisait d'y bien parler pour arriver à être chef. Dans ses murs se retrouvait la même population inconstante et frivole qui brisait en un lendemain de délire les idoles qu'elle avait élevées la veille. Quand, pour gagner ses habitans, Démétrius et Antigone rendirent à Athènes un semblant de régime démocratique, le peuple reçut ce bienfait comme s'il lui fût venu de deux divinités, et il renversa les trois cent soixante statues qu'il avait décernées à Démétrius de Phalère, dont le gouvernement sage et intelligent, sous la protection du roi de Macédoine Cassandre, avait jeté quelque lustre. Cette république démocratique octroyée ne fut qu'une pâle et passagère imitation de celle dont Athènes avait jadis tiré sa force et son éclat.

La Macédoine, qui avait si profondément abaissé la ville de Thésée et de Solon, qui semblait du vivant d'Alexandre assurée pour des siècles de l'empire du monde grec, vit rapidement commencer pour elle la décadence. Ce fut le colosse aux pieds d'argile. Le fils

de Philippe avait atteint au plus haut qu'il soit donné à la puissance de parvenir. On eût dit qu'il allait consommer l'unité des contrées helléniques sous son épée victorieuse jusque dans la Perse et dans l'Inde. A sa mort, ce gigantesque empire se partagea en états différens et ennemis, mais qui gardaient pourtant l'empreinte de la main qui les avait un moment soudés. L'esprit séparatiste se réveilla en Grèce; l'agrégation se rompit. Un autre Philippe, après plus d'un siècle de luttes et de déchiremens, essaya de reconstituer la grande monarchie macédonienne et d'asseoir sa pleine autorité sur la Grèce entière, dont plusieurs peuples avaient fréquemment secoué le joug des héritiers d'Alexandre. Alors la Macédoine rencontra un maître qui la soumit par les mêmes moyens à l'aide desquels elle avait asservi les Hellènes. Rome, par une supériorité militaire dont elle avait puisé les élémens dans l'organisation de l'armée macédonienne, en usant de cette politique persévérante et artificieuse dans le réseau de laquelle Athènes s'était laissé prendre, prépara la ruine de Philippe et de son fils Persée. La victoire de Pydna non-seulement livra les états de ce prince au peuple-roi, elle abattit encore la nationalité macédonienne. La Macédoine fut partagée en quatre districts par le vainqueur, qui interdisait toute communication entre la population d'un district à l'autre, tant il redoutait les soulèvemens. Désormais le royaume de Philippe ne sera plus qu'un canton de la Grèce conquise. La Macédoine expiait ainsi son ambition et ses iniquités passées. Athènes donna les mains, avec Sparte, l'Étolie et d'autres contrées helléniques, à cette intrusion des Romains dans les affaires de la Grèce qui devait perdre la monarchie de Persée; mais elle travailla pour de nouveaux dominateurs. Leurrée comme ses sœurs de la Hellade et du Péloponèse par les menteuses déclarations de Flamininus, elle n'obtint que cette sorte d'indépendance municipale que Rome concédait aisément, parce qu'il n'y avait rien à en redouter pour son autorité. Plus heureuse que Pella, que les villes de Macédoine, qui disparurent alors à peu près de l'histoire, Athènes poursuivit une existence pâle sans doute, mais belle encore par les souvenirs, et que le temps n'a pu effacer. L'éclat dont cette république avait rayonné illuminait quelque peu sa vieillesse. Elle était toujours la patrie des arts et des lettres; elle continuait de vivre par ses monumens, ses écoles, ses pompes, ses fêtes religieuses. Quand Sylla vint l'attaquer pour l'enlever à la domination d'un nouveau maître, Mithridate, qui faisait luire aux yeux des Grecs un espoir de liberté, afin de s'en faire des alliés contre Rome, elle était encore une des grandes cités helléniques. Elle se défendit vigoureusement et endura les horreurs du siége avec une fermeté digne de ses jours les plus hé-

roïques. Tout cela montre qu'il restait bien de la séve dans ce corps que des excès précoces avaient dévasté, que sa virilité était appelée à durer davantage; mais le perspicace Macédonien avait deviné le mal sous le somptueux vêtement qui en dissimulait les signes, et, pour mieux assurer sa victoire, il avait élargi les plaies par l'influence malfaisante de ses agens et de ses émissaires.

Si Athènes avait su discerner toute l'étendue des dangers extérieurs et intérieurs et réunir ses forces et celles de ses alliées pour repousser à temps les attaques de son mortel ennemi, si, au lieu de chercher dans l'appui de l'étranger le salut qu'elle ne devait demander qu'à elle-même, elle avait sérieusement travaillé à guérir ses blessures, si, au lieu de poursuivre dans des agitations stériles des changemens qui ne faisaient que substituer des abus à des abus, elle avait opéré de réelles réformes, le triomphe de Philippe n'eût été que passager, la défaite de Chéronée n'aurait été qu'une épreuve, et même après Alexandre elle eût compté des siècles de prospérité et de grandeur.

Voilà ce que nous dit la philosophie de l'histoire. Profitons de ses enseignemens. Nous avons longtemps agi comme les Athéniens; mais les époques ne se correspondent jamais dans tout leur développement, toutes leurs formes. Si dans le tableau du passé et dans celui du présent on aperçoit des lignes, des figures, des parties entières qui semblent calquées les unes sur les autres, les coïncidences ne sauraient se continuer partout et toujours; la courbe des faits anciens et celle des faits nouveaux, après s'être confondues pour un certain nombre de points, finissent par diverger et s'étendre en des régions opposées. Une fatalité ne nous condamne donc pas aux destinées dernières d'Athènes; mais celles-ci doivent nous éclairer et nous rendre attentifs. Ce péril auquel Athènes a succombé, certes il faut nous en garantir. Tenons les yeux constamment fixés sur cette moderne Macédoine qu'on appelle la Prusse, et sachons nous convaincre que nous ne pourrons efficacement repousser son agression qu'en faisant preuve d'une moralité et d'une sagesse, d'un esprit de concorde, de détachement et de discipline, qui manquaient aux Athéniens du IVe siècle avant notre ère, et dont l'absence amena leur décadence politique.

ALFRED MAURY.

UN

RETOUR DU RÉALISME

A LA POÉSIE

The Spanish Gypsy, a poem, by George Eliot, 1 vol. in-8°, Blackood, London 1870.

S'il est des momens où les esprits curieux de la seule réalité n'accordent leur attention qu'aux objets qui leur tiennent de près, aux lieux où ils vivent, aux hommes de leur temps, de leur canton, je dirai presque de la rue qu'ils habitent, il en est d'autres où ils sont rassasiés de cette réalité, où ces lieux trop connus et ces hommes trop vulgaires les fatiguent. Dans le premier cas, pris d'une sorte de dégoût pour les inventions du passé devenues banales, ils se rejettent sur l'observation des choses visibles, s'arrêtent au détail, et aiment le terre-à-terre, semblables au petit enfant du poète,

> Qui va, saute, revient,
> Et, joyeux, à sa mère offre un caillou qu'il tient.

Dans le second cas, ennuyés d'un autre genre de banalités, celui des chétives analyses et des petites découvertes, ils obéissent à un besoin naturel de l'imagination; ils demandent à la poésie de leur prêter son coup d'aile, de leur rendre un peu d'horizon, un souffle d'air libre et pur. Tel écrivain qui s'était d'abord enfermé dans les limites d'une timide étude des faits est entraîné par cette réaction vers l'idéal, et forme un pendant à la fantaisie de tel autre qui

des hauts domaines de l'imagination s'est plu à descendre dans les modestes régions de la vie réelle et commune.

Nous supposons que le mot de réalisme n'étonnera pas ceux qui conservent un souvenir précis de la plupart des romans de George Eliot. Malgré sa science, qui est bien au-dessus de son sexe, et son style, qui le met parfois au niveau des poètes, l'auteur des *Scènes de la vie cléricale*, d'*Adam Bede*, de *Silas Marner*, était un franc réaliste et, pour le dire tout de suite, un des meilleurs, justement parce qu'il se montrait capable de ne pas l'être. Dès son début, George Eliot se donnait comme tel. Avec une naïveté qui cachait bien quelque ironie, il déclarait manquer d'imagination (1) et ne savoir pas amuser son public avec de saisissantes péripéties; il ne voulait pas arracher des larmes avec les haillons d'une misère dramatique, ni en faveur d'une aristocratie pathétique sous des vêtemens de velours. Il faisait pleurer sans velours ni haillons sur les incidens très réels de l'existence la plus médiocre. Honneur à la beauté divine de la forme! pour lui, il aimait à représenter la vertu cachée sous un laid visage et le vice perçant à travers les agrémens de la physionomie. Que d'autres empruntent le pinceau du moine de Fiésole pour faire descendre du ciel une vision angélique, ou mieux encore qu'ils surprennent sur les toiles de Raphaël le secret de ses vierges à la fois saintes comme des mères et pures comme des enfans; il ne voyait pas, quant à lui, pourquoi l'on devait bannir du domaine de l'art les bonnes vieilles femmes épluchant des légumes de leurs mains ridées, les braves et lourds paysans passant leur journée de loisir dans une auberge obscure. Ces larges dos voûtés, ces faces grossières éprouvées par les intempéries des saisons, ne lui paraissaient pas indignes du regard de l'artiste. Il y a bien peu d'anges, bien peu de héros, de beautés sublimes sur la terre : George Eliot se sentait trop d'amour dans le cœur pour le réserver tout entier à des personnes si rares. A l'appui de cette théorie des droits de la laideur, on nous permettra de citer ces lignes d'*Adam Bede :*

« N'y a-t-il pas, le ciel me pardonne, des choses aimables qui manquent de beauté? Je ne suis pas sûr que la majorité des hommes ne soit pas fort laide, et même parmi les habitans de la Grande-Bretagne, ces « rois de la race humaine, » comme chacun sait, les figures écrasées, les nez mal faits, les teints olivâtres ne sont pas de rares exceptions. Cependant il y a chez nous bien de l'amour dans les familles. Parmi mes amis, j'en compte au moins un ou deux dont les traits sont tels que les boucles d'Apollon mises sur leur tête seraient franchement

(1) *Scenes of clerical life, Amos Barton*, chap. VII.

peu à leur place, et pourtant il est à ma connaissance positive que de tendres cœurs ont battu pour eux, que sur leurs miniatures, flattées sans doute, mais pas encore trop belles, les lèvres des mères de leurs enfans déposent de secrets baisers. J'ai vu d'excellentes matrones qui dans leurs meilleurs jours n'ont pu être jolies, et qui cependant avaient dans quelque tiroir caché un paquet jauni de lettres d'amour; de beaux enfans couvraient de baisers leurs joues blêmes. Il s'est rencontré, j'en suis persuadé, quantité de jeunes héros de moyenne taille et à la barbe naissante à peine, promettant de ne jamais accorder leur amour à une personne qui le céderait à une Diane; dans leur âge viril, ils se sont trouvés fort heureux avec une femme dont la démarche n'était pourtant pas d'une entière correction. Dieu merci! le cœur humain est comme les puissantes rivières : il n'est pas au service de la beauté, il roule ses flots avec une force irrésistible qui apporte la beauté par surcroît. »

Ces lignes ne prouvent pas seulement que George Eliot était réaliste; elles montrent encore de quelle manière il a voulu l'être. Ses romans sont aussi comme les puissantes rivières; sans se mettre en quête de la beauté, ils la trouvaient souvent, non celle de la forme, qui n'a pas d'âme, mais la beauté morale, qui transfigure. Naguère nous avons vu dans l'art, ainsi que dans les lettres, un réalisme bien différent, qui prétendait faire admirer la laideur pour elle-même et pour l'exactitude de la peinture. Que reste-t-il de cette fantaisie? Celui de George Eliot avait des idées, et n'affectait pas de s'en passer. Il en est résulté cette double conséquence, que ses romans sont quelque chose de mieux que des modes d'un temps passé, et que l'auteur n'a pas besoin de changer entièrement sa nature et ses habitudes d'esprit pour s'élever à des conceptions plus hautes. Il donnait pour sujet à ses esquisses l'orgueil des doctrines et l'esprit de dispute dans les paroisses; il s'efforce aujourd'hui de tracer en vers le choc des croyances et des civilisations.

Le poème de *la Zingara espagnole, the Spanish Gypsy,* n'est pas la première tentative de l'auteur dans un genre plus idéal. Il s'est mesuré avec les difficultés du roman historique avant de gravir les sommets de la poésie. Une étude morale encadrée dans une description du xve siècle et de Florence, tel est le fond du livre de *Romola,* qui a été sa transition (1). Cet ouvrage trahissait l'inquiétude et les tâtonnemens d'un esprit qui veut changer de voie. George Eliot se transportait en pays étranger, au siècle de Savonarole, mais avec une matière toute semblable à celles qu'il avait déjà traitées. C'était une faute : il convient que le sujet, le temps, le lieu, soient en har-

(1) Voyez la *Revue* du 15 décembre 1863.

monie. Les mouvemens intérieurs d'une conscience qui cache un remords secret, le souvenir d'un vol, c'est là un thème qui était bon à développer dans le pays d'Adam Bede et de Silas Marner, au milieu de l'atmosphère méditative d'un canton puritain, parmi des paysans soupçonneux et des pasteurs ayant charge d'âmes. Placé en Italie, dans un pays où la pratique des confessions fréquentes allége aisément le remords, ce petit drame psychologique se trouvait comme dépaysé, il ne s'accordait pas beaucoup mieux avec l'éloignement des siècles et la dignité de l'histoire. Si le changement d'air est nécessaire à la santé des esprits, il exige celui des habitudes. *Romola* n'était qu'un premier essai dans une direction nouvelle. Nous chercherons aujourd'hui dans quelle mesure l'entreprise plus hardie de *la Zingara espagnole* a été suivie d'un meilleur succès.

Ce n'est pas un petit mérite que d'écrire des pages de véritable poésie; l'auteur le possède assurément, et ce livre présenterait un phénomène littéraire assez curieux, quand il ne serait que le début d'un romancier renonçant à la prose justement à l'âge où la prose est le refuge commun des poètes fatigués. Publier des vers pour la première fois lorsqu'on est parvenu à quelque chose de plus que la maturité du talent et de la vie, n'est-ce pas donner au public les fleurs du printemps après les fruits de l'automne? A ce point de vue, on ne ferait pas un pur compliment de galanterie à la spirituelle personne qui se cache sous le nom de George Eliot, si on la comparait à ces arbres des climats heureux qui portent à la fois des fruits et des fleurs. Cependant la poésie ne se contente pas de beaux vers descriptifs ou lyriques; l'idéal ne se compose pas seulement d'harmonie et d'images, de pensées éloquentes et de sentimens élevés. Il faut de l'action, de la vie, il faut la source qui jaillit du cœur; le mot de *passion* exprime tout cela. L'auteur n'a pas oublié ce principe élémentaire; il a pris pour sujet le conflit de l'amour et des croyances. A-t-il rempli les conditions d'un tel combat? Si l'amour n'est pas représenté dans toute sa force, les croyances l'emportent trop facilement; le drame ne représente plus que l'ardeur religieuse; c'est par exemple le martyre sans les attaches terrestres qui le rendent touchant, c'est Polyeucte sans l'amour de Pauline. Si l'élan et l'enthousiasme font défaut dans l'expression des croyances, l'amour obtiendra une victoire trop aisée; il tombera dans la catégorie des affections bourgeoises, des unions vulgaires : c'est Polyeucte aussi sage que prosaïque, préférant sa femme à la persécution et à la mort. De l'une et l'autre façon, vous supprimez la lutte morale qui déchire le cœur, et il n'y a plus de tragédie. Ces principes une fois posés, jusqu'à quel point le poème de George Eliot a-t-il rencontré cet équilibre difficile qui tient en suspens l'âme du

lecteur et qui fait la vie du drame? Si par hasard il penchait davantage du côté de l'élément des croyances, du devoir religieux, du repentir de la foi oubliée, reniée, il ne serait pas absolument dépourvu d'intérêt sans doute, puisque la foi, les croyances sont choses humaines; mais il serait privé de l'élément le plus riche de la poésie, la passion. Plus d'une tragédie, plus d'un poème, ont vécu sur la passion toute seule; le devoir réduit à lui-même ne saurait intéresser que des êtres de raison pure.

Une enfant de race bohémienne, après une victoire remportée sur les Maures, tombe entre les mains des Espagnols. Élevée dans la maison des ducs de Bedmar, nourrie des préceptes de la foi chrétienne, elle s'ignore elle-même et ignore son origine. Ceux qui l'ont recueillie lui ont dit qu'elle a perdu ses parens quand elle était au berceau. Elle s'est attachée à ses bienfaiteurs par reconnaissance; mais un sentiment plus tendre l'enchaîne au jeune don Silva, leur héritier, et l'imprudence du noble duc, qui a perdu sa mère, l'instinct naturel, qui parle seul au cœur de Fedalma, établissent entre eux une affection mutuelle. Un vieillard, don Isidor, le prieur des dominicains, grand inquisiteur de Castille, oppose en vain ses conseils à cet amour déjà trop puissant. Bien que sa robe et son rang dans l'église commandent le respect, le duc est un caractère fougueux, ni les paroles du vieillard ni le caractère de l'inquisiteur ne sont capables de dompter une passion qui consent à se cacher seulement pour se dérober au joug et préparer les moyens d'assurer son triomphe. Le moment approche où Silva compte déclarer son amour et donner à la bohémienne le droit de s'appeler duchesse de Bedmar : la fille des enfans du désert sera reçue à la cour, elle aura sa place parmi les plus nobles dames de Castille.

Cependant Fedalma sent naître en elle je ne sais quels penchans de liberté dont elle ne se rend pas compte; la vie tranquille d'une châtelaine lui pèse. Elle rêve des voyages lointains, des courses aventureuses, les jours consacrés à la fatigue, les nuits passées sous la tente. Des visions singulières de campemens, de peuplades toujours en marche, passent devant ses yeux dans la solitude de sa douce retraite. Elle voudrait fuir sans savoir où; il lui prend des désirs étranges de s'échapper, de changer d'horizon, de courir plus loin, plus loin encore, le sang de la bohémienne parle enfin. Fedalma s'étonne d'elle-même, de ses fantaisies, de ses tristesses. Cette peinture d'une âme à qui se dévoile confusément son passé, son avenir, est une des preuves les plus heureuses que George Eliot ait données de son talent. Un jour la nature indocile de la fille des Zingari éclate et donne aux habitans de Bedmar le scandale de la voir danser en public. La foule était assemblée sur une place; au-

tour du tapis d'un bateleur se groupaient des gens de toute sorte. Un ménestrel avec son luth préludait aux danses des jeunes filles du peuple. Toup à coup on voit apparaître une señora suivie de sa duègne inquiète, essoufflée. La noble demoiselle, en quelques bonds légers, passe à travers les assistans, qui s'écartent aussi curieux qu'interdits. D'un mouvement brusque, elle jette de côté sa mantille, saisit un tambourin, et voilà Fedalma, une perle de beauté et de distinction, qui se donne en spectacle aux désœuvrés de la ville. Elle commence par des pas mesurés et gracieux; bientôt elle s'anime, elle oublie ses titres, sa haute fortune, son prochain mariage : elle oublie don Silva lui-même et son amour. Sa nature l'entraîne; c'est un délire, une joie folle qui court à travers ses veines. Ses joues brunies se colorent, ses tresses d'un noir brillant s'échappent. Elle lève plus haut son tambourin, qui résonne sous des coups redoublés; sa légèreté est devenue un élan irrésistible, une force inconnue l'enlève de terre, enivrée, triomphante. On dirait une déesse qui prend l'essor, une déesse du plaisir et de la folie. Il faut que le tintement des cloches sonnant l'*angelus* précipite à genoux la foule qui poussait des cris d'admiration, pour que Fedalma revienne à elle-même et se dérobe à une curiosité dont elle devrait rougir.

Quoique Fedalma soit pure et demeure vertueuse jusqu'à la fin, quel doit être l'aveuglement de don Silva pour qu'il ne soit pas averti par de telles échappées! Silva n'est prudent qu'après coup; dans son cœur, deux natures opposées se combattent : il y a le lion qui se jette sur la proie et l'homme hésitant qui cède au repentir. Foulant aux pieds les conseils qui s'élèvent entre lui et ses désirs, les plaintes de son oncle ne font que l'aigrir : la nature même de la faute est pour lui un aiguillon des sens. Son amour s'augmente de l'admiration publique pour la beauté, pour les séductions de la danse de Fedalma. Désormais rien ne saurait mettre obstacle au mariage de la bohémienne avec le duc de Bedmar. Voici pourtant qu'une circonstance imprévue vient rompre cette union. Fedalma elle-même détruit les espérances de son amant, la future épouse prend la fuite. Un chef de bohémiens attaché à la cause des Maures, captif avec quelques-uns de ses hommes, avait été amené dans le château du seigneur duc. Il s'est fait reconnaître de la jeune fille : Zarca, le bohémien, est son père. En l'absence de don Silva, il pénètre jusqu'à elle, et la trouve jouant avec un collier dont le mystérieux travail était une énigme pour sa coquetterie féminine, une dentelle d'or habilement filée dont les Maures et les chrétiens ignorent le secret. Ce précieux insigne, marque du commandement de Zarca, sert à prouver ses droits de père. Fedalma

ébranlée commence par promettre la liberté aux prisonniers; puis, comme il ne suffit pas à Zarca d'être délivré par sa fille qu'il vient de retrouver, elle fait davantage. Sommée par lui de remplir son devoir jusqu'au bout, elle suit son père, abandonnant son époux, les chrétiens, sa religion et le bonheur qu'elle avait entrevu. Le duc de Bedmar, rentrant du camp pour jouir de sa victoire et du repos, trouve son château abandonné, les prisonniers enfuis, son foyer désert. Plus de Fedalma, plus d'amour! Le prieur triomphe: le chevalier, dont le cœur se révoltait en secret contre l'église, est puni par la femme à laquelle il sacrifiait tout. Il ne lui restait qu'un être pour le consoler de l'abandon, peut-être du mépris de tous, et cet être l'a trahi!

Quelle résolution prendra-t-il? Saura-t-il recevoir la leçon de la destinée et renoncer à la fille du désert? Non : son désir inassouvi est un aiguillon de plus. Une nuit, tandis que Fedalma, s'écartant des tentes de ses Zingari, cherche dans le souvenir de son bonheur disparu et de sa résolution présente un peu de force contre une peine sans remède, des pas se font entendre parmi les oliviers qui projettent leur ombre le long des pentes de la montagne. Un homme s'est arrêté en l'apercevant; il s'avance avec précaution : c'est don Silva, qui a tout laissé, sa ville, ses soldats, le camp des chrétiens, pour revoir sa maîtresse, pour la reprendre, s'il est possible, aux mécréans. Leurs premiers momens sont à l'amour, au bonheur de se revoir : mais Zarca veille sur son trésor, et surprend l'entretien des deux amans.

Ce bohémien de George Eliot ne le cède pas en fierté au noble duc de Bedmar. L'or espagnol ne le tente pas; il entend que sa fille soit traitée autrement qu'une aventurière, et qu'elle ne s'estime pas heureuse parce qu'un seigneur aura daigné l'élever jusqu'à lui. Il est beaucoup plus qu'un chef de bande; c'est un prince qui a fait alliance avec les musulmans. Il prétend réunir ses malheureuses tribus et traverser la mer pour aller fonder en Afrique un royaume indépendant : aussi son langage est-il au niveau de ses ambitions. Quand même don Silva serait roi d'Aragon ou de Castille, l'honneur qu'il croit faire à la fille de Zarca serait une honte. Il la porterait en triomphe comme un beau coursier enlevé à l'Afrique, un cheval de prix que l'on couvre de pourpre et de harnais dorés, pour être la propriété, la part de butin du maître qui le caresse. Cela s'appelle une conversion, parce que la Zingara deviendrait chrétienne. Cette conversion pour les vrais bohémiens est une infamie. Leur foi n'est autre chose que la fidélité à la tribu; chrétiens et musulmans apprennent dès l'âge tendre à croire qu'ils sont les enfans chéris du ciel : les bohémiens croient qu'étant les plus

méprisés, les plus oubliés entre les enfans des hommes, ils doivent être constans jusqu'à la mort dans les liens de leur grande famille. Ailleurs on punit du bûcher l'hérésie; chez eux, la plus misérable des hérétiques serait la fille du désert qui, choisissant pour elle une vie heureuse et facile, oublierait les maux de ses frères. Ni prières, ni menaces, ni malédictions ne peuvent fléchir ce père, dont la parole est une inviolable loi.

En vain don Silva lui reproche de n'entendre ni le langage de sa raison, ni les conseils de son cœur; en vain prétend-il lui prouver que le bonheur de sa fille et son propre intérêt lui commandent de se laisser vaincre, que son fanatisme, sans profiter à sa cause, fera trois malheureux. Toute son éloquence échoue contre la résolution du chef bohémien :

« Vous parlez bien haut, monseigneur! Vous seul êtes raisonnable; vous avez un cœur, et je n'en ai pas. Vous avez en vue le bonheur de Fedalma, c'est votre unique souci; moi, je ne cherche le bien pour personne, pas même pour moi, poussé que je suis par un infernal désir qu'il me faut satisfaire même au prix de mes souffrances. Exhalez à loisir votre indignation; je ne vous parle pas en ce moment, je parle à ma fille. Si c'est encore un bien de s'unir avec vous, d'être une duchesse espagnole, de s'agenouiller à la cour, d'espérer que sa beauté sera une excuse aux yeux des hommes, quand elle entendra les femmes chuchoter entre elles : « Elle a été bohémienne; » si c'est encore un bien de mesurer sa joie à l'oubli des siens, des malheurs de ses frères, et qu'elle ne sente pas la douceur de sa couche altérée par le souvenir d'avoir abandonné son poste, — qu'elle parte! Elle est mon unique rejeton; dans ses veines, elle porte le sang où sa tribu a mis sa confiance. Son patrimoine, c'est leur obéissance. Si elle peut quitter cela pour une honte recouverte de pourpre et de soie, pour des baisers assaisonnés par l'oubli, pour un bonheur digne des malheureux qui sont ivres ou des fous nourris d'illusions, — eh bien! qu'elle parte! Vous, catholiques espagnols, quand vous êtes cruels et traîtres pour des buts impies, vous avez des présens que vous offrez à Dieu, vous guérissez les blessures que vous faites aux hommes avec des remèdes que vous présentez aux églises. Nous autres, nous n'avons pas d'autels pour ces présens réparateurs qui apaisent le ciel à l'endroit des violences commises sur la terre; nous n'avons pas de prêtres, pas de symboles pour enseigner que la bohémienne qui devrait sauver sa race et qui l'abandonne peut laver cette tache et racheter le désastre qu'elle cause en travaillant à son propre salut. Le choix honteux qu'elle fait est un mal irrévocable, un poison qu'elle verse de propos délibéré à ses frères. Et maintenant choisis, Fedalma! »

Nous disions tout à l'heure que le bohémien Zarca était un prince, un fondateur de dynastie, un législateur; il faut ajouter à ces qualités celle de théologien. En effet, ne paraît-il pas versé dans la connaissance des dogmes? ne condamne-t-il pas le catholicisme espagnol en aussi bons termes que pourrait le faire un ministre ayant pris ses grades à Oxford? J'imagine que celui-ci ne s'exprimerait pas mieux sur la doctrine de la satisfaction. Luther ne parlait pas autrement quand il fulminait contre les indulgences, et Calvin argumentait ainsi contre les pénitences distribuées à la grille du confessionnal. On pourrait croire que des idées tout anglaises ont dominé l'esprit de George Eliot, et qu'il a mis dans la bouche de Zarca ses opinions protestantes. Ce serait une faute d'autant plus sérieuse au point de vue de l'art qu'il y aurait dans le personnage, dans le temps et le pays où il est placé, un triple anachronisme; mais il n'en est pas ainsi. Zarca n'est pas protestant; il est tout au plus libre penseur, et en qualité de bohémien, sans foi ni religion, il peut sans trop d'invraisemblance tenir le langage que lui prête l'auteur. Son instruction dépasse la mesure de ce que nous aurions supposé dans un homme de cette race; on aurait tort cependant de le prendre pour un anglican ou un puritain. Je dirai plus : l'ouvrage tout entier prouve que l'auteur n'appartient pas à une secte. Une tolérance universelle en est l'inspiration suprême, et s'il y a dans *la Zingara espagnole* quelque trace trop visible de l'esprit britannique, c'est l'écho perpétuel des querelles religieuses. On ne saurait pourtant accuser George Eliot d'avoir été injuste envers une conviction quelconque. L'inquisiteur lui-même, quel que soit son fanatisme à l'égard des infidèles, est représenté comme un homme de bonne foi. L'auteur est équitable envers lui comme envers le bohémien.

N'allez pas croire non plus qu'il favorise l'athéisme de ce dernier, parce qu'il lui donne le courage et la noblesse d'âme. Il n'y a pas de système dans cette œuvre, et la seule conclusion religieuse qu'on en pourrait tirer, c'est que l'honneur nous commande de rester attachés à la foi de nos pères. Zarca est la vertu parce que don Silva est le vice; la logique de l'art le veut ainsi, et la morale s'accorde ici avec la logique. Le chrétien a succombé; il faut qu'il se relève par le renoncement et l'humiliation. Zarca au dénoûment est frappé à mort par don Silva; c'est une expiation du supplice de l'inquisiteur contre lequel le bohémien a prononcé la peine du talion. En mourant, Zarca fait grâce à son meurtrier; mais celui-ci ne jouira pas du fruit de sa vengeance. Fedalma lui dit un adieu éternel, et il s'achemine vers Rome, où il implorera le pardon de son apostasie. Ainsi la balance est égale entre les religions en-

nemies, entre les passions opposées. Tout au plus pourrait-on dire que George Eliot enseigne une indifférence respectueuse envers toutes les doctrines. C'est peut-être là le résultat où l'ont conduit l'esprit de dispute et l'amour des discussions théologiques dont il a été témoin dans son pays.

Revenons au point où nous avons laissé le drame. Le choix de Fedalma entre son père et son amant était tout fait. Elle dit adieu à don Silva, qu'elle aime, et sa résolution est tellement sincère que, lorsque celui-ci, pour ne pas la perdre, se décide à suivre Zarca et les bohémiens, elle recule effrayée. Le duc de Bedmar quitterait ses dignités, sa maison, sa fortune, son peuple, pour devenir un bohémien, pour s'associer aux courses errantes des Zingari, non, cela n'est pas possible. Elle ne peut consentir à un tel sacrifice; elle ne doit pas vouloir que Silva quitte pour elle sa foi, sa famille, son honneur, tout ce qu'elle n'a pas voulu quitter pour lui. «Fuyez, lui dit-elle, quand il en est temps encore; pas une parole de plus! Je dirai que j'ai repoussé votre amour, que je ne veux plus m'unir à vous... »

Il est trop tard pour fuir : don Silva est aveugle, il a résolu de se perdre. A ses yeux, Fedalma vaut bien les titres et la fortune qu'il abandonne; sa loi, sa religion, c'est Fedalma. C'est elle et non pas les bohémiens qu'il suit; lorsque Zarca donnera des ordres, ce n'est pas à lui, c'est à elle qu'il obéira. Il se lie, il s'enchaîne à la suite de la jeune Zingara, qui l'écoute avec terreur, et croit sentir trembler la terre autour d'elle, comme si la terre allait l'engloutir avec son amant insensé.

Une résolution comme celle de Silva est le partage des caractères faibles. Le lion fait place à l'homme dès que la pensée succède à l'entraînement : il s'est jeté d'un bond sur l'objet qu'il convoitait, bientôt il pâlit en présence de ce qu'il a fait; il lâche ce qu'il avait saisi avec une folle ardeur, et va payer de son sang sa violence inutile. Combien d'êtres passionnés ressemblent à Silva, rêveurs et méditatifs quand la faute irréparable est accomplie! Ils réfléchissent après avoir agi, et leur réflexion est leur premier châtiment. Les pages où la pensée du seigneur déchu se replie sur elle-même et se rend compte de la profondeur de sa chute sont parmi les plus belles de ce livre. Le talent de George Eliot brille surtout dans ces analyses psychologiques d'une conscience blessée.

Don Silva trouve d'abord quelque consolation dans les paroles du ménestrel Juan. Ce brave Juan, ce poète enfant, est une des créations les meilleures de l'ouvrage. Le pauvre artiste, sans autre bien que son luth et ses chants harmonieux, a levé les yeux sur Fedalma, qu'il aime aussi; mais il tient soigneusement cachée cette

douce flamme mélancolique dont il vit, et qui réchauffe son cœur en même temps que ses vers. Juan se donne à tous et ne demande rien. Il dit ingénument qu'il n'a pas d'âme à lui, que celle des autres lui en tient place, et voilà pourquoi ses accens expriment tour à tour la joie ou la tristesse, la gaîté ou la douleur de ceux qui viennent l'entendre. Il recèle en son cœur l'écho qui répond à toutes leurs pensées. Tout en aimant Fedalma, il est attaché au duc de Bedmar, et, au lieu de jalousie, ne ressent pour lui que de la pitié. Juan est aimé de tout le pays parce que sa chanson est la musique familière de tous, des petits comme des grands, des Maures comme des chrétiens. Les bohémiens eux-mêmes, qu'il ne méprise pas, ont pour le chanteur affection et respect. Le bon ménestrel ne connaît pas la haine et il n'a pas d'ennemis. Il passe de la ville au camp et au bivouac, partout il est bien accueilli : touchant privilége de la poésie, qui porte avec elle la paix, la douceur, l'humanité. Juan n'est pas dédaigné des belles; les jeunes bohémiennes courent après lui, les filles espagnoles lui font des agaceries. Pour elles il a des sourires et des chansons, mais point d'amour. Ce sentiment, il le garde tout entier à Fedalma, qui n'en sait rien, qui ne le saura jamais.

Il vient donc chercher don Silva dans son exil volontaire, et varie le ton de sa chanson suivant l'état de cette âme qu'il s'efforce d'apaiser : la note du pauvre musicien se met patiemment d'accord avec le sentiment qui domine son maître. Tantôt, sous les doigts de Juan, le luth gémit à l'unisson du cœur de don Silva, accablé par l'idée de sa faute; tantôt des airs plus légers rappellent que la vie est courte, toujours mêlée de peines, et que l'amour est accordé à l'homme pour les oublier. Quelquefois le poète chante la vie errante : la sienne ne l'est-elle pas autant que celle des nomades africains? La vie errante a ses compensations; le chemin du foyer, toujours le même, a ses épines.

« Poussez en avant la barque, quittez, quittez le rivage ; les étoiles nous guideront au retour. — Oh! le nuage qui se forme, oh! la vaste, vaste mer, oh! les vagues qui ne gardent pas de traces!

« En avant à travers les pins, à travers les bois qui s'élèvent en voûte, où l'on sent la douce haleine du silence. — Oh! le labyrinthe, oh! les ténèbres sans soleil, oh! le mystère d'après la mort! »

Ces vers plaintifs plaisent par momens au noble duc; ils couvrent les cris du remords qui se résolvent et se fondent en un chant de tristesse; mais le nouveau Saül ne prête pas longtemps l'oreille aux cordes sympathiques de la harpe. Alors le fidèle Juan, mettant de côté ses pauvres strophes, continue son œuvre d'apaisement avec des paroles amies. Il y a un nom dont la vertu magique est pour

Silva au-dessus de tous les charmes de la poésie. Qu'importe que la vie soit pour l'âme endolorie un chemin semé de déceptions et de douleurs, si l'on a pour compagne dans ce chemin une Fedalma? Qu'importe que le monde soit une triste mascarade où celui qui change de fortune ne fait que changer de haillons? Avec l'amour de Fedalma, le monde acquiert plus de prix; quand il ne serait qu'une mascarade, les haillons vaudraient bien la peine d'être portés.

Ces discours raniment le courage de don Silva; mais Juan n'est pas toujours là, et la solitude fait de la nature un désert immense, inhospitalier, quand l'âme troublée a peur d'être en présence d'elle-même. C'est alors que les rues de sa ville, les autels de son église, la demeure de ses ancêtres, les bannières, les trophées, reviennent en foule assiéger la pensée de Silva, lui reprocher son crime : tant d'images chères ou saintes, tant de souvenirs pieux, tant de sermens qu'il avait prêtés! Une nuit surtout revient à sa mémoire, la nuit solennelle de la veillée des armes, lorsqu'il se voyait sur le point d'être armé chevalier. Il était aussi dans la solitude, mais combien différente! solitude peuplée de noms glorieux et de choses divines qui aujourd'hui se dressent devant lui pour l'accuser... Il veillait alors pour se rendre digne de ceindre l'épée au nom du Christ, aujourd'hui il veille sous les insignes du mécréant; c'est le fer d'un mécréant qu'il porte à son côté : il a juré d'anéantir la croix! Il recevait avec un saint orgueil les titres de chevalier chrétien : qu'est devenu le chevalier, qu'est devenu le chrétien?

A ces redoutables pensées, la tempête s'élève de nouveau dans le cœur de l'apostat; l'image de Fedalma elle-même ne peut lui rendre le calme. Un autre supplice s'ajoute à celui du remords. Les bohémiens dont il a fait ses compagnons le regardent comme un traître, le haïssent comme un persécuteur. N'est-il pas un chef espagnol, le maître du château où leurs frères étaient captifs, destinés au bûcher? Dans leur langage, que Silva ne comprend pas, mais dont un geste ennemi, dont un regard farouche, expliquent le sens, ils se communiquent leur passion haineuse contre le nouveau-venu. Un d'eux entonne le chant sauvage qu'ils font entendre à ceux des chrétiens qui viennent se mêler à leur troupe, chant de menace et de terreur composé en langue espagnole pour servir d'épreuve et d'avertissement. Tous joignent leurs voix au concert barbare qui semble assaillir le duc et l'enfermer dans le cercle d'une adjuration démoniaque.

« Frère, entends notre malédiction, malédiction sur l'âme et sur le corps! Si tu ne hais pas tous nos ennemis, si tu ne te lies pas à la chaîne de nos misères, tu n'es qu'un faux bohémien!

« Puisses-tu être en proie à la faim et à la soif, aux douleurs aiguës,

aux griffes de la disette te déchirant seul et abandonné, sans autres témoins que les vautours pour entendre tes gémissemens!

« Que tes mains soient brûlantes, ta tête en feu, tandis que sur une mer de sable la fièvre t'a étendu mourant, tandis que ton cerveau délirant voit briller une eau courante, et que ton oreille assourdie sent palpiter tes veines enflammées!

« Que ta langue et ta lèvre ne puissent recevoir une goutte d'eau ni de la terre ni du ciel, tandis que le désert ardent s'appesantit sur ton angoisse, et que le ciel et la terre semblent se rapprocher pour t'étouffer!

« Puisses-tu languir seul et le jour et la nuit, haïr les ténèbres, haïr a lumière, prier et n'avoir pas d'oreille pour t'entendre, n'apercevoir aucun frère près de toi, jusqu'à ce que tu implores la mort, la mort qui passe sans t'écouter, et que tu hurles pour chasser les vautours!

« Sois maudit dans ton âme et dans ton corps! Si tu aimes les ennemis des hommes à la peau brune, si tu n'acceptes pas à toujours la chaîne de leurs misères, tu n'es qu'un faux bohémien! »

Nous ne traduisons que la première partie de ce chant original. Après avoir maudit le renégat, s'il ne hait pas les chrétiens, ils le maudissent, s'il ne hait pas la croix. Les images de sang et de feu remplissent cette seconde moitié, qui pour l'énergie n'est pas au-dessous de la précédente.

Ce chœur est pour Silva celui des implacables Euménides attachées à ses pas; ces cris sauvages sont l'expression des remords qui poursuivent sa conscience. L'auteur d'*Adam Bede* et des *Scènes de la vie cléricale* retrouve ici ses inspirations favorites. Sans être calviniste ni puritain, George Eliot se plaît dans la peinture de l'âme du pécheur en présence du mal qu'il a fait, mal irrémédiable suivant le dogme désespérant de l'église dont il procède, quoiqu'il n'en soit pas le disciple. Silva est livré aux souffrances du damné; l'enfer le possède, le torture de son vivant. Point de salut, point d'issue, point d'espérance pour le criminel! C'est ainsi que le philosophe affranchi de la croyance étroite de ses pères conserve sur le mal accompli les mêmes idées sombres, le même penchant au culte de la fatalité. Presque tous les romans de l'auteur avaient pour centre un repentir sans issue. C'est le fond de l'histoire lamentable de la pauvre Janet dans *Janet's Repentance*; c'est l'idée capitale du livre qui a fait la grande réputation de l'auteur : Hetty, coupable d'infanticide et contrainte d'avouer son forfait, attire l'intérêt du lecteur beaucoup plus que l'honnête et irréprochable Adam Bede. Un crime secret sert de nœud à *Silas Marner*, et *Romola* ne serait plus un roman sans le récit des remords que

laisse au héros un larcin qu'il est parvenu à cacher. George Eliot raconte perpétuellement le drame du péché, non celui de l'apaisement, — de la loi morale violée, non de la justice divine satisfaite. Le calvinisme a si bien fait entrer dans les consciences l'idée du crime inexpiable, qu'elle est restée même dans ceux qui ont cessé d'être des fils de Calvin. Le romancier américain Nathaniel Hawthorne, esprit libre et purement philosophique, est nourri de ce dogme : ses romans, qu'il est inutile de rappeler ici, en fournissent la preuve irrécusable. Je ne sais si George Eliot, plus délicat dans l'analyse morale, n'a pas poussé plus loin l'art de tirer parti de cet effrayant repentir qui, pareil au vautour de Prométhée, ronge un cœur toujours renaissant pour son supplice.

La troupe des Zingari se met en marche pour une expédition dont le secret est caché à Silva. Il apprend trop tard que la ville de Bedmar, où il était maître naguère, est prise, et que le prieur Isidor est aux mains des infidèles. Il part affamé de vengeance et de colère, et arrive juste pour se jeter aux pieds du vieillard, que les bohémiens traînent au bûcher. Abaissement inutile, pénitence tardive ! son oncle le repousse et le maudit; c'est en vain que Silva demande grâce à Zarca, et le prie à genoux d'éteindre le bûcher, de sauver la victime : il n'obtient pour toute réponse que le refus et le mépris. Alors, ne se connaissant plus, il frappe le père de Fedalma. Zarca, mourant, appuyé sur Fedalma, qu'il a fait venir, ordonne pourtant aux siens de délivrer l'Espagnol, de lui rendre son épée, de le laisser passer libre et seul à travers leurs rangs pressés. Silva s'éloigne portant le poids de ses deux crimes, le fardeau d'une vie déshonorée que personne désormais ne daigne menacer. Cependant le brave ménestrel Juan procure au duc une dernière consolation en lui ménageant une entrevue suprême avec Fedalma. Dans la nuit où celle-ci s'embarque avec ses sujets pour l'Afrique, un pèlerin s'approche de la fille de Zarca, lui fait ses adieux, et, immobile sur le rivage, attend que la voile de la Zingara ait disparu dans les ténèbres avant qu'il ne prenne le chemin de Rome, où il doit expier son apostasie.

On est peut-être surpris de ce que l'amour de don Silva et de Fedalma ne nous ait pas fourni la bonne fortune d'une citation ou l'occasion d'une analyse. Nous serions nous-même tenté de partager cette surprise, si nous n'avions pas présens à la mémoire les autres ouvrages de George Eliot. Je ne sais s'il est jamais arrivé à l'auteur de rendre dans sa force cette passion envahissante qui, partout où elle règne, dans les livres comme dans la vie, occupe toute la place et veut tout ou rien. Serait-il vrai que les femmes, à de rares exceptions près, et celles-là très éminentes, sont beau-

coup mieux faites pour sentir l'amour que pour l'exprimer? George Eliot a commencé tard à se mettre en communication avec le public; avait-il passé le moment où l'on connaît l'amour profond qui ne songe pas à s'analyser lui-même? On dirait qu'il n'a voulu le connaître que par les ravages que cet amour produit ou même par les fautes dont il est responsable. L'auteur ne l'admet que pour peindre les remords qui en sont la conséquence. A dire le vrai, cette passion est absente de ses œuvres, et, comme un véritable réaliste, il ne croit qu'à deux sortes d'affections entre les deux sexes: l'entraînement du plaisir et le penchant légitime obéissant à loisir au vœu de la nature. Suivant lui, il n'y aurait en ce monde que des Arthur Donnithorne pour mettre à mal de jeunes évaporées comme Hetty, ou des Adam Bede, tels que le brave fermier qui, après avoir essayé d'épouser Hetty, se rabat sur la quakeresse Dinah Morris, beaucoup plus capable en effet d'assurer son bonheur. Ce n'est pas seulement dans *Adam Bede* que George Eliot se plaît à représenter les secondes amours allumées par des feux plus sages dans des âmes qui ont eu la prudence de se préserver de l'incendie trop violent. Il est évident pour nous qu'il ne croit pas à la flamme sacrée chantée par les poètes, aux grandes passions tragiques étalées sur la scène. Il l'accepte comme une folie, et c'est au mal produit par cette folie qu'il s'attaque. Elle est à ses yeux une maladie, et il ne trouve d'énergie et de puissance que pour en décrire les funestes effets. L'amour dans Silva est toujours à l'état de remords, jamais expansif et libre, comme c'est le caractère essentiel de cette passion. Je ne vois dans ce long poème de sept à huit mille vers qu'un moment, un seul, où les deux amans se rejoignent et se donnent mutuellement quelque assurance du sentiment qui les rapproche : c'est lorsque don Silva vient retrouver Fedalma dans le camp bohémien. Quelle situation que celle d'un tel amant qui abandonne tout pour son idole, que celle d'une maîtresse à qui l'on donne une telle preuve d'amour, et cela au moment où ils devaient se croire à jamais perdus l'un pour l'autre! George Eliot a-t-il su trouver les paroles qu'ils doivent s'adresser? On en jugera par ces lignes :

« FEDALMA. — Cher amant, vous vivez donc, et vous avez cru en moi?

« DON SILVA. — Nous voici réunis une fois encore. Le désir est noyé dans le bonheur.

« FEDALMA. — Vous ne m'avez donc pas haïe, vous ne m'avez pas crue ingrate? vous n'avez pas eu de mon amour une faible idée, parce que je vous avais quitté?

« DON SILVA. — Chère enfant, j'avais confiance en vous comme les

saints en Dieu. Vous ne pouviez rien faire qui ne fût pur et d'un cœur aimant, bien que votre conduite eût pu causer ma mort; c'est vous qui aviez moins de confiance, puisque vous avez suspecté la mienne. Ce doute était coupable.

« FEDALMA. — Non; quand je vous voyais me haïssant, le blâme retombait sur moi seule, la pauvre Zingara, à qui vous aviez prodigué tous vos trésors d'amour, trésors qui ne vous ont valu que des douleurs. Alors je me disais : « Cela est mieux ainsi, il sera plus heureux; » mais bientôt cette pensée, qui s'efforçait d'être une espérance, finissait par des larmes.

« DON SILVA. — C'était une cruelle pensée. Plus heureux! dites-vous : le vrai malheur ne peut commencer pour moi que le jour où je cesserais de t'aimer.

« FEDALMA. — Silva!

« DON SILVA. — Ma bien-aimée!

« FEDALMA. — Je m'imaginais que j'avais tant à vous dire! de bien longs et bien éloquens récits, comment tout s'est passé, comment je reçus votre message qui m'appelait à la cérémonie de notre union, comment il me semblait voir le fantôme de ma joie détruite assister seul à ma noce; mais en ce moment...

« DON SILVA. — Oh! ce grave discours nous arrêterait dans nos élans joyeux, comme les cloches qui font perdre les momens avec leur sonnerie.

« FEDALMA. — Et quand je vous dirais tout cela, la conclusion serait que je vous aimais encore à l'instant même où je prenais la fuite. Mes paroles n'auraient pas plus de sens que n'en a le petit cri des oiseaux quand ils sentent mutuellement leur cœur battre.

« DON SILVA. — Nos yeux, nos veines palpitantes en disent assez; que nos paroles soient le simple gazouillement de l'amour! »

Voilà de jolies choses assurément, surtout ces comparaisons des cloches et des petits oiseaux; mais ne croirait-on pas entendre la conversation de deux fiancés se promenant le soir le long d'une de ces rivières qui coulent lentement à travers les herbages dans un paysage anglais? Est-ce bien le langage d'une femme qui a dans les veines du sang embrasé par le soleil d'Orient? Et cet amour du renégat qui le pousse au crime peut-il s'exprimer ainsi? Ah! que le vieux Shakspeare entendait autrement la peinture des passions fatales! On a peine à comprendre qu'une Fedalma si bonne fille, si soumise aux volontés de son père, ait tant d'empire sur la nature violente, sur le caractère emporté de don Silva. L'auteur d'*Antoine et Cléopâtre* en aurait fait une vraie bohémienne. Antoine oublie son honneur, il met aux pieds de Cléopâtre ses légions, son

devoir de Romain, son épouse Fulvie; mais l'Égyptienne, artificieuse et passionnée, a des séductions qui l'égarent. Elle a aimé César, plus tard elle voudrait bien prendre dans ses filets le prudent Octave; mais tant que l'époux de Fulvie est près d'elle, il est son dieu Mars, elle le flatte et l'admire, elle l'aime ou croit l'aimer, et Antoine est capable de toutes les folies pour la disputer à ses rivaux. La tendresse de Cléopâtre est un amour de courtisane, et ce sont là précisément les amorces qui font commettre des crimes. Elle est pour son amant la sublime enchanteresse; Antoine s'acharne d'autant plus à sa possession qu'il sait que le cœur de cette femme est capable de le trahir. Il meurt dans ses bras, et lorsqu'elle le suit dans la mort, bien que son trépas soit le sacrifice de l'orgueil, le nom d'Antoine est le dernier mot qu'elle prononce. Voilà les amours qui aboutissent au parjure et aux forfaits. Fedalma est trop régulière et trop correcte pour entraîner don Silva au déshonneur et à l'apostasie. Une nouvelle Cléopâtre expliquerait mieux la chute de ce nouvel Antoine. Nous ne saurions reprocher à George Eliot de n'être pas Shakspeare. Notre pensée se borne à constater qu'il a vu dans Silva le damné et dans Fedalma l'occasion innocente de sa damnation : il s'est proposé de peindre le remords beaucoup plus que la passion qui en est la cause. Cette conception une fois admise, il est juste de reconnaître que le portrait de l'apostat est tracé avec une grande énergie, et que dans cette bohémienne trop anglaise l'auteur a pourtant su rendre au vif l'instinct de la liberté sauvage et de l'existence nomade.

L'œuvre nouvelle de George Eliot porte le titre de poème. Est-ce une épopée? est-ce un drame? Le dialogue y occupe la plus grande place, et l'ouvrage se développe en une série régulière de situations; mais la partie narrative est considérable, et ne pourrait être réduite à de simples indications de mise en scène. Ce défaut ramène à chaque instant la personne de l'écrivain, et choque l'œil du lecteur par le changement continuel de la disposition typographique. Il doit être attribué à l'inexpérience de l'auteur, qui s'essaie dans un genre nouveau : les habitudes du romancier ont un peu nui à la tentative du poète. On ne passe pas impunément de la prose aux vers et du réalisme à l'idéal. Nous n'insisterons pas sur quelques imperfections de la forme : George Eliot, dont la plume a mieux réussi dans les passages lyriques de son ouvrage que dans le reste, a dû sans doute éprouver que la prose n'est pas la meilleure préparation au vers iambique, bien que ce dernier soit le mètre qui s'en rapproche le plus. Il a été mieux servi par sa grande habileté à peindre les individus et les caractères. Il y a dans sa *Zingara espagnole* une foule de personnages secondaires qui ajou-

tent à l'agrément du poème : l'hôtelier juif qui cache et montre tour à tour sa religion, l'orfévre catalan Blasco qui regarde la chevalerie, l'inquisition, le christianisme, toutes les institutions de l'Espagne comme ayant pour but et pour centre la prospérité du commerce de l'orfévrerie, le bateleur Roldan, son fils malingre Pablo, et même son singe Hannibal, voilà autant de figures qui jettent dans ce livre une heureuse variété.

A la question posée au début de cette analyse, la réponse est désormais facile. Très éloquent dans la peinture des remords, beaucoup moins animé pourtant quand il s'agit d'exprimer l'amour, George Eliot n'a pas rencontré cet équilibre de forces, cette égalité de puissance entre le devoir et la passion d'où résulte le véritable drame, et dont la poésie narrative ou tragique ne saurait se passer. La souffrance morale du renégat est émouvante; mais avons-nous été touchés de l'entraînement qui l'a rendu criminel? Fedalma se sacrifie à l'impérieuse volonté de son père; mais sommes-nous bien sûrs qu'elle aime profondément l'homme qu'elle abandonne? Zarca lui-même est très fier, très vigoureux; mais où sont les douleurs et les tortures qui nous feraient comprendre sa cruauté? Les personnages de George Eliot sont tout d'une pièce; pour les ennoblir, il les a guindés à une hauteur où notre sympathie a quelque peine à les atteindre.

En passant à des conceptions idéales, George Eliot devait rencontrer bien des obstacles, dont le plus considérable était la difficulté de saisir la réalité historique après avoir cherché toujours la réalité contemporaine. Rien n'est plus opposé que ces deux élémens. Un esprit exclusivement occupé des objets qui l'entourent contracte une sorte de myopie qui l'empêche de voir. Il finit bientôt par se faire une loi de cette impuissance : combien de fois de notre temps n'avons-nous pas entendu de prétendus oracles de la critique professer cette doctrine qu'il fallait nous contenter d'observer le présent, de vivre dans notre milieu! Cet obstacle, nous félicitons l'auteur d'*Adam Bede* d'en avoir jusqu'à un certain point triomphé. Bien lui a pris, dans son réalisme, de ne pas renoncer aux idées; d'autres qui se sont brouillés avec elles, peut-être parce qu'ils n'en avaient pas, ont de la peine à trouver une issue dans leur cercle étroit. Sans doute la juste mesure lui a manqué. Il a trop voulu créer des personnages historiques avec des idées, il a du moins prouvé qu'il pouvait prendre l'essor, et ce poème, s'il n'augmente pas la popularité de son nom, le haussera d'un degré dans l'histoire de la littérature anglaise.

LOUIS ÉTIENNE.

HISTOIRE

D'UN

SOUS-MAITRE

I.

En 1816, me dit le vieil herboriste Renaud, je travaillais comme surnuméraire chez Me Benoît, huissier à Saint-Nicolas-du-Port, en Lorraine. Mon père était piéton de la poste aux lettres; il avait cinq enfans, — deux garçons et trois filles, — et gagnait 400 francs par an. Tu peux penser si nous mangions tous les jours à notre appétit.

Je venais d'entrer dans ma dix-septième année, et je me désolais de vivre encore à la charge de mes parens, lorsque fut publiée la fameuse ordonnance du roi Louis XVIII, portant qu'il serait formé dans chaque canton un comité *gratuit et de charité*, afin de surveiller et d'encourager l'instruction primaire.

Les ordonnances, les arrêtés, les circulaires sur l'instruction du peuple n'ont jamais manqué depuis cinquante ans, mais l'argent. On a toujours trouvé de l'argent pour les rois, pour les empereurs, les princes, les évêques, les ministres, les généraux et les soldats; mais, pour éclairer le peuple et récompenser les instituteurs, les caisses ont toujours été vides.

Enfin, comme en ce temps de grande disette la petite miche de trois livres coûtait 4 francs, comme M. Benoît ne voulait pas me donner un centime, et que ceux qui entraient dans l'instruction publique devaient être exempts du service militaire, je résolus de me faire maître d'école.

C'était la plus mauvaise idée qui pouvait me venir; j'aurais

mieux fait de m'engager tout de suite ou d'entrer chez un épicier pour casser du sucre et servir la pratique; mais à dix-sept ans on voit les choses en beau, et la profession d'instituteur me paraissait alors la meilleure et la plus honorable de toutes.

Bref, le 13 octobre 1816, je partis de Saint-Nicolas avec une lettre de M. le chanoine-promoteur de Briqueville pour M. le curé Bernard, du Chêne-Fendu, trente sous dans ma poche, deux chemises, une paire de souliers et quelques effets d'habillement dans un petit paquet au bout de mon bâton. Ma seule crainte était de ne pas être reçu comme sous-maître.

Je passai par Lunéville, Blamont et Héming. A Lorquin, je demandai le chemin du Chêne-Fendu, car la route s'arrêtait au bout de ce village, et je craignais de me perdre. — Prenez à droite, me dit un gros homme qui fumait sa pipe sur le devant de sa porte.

Puis, comme je m'éloignais : — Attendez, cria-t-il, vous pourriez vous tromper, je vais vous mettre sur le chemin.

Et ce brave homme vint avec moi jusqu'au bout du village. Il était boiteux, et tellement grêlé que je n'avais jamais rien vu de pareil. Tout en marchant, il me demanda ce que j'allais faire au Chêne-Fendu. Je lui répondis que j'espérais m'y placer comme sous-maître.

— Mauvais état, fit-il en secouant la tête, mauvais état! Enfin il faut vivre. Tenez, voici votre chemin; il remonte la Sarre. Toujours droit devant vous. Dans deux heures, vous serez au Chêne-Fendu.

Je le remerciai de sa complaisance et je repartis avec une nouvelle ardeur.

Il faisait déjà froid. Les grands coups de vent d'automne balayaient les feuilles mortes; de loin en loin, une troupe d'enfans, dans le tournant des vallées, gardaient les vaches, accroupis autour de leurs petits feux. C'est tout ce qui me revient. Quand on cherche sa vie, le plus beau pays du monde ne vous dit rien; on pense toujours à sa triste position; on tourne et l'on retourne la même idée dans sa tête.

J'arrivai tard au Chêne-Fendu; la nuit commençait, quelques petites lumières tremblotaient dans le brouillard d'une rivière : c'était le village, qui suit la Sarre-Rouge. Plus près, entre les fumiers des premières baraques, rencontrant une vieille femme, pieds nus, qui chassait devant elle deux chèvres, je lui demandai la maison de cure.

— C'est là, me dit-elle en me montrant à droite, au fond d'une ruelle, une bâtisse plus grande, entourée d'un jardin et d'un petit mur blanc, avec un grand escalier sur la façade.

Alors mes inquiétudes me revinrent. Je descendis lentement la ruelle, et je m'arrêtai deux secondes au bas de l'escalier à respirer et à réfléchir. Les volets de la maison étaient fermés, rien ne bougeait; plus loin, à gauche, dans le brouillard, du côté de la rivière, s'entendait le tic-tac d'un moulin. Enfin je grimpai les marches et j'ouvris la porte, ce qui fit carillonner une sonnette. Une servante parut au bout du vestibule avec une lampe, et, me voyant là tout craintif avec mon paquet sous le bras, elle me demanda :

— Que voulez-vous?

— J'ai une lettre pour M. le curé Bernard.

En même temps quelqu'un cria de la chambre voisine : — Eh bien ! entrez.

Et j'entrai dans la chambre. M. le curé finissait de souper. C'était un homme de quarante à quarante-cinq ans, grand, brun, la figure osseuse et l'air brusque.

Il pelait encore une poire, son verre de vin rouge sur la table, près de l'assiette.

— Vous avez une lettre pour moi, dit-il après m'avoir regardé, de qui?

— De M. le chanoine de Briqueville.

Sa figure changea. Je lui donnai ma lettre, qu'il se mit à lire attentivement.

— Asseyez-vous, mon ami, disait-il en la lisant, asseyez-vous. M. de Briqueville va bien?

— Très bien, monsieur le curé, Dieu merci!

— Oui, je vois cela. — Et vous désirez entrer comme sous-maître chez M. Guillaume?

— Oui, monsieur le curé.

— Ça suffit; du moment que M. de Briqueville vous recommande, ça suffit!

Et d'une voix forte il appela la servante : — Justine!

— Monsieur?

— Vous allez tenir mon café chaud. Je conduis ce jeune homme au père Guillaume, et je reviens tout de suite. Vous m'entendez?

— Oui, monsieur.

Il prit son tricorne, releva son écharpe, et me dit brusquement :

— Arrivez!

Il sortit. Je le suivais. En montant la rue noire, entre les fumiers, les charrettes, les tas de bois et les fenêtres à ras de terre, il me demanda : — Vous savez lire, écrire, chiffrer?

— Oui, monsieur le curé, lui dis-je timidement.

— Est-ce que vous connaissez le service de l'église?

— Pas tout à fait bien, monsieur le curé, mais je l'apprendrai.

— Oui, c'est le principal. Il faudra vous y mettre tout de suite.

Nous arrivions alors à la maison d'école, une ancienne bâtisse décrépite, la grande salle en bas, cinq fenêtres sur la rue, avec la porte d'entrée, quatre de côté, sur un petit carré de légumes, pois, haricots, fèves, dont les perches étaient en faisceaux. Au-dessus était le logement de M. Guillaume et de Mme Catherine, sa femme, et plus haut une sorte de mansarde recouverte de bardeaux et les fenêtres en tabatière.

L'escalier, en dehors, avec sa rampe de bois, montait sur l'autre façade, du côté de l'église. M. le curé grimpa l'escalier quatre à quatre, devant moi, jusqu'à la petite galerie. Il ouvrit une porte et dit en entrant : — Monsieur Guillaume, voici votre sous-maître; c'est M. de Briqueville qui vous l'envoie; il vous convient sous tous les rapports.

Le vieux maître d'école et sa femme, en train de peler des pommes de terre et de manger ensemble du lait caillé dans un grand saladier, s'étaient levés. Moi, derrière M. le curé, près de la porte, j'attendais encore avec inquiétude ce qu'ils allaient répondre; mais il était clair que la recommandation du vénérable père faisait tout, car M. Guillaume, un homme de cinq pieds huit pouces, en camisole de tricot gris, culotte de molleton et bas de laine, avait tiré son bonnet et répondait humblement, sans même me regarder.

— Monsieur le curé, puisqu'il vous convient...

— Oui, il fera votre affaire; il sait lire et écrire, ça suffit! Comme chantre, il n'a pas encore de voix, il est trop jeune; mais vous en avez, ainsi tout s'arrange.

— Catherine, donne donc le fauteuil à M. le curé, dit le vieux maître d'école.

— Non, c'est inutile, je pars à l'instant. Je suis venu vous dire cela; voilà tout. Allons, au revoir.

M. Guillaume, son bonnet de coton à la main, reconduisit M. le curé jusqu'au bas de l'escalier, puis il revint. Sa femme, grande, sèche, la peau jaune et les joues creuses, me regardait d'un air curieux, sans rien dire.

— Vous arrivez de loin? me demanda le maître d'école en rentrant.

— De Saint-Nicolas, monsieur.

— Vous avez été sous-maître?

— Non, j'ai travaillé comme surnuméraire chez un huissier.

— Ah! Et vous connaissez M. le chanoine-promoteur de Briqueville?

— Mon père le connaît; ils sont du même village.

— Je comprends,... je comprends,... fit-il en lançant un coup d'œil à sa femme. Est-ce que M. le curé vous a dit nos conditions?

— Il ne m'a rien dit.

— Eh bien! vous serez blanchi, nourri, logé, et vous aurez cent sous par mois. Quant au service, vous sonnerez les offices, vous balayerez l'église et la sacristie tous les lundis, et l'école tous les jours; vous m'aiderez à faire la classe; vous tiendrez tout propre; vous ferez tout ce que je vous dirai...

— Eh! mon Dieu, Guillaume, s'écria la femme, tu vois bien que le pauvre garçon tombe ensemble.

— C'est bon, c'est bon, fit-il; d'abord il faut s'entendre. Est-ce que cela vous convient?

Je regardais les belles pommes de terre fumantes et le bon lait caillé, sentant mon estomac se réveiller, comme pour aller au-devant.

— Je ferai ce que vous m'ordonnerez, répondis-je. Je ne demande qu'à gagner ma vie, à m'instruire, à vous contenter.

Mon âge, mon air de soumission, rassurèrent ces gens; ils n'avaient pas à craindre de me voir prendre leur place de si tôt, et, m'entendant tout accepter sans observation, ils furent de bonne humeur.

— Voyons, donnez-moi cela, dit la femme en prenant mon bâton et mon paquet, asseyez-vous et mangez.

— Oui, puisque nous sommes d'accord, asseyons-nous, dit le père Guillaume.

Je m'assis. Mme Catherine me remit une cuiller d'étain, et le maître d'école, allongeant ses grandes jambes sous la table avec satisfaction, s'écria : — Voici le tas, vous n'avez qu'à vous régaler!

Il avait raison, jamais je ne me suis mieux régalé; ces grosses pommes de terre roses et farineuses de la montagne et ce bon lait caillé bien frais sont encore l'un de mes meilleurs souvenirs. Et pourtant je ne m'en donnai pas autant que j'aurais voulu; nous mangions à la même écuelle, et je n'osais avancer la cuiller qu'à mon tour, ni prendre plus de pommes de terre que mes hôtes. L'idée me venait que tout était cher, et que, si ces gens se doutaient de mon terrible appétit, ils me regarderaient comme une véritable peste et me renverraient bien vite. Aussi je me retenais.

— Allons, courage, me disait le maître d'école.

Et sa femme lui répondait : — S'il n'a plus faim, ce garçon, il ne faut pas le forcer. Vous êtes fatigué, n'est-ce pas?

— Oui, bien fatigué, madame. Je suis parti de grand matin; j'ai fait plus de quinze lieues.

— Voilà, disait-elle, quand on est trop las, la faim passe.

— Eh bien! dit M. Guillaume en voyant le fond de l'écuelle, dans ce cas, il faut se coucher et dormir. Catherine, conduis le sous-maître à la chambre en haut.

La femme prit mon paquet et mon bâton, et je la suivais en boi-

tant, lorsque le père Guillaume, encore à table, me cria : — Hé! que je sache au moins le nom de mon sous-maître... Comment vous appelez-vous?

— Je m'appelle Jean-Baptiste Renaud.

— Eh bien! bonne nuit, Jean-Baptiste; demain à six heures il faudra commencer.

— Je vous éveillerai, me dit la femme, l'école commence à sept heures.

Nous grimpions alors l'échelle de meunier et nous entrions dans ma petite mansarde. Elle avait deux lucarnes sur le toit, l'une du côté de la vallée, où brillaient quelques étoiles, l'autre du côté de la montagne sombre. A droite était le lit dans sa grande caisse de sapin, garni de gros draps propres et recouvert d'un large *plumon* à carreaux bleus, selon la mode des Vosges. Un crucifix, un bénitier en bois et un petit miroir, large comme la main, pendaient aux murs.

— Voilà, me dit la mère Catherine, c'est la chambre du sous-maître : l'autre, Philippe, était un trop bon garçon, il s'est sauvé, il n'a pas voulu rester; mais vous aurez plus de courage et de bon sens.

Elle posa sa lampe sur le plancher et me dit en descendant d'avoir soin d'éteindre la lumière. Alors je me déshabillai, je soufflai la lampe, et, m'étant couché, je tombai presque aussitôt dans le plus grand sommeil. Mon cœur était soulagé : je n'étais plus à la charge de mes parens... J'avais une place... J'allais enfin gagner ma vie!

II.

Le lendemain, avant le jour, des sabots montaient lentement l'escalier, et la mère Catherine, le nez à ras du plancher, m'appelait tout bas : — Jean-Baptiste!... Jean-Baptiste!...

Je m'éveillai.

— C'est l'heure, dit-elle en posant la lampe et une grande écuelle d'eau fraîche sur la dernière marche, levez-vous.

Et je sautai de mon lit chaud, pendant qu'elle redescendait.

Le brouillard de la vallée, qui s'élève tous les matins, entrait jusque sous les bardeaux de la mansarde. Jamais je n'avais senti cette fraîcheur, et je me dépêchais en grelottant de passer mon pantalon, de mettre mes souliers, et puis de me laver les mains, la figure, le cou dans la grande écuelle. Les vitres de mes petites lucarnes étaient comme ouatées de brouillard; en bas, le feu pétillait dans la cuisine, et les gros souliers de M. Guillaume se traînaient déjà sur le plancher. Dans ces baraques, presque entièrement construites en planches, en madriers de sapin, on entend les moindres

mouvemens à l'intérieur. Au bout de quelques instans, j'étais habillé, je n'avais plus qu'à descendre; mais alors le soleil commençait à percer les nuages, et de longues traînées d'or couraient sur la Sarre, éclairant les vieux sapins verdoyans et les hêtres roux sur la côte. J'ouvris la lucarne, et je me mis à regarder une minute ce spectacle grandiose. J'étais content de vivre là.

Ensuite je descendis, et je trouvai le père Guillaume qui se promenait dans la chambre, les épaules courbées, l'air rêveur.

Je lui souhaitai le bonjour, et tout de suite il me dit :

— Aujourd'hui pour la dernière fois j'ai sonné matines et l'école, parce que vous étiez fatigué; mais ce n'est pas l'affaire de l'instituteur de sonner les cloches, ça regarde le sous-maître, il faudra vous lever une heure plus tôt.

— C'est bon, monsieur, je ne l'oublierai pas.

— Oui, fit-il. Et maintenant causons d'autre chose.

Il s'était redressé et me regardait dans les yeux.

— Vous savez lire, écrire, c'est bien; mais connaissez-vous la cursive, la bâtarde, la gothique? Écrivez-vous en fin, en moyen, en gros?

— Oui, monsieur.

— Oui,... chacun peut dire oui, c'est facile; mais il faut voir. Après ça, connaissez-vous vos quatre règles?

Je n'osais plus répondre.

— Et les fractions, fit-il en élevant la voix, connaissez-vous les fractions?

A la manière dont M. Guillaume me demandait cela, je voyais qu'il considérait les fractions comme une chose terriblement difficile et que peu d'instituteurs connaissaient. Je les savais pourtant, ayant été parmi les bons élèves de M. Bastien de Saint-Nicolas; mais la timidité me gagnait, je baissais les yeux.

— C'est tout cela qu'il faut voir, dit-il en se remettant à marcher. Quant aux fractions, je ne demande pas absolument qu'un sous-maître les sache, plus d'un maître est embarrassé sur la multiplication des deux tiers par les quatre cinquièmes... Oui,... c'est une chose grave,... il faut avoir fait de bonnes études; mais pour la bâtarde et la cursive je veux un bon sous-maître. Vous ferez deux exemples, un de chaque écriture, et je verrai.

Il me posa d'autres questions encore, me demandant si je savais toiser, traîner la chaîne, planter les piquets et poser le niveau. Puis la mère Catherine, en jupon de laine et bras de chemise, ses grandes poches d'une aune pendues à droite et à gauche, apporta l'écuelle de soupe aux pommes de terre et la posa sur la table : du lait, des pommes de terre écrasées, un peu de beurre, du sel, quelques tranches de pain coupées bien minces et des poireaux, voilà

cette bonne soupe, dont l'odeur seule en passant me fit tourner la tête.

On s'assit et l'on mangea de bon appétit. Les bancs de l'école en dessous se remplissaient, on entendait rouler les sabots.

Tout en mangeant, M. Guillaume me dit qu'il voulait bien croire que j'écrivais la bâtarde, la cursive et la gothique, mais que cela ne suffisait même pas, et qu'un vrai sous-maître devait savoir aussi se faire respecter, que depuis le printemps dernier deux sous-maîtres avaient été forcés de partir, faute d'avoir la poigne assez solide.

— Vous saurez, me dit-il, que dans ce pays les enfans ne valent pas deux liards, qu'ils sont tous coureurs, dénicheurs de nids, fainéans, joueurs, batailleurs, rapineurs, enfin qu'ils ont tous les défauts réunis ensemble, comme leurs parens, qui ne les enverraient jamais à l'école, s'il ne fallait pas avoir fait sa première communion pour apprendre un état. Sans la première communion, ils resteraient toute l'année, comme des sauvages, dans les rochers, dans les bois, aux pâturages, à déterrer les carottes, les pommes de terre et les navets des autres. S'il ne fallait pas avoir une religion, tous ces gens-là ne se moqueraient pas mal de nous; l'instituteur et son sous-maître mourraient de faim! Heureusement il faut une religion, et c'est pour cela que pendant les deux ou trois ans qu'ils apprennent le catéchisme, et que nous les tenons sous notre coupe, nous avons juste le temps de les redresser. On les redresse à coups de baguette. Voyez ce paquet de noisetiers que j'ai là derrière l'horloge, dit-il, j'en use tous les ans deux ou trois pareils sur leurs dos. Il ne faut pas avoir peur de les casser, la côte en produit en abondance. Si quelqu'un de ces mauvais gueux vous manque de respect, s'il fait des signes, soit avec la main, en clignant de l'œil, ou bien en riant pour exciter le rire des autres, tombez dessus et tapez!... Tapez jusqu'à ce qu'il crie et que la salle, en entendant cela, pense : — Celui-là n'est pas un M. Jacques ou un M. Philippe; c'est un vrai sous-maître! — Alors ils vous respecteront, et vous n'aurez qu'à regarder à droite ou à gauche du coin de l'œil; tous frémiront dans leur peau et se dépêcheront de mettre le nez dans la croisette. Vous m'entendez?

— Oui, monsieur.

— Eh bien! maintenant descendons, la salle est pleine. Et prenez une baguette, il faut que chacun ait la sienne.

Lui-même visita le paquet et m'en remit une des plus solides, grosse comme le petit doigt, et nous descendîmes. Toute ma vie, j'aurai devant les yeux cette grande salle d'école remplie d'enfans, avec ses trois lignes de bancs au milieu pour les petits, que le père Guillaume appelait « bancs des chats, » et ses tables en carré au-

tour des murs, où se trouvaient assis des deux côtés les grands, tout crasseux, déguenillés, les vestes et les pantalons percés aux coudes et aux genoux, quelques-uns en sabots, d'autres pieds nus comme de vrais sauvages. Pas un, j'en suis sûr, n'avait été lavé depuis des semaines et des mois.

Tout cela ne sentait pas bon.

Au moment où nous entrions dans l'allée, un bruit de disputes, d'éclats de rires et de batailles faisait trembler la vieille baraque; mais à peine M. Guillaume eut-il touché le loquet que tout se tut; on aurait entendu voler une mouche. Il s'arrêta sur la porte deux secondes; chacun était à sa place, penché sur son livre. Malgré cela, les plus hardis me regardaient en tournant les yeux en dessous et se grattant l'oreille ou la hanche d'un air de réflexion, comme des singes qui rêvent à quelque chose; ils pensaient sans doute : — Voilà le nouveau sous-maître, celui qui remplace l'autre, que nous avons fait partir. Est-ce qu'on pourra se moquer de lui? Est-ce qu'il se fâchera?... Est-ce qu'il se laissera grimper sur les épaules?

Cela se voyait clairement à leur mine, et pourtant ils ne bougeaient pas et faisaient semblant d'étudier.

M. Guillaume s'avança lentement jusqu'au milieu de la salle et me dit : — Monsieur Jean-Baptiste, approchez!... Et vous autres, écoutez bien ce que je vais vous dire : — Voici le nouveau sous-maître!... Celui-là ne ressemble pas aux autres; c'est un bon sous-maître, que j'ai fait venir exprès, comme il en faut un pour des gueux de votre espèce, qui n'entendent rien à la douceur et se plaisent dans la fainéantise. Eh bien! vous allez être contens... Gare!... gare celui qui ne fera pas son devoir; je ne vous dis que ça!

Alors il alla s'asseoir dans sa chaire pour tailler les plumes. Moi, je me promenais dans la salle, inspectant les ardoises. On se mit ensuite à chanter le *B A, BA*, pendant une demi-heure. M. Guillaume m'avait fait signe de m'asseoir dans sa chaire et d'écrire deux exemples. Il paraissait content et me dit : — Ça marchera!...

Puis, ayant donné le signal aux petits de se taire, il m'ordonna d'aller faire réciter le catéchisme à ceux de la première classe, et comme je m'approchais, ne connaissant pas encore le nom des élèves, un de ces polissons, un brun crépu, les cheveux ébouriffés, le nez camard et la peau tannée par le grand air, se mit à se moucher lentement.

— Levez-vous, lui dis-je.

Mais il avait la tête baissée et continuait de se moucher avec un bruit de clarinette, sans avoir l'air de m'entendre.

— Levez-vous, lui dis-je encore.

Et lui redoublait, de sorte que toute l'école partit d'un éclat de

rire. Alors, me rappelant la recommandation du maître, je lui donnai deux coups de baguette pas trop fort, mais qui le firent crier comme si je l'avais écorché.

M. Guillaume avait vu ces choses. Tout à coup il arriva, la figure pâle et mauvaise, avec son noisetier; il serrait les dents et lança d'abord un coup terrible au gueux, un coup qui fit une raie blanche sur sa veste depuis l'oreille jusqu'au bas des reins. Il bégayait: — Ah! tu cries,... ah! tu cries... Eh bien! je vais te donner des raisons de crier.

Et il continuait tellement que le garçon n'avait plus la force de crier, et qu'il se penchait sur la table comme en faiblesse.

Les autres entendant ces grands coups se suivre, les cheveux leur en dressaient sur la tête. A la fin, le père Guillaume finit pourtant et me dit : — Vous connaissez maintenant la manière de vous y prendre. Hardi! hardi! il n'y a que le premier pas qui coûte.

Pour dire la vérité, ce moyen me parut très commode; j'étais dans l'âge où le plus simple vous paraît toujours le meilleur, et, puisque les autres sous-maîtres avaient été forcés de partir à cause de leur douceur, je résolus de taper solidement plutôt que de m'en aller. Si la race sauvage ne voulait pas obéir, tant pis pour elle, cela devait lui causer plus d'ennuis qu'à moi. — Voilà ce que je me dis en voyant que l'ordre s'était rétabli tout de suite, et que chacun se levait bien vite, lorsque je lui faisais signe, sans avoir envie de rire ni de se moucher. Aussi le reste de la classe se passa très bien, et vers onze heures, après la prière, tous les élèves partirent tranquillement en criant : — Bonjour, monsieur Guillaume! bonjour, monsieur Jean-Baptiste!

Une fois la salle vide, le vieux maître, riant tout bas, me dit :

— Vous les entendez,... ils savent déjà votre nom : « Bonjour monsieur Jean-Baptiste! » C'est bon signe. Maintenant, à l'école du soir, si l'on vous manque, recommencez; tapez sec, et dans huit jours ils auront plus de considération pour vous qu'ils n'en avaient pour les autres en six mois.

En montant l'escalier dehors et en voyant cette foule d'enfans s'en aller par trois, par quatre, causant entre eux du nouveau sous-maître, il me dit encore : — Tenez, les autres jours ils courent, et remplissent le village de leur vacarme; aujourd'hui tous sont comme étonnés... Et ce grand Arnette, cette espèce de nègre, comme il se frotte encore le dos... Ah! gueux, tu veux faire rire les autres, eh bien! nous allons voir celui qui rira le dernier...

Étant alors entrés dans la grande chambre en haut, nous trouvâmes la mère Catherine en train de lever la lessive, qu'elle avait étendue sur des perches autour du poêle. La brave femme lavait aussi le linge de l'église et n'avait pas d'autre séchoir que cette

chambre; mais à notre arrivée les fenêtres furent bientôt ouvertes, le linge en tas et la table mise. Je jetais en attendant un coup d'œil sur les livres de M. Guillaume, rangés entre deux planchettes, contre le mur. C'étaient le *Catéchisme historique*, de M. l'abbé Fleury, *la Doctrine chrétienne*, de M. l'abbé Fleury, *les Mœurs des Israélites et des Chrétiens*, de M. l'abbé Fleury, l'*Histoire de France* du vénérable père Loriquet, le *Traité des sons de la langue française*, de M. l'abbé Bouillotte, le *Traité d'arithmétique*, de M. l'abbé Borne, etc. Depuis j'ai revu ces livres cent fois, c'est pourquoi je m'en souviens.

Le père Guillaume, me voyant attentif devant sa bibliothèque, allait et venait la tête penchée.

— Si vous avez envie de lire, me disait-il, ne vous gênez pas; moi, depuis longtemps je ne lis plus. De mon temps c'était l'*Arithmétique* de Bezout, la *Grammaire* de Wailly, le *Traité d'arpentage* de M. Paissant. Toutes ces grammaires, ces rudimens et ces traités nouveaux sont faits avec les anciens, excepté l'histoire du père Loriquet, tout à fait nouvelle et recommandée. Il faut du nouveau, il faut que le commerce roule; les vénérables pères de la foi marchent avant tout le monde, ils ont de nouvelles lumières et donnent seuls les approbations.

Je ne crois pas que M. Guillaume parlât sérieusement : il avait traversé le règne de Louis XVI, la république, l'empire, et vu bien des choses; mais il conservait sa manière de voir pour lui-même, car alors les vénérables pères de la foi, fondus depuis avec les jésuites, ne plaisantaient pas, et d'un souffle balayaient les instituteurs qui se permettaient la moindre observation contre eux. Je n'en fus pas moins content d'obtenir la permission de prendre ces livres, et de pouvoir m'instruire à mes momens perdus. Ensuite on se mit à table devant une bonne soupe et un grand plat de choux. J'allai sonner l'école vers une heure, et la classe du soir commença. Ce fut la même répétition que le matin, sauf les coups de baguette, que M. Guillaume n'eut pas l'occasion d'appliquer; le grand Arnette lui-même en avait assez; il ne bougea pas, et les autres se contentèrent aussi d'une seule représentation en ce jour.

Le lendemain et le surlendemain il fallut me montrer, et le vieux maître d'école s'étonna du nerf que j'avais; il me dit même en particulier de ménager le fils de notre maire, M. Bauquel, les deux garçons de Jean Placial, ceux des frères Henriot, les maîtres papetiers, et généralement de tous les notables bourgeois connaissant l'ordonnance qui défendait de battre les enfans, et pouvant se plaindre aux autorités supérieures. Ceux-là devaient être mis en pénitence, à genoux sur un rondin, ou bien à la retenue au pain sec

pendant les heures de repos. Mon ardeur l'étonnait; il ne me permettait de taper que sur les autres.

Enfin ce jour-là tout s'accomplit dans le plus grand ordre; le soir, après souper, j'allai me coucher paisiblement, et je dormis comme un bienheureux.

A cinq heures du matin j'étais debout, à cinq heures et quart je sonnais matines, et puis pendant une heure je me promenais dans le village, regardant se lever les gens l'un après l'autre, faisant mes réflexions sur la manière de vivre des laboureurs, des bûcherons, des hommes de métiers et des bourgeois, apprenant à connaître leurs habitudes par le lever, le travail de la journée, le coucher, toutes choses qui m'ont servi par la suite. A six heures et demie, je sonnais l'école, je rentrais déjeuner, et la classe commençait. Bientôt, ayant acheté pour quelques sous d'huile, je pus lire le soir et m'instruire.

Ainsi je prenais de bonnes et de mauvaises habitudes. Les bonnes étaient de me lever tôt, de respirer l'air du matin, d'observer la manière de vivre des gens, de remplir mes devoirs avec exactitude, et de travailler à ma propre instruction quand je pouvais; les mauvaises étaient de m'emporter sans raison, de frapper les élèves, de croire qu'on arrive à quelque chose de bon par la force. Et puisque nous en sommes sur ce chapitre, je te dirai tout de suite que les trois quarts et demi des hommes ne vivent que par habitudes; selon qu'ils ont pris ou reçu des habitudes bonnes ou mauvaises dans leur enfance, — habitudes d'agir, habitudes de penser, habitudes de raisonner ou de croire, — ils continuent de même sans interruption et sans pouvoir changer jusqu'à la fin de leurs jours. C'est l'habitude de l'enfance qui fait les hommes laborieux ou fainéans, sobres ou ivrognes, dépensiers, économes, entreprenans, timides, honnêtes, gueux, francs, hypocrites, soumis, révoltés, etc. Oui, c'est de l'habitude que vient presque tout, car bien peu d'hommes ont le courage et la persévérance nécessaires pour changer leurs mauvaises habitudes, lorsqu'ils s'en aperçoivent. Quelques-uns le peuvent, et ceux-là même, dans le cours d'une longue vie comme la mienne, comptent les jours où, résistant à leur routine, ils ont pris une direction meilleure : dix, quinze ou vingt fois, leur volonté s'est montrée forte, et ces jours, ils s'en souviennent avec fierté, ce sont leurs véritables titres d'homme. La grande masse suit ses habitudes comme un troupeau, et c'est pour cela que l'éducation fait non-seulement les individus, mais les nations tout entières; c'est pour cela que le choix des instituteurs et des enseignemens est si grave; c'est pour cela que ceux qui veulent dominer les peuples et vivre à leurs dépens cherchent d'abord à s'emparer de l'enfance, à lui donner des habitudes de penser qui

durent toute la vie, et empêchent les malheureux de redevenir libres, de réclamer leurs droits et de secouer le joug qui les opprime. C'est comme s'ils leur fourraient dans la tête un ramas de vieilles guenilles, pour remplacer la raison, la justice, le bon sens naturel, qui leur permettent de s'affranchir par le travail et de devenir heureux en ce monde. Une fois ces vieilleries dans la tête, on peut les conduire comme on veut, et plus ils avancent en âge, étant accablés de famille, de soucis et de travail, moins ils ont les moyens, les occasions et même le désir de s'ôter ce ramas de mensonges et de bêtises qui leur bouche l'esprit et les rend soumis à ceux qui les grugent. L'instruction du peuple est donc de la plus grande importance, surtout dans un pays de suffrage universel, où la voix du dernier savetier vaut autant que celle d'un membre de l'Institut. C'est à cela qu'il faut penser d'abord, si l'on veut fonder solidement la république. Toutes les mauvaises élections, tous les mauvais plébiscites dont nous supportons les conséquences terribles, viennent de l'ignorance des paysans; il faut être de mauvaise foi pour soutenir le contraire, et cette ignorance abominable, je le dis franchement, est le plus grand crime de tous les rois qui nous ont gouvernés depuis la révolution.

III.

Les choses continuèrent ainsi cinq semaines. Je sonnais les cloches, je balayais l'église, j'assistais M. Guillaume comme chantre aux offices du dimanche, j'aidais M. le curé Bernard à s'habiller et à se déshabiller dans la sacristie, j'étais aussi chargé d'éteindre et d'allumer les cierges, enfin je faisais tout le travail d'un sous-maître. M. Guillaume avait les bénéfices de chantre aux enterremens; il recevait dix sous par mois de chaque élève, excepté des plus pauvres, que le conseil municipal exemptait de la rétribution.

Dans ces cinq semaines, M. le curé Bernard et M. l'adjoint Faltô vinrent inspecter une fois l'école, selon l'ordonnance. Ils trouvèrent tout en ordre, et M. Faltô, un ancien hussard, marchand de bois et maître d'auberge au *Pied-de-Bœuf*, m'interrogea pour voir ma force, disait-il. Il me demanda comment s'appelait le père des quatre fils Aymon, et me voyant embarrassé : — Hé! cria-t-il, vous ne savez pas ça!... Vous ne connaissez donc pas votre histoire?... C'est le père Aymon!

Il riait comme un bienheureux, croyant avoir fait la plus belle découverte. M. Bernard riait aussi.

Voilà nos inspecteurs communaux en ce temps-là!

Mais une chose plus importante, c'est qu'on me demanda mon certificat de bonne conduite, que j'avais heureusement apporté, signé

de M. le révérend père de Briqueville et du maire de Saint-Nicolas. Alors je fus reconnu comme sous-maître, en attendant le certificat de capacité, qui ne pouvait m'être délivré que plus tard, lorsque j'aurais passé mon examen de second degré, ce qui devait m'exempter du service militaire.

On pense quelles inquiétudes j'avais au sujet de cet examen; M. Guillaume m'assurait qu'avec une belle écriture, le catéchisme et l'histoire sainte, l'affaire irait toute seule; mais je ne m'y fiais pas, et je passais mes soirées à lire et relire le traité d'arithmétique de M. l'abbé Borne et l'histoire du père Loriquet.

Sur ces entrefaites arriva l'hiver, ce grand hiver de la montagne, qui commence à la fin d'octobre et finit à peine en mars. Un matin en me levant, je vis mes petites vitres presque bouchées par la neige; elle était tombée pendant la nuit et continua sans interruption durant trois jours. La gelée passa dessus, et de semaine en semaine de nouvelles couches s'élevaient; les vieux toits de bardeaux en pliaient, et les branches des hêtres, sur la côte en face, cassaient comme du verre. De tous les côtés où se portaient les yeux, on ne voyait que de la neige, toujours de la neige, et des corbeaux, leurs grandes ailes déployées, s'abattant derrière les chevaux sur la route pour dévorer leur fumier, les pauvres verdiers ébouriffés en pelote dans les broussailles, criant misère, — les enfans arrivant à la file, tout emmaillottés de guenilles et les jambes enfoncées dans de gros sabots. — Ah! les pays de plaine ne ressemblent pas à la montagne, mais il faut s'accommoder avec le temps et les lieux; le principal pour moi, c'était toujours d'avoir des pommes de terre et du lait caillé, que la mère Catherine achetait à deux sous le pot chez les voisins. Pour dire la vérité, je ne m'inquiétais pas du reste, et je m'estimais heureux de vivre à l'abri du besoin.

Alors aussi le père Guillaume eut son rhumatisme, — un rhumatisme qui se promenait tantôt sur la jambe droite, tantôt sur la jambe gauche, puis le long des côtes, en lui faisant pousser de sourds gémissemens. Il ne pouvait plus bouger de son lit, au fond de l'alcôve, et maigrissait à vue d'œil malgré la graisse d'oie dont on le frottait régulièrement. C'est en ce temps qu'il fut heureux de m'avoir! Je tenais seul l'école et je faisais tout, même à l'église. Il est vrai que pour le chant je ne possédais pas la voix forte et bien timbrée de M. Guillaume, et que je ne connaissais pas aussi bien que lui le rituel; mais je m'en tirais tout de même, et M. le curé, me sachant recommandé par le révérend père de Briqueville, ne se plaignait pas trop, comme il l'aurait fait sans doute pour tout autre.

Vers la fin de novembre, un soir que je tenais la classe, quelques instans avant la prière, un traîneau passa devant les fenêtres de l'école et s'arrêta près de l'escalier. Je regardais, me demandant

qui cela pouvait être; un homme grand, sec, de trente-cinq à quarante ans, la barbe et les moustaches en pointe, un de ces manteaux de dragon, à triple collet, qu'on appelait karric, sur les épaules, et la tête couverte d'un bonnet en peau de renard, attacha le cheval à la rampe et monta. Quelques minutes après il redescendit, et je l'entendis crier : — Allons, tout ira bien, madame Catherine, tout ira bien. Envoyez seulement un exprès le plus tôt possible; je vais prévenir Régoine de préparer l'ordonnance. Hue, Grisette, hue!...

Il repartit, et je compris que c'était le docteur Deleuze, de Lorquin, dont le père Guillaume parlait sans cesse depuis le premier jour de sa maladie. Je ne me trompais pas. Il avait trouvé M. Guillaume très souffrant; le rhumatisme du genou s'était porté sur les reins, ce qui l'empêchait absolument de dormir. La mère Catherine gémissait, parce qu'il était difficile de trouver quelqu'un pour aller à Lorquin par ce temps de grandes neiges. On ne pouvait pas espérer une occasion, et le moindre exprès allait coûter au moins dix sous. Je lui offris aussitôt de partir le lendemain jeudi, jour de congé, ne voulant pas laisser cette brave femme et mon maître dans l'embarras. Ils acceptèrent, et je me mis en route après déjeuner.

Aucun chemin n'était battu ni même frayé, et la neige était si haute qu'il me fallut trois heures pour faire deux lieues. Quelques instans avant midi, j'entrais chez l'apothicaire Régoine, sur la place du marché, juste en face de la vieille halle. La petite boutique était remplie de paysans et de paysannes attendant leur tour d'être servis, et je fus bien étonné de reconnaître derrière le comptoir le brave homme qui m'avait indiqué le chemin du Chêne-Fendu le jour de mon arrivée dans le pays. Il me remit aussi tout de suite, et s'écria de bonne humeur en collant une étiquette sur une bouteille :

— Hé! c'est vous, jeune homme... Vous venez chercher la potion du père Guillaume... Elle est prête!... Eh bien! comment va-t-il, ce pauvre vieux?

— Toujours la même chose, monsieur. Il souffre toujours beaucoup.

— Oui,... oui,... c'est un vieux rhumatisme;... c'est très douloureux, mais on n'en meurt pas. Entrez,... entrez vous réchauffer... Vous devez être gelé. Nous causerons tout à l'heure.

En même temps il ouvrait une porte à gauche du comptoir et me poussait dans l'arrière-boutique, où plusieurs personnes, ayant l'air de riches paysans venus à Lorquin pour le marché, causaient, assis autour d'un bon poêle. Une vieille servante, toute rechignée, et que j'ai connue depuis comme la meilleure femme du monde, mettait justement la table. Je pris une chaise, et je me chauffai avec un véritable plaisir, car j'avais très froid.

Environ un quart d'heure après, le père Régoine entrait en boitant, sa petite calotte sur le derrière de sa grosse tête chauve. Il était tout joyeux.

— Eh bien! s'écria-t-il en se frottant les mains, c'est fini, nous pouvons dîner. L'hiver nous donne des malades en masse; depuis ce matin, je n'ai pas quitté la boutique une minute. — Marie, apportez la soupe. Ce froid vous ouvre joliment l'appétit.

Puis se tournant vers moi et me tendant une fiole : — Voici la potion du père Guillaume, dit-il, vous lui recommanderez d'en prendre trois cuillerées par jour, et d'avoir soin chaque fois d'agiter la bouteille.

Et comme je me levais et que je prenais ma casquette pour sortir : — Eh bien! qu'est-ce que vous faites donc? me dit-il d'un air étonné? Vous allez dîner avec nous.

Je voulus le remercier, disant que j'étais pressé de rentrer,... que M. Guillaume m'attendait.

— Allons,... allons, reprit-il, ne faites pas de cérémonies; vous n'avez rien pris depuis le Chêne-Fendu, vous devez avoir faim. Vous seriez forcé de dîner quelque part avant de vous en retourner : le vieux Guillaume attendra une heure de plus! Et puis je suis content de faire votre connaissance; votre figure m'a plu le premier jour que je vous ai vu traverser Lorquin avec votre petit paquet au bout du bâton. On m'a dit du bien de vous. Je sais tout ce qui se passe dans le canton, moi; les bonnes femmes qui viennent à la pharmacie des quatre coins du pays me racontent les nouvelles! On m'a dit que vous étiez un bon sous-maître, remplissant bien ses devoirs; ça m'a fait plaisir. J'aime les jeunes gens laborieux. — D'ailleurs votre couvert est mis.

C'était vrai, la vieille servante avait déjà mis l'assiette et la serviette sur la table.

Je m'assis donc tout gêné et pourtant bien heureux de ce que cet excellent homme venait de me dire. Les autres, amis ou parens de M. Régoine, avaient déjà pris place et se passaient la serviette autour du cou, sans faire attention à mon embarras.

Le grand nombre d'années qui se sont écoulées depuis m'empêche d'entrer dans les détails, mais je me rappelle que tous ces braves gens criaient contre la barbarie des alliés : il avait déjà fallu nourrir en 1815 douze cent mille ennemis et leur payer une contribution de guerre de douze cents millions; depuis il fallait nourrir, payer, entretenir les cent cinquante mille hommes qui occupaient nos places fortes, et les rois de l'Europe n'étaient pas contens! Voilà qu'ils réclamaient maintenant treize cents millions pour indemniser les particuliers de tous les pays, et principalement les Allemands, des pertes que nos guerres leur avaient fait éprouver

depuis le commencement de la révolution et même bien avant, sous Louis XIV. Comment payer une somme pareille dans l'état de misère où se trouvait la France après deux invasions? Ces gens se désolaient. L'un d'eux, grand, roux, frisé, la figure osseuse et le menton carré, un vrai Lorrain, disait que tout cela venait des traîtres, que les traîtres étaient cause de tous nos malheurs, et qu'il fallait payer les dettes de la France à coups de canon.

Ce qui me revient encore de ce dîner, c'est qu'il y fut aussi question de l'instruction du peuple. M. Régoine, après m'avoir interrogé sur mes connaissances, m'ayant demandé ce que je gagnais, fut indigné d'apprendre que je ne recevais que cinq francs par mois.

— C'est une honte pour un pays comme le nôtre, s'écria-t-il, de voir un sous-maître capable, de bonne conduite, et remplissant bien ses devoirs, payé comme un hardier de village, à raison de cent sous par mois. L'ignorance du peuple est pourtant ce qu'il y a de pire au monde, et l'on devrait au moins assurer le pain quotidien aux hommes qui la combattent. C'est l'ignorance du peuple qui a perdu notre révolution. Si le peuple avait su lire, écrire et raisonner un peu ses intérêts, jamais il n'aurait accepté la constitution de l'an VIII, par laquelle Bonaparte confisquait à son profit tout ce que la nation avait gagné depuis 1789. Cette malheureuse constitution a permis à Bonaparte de tailler, de rogner, de tout faire à sa guise, sans aucun contrôle, et finalement de laisser la France vaincue, ruinée, humiliée, amoindrie de toute la frontière du Rhin, et occupée par cent cinquante mille soldats étrangers qu'il faut subir et nourrir jusqu'au paiement des indemnités de guerre. Voilà les résultats de l'ignorance... Voilà ce que rapporte un plébiscite arraché par deux ou trois filous à des millions d'imbéciles qui ne voient pas plus loin que le bout de leur nez! C'est sur l'ignorance des peuples qu'on bâtit les trônes et qu'on fonde le despotisme. Bonaparte le savait : il n'a jamais donné un centime pour l'instruction primaire! De son temps les maîtres d'école vivaient comme ils pouvaient, cela ne le regardait pas; mais au moins c'était franc. Les Bourbons, eux, s'y prennent d'une autre manière; ils rendent des arrêtés, ils écrivent des circulaires qu'on publie dans les gazettes, ils organisent des « comités gratuits et de charité » pour surveiller et encourager l'instruction du peuple; enfin ils noircissent beaucoup de papier et font beaucoup de bruit. Tout cela ne signifie rien. Pour organiser l'instruction primaire, il faut de l'argent. Qu'on débarrasse les maîtres d'école de la surveillance des curés, qu'on les paie bien, qu'on mette les places d'instituteur au concours, et dans dix ans tous les Français sauront lire, écrire, calculer et raisonner...

Ainsi parla ce brave homme, et les autres l'approuvaient. Moi,

j'ouvrais les oreilles, n'ayant jamais entendu parler de ces choses. J'en étais étonné et réjoui.

Finalement, M. Régoine, voyant que j'avais le désir de m'instruire, voulut bien me prêter des livres, et vers deux heures je repris le chemin du Chêne-Fendu. Le père Guillaume m'attendait avec une grande impatience; il était comme tous les malades, qui se figurent qu'en avalant une drogue ils seront guéris; toutes les expériences qu'ils ont faites, tous les remèdes qu'ils ont essayés sans aucun profit, ne les empêchent pas de croire que le dernier les remettra sur pied. Il prit donc sa potion. Moi, j'étais déjà dans ma chambre, en train de lire les livres que j'avais apportés; mais à mon grand désespoir je n'y comprenais rien, c'était de l'hébreu pour moi, et pourtant ces livres, — l'*Émile* et *le Contrat social*, — ont encore aujourd'hui la réputation d'être parmi les plus beaux et les meilleurs.

Mon Dieu! que de chagrin je me fis à propos de ces deux ouvrages, et que de fois, durant trois semaines, je m'écriai : — Tu ne comprends donc pas le français? Ton esprit est donc bouché? Tu ne pourras donc jamais rien devenir?

L'inquiétude ne me quittait plus; matin et soir après l'école, je montais voir si je comprendrais mieux, lisant, lisant toujours, retournant les mots et les phrases dans ma tête, sans pouvoir en tirer une idée claire. A la fin, le père Guillaume s'aperçut de mon agitation; il me demanda ce que j'avais, et je lui dis franchement ce qui m'arrivait.

— Hé! mon pauvre Jean-Baptiste, fit-il, ne vous désolez pas tant; j'en suis au même point que vous depuis trente ans. Sous la république, on ne parlait que du *Contrat social* et des autres livres de Jean-Jacques; c'était la Bible et l'Évangile de ce temps-là!... Cent fois j'ai voulu les lire, mais c'est tellement beau, tellement savant et magnifique, que je n'y comprenais rien. Ces ouvrages, comme *le Génie du christianisme*, que m'a prêté M. le curé, comme les chefs-d'œuvre de la chaire de Bossuet, sont pour les rois, les princes, les grands seigneurs et les savans; il faut des années et des années d'étude avant de comprendre au juste ce qu'ils signifient. Nous autres gens d'en bas, ouvriers, paysans, petits bourgeois, on ne s'inquiète pas de nous; les bœufs qui traînent la charrue n'ont pas besoin de comprendre; pourvu qu'ils aillent,... qu'ils aillent,... qu'ils remplissent leur métier, c'est assez, on ne leur en demande pas davantage.

Ces paroles m'étonnèrent d'abord, mais j'ai reconnu depuis que le vieux maître d'école avait raison. — Il existe deux langues en France, la langue du grand monde et celle du peuple. C'est pour le grand monde qu'on fait des chefs-d'œuvre, et pour le peuple on

ne fait rien : aussi nous n'avons pas de littérature populaire, nous n'avons pas même une bonne grammaire. Vois seulement la plus simple de toutes, celle de Lhomond, vois comme elle commence : « La grammaire française est l'art de parler et d'écrire correctement le français. » — Qu'est-ce que cela veut dire, l'art? Est-ce que les enfans du peuple comprennent cela : l'art de parler? — Et correctement!... Est-ce que le peuple se sert du mot correctement? Est-ce que nos paysans, nos ouvriers, nous-mêmes nous disons : « travailler correctement, parler correctement? » Sur dix mille enfans, pas un seul ne comprend cela ; il le répète comme un perroquet, rien de plus. Si Lhomond avait dit : — La grammaire française est un livre de règles pour apprendre à parler et à écrire en français sans fautes, — les plus bornés auraient compris. Malheusement on ne veut pas cela; plus j'avance dans la vie, plus je vois qu'on veut tenir le peuple dans l'ignorance; devant Dieu qui m'entend, je suis sûr que c'est la pensée de ceux qui nous conduisent. Cela ne peut plus durer longtemps; tous les hommes de bon sens reconnaissent que dans une démocratie il faut faire des livres pour les paysans et les ouvriers. Dans cinquante ans d'ici, tous ces magnifiques chefs-d'œuvre, que les savans seuls peuvent admirer, seront dans les bibliothèques des châteaux avec les armures des anciens chevaliers ; les livres simples, clairs, utiles, écrits dans la langue que tout le monde comprend, seront seuls entre les mains du peuple. Ainsi se renouvellera et s'agrandira la littérature française : d'aristocratique, elle deviendra populaire. Il faut écrire pour le peuple, ou se résigner à périr sous les plébiscites de l'ignorance. — Voilà ce que je dis! Les jeunes gens sont bien heureux, ils assisteront à ces choses et à bien d'autres pareillement agréables. Ils ne verront pas comme nous de grands génies, qui se croient démocrates, écrire soi-disant pour le peuple des livres que les plus malins ne peuvent comprendre, comme le grec et l'hébreu, qu'à l'aide du dictionnaire...

Enfin les réflexions du père Guillaume me firent tout de même du bien, et depuis je ne m'obstinai plus à lire et relire des choses au-dessus de ma portée; mais je n'étais pas au bout de mes peines avec ces malheureux ouvrages, car étant allé à confesse, à Noël, M. Bernard, avant de me donner l'absolution, me demanda si je ne m'accusais pas aussi d'avoir lu de mauvais livres : je lui répondis tranquillement que non, et son indignation fut terrible.

— Comment, vous mentez au tribunal de pénitence, s'écria-t-il, vous osez mentir devant Dieu!... Croyez-vous qu'il ne sache pas tout? Croyez-vous que nous n'ayons pas appris le jour même que vous aviez apporté de Lorquin des livres condamnés par l'église?

Alors je devins tout pâle, et je répondis en bégayant que je n'y avais rien compris, que je ne savais pas ces livres défendus; mais lui, sans m'écouter, continua, disant que si M. de Briqueville, qui daignait me protéger, apprenait cela, j'étais perdu, qu'il me retirerait sa main et que je tomberais dans l'abîme, que bientôt l'inspecteur arriverait, et qu'alors on verrait si j'avais du temps de reste pour dîner avec des jacobins et lire de mauvais livres, qu'on verrait si je savais mon histoire sainte, mon catéchisme, si j'étais un bon serviteur, sachant ses devoirs envers Dieu et le roi.

— Quand on n'a pas plus de voix que vous, ajouta-t-il, le premier devoir, c'est de s'exercer au plain-chant pour tâcher de s'en donner. Vous serez examiné sur tout, et vous n'obtiendrez votre certificat que si c'est mon avis. Ainsi agissez en conséquence.

Il me renvoya dans une désolation inexprimable. Depuis ce moment, je ne vivais plus; si je n'obtenais pas un certificat, qu'allais-je devenir? A cette pensée, mon cœur se serrait, et je travaillais, j'étudiais, je ne prenais plus une minute de repos. Le père Guillaume lui-même me disait :

— C'est trop, Jean-Baptiste, c'est trop; vous finirez par tomber malade.

Mais je ne l'écoutais pas, et à force de lire, d'étudier, ma tête était tellement pleine de choses, que je ne voyais plus clair.

Le père Guillaume avait repris sa classe avec son rhumatisme : aussi les coups de baguette pleuvaient, une sorte de fureur nous possédait; nous n'avions pitié ni de nous-mêmes ni des élèves, et du matin au soir l'école était remplie de cris épouvantables. La dureté des uns engendre celle des autres. Combien de fois je me suis reproché cette barbarie envers les enfans! — Enfin les pâques arrivèrent et la première communion de plusieurs élèves. Ceux-là durent être contens; ils pouvaient dire : — Nous sommes sortis des griffes du père Guillaume et du sous-maître. Dieu soit loué, nous ne rentrerons plus chez nous le dos pelé à coups de baguette!

Quelle instruction chrétienne on donnait en ce temps-là. C'est à faire frémir.

De mon côté, je me refusais tout repos et toute distraction; j'avais les yeux gros comme les deux poings à force d'étudier. Tout à coup la nouvelle se répandit que M. l'inspecteur était en route, qu'il avait commencé sa tournée en Lorraine par Blamont, qu'il s'avançait en détruisant les sous-maîtres, en les épluchant, en les cassant, en les refusant à la douzaine, sans considérer leur triste position, ni le service militaire, qui les empoignait aussitôt qu'on les avait mis de côté.

Tous les sous-maîtres du pays, et même les instituteurs du troisième degré qui n'étaient reçus que provisoirement, tremblaient en

apprenant les dégâts de M. Mougeot, principal de collége, désigné pour cette inspection, et qui montrait ainsi sa science. Je me souviens qu'un sous-maître de Saint-George passa chez nous en ce temps, racontant qu'on l'avait refusé pour une faute de participes, ce qui me fit dresser les cheveux sur la tête.

Le père Guillaume me disait : — Surtout, Jean-Baptiste, n'ayez pas peur; tous ces sous-maîtres sont des ânes; le plus malin de la bande ne serait pas capable de faire une addition de fractions. Vous en savez dix fois plus qu'eux tous; mais il ne faut pas avoir peur quand on vous interrogera : si vous avez peur, vous êtes perdu! D'ailleurs, je vous l'ai déjà dit cent fois, le principal aujourd'hui, ce n'est pas l'arithmétique, ni même la grammaire, c'est le catéchisme et l'histoire sainte; tenez, lisez la circulaire du 15 mars 1816, et vous verrez que j'ai raison.

Alors le brave homme me relisait cette fameuse circulaire, disant que « MM. les recteurs devaient se regarder comme les serviteurs de MM. les évêques, et que l'instruction primaire avait surtout pour objet de renforcer l'instruction religieuse et d'imprimer dans le cœur des jeunes gens, d'une manière durable, le sentiment de leurs devoirs envers Dieu et le roi, » ce qui ne m'empêchait pas de trembler comme un malheureux.

Finalement, à force d'approcher, l'inspecteur arriva du côté de Saint-Quirin, et l'on apprit que le lendemain il serait chez nous. Cette nuit-là je ne pus fermer l'œil. C'était à la fin de juin; d'heure en heure, je me levais pour respirer, j'ouvrais ma petite fenêtre, et je regardais dehors au clair de lune les champs, les prés, les bois, sans rien voir, me disant : — Ah! si j'étais seulement à demain soir!... Que le Seigneur m'assiste! — Et puis je me recouchais; je me relevais, j'allumais ma lampe; j'aurais voulu lire, apprendre encore quelques lignes, malgré la recommandation du maître, qu'il faut se reposer les derniers jours, et que tout ce qu'on apprend alors ne fait que vous encombrer l'esprit.

Ainsi se passa cette dernière nuit, dans la fièvre. Le matin, je mis une chemise blanche et mes beaux habits. Je n'avais pas faim au déjeuner. La mère Catherine s'écriait : — Ah! si l'inspecteur avait encore attendu huit jours, notre pauvre Jean-Baptiste n'aurait plus eu la force de bouger!

— Tais-toi, lui répondait M. Guillaume, laisse-le tranquille.

Ensuite nous descendîmes à l'école, et comme nous arrivions au bas de l'escalier, voilà qu'une voiture passe au trot dans la rue, une voiture de paysan, deux bottes de paille entre les échelles, le conducteur assis devant, et derrière un prêtre avec son grand tricorne, les mains appuyées sur la pomme de son parapluie, la barbe noire, rasée, tirant sur le bleu, et regardant à droite et à gauche du

coin de ses yeux blancs, sans bouger la tête. C'était M. l'inspecteur; tu penses si je me dépêchai de le saluer jusqu'à terre. Il répondit par un petit signe de tête, et la voiture descendit la ruelle de la maison de cure.

Durant l'école, j'allais et venais, n'ayant pas envie de reprendre et bien moins encore de frapper ceux qui riaient ou causaient. J'étais moi-même trop malheureux; cela m'abattait et me rendait indulgent. Chaque fois qu'une personne passait dehors, je me figurais qu'elle venait m'appeler. J'avais écrit des exemples en belles lettres rondes, gothiques et bâtardes, que M. Guillaume trouvait admirables; mais cela ne me rassurait pas beaucoup. Enfin l'école du matin étant finie, nous montâmes dîner. Je mangeai peu. Mme Catherine levait la nappe quand le père Guillaume, debout à la fenêtre, s'écria : — Voilà Mlle Justine qui vient vous appeler, Jean-Baptiste; à cette heure du courage!

Et les genoux tremblans, mon cahier sous le bras, je sortis sur la galerie. Mlle Justine, en bas, me criait déjà : — Venez bien vite au presbytère, on vous attend!

Elle repartit, et je descendis plus mort que vif.

S'il me fallait te dire ce qui se passa le long de la ruelle, j'en serais bien embarrassé. Je ne voyais plus clair, et tout à coup je fus sur l'escalier de la maison de cure. Alors, comme la première fois, je m'arrêtai pour reprendre haleine. On riait à l'intérieur. J'entrai dans l'allée, et je donnai deux petits coups à la porte trois fois de suite. Les minutes se passaient; je n'osais toquer plus fort.

A la fin, quelqu'un dit : — Entrez!

J'ouvris. M. l'inspecteur, le curé de Voyer, celui de Saint-Quirin et le nôtre, assis à table, prenaient le café. Notre curé, me voyant, s'écria : — C'est le sous-maître!

Je restais sur le seuil, mon chapeau entre les mains.

— Entrez donc, me dit l'inspecteur, entrez, et refermez la porte.

Alors j'entrai.

— Vous avez écrit des exemples? me dit-il.

— Oui, monsieur l'inspecteur.

— Voyons un peu.

Je lui remis mon cahier, il le feuilleta lentement. Je tremblais comme une feuille.

— C'est vous-même qui avez écrit cela?

— Oui, monsieur l'inspecteur.

Il passa le cahier aux autres curés, qui ne dirent rien. Au bout d'un instant, l'inspecteur, ayant porté les lèvres à sa tasse, y remit du sucre et me dit : — Asseyez-vous à ce bureau.

Il montrait le bureau de M. Bernard à gauche, où se trouvaient du papier, des plumes et de l'encre.

— Écrivez! fit-il en se mettant à me dicter l'histoire de Joseph vendu par ses frères.

Il se leva et vint regarder par-dessus mon épaule. Mes yeux étaient troubles. Pourtant j'écrivais bien, me répétant à moi-même les paroles du père Guillaume : Du calme, Jean-Baptiste, du calme! Au bout de quelques lignes, M. l'inspecteur prit ma dictée; il alla se rasseoir et compara mon cahier à ce que je venais d'écrire.

— C'est bien la même écriture, fit-il, — voyons l'orthographe!

Il lut, relut deux fois, et finit par me dire :

— Allons, allons, nous n'avons pas commis de grosses fautes.

Et levant les yeux, il me demanda :

— Quel est le sujet de ma dictée?

— C'est l'histoire de Joseph vendu par ses frères.

— Bon... Eh bien! continuez;... racontez-nous cette histoire.

Et, tout pâle de crainte, je racontai l'envie des frères de Joseph contre lui, la résolution qu'ils prirent de le vendre, le passage des marchands ismaélites, le rêve du grand panetier et de l'échanson, les sept vaches grasses et les sept vaches maigres, les greniers d'abondance, la famine qui força Jacob d'envoyer ses fils acheter des grains en Égypte, le second voyage, la découverte de la coupe dans le sac de Benjamin, etc. J'avais lu cent fois cette histoire, la plus belle et la plus touchante de la Bible, et chaque fois, en arrivant à l'endroit où Joseph s'écrie : « Je suis Joseph, votre frère!... notre père Jacob vit-il encore?... » je n'avais pu m'empêcher de pleurer. — Aussi, dans l'état de trouble et d'inquiétude où je me trouvais alors en prononçant ces paroles, qui sont le cri de la nature même, je m'arrêtai comme suffoqué, et je ne pus retenir mes larmes.

MM. les curés se regardèrent tout surpris.

— C'est bien,... c'est bien, mon ami, me dit l'inspecteur au bout d'un instant; cela part d'un bon sentiment. Remettez-vous.

Sa voix était douce, et je me remis lentement.

— Connaissez-vous le solfége? me dit-il ensuite.

— Un peu, monsieur l'inspecteur.

— Et l'arithmétique?

— Oui, monsieur l'inspecteur.

— Eh bien! expliquez-nous le système décimal.

J'expliquai comme je pus; il paraissait content, et finalement, vidant sa tasse, il dit : — Cela suffit, c'est assez.

— Oui, s'écrièrent les autres, comme attendris, c'est très-bien.

Je me croyais débarrassé, quand M. Bernard, élevant la voix, dit que tout était bien, sauf le plain-chant, que je négligeais un peu trop pour le reste, mais qu'il espérait qu'à l'avenir tout irait ensemble, et que je ferais mes efforts pour devenir un bon chantre.

Je promis tout ce qu'on voulut, avec la ferme résolution de tenir mes promesses, et M. l'inspecteur, regardant ses confrères, dit que j'avais satisfait à l'examen. Puis s'adressant à moi d'un air de bienveillance : — Vous pouvez écrire à M. de Briqueville que vous êtes reçu, dit-il. D'ici à quelques jours, vous recevrez votre brevet de seconde classe, qui vous affranchira du service militaire, d'après l'ordonnance du 10 mars dernier. C'est bien,... c'est très bien;... vous pouvez vous retirer.

Alors, saluant profondément ces messieurs, je voulus sortir, mais je ne trouvais plus le loquet, tant ma joie et mon trouble étaient grands. MM. les curés riaient tout haut, et l'un deux s'écriait : — Le pauvre garçon!... est-il heureux!...

C'était bien vrai, jamais je n'ai ressenti de bonheur pareil. Et dehors, dans la rue, je me mis à sauter, à danser, les mains en l'air, de sorte que les paysans, en train de fendre leur bois ou d'entasser leur fumier, me prenaient pour un fou.

Le père Guillaume, derrière ses vitres, me voyant arriver ainsi, sortit sur la porte, et je lui criai de loin : — J'ai mon brevet,... j'ai mon brevet de seconde classe!...

— C'est bien, c'est bien, Jean-Baptiste, fit-il en riant de bon cœur et me donnant l'accolade; calmez-vous,... on nous regarde... Reposez-vous;... l'inspection n'est que pour demain matin, c'est moi qui ferai seul la classe.

D'un trait je fus dans la chambre en haut, embrassant la mère Catherine, et lui racontant mon examen; elle paraissait toute réjouie, et me disait aussi d'être plus calme.

Il faut avoir passé des années sans un liard dans sa poche, avec la crainte de se trouver sans ouvrage du jour au lendemain, pour comprendre l'exaltation d'un pauvre diable qui trouve enfin le moyen assuré de gagner sa vie et même de venir en aide à ceux qui l'ont élevé.

J'écrivis aussitôt cette bonne nouvelle à mes parens, et puis à M. de Briqueville une belle lettre de remercîmens et de promesses d'être toujours et de plus en plus digne de sa bienveillance. J'allai jeter ces deux lettres à la boîte, et, continuant ma route dans la vallée jusqu'à la première scierie, il me serait difficile aujourd'hui de te raconter tous les complimens et toutes les félicitations que je m'adressai à moi-même; à chaque pas, je m'écriais : — Jean-Baptiste, tu es reçu!... Ce n'est pas un rêve... Maintenant l'avenir est ouvert devant toi, marche, rien ne peut plus t'arrêter!

Cette joie dura plusieurs jours; mais il faut aussi que je l'avoue, après avoir reçu mon brevet, que M. Bernard me fit signer sous ses yeux à la maison de cure avec l'engagement de servir dix ans dans 'linstruction publique, en me voyant gradé par autorisation de

M. le ministre, la vanité me tourna la tête, et je ne songeai plus qu'à devenir instituteur moi-même au lieu de servir en sous-ordre. Le logement, la nourriture et cinq francs par mois me paraissaient une bien faible récompense pour Jean-Baptiste Renaud, et dans toutes les excursions que je faisais les jeudis pour aller voir mes collègues des environs je m'informais sans cesse s'il n'existait pas d'autres places vacantes, rétribuées en proportion de mon savoir et du brevet de seconde classe. Je profitais ainsi de toutes les occasions, croyant que rien n'était au-dessus de mon mérite. J'avais du temps de reste, car à partir de la fête des Rameaux jusqu'à la fin de l'automne les enfans sont presque tous à garder les vaches, à récolter des myrtilles, des faînes et des feuilles mortes; un grand nombre aident leurs parens à rentrer le foin, le seigle, l'orge, l'avoine; d'autres mènent les bêtes à la pâture, et cherchent du bois mort dans la forêt. Quelques-uns seulement, ceux des riches, continuent leurs études, et durant l'été les écoles sont à peu près vides.

M. Guillaume apprit sans doute l'objet de mes préoccupations. Ce qui me porte à le croire, c'est qu'à la fin d'octobre, au moment où l'école se remplissait de nouveaux élèves, comme un soir à souper je lui disais, après avoir longtemps réfléchi, que mes habits et mes chemises s'usaient, que je n'avais pas même de quoi m'acheter des souliers, et que j'étais forcé de lui demander une augmentation, il ne parut pas trop surpris et me répondit tranquillement :

— Je m'attendais à cela depuis longtemps, Jean-Baptiste. Vous êtes comme les jeunes ambitieux, qui veulent avancer vite et qui voient tout en beau. Depuis que vous avez obtenu votre brevet, rien ne vous paraît plus à la hauteur de vos talens. Ce n'est pas un reproche que je vous fais; chacun en ce monde cherche ses intérêts. Seulement, lorsque vous êtes arrivé, vers la fin de l'automne dernier, pendant cette malheureuse année, vous étiez bien content d'avoir des pommes de terre et du lait caillé à votre appétit; maintenant vous avez des œufs, du fromage blanc, de temps en temps un plat de choucroute avec du lard, et le dimanche un pot-au-feu garni de légumes, qui vous réjouit et vous entretient en santé. Pendant l'été, je ne vous ai pas refusé de congés, soit pour vous instruire, soit pour aller vous promener dans la montagne avec vos confrères des villages voisins. Je vous ai payé régulièrement vos cinq livres par mois, et pourtant, vous le savez, l'école était vide aux trois quarts, je ne touchais presque rien. J'aurais pu vous renvoyer pendant la saison d'été, comme tous les autres sous-maîtres... Vous ne faites pas attention à cela.

— Oui, cria la mère Catherine, ce sont des ingrats!... Ils arrivent tous minables, ils mangent, ils boivent sans demander ce que

cela coûte, et quand ils sont devenus gros et gras, ils veulent qu'on les augmente et menacent de partir; c'est abominable!...

— Tais-toi, Catherine, lui dit M. Guillaume, laisse-moi parler. — J'ai donc fait mon possible pour vous contenter, Jean-Baptiste, parce que vous êtes un bon sous-maître, et maintenant vous cherchez une place ailleurs; je le sais, on me l'a dit. Dieu veuille que vous n'ayez pas à vous en repentir, car malgré vos connaissances, malgré vos fractions, vos règles de trois et de société, malgré votre belle écriture et votre orthographe, une chose vous manquera toujours, c'est la voix! Qu'est-ce que fait à MM. les curés l'arithmétique, la grammaire et le reste? Croyez-vous qu'ils tiennent à l'instruction du peuple? Au contraire; plus le peuple est bête, plus ils sont contens. Je vous l'ai déjà dit et je vous le répète, c'est le catéchisme qui passe avant tout, le catéchisme et le chant. Dans tous les temps, il a fallu le catéchisme, rien que le catéchisme. Dans ma jeunesse, sous Louis XV et Louis XVI, c'était le catéchisme de Toul; plus tard, sous la république, le catéchisme des droits de l'homme avec des chansons en l'honneur de la nation; maintenant, depuis l'usurpateur et le retour de nos rois légitimes, c'est le catéchisme de Metz et le plain-chant. Quand un maître d'école sait son catéchisme et qu'il possède une belle voix, tout le reste est inutile, on le demande pour la forme. Tenez, moi, Jean-Baptiste, sans brevet, je trouverais une place mille fois plus tôt que vous, parce que je sais mon catéchisme par cœur et que j'ai de la voix. Sur mille curés, pas un seul ne voudra de vous, et tous seraient contens de m'avoir : c'est que quand je chante un *Gloria in excelsis*, ou bien un *Te deum* et un *Kyrie*, ou n'importe quoi, ça s'entend; ça monte, ça remplit l'église comme un œuf, ça fait plaisir aux hommes et au bon Dieu. Vous au contraire, c'est comme un pierrot qui piaille dans les orgues; ça déchire les oreilles des fidèles, ça détourne l'esprit des choses saintes, et tous les brevets du monde ne vous donneront pas de voix!... Voyons qu'est-ce qu'un maître d'école sans voix? Si vous étiez curé n'importe où, est-ce que vous voudriez d'un maître d'école sans voix, quand il connaîtrait toutes les arithmétiques du monde et même les logarithmes qui sont à la fin? Répondez, la main sur le cœur, Jean-Baptiste.

J'étais tout étourdi, car M. Guillaume ne disait que la simple vérité; je le savais, et je lui répondis modestement : — Croyez bien, monsieur Guillaume, que je vous quitterais avec le plus grand chagrin, surtout à l'entrée de l'hiver, où mes services vous sont le plus utiles; oui, cela me désolerait, et je n'oublierai jamais ce que vous avez fait pour moi. Seulement soyez juste; voyez vous-même mes habits, mes souliers... Est-ce que je peux me présenter en cet état?

Est-ce que ce n'est pas honteux pour l'école, lorsque MM. les inspecteurs communaux arrivent, sans compter que je voudrais bien aussi pouvoir envoyer de temps en temps une pièce de cent sous à mon pauvre père?

Il réfléchit un instant et me dit : — A la bonne heure, Jean-Baptiste, à la bonne heure, je comprends cela; vous n'avez pas tort, et j'y avais déjà réfléchi. Quant à vous donner plus de cinq francs par mois, ça ne m'est pas possible; mais on peut trouver d'autres moyens de s'arranger : voici la proposition que je vous fais, nous y gagnerons tous les deux, si cela vous convient.

Alors il me raconta que cinq ou six ans avant, *sous l'usurpateur*, après l'école des enfans, le soir, de huit à dix heures, il avait l'habitude de tenir une classe pour les grandes personnes, garçons et filles, employées aux fabriques de la vallée, qui désiraient encore s'instruire, n'ayant rien appris avant leur première communion et sentant le besoin de savoir écrire et chiffrer, — que ces personnes payaient vingt sous par mois, — qu'il en avait eu dix-huit, ce qui lui faisait un beau bénéfice, mais que les malheurs des deux invasions l'avaient forcé de renoncer à cette classe, tous les hommes de dix-huit à quarante ans étant partis pour l'armée.

— Si vous voulez, me dit-il, nous la reprendrons. Comme vous êtes jeune, et que par votre âge vous n'inspireriez pas encore assez de respect et de considération à des gens plus âgés que vous, je serai là pour maintenir le bon ordre, et vous ferez la classe. La chose principale, c'est l'arithmétique et l'orthographe, car les chères sœurs ne savent rien de cela; toute leur science est d'apprendre le catéchisme aux jeunes personnes, de sorte que les filles de bourgeois et de maîtres-ouvriers, lorsque le bon sens leur arrive, se désolent de ne pouvoir tenir un livre de ménage, ni faire une simple addition. Je suis sûr qu'il nous faudra peu de temps pour remonter notre école, et nous partagerons les bénéfices. Vous gagnerez ainsi des huit et dix francs par mois, et vous pourrez aider vos parens, ce qui est le devoir d'un bon fils; mais au nom du ciel, Jean-Baptiste, tâchez de mettre votre ambition de côté : vous n'êtes pas encore d'âge à remplir une place d'instituteur, et l'ambition perd tout.

M. Guillaume n'avait pas tort de m'appeler ambitieux, l'idée de rabâcher le catéchisme durant des années ne me convenait guère; je me sentais fait pour autre chose, et quand M. Bernard, à l'église, prêchait la modestie et l'humilité chrétiennes, je me disais : — C'est bon, monsieur le curé, c'est bon!... Pourquoi donc vous mettez-vous des chapes d'or sur le dos? Pourquoi Mgr l'évêque vit-il dans un palais, et vous dans la plus belle maison du village? Pourquoi tenez-vous tous aux faux biens de la terre? La modestie et l'humilité sont bonnes à prêcher aux autres; c'est la meilleure

manière de conserver pour soi les bonnes pensions, les bénéfices de toute sorte, la bonne figure et la bonne santé.

Ces idées me venaient naturellement, parce que le seigneur Dieu ne m'avait pas créé tout à fait bête; je me soumettais, ne pouvant faire autrement; mais j'avais résolu de n'être modeste que s'il m'était impossible de m'élever par le travail et la prudence. Qu'on se figure après cela ma joie d'entendre les propositions du père Guillaume; elle éclatait sans doute dans mes yeux, car il me dit en riant : — Cela vous convient, Jean-Baptiste?

— Oui, lui répondis-je, c'est tout ce que je souhaite. Il me faut des habits, des souliers, des livres; sans livres, on n'avance pas, et pour en avoir il faut de l'argent, car ils coûtent cher.

— Eh bien ! vous en gagnerez, dit-il, je vous réponds que nous aurons du monde. Depuis deux années, une quantité de jeunes gens sont revenus de la guerre; les trois quarts n'ont jamais su grand'-chose, et les autres ont tout oublié. C'est bien fâcheux quand il s'agit de prendre la suite des parens, d'entrer dans leur commerce ou de suivre leurs entreprises. Nous les aurons tous.

— Espérons-le, monsieur Guillaume; moi, je ne demande que de l'ouvrage.

— C'est donc entendu, fit-il en se levant et me donnant la main. Lundi prochain, nous ouvrirons notre école du soir; en attendant, les enfans en répandront la nouvelle au village et dans la vallée; nous aurons des garçons, de grandes filles, et même des gens mariés; vous verrez cela. Maintenant, bonne nuit... Allons dormir.

— Bonsoir, monsieur Guillaume et madame Catherine.

On se sépara content. Je me regardais comme sauvé; mais j'étais loin de mon compte, et seulement alors allait venir un des plus grands chagrins de ma vie, un de ces chagrins qu'on n'oublie jamais, et qui jusque dans la vieillesse, lorsqu'on y pense après de longues années, vous serrent encore le cœur. Enfin c'est passé, et même dans les plus tristes souvenirs il vous reste toujours la consolation d'avoir rempli son devoir avec courage.

IV.

Quelques jours après, le 5 novembre 1817, s'ouvrit l'école des grands au Chêne-Fendu. Pour moi, c'est hier : je viens de descendre à sept heures et demie du soir, après souper. J'ouvre les fenêtres de la salle pour renouveler l'air, et je mets deux grosses bûches dans le poêle; le feu se rallume en jetant sur le plancher de longs éclairs rouges. Dehors il fait un de ces froids secs de la montagne, où les étoiles brillent par milliers, où la neige durcie crie sous les pieds comme de la soie qui se déchire. Ces choses, je les vois. Dans le

lointain, au bout du village, j'entends rire une troupe de jeunes filles et de garçons; ils arrivent ensemble. Alors je referme les fenêtres, et je vais sur le seuil de la porte. Au loin les voix se rapprochent; deux ou trois lanternes, malgré l'éclat de la neige et du ciel, brillent entre les fumiers, les hangars et les granges. En même temps le pas lourd du père Guillaume descend l'escalier; le brave homme paraît au coin de la maison, son bonnet de coton noir tiré sur la nuque et sa baguette sous le bras, par habitude.

— Hé! Jean-Baptiste, dit-il, on arrive, nous aurons du monde; je le savais bien.

Il entre dans la salle, refermant la porte. Moi, je regarde toujours. Et voilà que d'abord la troupe des grandes filles, chacune sa bûche sous le bras, s'approche en riant et criant : — Nous allons nous asseoir sur les bancs des petits! — Eh! bonsoir, monsieur Jean-Baptiste; c'est vous?

— Oui, mesdemoiselles.

— Au moins vous avez bon feu?

— Oui, oui, entrez, il fait chaud.

C'était Mlle Marguerite Abba, la fille d'un maître de scieries, une grosse blonde, — Mlles Jeanne et Louise Arnette, deux grandes noires, toutes pâles, le nez long et le menton pointu, — puis la fille de notre maire, Mlle Rosalie Bauquel, qu'on appelait au village « la belle Zalie! » Elle l'était avec ses joues roses à petites fossettes, ses grands yeux bleus et ses magnifiques cheveux bruns, tellement abondans qu'ils entraient à peine dans la petite cornette rouge à rubans de soie noués sous le menton.

— Vous n'avez donc pas froid, monsieur Jean-Baptiste? me dit-elle en passant et soufflant sa lanterne dans l'allée.

— Non, mademoiselle Zalie.

— Ah! vous êtes bien heureux!

Alors toute la bande entrait dans la salle et se pressait autour du fourneau. Les garçons, de grands gaillards à barbe, forgerons, papetiers, laboureurs, bûcherons, boulangers, aubergistes, défilaient, me disant : — Bonsoir, monsieur Jean-Baptiste.

Ils étaient comme honteux, ayant cinq ou six ans de plus que moi; mais à chacun son état. Et puis il faut avoir du bon sens pour reconnaître son ignorance et vouloir s'en corriger à cet âge; cela montre un jugement sain en même temps que du caractère. Combien d'imbéciles se croient des aigles, et vont jusqu'à faire la leçon à des gens mille fois plus instruits qu'eux! Ceux-là ne méritent que le mépris, les autres méritent notre respect. Enfin à huit heures la classe commença; nous avions déjà plus de dix élèves, les premiers bancs en face de la chaire étaient remplis, les garçons à droite, les filles à gauche. M. Guillaume, avant de commencer, leur adressa un

petit discours qui montrait son expérience des choses nécessaires aux gens de la campagne, et dont la simplicité me fit plaisir. Voici ce qu'il dit :

« Plusieurs de mes anciens élèves viennent apprendre ce qu'ils devraient savoir depuis dix ans, mais ils n'ont pas voulu m'écouter alors. Aujourd'hui ils sont devenus raisonnables; j'espère donc que le temps perdu sera bientôt réparé. — Ce qu'il faut surtout pour s'instruire, c'est de la bonne volonté. Quand on veut, on réussit toujours; un peu plus vite, un peu plus lentement, cela n'y fait rien, pourvu qu'on ait de la persévérance. — Maintenant nous allons vous enseigner deux choses : la première, c'est de lire et d'écrire sans fautes. — Chacun dans ce monde est forcé de savoir lire et écrire, à moins de vouloir laisser ses affaires entre les mains des autres. Et quand on laisse ses affaires aux autres, ils en profitent pour eux-mêmes; ils en tirent un bon bénéfice d'abord, et s'ils sont malhonnêtes, ce qui n'arrive que trop souvent, ils vous ruinent de fond en comble. Il faut donc savoir lire une lettre soi-même, surtout une lettre d'affaires avant de mettre au bas sa signature. Ensuite il faut savoir dresser soi-même un acte simple, comme il s'en rencontre tous les jours dans la vie, rédiger un procès-verbal, une procuration en bonne forme, et mille autres actes sous seing privé. Les notaires en vivent grassement; la loi nous permet de les faire nous-mêmes et d'en garder le bénéfice. Voilà le premier point. — Le second, c'est de savoir calculer et vérifier ses propres affaires. Ceux qui sont forcés de s'en rapporter aux autres pour cela risquent aussi la ruine. Non-seulement il est nécessaire de tenir ses livres en ordre dans toute sorte de commerce, qu'il s'agisse de bois, de fer, de vin, d'eau-de-vie, ou de toute espèce quelconque de denrées qui se vendent et s'achètent, mais il faut encore se rendre compte à soi-même et journellement de ce qu'on a fait, si l'on a de la perte ou du bénéfice, s'il est bon de continuer ou de s'arrêter. Nous allons vous enseigner cela : règles de trois, règles de société, tout vous sera montré clairement, même les fractions; il ne vous faudra que de l'attention; mais avant tout ayons de l'ordre, voyons si tous les élèves peuvent entrer dans la même classe, ou s'il est nécessaire d'en former deux. Jean-Baptiste, faites une dictée; nous verrons tout de suite ce que chacun a retenu de l'école. »

Aussitôt on commença. Je dictai quelques lignes, ce qui nous prit bien vingt minutes : de grosses mains habituées à manier le marteau, la charrue et la hache, ne tiennent pas facilement une plume. La dictée finie, le père Guillaume et moi nous regardâmes les cahiers. La plupart des anciens élèves, revenus de l'armée au bout de sept ou huit ans, avaient la main lourde, mais ils formaient encore leurs lettres et ne péchaient que par l'orthographe; quant aux

filles, elles étaient toutes de la même force, c'est-à-dire qu'elles ne savaient rien : les chères sœurs ne leur avaient appris qu'à chanter des cantiques, à réciter le catéchisme.

Cette ignorance profonde m'étonna, je ne pouvais y croire, d'autant plus que ces personnes ne manquaient ni d'esprit ni de bon sens, et qu'à les entendre parler vous les auriez crues plus instruites que les hommes. Hélas! hélas! depuis cinquante ans que j'ai le même spectacle sous les yeux, je suis bien revenu de ma bonne opinion; je sais maintenant à quoi m'en tenir sur l'instruction que donnent les chères sœurs, et d'autres le savent aussi. Tout est arrêté par l'ignorance des femmes qui sortent de leurs écoles. Ah! malgré ce qu'il m'en coûte de l'avouer, les luthériens et les juifs élèvent bien mieux leurs enfans; ils s'en occupent beaucoup plus, ils y consacrent une partie de leur fortune. Aussi passez par l'Alsace ou la Lorraine, si vous rencontrez un village riche, dont les terres soient bien cultivées, les figures graves, en bonne santé, les enfans bien habillés été comme hiver, le premier venu vous dira : « C'est un village luthérien! » Si dans les rues, un samedi, les gens se promènent lentement en robe de soie, en redingote de bon drap noir, gilet de velours à chaîne d'or, on vous dira : « C'est un village juif! » Si les toits sont défoncés, les vitres cassées et bouchées avec du papier, les rues encombrées de fumiers, les gens minables, si les enfans courent derrière vous, pieds nus, les cheveux ébouriffés comme des espèces de sauvages, vous tendant leur petite main d'une voix plaintive : « c'est un village catholique, ignorant et dévot!...» Mais j'en dis trop, je me fâche, et c'est mauvais. J'aime mieux en revenir à mon histoire.

Ces belles filles ne savaient donc rien; seulement, comme leurs parens étaient les plus aisés du pays, de petits bourgeois qui se sentaient grandir, ils pensaient à leur faire apprendre, sans grosse dépense, autre chose que des cantiques avant de les marier. L'annonce d'une école du soir pour les grandes personnes les avait remplis de satisfaction, et ces demoiselles étaient aussi pleines de bonne volonté.

Voyant qu'elles ne connaissaient que leurs lettres et que les garçons n'en savaient guère plus, nous résolûmes, le père Guillaume et moi, de leur enseigner d'abord les premiers élémens de la grammaire, les dix parties du discours, les déclinaisons, les conjugaisons, comme cela se fait d'habitude. Les premières classes se passèrent à réciter et décliner, mais cela n'allait pas vite. Ces braves gens, occupés à leur travail toute la journée, n'avaient pas le temps d'étudier des leçons, et toutes ces explications sur le substantif, l'adjectif, le verbe, l'article, etc., n'aboutissaient à rien. L'attention et la bonne volonté des élèves ne suffisaient plus, et le découragement

commençait à venir, lorsqu'un soir après souper je dis au père Guillaume que notre méthode me semblait beaucoup trop lente, qu'on pouvait fort bien écrire *le, la, les,* sans savoir que ce sont des articles, — *j'aime, j'aimai, j'aimerai,* sans savoir que c'est l'indicatif présent, le passé défini et le futur du verbe aimer, — que ces mots extraordinaires pour des gens de métiers ne leur représentaient absolument rien, — qu'il me paraissait plus simple et plus naturel de faire de bonnes dictées, puis d'aller directement au but en disant : Vous avez fait une faute ici pour telle raison. Les élèves ayant ainsi les choses sous les yeux comprendraient tout de suite ce dont il s'agit, et n'auraient pas besoin de dévider la grammaire, souvent obscure même pour ceux qui savent déjà l'orthographe par la pratique.

Le père Guillaume m'écoutait sans me répondre, et je lui dis encore : — Supposons que je veuille faire connaître Nancy à quelqu'un; est-ce que je lui donnerais la liste des rues, des édifices, des maisons à étudier par cœur, avec un gros livre d'explications pour la situation de chaque place, de chaque fontaine, de chaque rue? Ne vaudrait-il pas mieux le mener dans cette ville? N'en apprendrait-il pas plus en huit jours qu'en six mois par l'autre moyen?

— Eh! sans doute, c'est clair, s'écria M. Guillaume; mais alors que deviendront les syllabaires, les rudimens, les grammaires, tant d'autres livres utiles? Les études seraient trop simples.

Il se fâchait presque de voir attaquer sa routine; mais, comme nos élèves perdaient courage, il me dit de faire ce que je voudrais pour les grands, en me déclarant qu'il se garderait bien d'introduire aucun changement semblable dans l'école des petits, parce que les enfans en sauraient bientôt autant que nous, qu'ils perdraient toute espèce de respect à notre égard, que d'ailleurs c'était contraire au règlement de M. le recteur. Je n'en demandais pas plus, et tout de suite j'appliquai ma nouvelle méthode sous la surveillance du brave homme.

Les dictées commencèrent. Toute la fatigue retombait sur moi; j'avais à parler tout le temps, à signaler les fautes, à donner les raisons de ces fautes, à montrer l'orthographe véritable. C'est moi qui récitais la grammaire, et les élèves, en m'écoutant, l'apprenaient sans peine; tout marchait, tout était en progrès.

Bientôt je pus charger les plus intelligens de se corriger entre eux, et nous fûmes étonnés, le père Guillaume et moi, des progrès qu'ils avaient faits. Dans le nombre se trouvait surtout Mlle Rosalie Bauquel, dont l'esprit, le bon sens et la mémoire m'émerveillaient; oui, j'en étais dans l'admiration. Ah! ne va pas croire autre chose! Sans doute la vue d'une belle personne, d'une grande fille aux cheveux bruns, aux belles joues rouges, au regard vif et doux, n'est pas désagréable à des yeux de dix-huit ans : dire le contraire, ce serait

manquer de bon sens, et sans doute encore l'attention que vous prête cette belle personne, le sourire qu'elle vous adresse en écoutant vos moindres paroles, flattent l'amour-propre d'un jeune sous-maître. C'est vrai, c'est naturel; mais que ma pensée était loin de l'amour! Tout ce qui me plaisait, tout ce qui me charmait dans Mlle Rosalie, je te le dis sincèrement, c'était l'esprit de ses réponses et sa bonne mémoire. — J'avais la fierté qu'un jeune instituteur éprouve toujours de voir les progrès de son élève et de se dire : — Voilà mon ouvrage!

Aussi, malgré les propos qui coururent alors, et malgré le blâme sévère qui me fut infligé dans ce temps lointain, malgré tout ce que j'eus à souffrir de l'injustice et de la persécution, mes sentimens étaient purs, et je puis te raconter la suite de cette histoire sans me faire le moindre reproche.

Tu sauras donc qu'au bout de deux mois, la réputation de notre école du soir s'étant répandue, une foule d'autres élèves arrivèrent; la salle était encombrée de grands garçons et de grandes filles. Je me rappelle même que plusieurs pères de famille venaient régulièrement s'asseoir au milieu de cette jeunesse. Alors vint aussi, soi-disant pour apprendre notre nouvelle méthode, la chère sœur Adélaïde, une petite vieille de cinquante ans, mince, chétive, la figure blanche comme une hostie, les yeux bruns et vifs, le nez pointu, avec de petites touffes de barbe au menton, et ne sachant du reste, comme toutes ses pareilles, ni A ni B. La jeune sœur Augustine ne vint jamais, étant presque toujours malade; mais sœur Adélaïde, tout en m'accablant d'éloges, en me souriant et s'écriant à chaque instant: — Ah! monsieur Jean-Baptiste, quelle bonne méthode!... comme on apprend vite!... ah! que vous dites de belles choses! — cette bonne sœur grise s'asseyait tous les soirs derrière le poêle, et tricotait, tricotait, en regardant du fond de sa cornette, comme un rat du fond de son trou. Et moi, je prenais ses éloges pour argent comptant; je me rengorgeais... Oh! Dieu, que la jeunesse est bête!.. La vieille coquine est morte depuis des années, elle reçoit la récompense de ses bonnes actions; mais chaque fois que j'y songe, je rougis encore de ma simplicité.

Enfin au milieu de mon école j'allais, je venais, disant à l'un ou à l'autre de se lever, d'expliquer, de corriger, et chaque fois qu'on ne pouvait pas répondre d'une manière satisfaisante, m'écriant : — Mademoiselle Zalie, répondez ; expliquez à Pierre, Paul ou Jacques sa faute; — puis je lui donnais des éloges, et la félicitais d'avoir bien répondu. Mlle Rosalie, comme toutes les jeunes filles, ne manquait pas non plus d'un grain de vanité; mes éloges lui faisaient plaisir, ses grands yeux bleus brillaient de satisfaction. Tout aussitôt sœur Adélaïde renforçait encore mes complimens. — Oh! que c'est

bien, s'écriait-elle, que c'est bien!.. Que sommes-nous, pauvres sœurs grises, à côté d'un maître pareil?

Et, l'école finie, cette vieille finaude se levait la dernière en me faisant une petite révérence et me disant tout bas d'un air de brave femme : — Bonne nuit, monsieur Jean-Baptiste, bonne nuit. Ah! quel maître d'école vous êtes!.. Votre place n'est pas au Chêne-Fendu... Vous serez un jour instituteur dans une ville.

Je m'excusais comme un benêt; ensuite elle s'en allait en trottinant et fourrant son tricot dans la poche de son tablier. J'ai réfléchi souvent à ces choses lointaines, et chaque fois je me suis demandé : Renaud, aimais-tu la belle Rosalie Bauquel? l'aimais-tu d'un amour véritable? Si l'on appelle amour une grande affection, un désir de voir la personne heureuse, et l'admiration de ses belles qualités, de son esprit, alors je l'aimais, je l'aimais sans le savoir; mais comment, moi, pauvre sous-maître, gagnant à peine de quoi m'acheter des vêtemens et des souliers, aurais-je pu lever les yeux sur la plus riche fille du village, — la fille de M. Bauquel, propriétaire de plusieurs scieries, homme orgueilleux de son bien, comme tous les paysans, fier de ses entreprises, ayant cheval et char-à-bancs, couvrant la Sarre de ses longues flottes de bois, qu'il vendait jusqu'à Sarrebruck, en Prusse, ayant cette fille unique avec un fils plus jeune, comment une pareille idée me serait-elle entrée dans la tête?

Il est vrai que M. Bauquel se montrait tout rond, de bonne humeur, familier avec ses inférieurs. Il m'avait même plus d'une fois salué, s'arrêtant à me serrer la main, me faisant compliment sur les progrès de sa fille, et me félicitant de la bonne idée que j'avais eue d'ouvrir une école du soir pour les grandes personnes. Cet homme de bon sens, arrivé à la fortune par son travail, son économie et son intelligence naturelle, comprenait le bienfait de l'instruction; mais d'une poignée de main à vous donner sa fille il y a loin, et jamais une pareille prétention ne pouvait me venir. Aussi, je te le dis en toute vérité, j'avais pour Mlle Rosalie la plus grande affection, mais je n'étais pas assez fou pour oser prétendre l'obtenir en mariage. C'est pourtant de là que sont venus mes premiers grands chagrins et mes premières humiliations, puis bientôt après mon travail, mes études, enfin mon indignation contre l'injustice de ceux qui maintiennent le peuple dans l'ignorance, et ma ferme volonté d'aider toujours les hommes de cœur qui veulent l'élever par l'instruction et l'éducation.

ERCKMANN-CHATRIAN.

(La seconde partie au prochain numéro.)

LES

FINANCES DE L'ANGLETERRE

DEPUIS LES RÉFORMES DE ROBERT PEEL[1]

— 1859-1870 —

III.

On a vu au milieu de quelles circonstances favorables s'était terminée l'année 1858. La guerre de Crimée était loin d'avoir arrêté le développement de la richesse nationale, et les derniers frais de cette guerre étaient sur le point d'être soldés. La progression du revenu public avait permis de réduire l'*income-tax* à 5 deniers par livre, le taux le plus bas auquel il eût été, et il y avait même tout lieu d'espérer qu'il serait possible de le supprimer en 1860; mais deux événemens, l'un indépendant de la volonté de l'Angleterre, l'autre depuis longtemps souhaité par elle comme le couronnement de sa politique commerciale, devaient encore y mettre obstacle.

Au printemps de 1859 éclata la guerre d'Italie. Bien qu'étrangère à la querelle entre la France et l'Autriche, l'Angleterre pouvait cependant d'un moment à l'autre se trouver engagée dans la lutte, et la prudence voulait qu'elle prît ses mesures. De plus elle dut aussi, comme le firent alors toutes les autres puissances, s'occuper de multiplier et perfectionner ses moyens de défense, transformer sa flotte, organiser ses milices et fortifier ses côtes. En conséquence, les crédits de l'armée et de la marine furent augmentés de 5 millions de liv. st. pour 1859 : au lieu de 5 deniers, l'*income-tax* fut reporté

(1) Voyez la *Revue* du 15 novembre.

à 7, et le budget ainsi accru se solda en recettes à 71 millions de liv. st. et en dépenses à 69,500,000 liv.; mais à ces charges nouvelles devaient s'ajouter en 1860 des difficultés d'une autre nature. Un traité de commerce venait d'être conclu avec la France, et ce traité, bien que fort avantageux pour l'Angleterre, n'en devait pas moins porter provisoirement atteinte à son revenu.

Dans un premier exposé, présenté au parlement au mois de février 1860, M. Gladstone, rentré au pouvoir depuis quelques mois en qualité de chancelier de l'échiquier, évaluait à 70 millions de liv. les besoins du prochain exercice. Comme il y faisait une économie de 2,150,000 liv. d'annuités à terme éteintes depuis le 1er janvier précédent, les crédits réclamés se trouvaient ainsi dépasser de 2,700,000 liv. st. ceux de 1859, et le surplus s'appliquait en entier aux besoins de l'armée et de la marine. Quant aux recettes, privées d'un côté de l'*income-tax* et des surtaxes sur le thé et sur le sucre, toutes ressources qui expiraient au 1er avril suivant, et de l'autre affaiblies par les remises ou suppressions des tarifs résultant du traité de commerce, elles ne pouvaient être estimées à plus de 59,500,000 liv. st., et l'insuffisance des moyens s'élevait ainsi à 10,600,000 livres.

Ce traité de commerce, dont les dispositions furent soumises en même temps que le budget à la sanction du parlement, abolissait d'une façon complète tous les droits de douane sur les objets de fabrique française. Les taxes sur les eaux-de-vie étaient réduites de près de moitié, et celles sur les vins, perçues désormais d'après la force alcoolique, subissaient une diminution variant du tiers aux trois quarts. L'ensemble de la décharge pour le consommateur devait être de 1,740,000 liv. st. Toutefois, comme il y avait lieu de supposer que l'importation des liquides dégrevés s'accroîtrait sensiblement, M. Gladstone n'évaluait la perte pour le trésor en 1860 qu'à 1,200,000 liv. sterling. Un pareil sacrifice était considérable, eu égard surtout à la situation financière, et néanmoins ce ministre proposa de l'étendre encore en complétant la réforme douanière par la suppression ou la réduction d'autres taxes qui portaient sur divers articles non compris dans le traité. « Sans doute, dit-il, on ne manquera pas d'objecter que nos besoins sont trop grands et que nos ressources sont trop restreintes pour qu'il soit prudent d'entreprendre en ce moment une réforme commerciale dont l'effet immédiat sera de réduire notre revenu; mais ce n'était pas non plus dans des jours d'aisance que Robert Peel avait proposé la réforme de 1842, et cependant le pays avait dû à cette réforme le développement de sa prospérité et l'affermissement de ses institutions. Ainsi l'augmentation de son commerce d'exportation, qui de 1831 à

1841 n'avait pas dépassé 13 millions de liv. st., avait été de 1842 à 1852 de 51 millions de livres, et devant un pareil résultat il n'était pas permis d'hésiter. Il fallait affranchir au plus tôt le commerce des entraves qui le gênaient, d'autant mieux que ce serait aussi le moyen d'améliorer de la façon la plus efficace la condition des classes ouvrières. Le plus grand bienfait qu'on pût leur procurer n'était pas tant au fond de réduire le prix des objets qu'elles consommaient que de mettre à leur portée la plus grande quantité de travail possible, et si depuis quinze ans leur situation avait été si heureusement modifiée, il fallait attribuer ce changement non à la réduction ou à la suppression de quelques droits dont étaient grevés les objets de consommation, mais bien à ce qu'un champ plus vaste ouvert à l'industrie avait permis de mieux rémunérer leur travail. » A ce sujet, M. Gladstone fit même observer que sans aucun doute la législation de 1846 sur les céréales avait contribué à l'abaissement du prix du pain, et cependant cet abaissement en avait été le moindre avantage. Le bienfait principal de la législation nouvelle était d'avoir créé un commerce sûr et régulier de 15 millions de liv. st., commerce qui, en établissant un échange constant de demandes entre les pays producteurs de grains et l'Angleterre, avait augmenté chez cette dernière et le travail et le prix de la main-d'œuvre. Aussi le ministre demandait-il des réductions ou suppressions de taxes pour une somme de 1,035,000 livres sterling, dont une partie, soit 125,000 livres, pourrait être rendue en 1860 au trésor par un accroissement de consommation. Si la mesure était adoptée, les articles soumis au tarif, qui antérieurement à 1842 étaient de 1,052, et depuis lors, par des réformes successives, avaient été ramenés à 419, ne seraient plus désormais qu'au nombre de 48, conservés les uns à raison de leur analogie avec les produits indigènes soumis à l'excise, et les autres, tels que le tabac, le vin, le sucre, le thé, le riz, le bois, le blé, le café, etc., dans un intérêt purement fiscal. Ce n'était pas tout, et, voulant étendre à l'excise l'application des principes mis en pratique pour les douanes, M. Gladstone proposa la suppression immédiate du droit sur la fabrication du papier indigène. La perte que cette suppression devait imposer au trésor serait à la vérité considérable, soit de 1 million de liv. st.; mais il n'y avait pas d'article, fit observer le ministre, qui rentrât plus que le papier dans les usages de la vie ordinaire et du commerce. Il était même employé comme matière première et indispensable dans plus de soixante industries, et d'ailleurs, les établissemens qui le produisaient se trouvant généralement à la campagne et sur les bords des cours d'eau, il y avait tout intérêt à en favoriser le développement pour attirer ainsi dans

des lieux salubres une partie des ouvriers qui étaient agglomérés dans les villes.

Un nouveau sacrifice de 1 million de liv. sterl. sur le papier et de 900,000 liv. sur les douanes devait réduire le revenu de 1860 à 57,600,000 livres sterling, et le déficit se trouvait ainsi porté de 10,600,000 liv. st. à 12,500,000 livres. M. Gladstone pensait qu'il convenait de le couvrir d'abord en maintenant les surtaxes sur le thé et sur le sucre. Ces surtaxes, faisait-il observer, ne gênaient en rien le commerce, elles n'avaient même pas empêché la consommation des deux denrées qu'elles frappaient de s'accroître; du reste, comme les classes ouvrières doivent aussi bien que les autres supporter leur part des charges nationales, il était à désirer qu'elles y contribuassent « sous une forme qui en voilât le poids à leurs yeux. » 2 millions de livres sterl. étaient ainsi retrouvés. Le ministre était également d'avis que l'*income-tax* fût renouvelé pour un an seulement au taux de 10 deniers pour les revenus au-dessus de 150 liv. st., de 7 deniers pour ceux au-dessous, et le produit, dont les termes de recouvrement devaient être rapprochés, était évalué à 10,500,000 liv. st. Enfin il espérait 500,000 liv. st. de deux nouveaux droits, dont l'un, dit *penny package*, serait perçu à titre d'enregistrement sur toutes les marchandises importées, et dont l'autre frapperait aussi à l'entrée la chicorée et tous autres végétaux qui, réduits en poudre, pouvaient être consommés comme café et faire concurrence à cette denrée.

Ces divers moyens convertissaient le déficit en un excédant de ressources de 600,000 liv. st.; mais le plan ministériel rencontra dans les deux chambres la plus vive opposition. On lui reprocha de réduire inopportunément le revenu ordinaire en présence d'une aggravation des charges publiques, puis de tromper les espérances légitimes du pays en maintenant l'*income-tax* à un taux aussi élevé. Néanmoins le courant qui entraînait vers de nouvelles réformes économiques l'emporta, et le projet fut voté par la chambre des communes à une majorité considérable. Il n'en fut pas de même dans la chambre des lords, qui, usant exceptionnellement de son droit constitutionnel, n'adhéra point à la suppression du droit sur le papier. Ce refus dans toute autre circonstance eût pu amener un conflit entre les deux chambres; mais sur ces entrefaites, la guerre ayant été résolue contre la Chine, un supplément de crédit de 3,500,000 liv. st. dut être demandé pour faire face aux frais de l'expédition, et à cette dépense furent affectés le million du droit si heureusement conservé sur le papier et un autre million espéré d'une surtaxe spéciale sur les spiritueux; le surplus serait couvert par des moyens de trésorerie.

Les dépenses de 1860 restèrent inférieures de 700,000 liv. st. au chiffre prévu, et il y eut par contre une grande déception sur les recettes. Un printemps et un été froids et humides avaient empêché la récolte d'arriver à bonne maturité, et le prix du pain avait atteint des cours très élevés. L'hiver qui suivit fut des plus froids, et pendant plusieurs semaines tous les travaux en plein air durent être suspendus. Aussi l'ouvrier, obligé de réserver ses ressources pour l'achat des objets les plus nécessaires à la vie, consomma moins de spiritueux, et à la perte que le trésor éprouva de ce chef vint s'en ajouter une autre de 900,000 liv. st. sur le malt, dont la fabrication fut moindre à cause de la pénurie de l'orge et du houblon. En conséquence, le budget se solda avec un déficit de 2,200,000 liv. st. que couvrirent les ressources de la dette flottante, et cependant, malgré toutes ces circonstances défavorables, la réforme commerciale opérée dans la dernière session avait déjà commencé à produire ses heureux effets : l'accroissement des exportations avait été de 6 millions de liv. sterl., et celle des importations de 3 millions.

Au printemps de 1861, la guerre avec la Chine était terminée. Il ne restait plus qu'à en payer les derniers frais, et dans le budget présenté par M. Gladstone le 15 avril les dépenses du nouvel exercice ne furent portées en prévision qu'à 69,900,000 liv. st., tandis que les recettes, y compris une indemnité de 750,000 liv. st. due par la Chine et en admettant aussi que les taxes de l'année précédente fussent renouvelées au même taux, étaient évaluées à 71,800,000 liv. st. Il y avait donc là un excédant probable de ressources qu'il eût été peut-être plus sage de tenir en réserve pour décharger la dette flottante grevée du déficit de 1860; mais le renouvellement et surtout l'élévation à 10 deniers de l'*income-tax* avaient excité de vives plaintes dont il importait de tenir compte au plus tôt. D'un autre côté, l'abolition du droit sur le papier paraissait chose promise, et la chambre des communes, qui sur ce point et en présence de besoins extraordinaires avait l'année précédente accepté sa défaite de bonne grâce, n'aurait pas consenti à transiger une seconde fois. Néanmoins les uns auraient préféré que le dégrèvement eût lieu complétement sur l'*income-tax*, d'autres au contraire que l'impôt indirect en eût seul profité, et, rendant compte des obsessions dont il avait été l'objet à cet égard, M. Gladstone déclara que, s'il était permis à un simple particulier d'avoir plus de goût pour les contributions directes que pour les contributions indirectes et réciproquement, un ministre des finances ne devait avoir aucune préférence. Quant à lui, dit-il, il ne pouvait mieux les comparer qu'à deux sœurs également pleines d'attraits ayant pour père et mère le besoin et l'invention, introduites dans la société de Londres chacune avec une riche dot et ne différant entre elles qu'en ce

que l'une était peut-être d'une taille plus svelte et d'une nature plus ouverte, tandis que l'autre était plus réservée dans ses allures et d'une complexion plus robuste. Chacune d'elles pouvait donc avoir ses admirateurs sans que ces derniers eussent raison de se jalouser entre eux, et en sa qualité de chancelier de l'échiquier il croyait de son devoir de rendre des hommages absolument semblables à l'une et à l'autre. Puis, rappelant les décharges si fructueuses qu'avait reçues depuis vingt ans l'impôt indirect, le ministre ajouta qu'il y aurait grande erreur à croire que le parlement en les opérant eût visé à la suppression de cet impôt. Bien au contraire, les élagages auxquels on avait procédé, loin de tuer l'arbre, n'avaient fait qu'en accroître la vigueur, et les produits en étaient plus abondans que jamais; mais, bien qu'on eût déjà beaucoup fait, il restait à faire encore, et de nouvelles réformes accomplies successivement, en temps opportun, d'une façon équitable et prudente, porteraient indubitablement leurs fruits. Le ministre exposait ensuite les raisons qui lui avaient fait donner la préférence parmi les impôts indirects à la taxe sur le papier et parmi les impôts directs à l'*income-tax*. Toutefois il cessait de promettre la prochaine suppression de ce dernier. « Je sais, disait-il, combien il est lourd : je n'abandonne pas l'espoir qu'un jour viendra où il sera possible de l'abolir, et je serai d'autant plus heureux d'être le ministre chargé d'en soumettre la proposition au parlement que c'est en général moi que l'on rend responsable du maintien de cet impôt, ainsi que du taux auquel il a été porté, et que, suivant certaines personnes, il est absolument de mon devoir de le supprimer; mais ce devoir, il me sera impossible de le remplir aussi longtemps que le pays sera satisfait d'être gouverné plutôt au prix de 70 millions que de 60 millions de livres st., et je crains bien que la chambre à laquelle écherra la bonne fortune de réaliser un pareil bienfait ne soit composée encore que de ces jeunes législateurs gratifiés, quant à présent, après leur dîner, d'un gâteau ou d'un raisin. » M. Gladstone proposait donc de réduire l'*income-tax* d'un denier, de supprimer l'impôt sur le papier à partir du 1er octobre seulement, et le parlement ayant accepté ces remises dont le total pour 1861 s'élevait à 1,500,000 liv. st., le budget se trouva voté avec un excédant de ressources de 400,000 livres.

Diverses circonstances vinrent en déranger toute l'économie : d'un côté, des reliquats à solder pour l'expédition de Chine et l'envoi de troupes au Canada en vue des éventualités que pouvait y amener la guerre de la sécession aux États-Unis accrurent les dépenses de 1,300,000 liv. sterl.; de l'autre, la suspension de la culture du coton dans les provinces insurgées et le blocus mis par le gouvernement du nord sur les côtes du sud firent renchérir cette denrée

de plus du double, et tomber aussi les exportations des produits anglais en Amérique de 21,660,000 liv. st. à 9 millions de livres. Le travail se trouvant dès lors presque entièrement arrêté dans plusieurs districts manufacturiers de la Grande-Bretagne, la consommation diminua, et l'excise produisit 600,000 liv. st. de moins qu'il n'avait été prévu. Les recettes de 1861 restèrent donc inférieures de 1,440,000 liv. st. aux dépenses; mais au commencement de 1862 les derniers frais de la guerre de Chine, qui avait coûté en totalité 7,500,000 liv. st., étaient soldés, les mesures de précaution conseillées par une sage prudence avaient été prises au Canada, et M. Gladstone crut pouvoir demander au parlement d'en revenir, pour la dépense de 1862, aux mêmes prévisions que pour 1861, soit à 70,050,000 liv. st. Dans ce chiffre se trouvait même compris un crédit de 800,000 liv. st. pour l'entretien des troupes aux Indes, crédit porté pour la première fois au budget, et que devait compenser du reste cette année et les années suivantes pareille somme remboursée au trésor sur les revenus de la vice-royauté. Quant aux recettes, la pénurie du coton allait en croissant, chaque jour le travail diminuait dans les ateliers, et une augmentation des produits n'était pas probable. Aussi le ministre ne les évaluait qu'à 70,200,000 liv. st., et un excédant de 150,000 livres était bien peu de chose en présence des misères qu'on aurait à soulager. M. Gladstone fit observer à ce sujet que, si la disette du coton s'aggravait encore, les supplémens de crédit que le parlement pourrait déjà mettre à la disposition du gouvernement pour remédier au mal seraient sans aucun doute loin de suffire, et que le mieux était de laisser au cabinet, pour le cas où ces tristes circonstances se réaliseraient, la faculté de prendre sous sa responsabilité toutes les mesures jugées nécessaires. Néanmoins les résultats du traité de commerce venaient jusqu'à un certain point contre-balancer ce côté fâcheux de la situation. Sur les 2,420,000 liv. st. de revenus des douanes sacrifiées en 1860, 1,700,000 liv. étaient déjà retrouvées : le montant des exportations anglaises en France avait plus que doublé, et l'accroissement avait été de 700 pour 100 pour le commerce des laines crues et tissus de laine. Les relations épistolaires elles-mêmes n'étaient pas restées étrangères à ce mouvement ascensionnel, et l'échange des lettres entre les deux pays, qui jusqu'alors n'avait été en progressant chaque année que de 4 pour 100, avait augmenté de 20 pour 100. Aussi, en rendant compte à la chambre des communes de ces résultats, M. Gladstone crut-il devoir adresser à M. Cobden, présent à la séance, les remercîmens du pays pour avoir, dit-il, accompli une œuvre dont l'histoire était à tout jamais écrite dans celle du monde.

Il est pour les nations des années qui, sans être tout à fait des

années de guerre, ne sont pas non plus tout à fait des années de paix, et durant lesquelles il leur est impossible de subvenir aux charges qui les grèvent avec le seul produit des taxes ordinaires. Telle était la période par laquelle depuis 1859 venait de passer l'Angleterre. Les expéditions de Chine et de la Nouvelle-Zélande ne pouvaient être considérées comme l'ayant mise en état de guerre, elle était en paix avec ses voisins d'Europe, et cependant en présence des armemens qui s'effectuaient sur le continent elle n'avait pu rester inactive. Elle avait dû, ainsi que nous l'avons dit, transformer son armée et sa marine, fortifier ses côtes, et, outre les entreprises lointaines dont nous venons de parler, elle avait dû faire un envoi extraordinaire de troupes au Canada. Toutes ces dépenses, justifiées par des raisons d'intérêt national, avaient atteint déjà le chiffre de 20 millions de liv. sterl., et il y avait été pourvu au moyen d'une aggravation de l'*income-tax*, d'une augmentation du droit sur les spiritueux, et du maintien des anciennes surtaxes de guerre sur le thé et sur le sucre; mais l'opinion publique, après avoir donné son adhésion à ces diverses mesures, demandait avec instance un prochain retour au budget de paix. Aussi, tout en acceptant celui qui lui était proposé pour 1862, le parlement crut-il devoir adopter une résolution par laquelle il déclarait que le poids des impôts était beaucoup trop lourd, et que, bien que disposé à ne refuser aucune des allocations nécessaires pour garantir la sécurité et l'honneur du pays, il croyait devoir inviter le gouvernement à faire ses efforts pour diminuer les charges du peuple. En sa qualité de premier ministre, lord Palmerston donna son assentiment à cette déclaration, et le cabinet dut se mettre en mesure de remplir l'engagement pris par son chef.

Des économies purent déjà être réalisées sur les allocations de 1862; les dépenses de cet exercice ne s'élevèrent qu'à 69,300,000 liv. st., restant ainsi inférieures de 750,000 liv. aux prévisions. Dans les recettes, il y eut augmentation de 550,000 liv. sterl. sur les douanes, dont le produit, complétement retrouvé, atteignit celui de 1859, — de 400,000 liv. sur l'*income-tax*, par suite d'un nouveau recensement des revenus, et de 700,000 liv. sur le timbre et les recettes diverses; mais d'un autre côté aux souffrances que la disette du coton avait continué d'entretenir dans le Lancashire étaient venues se joindre celles que trois mauvaises récoltes avaient infligées à l'Irlande. La consommation des boissons fortes et de celles de luxe avait baissé encore, et il en était résulté une diminution de 1 million de liv. dans les produits de l'excise. Néanmoins les recettes dépassèrent en somme les évaluations premières de 600,000 liv., et le budget se solda avec un boni de 1,300,000 liv. De nouvelles et plus larges économies ayant été reconnues possibles pour 1863,

les allocations demandées ne furent que de 67,750,000 liv. st., tandis que les recettes, basées sur les résultats de 1862, étaient évaluées à 71,500,000 liv., dépassant ainsi de 3,750,000 liv. les besoins probables. Cet excédant permettait donc d'opérer aussi une réduction sur les impôts, et M. Gladstone, se conformant au vœu exprimé par le parlement dans sa précédente session, avait recherché quels étaient ceux dont l'allégement serait le plus utile. Tous les droits indirects qui pouvaient être une entrave à l'activité du commerce et de l'industrie, ainsi que tous les droits dits protecteurs, avaient été supprimés, et les taxes qui existaient encore n'avaient été conservées que dans un intérêt purement fiscal. Parmi ces dernières, celles qui frappaient le thé et le sucre avaient été aggravées à l'occasion de la guerre de Crimée; et cette aggravation, maintenue depuis lors, n'avait pas empêché, comme il a été dit plus haut, la consommation de ces deux denrées de s'accroître; mais il était juste, dès que la situation du trésor permettait de faire une nouvelle remise, que les surtaxes établies en 1852 fussent les premières à disparaître. Néanmoins, pour que la réduction agît d'une façon plus sensible sur le commerce et sur la consommation, M. Gladstone pensa qu'il convenait d'en faire profiter exclusivement l'une des deux denrées surchargées. C'est au thé qu'il donna la préférence, d'abord parce que le droit perçu sur cet article était de 100 pour 100 de la valeur, tandis que celui sur le sucre n'était que de 50, ensuite parce que la somme du sacrifice que l'état pouvait faire abaisserait ce dernier de 8 pour 100 seulement, et le prix du thé de 14. Il proposa donc de réduire le droit sur le thé de 1 shilling 5 deniers à 1 shilling, et le résultat de cette mesure devait être pour le consommateur une décharge de 1,800,000 liv. st., réduite pour le trésor à un sacrifice de 1,300,000 livres à raison d'un accroissement plus que probable de consommation. L'impôt direct devait avoir également sa part de remise, et sur le choix à faire aucune hésitation n'était possible. L'*income-tax* était toujours à 9 deniers, et en exprimant l'avis qu'il devait être ramené à 7 M. Gladstone demanda aussi que les revenus de 100 à 200 liv. st. fussent imposés au même taux que ceux au-dessus, en déduisant sur chacun d'eux une somme de 60 liv. Les conséquences de cette modification devaient être d'une part une diminution de 300,000 liv. sterl. au profit des petits revenus, et de l'autre pour la régie une simplification dans les opérations concernant l'assiette de la taxe. Ainsi une réduction de 2,300,000 liv. sterl. était faite sur l'*income-tax*, réduction qui, ajoutée à celle demandée sur le thé, portait la perte de revenu pour le trésor à 3,600,000 liv. st.; mais, pour égaliser la condition de divers commerces et industries, quelques élévations de droit étaient réclamées sur la chicorée, sur les liqueurs con-

sommées dans les clubs, sur les omnibus, qui proportionnellement payaient moins que les voitures de place, et en somme le montant du revenu était évalué à 68,150,000 liv. st., chiffre qui dépassait de 400,000 liv. st. celui des dépenses projetées. Les propositions du gouvernement, disait en terminant M. Gladstone, témoignaient de son désir de se conformer aux vœux du parlement par un allégement des charges publiques, et aussi de ses intentions pacifiques. Depuis plusieurs années, une véritable concurrence s'était établie pour les dépenses d'armement entre les grands états de l'Europe, et l'Angleterre, pour ne pas rester inférieure sous le rapport des moyens de défense, s'était vue aussi obligée de faire des sacrifices considérables; mais dès lors que toutes les mesures propres à garantir son honneur, son intérêt et sa sécurité avaient été prises, elle devait résolûment entrer dans le système des économies et des réductions de charge, et le ministre exprimait l'espoir que son exemple, amicalement accepté au-delà du détroit comme un défi amical, pourrait être pour les puissances du continent une provocation efficace à marcher dans la même voie.

Tandis qu'en 1863 la France, engagée dans la malheureuse et impopulaire expédition du Mexique, dépensait 120 millions de francs au-delà des allocations budgétaires, le gouvernement anglais, soucieux de mettre ses propres conseils en pratique, trouvait le moyen, malgré les frais inattendus d'une guerre dans la Nouvelle-Zélande, de ne dépasser les crédits votés que de 100,000 liv. st. Le revenu fut de 70,200,000 liv. st., c'est-à-dire supérieur de 2,040,000 liv. aux évaluations premières. En effet, la perte sur le thé n'avait été que de 900,000 liv. sterl. au lieu de 1,300,000, et 400,000 liv. gagnées sur ce seul article, plus 100,000 liv. sur divers autres, donnèrent au chapitre des douanes un bénéfice de 500,000 liv.; sur l'excise, il y eut aussi un profit de 600,000 livres sterling, dû à une consommation plus grande des esprits et du malt, et qui constatait une amélioration dans la condition industrielle du Lancashire. Le surplus de l'accroissement provenait principalement du *stamp* et de l'*income-tax*, et l'exercice 1863 se solda avec un excédant de ressources de 2,340,000 liv. st. Cet excédant, ainsi que celui de 1862, fut utilement employé à réduire la dette flottante par un remboursement des bons et billets de l'échiquier. D'un autre côté, la situation commerciale, malgré les souffrances très graves, mais partielles, occasionnées par la disette du coton, était excellente, et le commerce d'exportation, qui en 1860 n'avait été que de 160 millions de livres sterling, avait atteint en 1863 le chiffre de 196 millions de liv. En ce qui concernait spécialement les rapports avec la France, ce commerce s'était élevé, pour les produits anglais, de 4,750,000 liv. st. à 9,200,000 liv., et pour les

marchandises coloniales et étrangères, c'est-à-dire pour des marchandises dont la valeur représentait exactement celle d'articles sortis des fabriques anglaises, de 4,800,000 liv. st. à 12,600,000 liv.; il n'était pas douteux que la réforme de 1860, en favorisant un pareil développement, n'eût eu aussi pour résultat d'alléger les souffrances des districts cotonniers.

En 1864, la guerre de la Nouvelle-Zélande étant terminée, d'autres réductions devenaient possibles sur les services de la guerre et de la marine, et la somme des crédits demandés pour cet exercice fut seulement de 66,900,000 liv. st., soit de 1 million de liv. inférieure à celle des dépenses de 1863. Il était permis aussi d'espérer que les produits ne baisseraient pas. Quoi qu'il en fût, pour ne pas avoir de déception à cet égard, M. Gladstone ne les évalua qu'à 69,450,000 livres sterling, et l'excédant des ressources devait être ainsi de 2,550,000 liv. st. Une nouvelle remise pouvait donc être faite aux contribuables, et le ministre proposa de la porter à 2,330,000 liv. en réduisant l'*income-tax* d'un autre denier, et le droit sur le sucre d'un quart environ. La discussion fut vive au sujet de ce dernier dégrèvement, parce que plusieurs membres auraient préféré qu'il eût lieu plutôt au profit soit du malt, soit des spiritueux. Le malt est, on le sait, l'orge préparée pour faire la bière, et pendant longtemps il y avait eu tout à la fois droit sur le malt et droit sur la bière. En 1829, le second avait été supprimé, et bien que la bière se trouvât ainsi dégrevée de moitié, l'accroissement de consommation de cette boisson en trente-cinq années n'avait pas suffi pour rendre dans son entier l'ancien revenu, qui était de 7,300,000 liv. st. Le *malt-tax* en effet ne rendait encore que 6,200,000 liv., et M. Gladstone en concluait que toute réduction de ce côté serait concédée en pure perte pour le trésor. Il fit observer que d'ailleurs, quand l'état consentait à sacrifier un revenu de 1,300,000 liv. st., il était juste que chacun bénéficiât d'un pareil abandon. Or non-seulement le droit établi sur le malt, ne représentant que le cinquième du prix de la bière livrée au consommateur, ne pouvait être considéré comme onéreux; mais la bière était surtout le breuvage national de l'Angleterre, puisqu'elle y rapportait au trésor 5,700,000 livres sterling, tandis qu'elle n'en donnait en Écosse et en Irlande que 560,000. L'Angleterre profiterait donc à peu près seule de la réduction, et alors, pour rendre l'avantage égal entre tous, il faudrait aussi diminuer le droit sur le wisky, liquide dont faisaient principalement usage les deux autres parties du royaume-uni; mais toucher au wisky ainsi qu'aux autres spiritueux serait porter la plus fâcheuse atteinte au régime de l'excise, dont ils étaient à la fois la source de produit la plus importante et la moins criticable. Malgré la surtaxe qui frappait les spiritueux, le revenu qu'en retirait

le trésor s'était élevé depuis 1860 de 11,750,000 à 12,640,000 livres sterl., et cet accroissement eût été sans aucun doute plus considérable sans les souffrances que des disettes successives et la crise industrielle avaient infligées aux classes ouvrières; peut-être aussi fallait-il tenir compte du changement de goût qui paraissait s'introduire dans les populations. Les liqueurs douces étaient bien plus recherchées, et l'importation des vins avait plus que doublé depuis le traité de commerce. Enfin les spiritueux n'étaient pas un article dont l'usage dût être encouragé, et, loin de faire le moindre sacrifice en ce qui les concernait, le devoir du gouvernement et du parlement était au contraire d'en tirer le plus grand profit possible; il n'en était pas de même du sucre, denrée aussi utile que saine et objet d'un grand commerce à l'intérieur aussi bien qu'à l'étranger. En 1854, il avait été frappé, ainsi que le thé, d'une surtaxe, réduite seulement depuis lors d'une façon insignifiante; un allégement avait été accordé sur le thé dans la dernière session, et, la situation du trésor permettant une nouvelle diminution des taxes indirectes, il était équitable que le sucre en bénéficiât. La remise proposée sur cet article était en moyenne, ainsi qu'on l'a vu, du quart du droit; mais, une augmentation de consommation étant plus que probable, M. Gladstone n'évaluait la perte qu'à 1,300,000 liv. sterl., et comptait sur un produit de 5,250,000 livres.

Ces diverses considérations, développées par le chancelier de l'échiquier avec l'abondance de calculs et la clarté d'argumens qui lui sont habituelles, prévalurent, et le parlement vota la réduction sur le sucre. Quant à l'*income-tax*, aucune objection ne fut faite : le chiffre de 6 deniers fut adopté, et à ce sujet M. Gladstone crut devoir soumettre à la chambre des communes des considérations qu'il n'est pas sans intérêt de reproduire. Après avoir constaté les services que l'*income-tax* avait rendus à l'Angleterre et les circonstances impérieuses qui, malgré tant de promesses faites, avaient obligé à le conserver parmi les ressources ordinaires de l'état, après avoir rappelé aussi l'opinion qu'il avait lui-même exprimée à diverses reprises, à savoir que cet impôt était inégal, vexatoire par les formalités d'enquête auxquelles il donnait lieu, immoral même en excitant l'esprit de fraude pour y échapper ou en diminuer le poids, le ministre ajouta qu'aussi longtemps qu'il serait maintenu, toute économie serait impossible. C'était là, suivant lui, un point qui n'avait jamais été traité d'une façon sérieuse; mais l'expérience qu'il avait acquise dans ses fonctions de chancelier de l'échiquier et l'obligation où il s'était constamment trouvé, depuis qu'il les occupait, de lutter jour et nuit contre des propositions de dépenses de toute nature, lui avaient donné à cet égard une conviction bien arrêtée. Son sentiment était donc que, si la chambre désirait voir l'administration

publique rentrer dans ce système d'épargne intelligente et bien entendue pratiqué dans le gouvernement de l'Angleterre depuis l'administration du duc de Wellington jusqu'à la guerre de Crimée, il était indubitable que ce but ne serait pas atteint aussi longtemps que l'*income-tax*, au lieu d'être réservé pour les circonstances exceptionnelles, serait maintenu pour servir à l'acquittement des dépenses journalières du pays. Néanmoins, ajoutait le ministre, trop d'engagemens pesaient encore sur l'état pour qu'on pût déterminer l'époque à laquelle cet impôt serait rayé du budget; mais en persistant dans la voie d'une sage économie il deviendrait possible de le réduire graduellement, et même d'arriver un jour à le supprimer.

Cette dernière perspective ne se réalisera probablement pas de si tôt. Cependant dès l'année suivante une réduction fut possible. En effet, les dépenses de 1864 ne s'élevèrent qu'à 66,279,000 liv. sterl., restant ainsi inférieures de 611,000 liv. au chiffre des allocations, et cette épargne porta principalement sur les chapitres de l'armée et de la marine. D'autre part, les recettes montèrent à 69,434,000 liv., donnèrent un excédant inespéré de 2,334,000 liv., et l'exercice fut clos avec une ressource disponible de 3,185,000 liv., qui furent affectées à une diminution de la dette publique. Rien ne laissait supposer que la situation de 1865 ne pût être aussi avantageuse, et en conséquence M. Gladstone, prenant pour base du nouvel exercice les résultats de 1864, évalua ses besoins à 66,147,000 liv. sterl. et son revenu à 70,170,000 liv. Ce dernier offrait donc un excédant de 4,023,000 liv., que le ministre proposa de mettre à profit pour abaisser, à partir du 1er juillet, l'*income-tax* de 6 à 4 deniers, le droit sur le thé de 1 shilling à 6 deniers, et celui sur les polices d'assurance dans des proportions également importantes. Appliquée à l'année entière, la réduction eût été de 5,420,000 liv. sterl.; limitée à neuf mois, elle ne devait être que de 3,778,000 liv., et les recettes se trouvaient ainsi ramenées à 66,400,000 liv. sterl.

Parlement et pays accueillirent avec acclamation le projet ministériel. Toutefois il fallut, dans le courant de l'année, envoyer des troupes dans la Nouvelle-Zélande, où une rébellion venait encore d'éclater, et les dépenses de l'exercice dépassèrent de 200,000 liv. sterl. le chiffre présumé. Ce résultat fut largement compensé par un accroissement de 1,420,000 liv. st. sur le revenu, et comme au mois d'avril 1866 l'expédition de Zélande était terminée, que pas plus qu'en 1865 un ralentissement dans la marche ascendante des produits n'était présumable, M. Gladstone crut pouvoir évaluer les dépenses de l'année courante à 66,225,000 liv. st., et les recettes à 67,575,000 liv. st. La différence en faveur de ces dernières ex-

cédait de beaucoup la somme que la prudence conseillait de tenir en réserve, et une nouvelle remise de taxe devenait ainsi encore possible. 562,000 liv. st. furent affectées à dégrever les vins en bouteilles en les assimilant aux vins en fûts, à diminuer les droits sur les omnibus, les diligences, les chevaux de poste, et à supprimer ceux sur le poivre et les bois étrangers. Restaient 780,000 liv. st., que M. Gladstone conseilla d'employer jusqu'à concurrence de 512,000 liv. à une réduction de la dette.

En 1815, à la fin de la guerre avec l'empire, le capital de cette dette avait atteint 902 millions de liv. st., chiffre le plus élevé auquel il soit jamais monté, et en 1853, malgré deux emprunts contractés, l'un de 20 millions de liv. st. pour l'émancipation des nègres aux colonies, et l'autre de 8 millions de liv. pour les besoins de l'Irlande en 1848, il n'était plus que de 800 millions de liv. Dans l'espace de trente-huit années, 130 millions de liv. st. avaient donc été éteints, d'abord jusqu'en 1829 par l'action de l'amortissement, puis, à partir de cette époque, par l'affectation législative à l'extinction de la dette du quart au moins des excédans de recettes réalisés enfin d'exercice. Les emprunts faits pendant la guerre de Crimée avaient relevé le capital à 832 millions de liv. st.; mais de 1857 à 1865 il était retombé à 797 millions de livres, et, tandis que la diminution moyenne pendant la paix avait été annuellement, de 1815 à 1853, de 2,609,000 liv., et de 1857 à 1865 de 3,646,000 livres sterl., l'augmentation moyenne pendant les trois années de la dernière guerre avait dépassé 10 millions de liv. La puissance d'accroissement durant la guerre avait donc été au moins trois fois plus forte que celle de décroissement durant la paix, et il y avait là, suivant M. Gladstone, une disproportion qu'il importait d'atténuer. Quelle opinion, disait-il, aurait-on d'un homme qui, en une année de bonne récolte, consommerait tous ses produits sans rien réserver pour les jours de disette? Sans doute l'emprunt, par les moyens de soulagement qu'il procurait et les faibles charges qu'il paraissait imposer en échange, était chose séduisante; mais on pouvait dire de lui ce qu'un poète avait dit de la renommée, qu'à son début marchant à petits pas, elle s'élevait bientôt dans les airs, et que, tandis que ses pieds s'enfonçaient dans le sol, sa tête se cachait dans les nues. Ou plutôt pourquoi ne pas le comparer à ce lionceau dont parle Eschyle, qui, pris à la mamelle de sa mère et porté au logis du chasseur, y joua et gambada aussi longtemps qu'il fut jeune avec les enfans et les chiens de la maison, mais qui, devenu fort et ayant recouvré soudainement sa férocité naturelle, inonda cette maison entière du sang de ses habitans? Il en était ainsi des embarras financiers : ils arrivaient d'une façon insidieuse, s'aggravaient peu à peu, et un jour venait où ils s'imposaient d'une façon accablante. Depuis

vingt-cinq ans, ajoutait M. Gladstone, la fortune publique avait pris un développement prodigieux : le commerce et l'industrie avaient triplé leurs opérations, la population avait augmenté d'un quart, et le denier de l'*income-tax*, qui ne produisait que 700,000 liv. st. en 1843, donnait actuellement deux tiers en sus. Il fallait donc profiter et d'une pareille prospérité et de l'état de paix dans lequel on se trouvait pour diminuer la dette publique, d'abord en y employant les excédans de revenu, puis en ayant recours à telles combinaisons que comporterait la situation du trésor. Parmi ces combinaisons, il indiquait la suivante.

24 millions de fonds des caisses d'épargne remis à la commission d'amortissement avaient été employés en rachat de rentes, et cet emploi avait été des mieux entendus, puisque ces 24 millions, au lieu de venir s'ajouter à la dette publique, avaient ainsi servi à en éteindre une partie. Toutefois ils constituaient pour l'état un engagement des plus incommodes par la raison que le capital, désormais consolidé, n'en restait pas moins exigible à la première demande qu'en feraient les intéressés, et que les demandes de remboursement seraient d'autant plus abondantes que seraient difficiles les circonstances au milieu desquelles le trésor aurait à y satisfaire. Il s'agissait donc de lui assurer des moyens de libération qui eussent en même temps pour objet de le garantir contre de pareilles éventualités. A cet effet, M. Gladstone avait imaginé de convertir cette dette exigible en une dette à terme remboursable en 18 années par annuités de 1,725,000 liv. st., à l'acquittement desquelles seraient affectées d'abord les 725,000 liv. précédemment allouées pour intérêt des 24 millions de liv., puis le montant d'une autre annuité de 586,000 liv. st. due à la banque d'Angleterre, annuité dite *dead weight annuity*, qui, expirant à la fin de l'année, se trouverait ainsi continuée pour un autre objet. Le surplus, soit 420,000 livres, serait pris en 1866 sur l'excédant disponible de 786,000 liv. st. et les années suivantes sur les fonds ordinaires du budget, de telle sorte que, moyennant une addition annuelle de 420,000 liv. st. au chapitre de la dette publique, l'état se trouverait libéré en 1885 d'une dette onéreuse par son chiffre et incommode de sa nature; mais, le trésor étant tenu par la loi existante de recevoir tous les fonds d'épargnes versés dans les bureaux de poste, il était à présumer que la moitié des sommes annuellement remboursées lui rentrerait en dépôts nouveaux, et qu'en 1886 il se trouverait débiteur d'un autre capital de 12 millions de liv. sterl. M. Gladstone proposa de décider également que le même mode de remboursement serait applicable à cette nouvelle dette, de façon qu'elle fût ainsi éteinte en 1903, et pour justifier cette ingérence des pouvoirs actuels dans le règlement d'intérêts aussi éloignés,

il ajouta que, si le droit du gouvernement et des membres devant lesquels il parlait était de régler surtout le présent, leur devoir était aussi de porter les regards sur l'avenir, et de prendre les mesures propres à en alléger les charges. Aussi avait-il l'espoir que les générations appelées à diriger plus tard les affaires publiques leur rendraient la justice de reconnaître que, dans les dispositions qu'ils avaient prises, ils avaient quelque peu songé à elles, et s'étaient comportés de façon à ne mériter ni leurs reproches ni leur blâme.

Mais bientôt survinrent deux événemens qui obligèrent de renoncer pour 1866 à tout projet de réduction de la dette. Ces événemens furent, d'abord une crise monétaire des plus graves qui, en faisant affluer aux caisses d'épargne les demandes de remboursement, ne permit pas de donner suite à la combinaison de M. Gladstone, puis la bataille de Sadowa, qui, en démontrant la supériorité des armes à aiguille prussiennes, mit l'Angleterre, aussi bien que les autres puissances de l'Europe, dans la nécessité d'adapter leurs fusils au nouveau système. Des supplémens de crédit furent votés à cet effet par le parlement au mois d'août, et les allocations de 1867 furent portées de 66,225,000 liv. st., chiffre d'abord proposé, à 67,080,000 liv. Nous avons vu que 780,000 liv. sterl. restaient libres sur le budget primitif. Au lieu d'en détacher 420,000 liv. st. pour l'opération de conversion, le tout fut appliqué aux nouvelles dépenses, et le budget se trouva ainsi voté à peu près en équilibre. Ce ne fut pas M. Gladstone qui eut à proposer ces derniers arrangemens. Depuis un mois déjà, le cabinet dont il faisait partie avait dû se retirer à la suite d'un vote par lequel la chambre des communes avait complétement modifié le système de réforme électorale présenté par le gouvernement. Un nouveau ministère avait été constitué, ayant pour chef lord Derby et pour chancelier de l'échiquier M. Disraeli; mais, avant de voir quel fut le sort du budget de 1866, établissons les résultats de l'administration financière de M. Gladstone.

Ce ministre avait trouvé les dépenses de 1859 au chiffre de 69,500,000 liv. st., et il laissait celles de 1865 au chiffre de 66,400,000 liv., soit avec une diminution de 3,100,000 liv. Pourtant la différence n'était en réalité que de 2 millions de liv., parce qu'en 1860 2,150,000 liv. d'annuités arrivées à leur terme avaient été rayées du budget, et qu'il y avait été inscrit depuis 1862 une somme annuelle de 800,000 à 900,000 liv. environ pour frais d'entretien de l'armée des Indes, frais que compensait aux recettes même somme versée par le gouvernement de cette colonie. Les 2 millions de liv. st. ainsi économisés se partageaient par moitié entre le service de la dette, dont le capital dans ces six années avait été réduit de 22 millions de liv., et ceux de la guerre et de la ma-

rine, ramenés de 26 à 25 millions de liv. st. D'un autre côté, compensation faite de quelques aggravations de droits, les remises sur l'excise, le timbre et les douanes avaient été de 6 millions, et cependant ces trois branches de revenus, qui en 1859 avaient produit 53 millions de liv. sterling, venaient de donner en 1865 50,600,000 livres. Ainsi le sacrifice n'était déjà plus que de 2,400,000 liv., et l'exemple du passé donnait tout lieu d'espérer que la différence serait bientôt retrouvée.

IV.

Malgré les souffrances causées par la crise monétaire, la consommation n'éprouva pas le moindre ralentissement. Loin de là, le revenu de 1866, évalué à 67,013,000 livres st., atteignit 69,403,000 liv., et l'augmentation de 2,420,000 liv. fut donnée presque en totalité par le tabac, le sucre, le malt et les spiritueux, toutes denrées dont l'usage suit d'ordinaire les fluctuations de l'aisance publique. Par contre, les dépenses ne s'élevèrent qu'à 66,780,000 liv. st., et l'excédant libre de 2,654,000 liv. fut appliqué à la réduction de la dette publique. Pour 1867, M. Disraeli évalua les besoins à 68,134,000 liv. st., c'est-à-dire à une somme supérieure de 1,354,000 livres aux dépenses de l'exercice précédent, et ce surplus s'appliquait partie à la transformation commencée des fusils à munition et partie à l'armement des côtes. Les recettes calculées sur les produits de 1866 étaient portées à 69,340,000 liv. sterl., et elles dépassaient ainsi les crédits de 1,200,000 livres. Quel emploi donner à cet excédant? L'*income-tax* n'était plus qu'à 4 deniers et n'avait jamais été aussi bas, les surtaxes de guerre mises sur le thé et le sucre n'existaient plus; en outre, depuis 1852 11 millions de liv. st. des anciennes taxes indirectes avaient été successivement supprimées, et, parmi celles qui existaient encore, il n'en était pas une seule, suivant M. Disraeli, qui causât le moindre dommage ni à l'industrie ni à tous autres intérêts quelconques. Une seule peut-être, la taxe sur la drêche, était onéreuse à raison de l'embarras dans lequel deux mauvaises récoltes d'orge avaient mis momentanément les fabricans de cette denrée; mais la somme dont il était permis de disposer était trop peu considérable pour qu'il y eût moyen de leur accorder un allégement efficace. M. Disraeli pensait que le mieux était d'affecter cette somme à une réduction de la dette publique. L'Europe, disait-il, était en ce moment un camp armé, et, bien qu'il n'y eût pas danger, aussi longtemps que son collègue lord Stanley serait à la tête du *foreign office*, de voir l'Angleterre s'engager dans

une guerre inutile, néanmoins il y aurait imprudence à ne point se préoccuper des événemens qui pouvaient survenir; si par malheur ils arrivaient, le chancelier de l'échiquier pourrait se présenter sur le marché avec d'autant plus de fierté, y trouver l'argent dont il aurait besoin à des conditions d'autant meilleures, que des efforts puissans et honorables auraient été faits pour diminuer le fardeau de la dette publique. M. Disraeli proposait donc de reprendre le projet adopté dans la dernière session sur la motion de M. Gladstone, et de convertir en annuités à terme expirant en 1885 les 24 millions de liv. st. des caisses d'épargne. Cependant, comme la libération commençait une année plus tard, l'annuité devenait plus considérable : elle était portée à 1,776,000 liv. st., et à l'acquittement de cette dette étaient affectées les mêmes ressources, accrues de 50,000 liv. st. prises sur les fonds ordinaires; mais dans le projet de M. Disraeli il n'était rien stipulé au sujet des dépôts qui pourraient être faits de 1868 à 1885, et le soin de statuer à cet égard était sagement abandonné aux chambres futures.

Le budget de 1867 fut voté avec un excédant de ressources de 400,000 liv. st., et cet excédant devait être absorbé et bien au-delà. En effet, le roi d'Abyssinie, Théodoros, ayant refusé de délivrer des sujets anglais qu'il retenait prisonniers, il fallut lui déclarer la guerre, et au mois de novembre M. Disraeli vint demander au parlement 2 millions de liv. st. de crédit pour subvenir dans le courant de l'exercice aux frais de l'expédition. Ces 2 millions de liv. st. devaient être couverts avec l'excédant ci-dessus de 400,000 liv., avec le produit d'un demi-denier que le parlement vota en supplément à l'*income-tax*, enfin avec les ressources du compte courant que le trésor avait à la Banque, compte courant dont la balance était alors à son profit de 7,400,000 liv. st. En somme, les dépenses s'élevèrent pour 1867 à 71,200,000 liv. st., tandis que les recettes ne furent que de 69,500,000 liv. sterling, et, le compte courant étant appelé à parfaire la différence, la balance se trouva ainsi réduite à 5,800,000 liv.; mais les charges de 1868 devaient être autrement considérables, et elles furent évaluées par sir Ward Hunt, devenu chancelier de l'échiquier en remplacement de M. Disraeli, promu aux fonctions de premier ministre après la retraite de lord Derby, à 70 millions pour les services ordinaires, et à 3 millions de liv. st. pour la guerre d'Abyssinie. Les services ordinaires, déjà accrus de 2 millions de livres en 1867, comparativement à 1866 se trouvaient donc augmentés d'un nouveau million de liv. st. pour 1868, soit 5 millions de livres pour les deux années, et ce supplément s'appliquait pour 500,000 liv. sterl. à l'élévation de la solde des troupes par suite du renchérissement des subsistances, et pour 4,500,000 livres à la transformation des armes de munition et à

l'armement des côtes. Du reste ces deux dernières opérations touchaient à leur fin, et sir Ward Hunt exprima l'espoir que, dès qu'elles seraient terminées, les dépenses pourraient rentrer dans la voie descendante; il fallait néanmoins faire face aux 73 millions de liv. nécessaires pour 1868, et comme d'un côté les produits ordinaires ne pouvaient procurer cette somme, que de l'autre parlement et gouvernement étaient résolus à ne pas s'adresser au crédit, le chancelier de l'échiquier proposa de porter à 6 les deniers de l'*income-tax*. « On ne nous reprochera pas, dit-il, de vouloir rejeter sur l'avenir le fardeau de la guerre que nous soutenons en ce moment. La question pour nous était seulement de savoir s'il fallait faire supporter ce fardeau à la fois par l'impôt direct et par l'impôt indirect; mais nous avons bien vite reconnu que, pour subvenir à des besoins purement accidentels, il y aurait de graves inconvéniens à jeter deux fois le trouble dans les transactions commerciales, une première fois en aggravant les taxes sur les articles de consommation, une seconde fois en les ramenant à leur ancien taux, et nous nous sommes décidés pour l'impôt direct. » Cette considération si sensée détermina le vote du parlement : quelle que fût sa répugnance à élever l'*income-tax*, il accepta la proposition de le porter à 6 deniers, mais pour 1868 seulement, et le budget fut voté en recettes à 73,150,000 liv. st. et en dépenses à 73 millions de livres. Ces dernières toutefois restèrent inférieures de 100,000 liv. st. aux prévisions, tandis que les recettes, à raison de circonstances exceptionnelles qui diminuèrent le revenu de l'excise, n'atteignirent que 72,600,000 liv. st., et ce fut encore la balance au profit du trésor à la Banque qui servit à couvrir le déficit de 300,000 liv. st.

Sur ces entrefaites, le ministère Disraeli avait dû se retirer devant un vote de la chambre des communes relatif aux réformes à introduire dans l'église d'Irlande, et le nouveau cabinet constitué sous la direction de M. Gladstone avait pour chancelier de l'échiquier M. Lowe. Les travaux d'armement étant à peu près terminés, une réduction considérable devenait possible en 1869 sur les services de la marine et de l'armée, et il ne fut demandé pour les services ordinaires de cet exercice que 68,200,000 liv. st.; mais ce n'était pas tout. Restaient à solder les frais de l'expédition d'Abyssinie, qui avait coûté en total 8,600,000 liv.; 5 millions avaient été déjà payés, soit 4 millions avec les ressources que nous avons dites, 1 million au moyen de billets de l'échiquier, et, ce million étant remboursable à bref délai, la dette à éteindre était de 4,600,000 liv. st., qui, ajoutées aux 68,200,000 liv. demandées pour les services ordinaires, portaient la somme des besoins de 1869 à 72,800,000 livres. Cette somme pouvait à la rigueur être couverte par le montant des produits ordinaires, calculés approximativement sur ceux de 1868 et

évalués à 72,850,000 liv. Cependant M. Lowe fut d'avis de les augmenter encore au moyen d'une réforme reconnue depuis longtemps nécessaire, et qui devait pour cette année en augmenter considérablement le chiffre.

L'assiette et le recouvrement des taxes dites *assessed*, d'un produit annuel de 2 millions de livres sterl. environ, étaient depuis longtemps confiés à une commission nommée par le parlement, et les membres de cette commission, designés sous le nom de *commissioners of land and assessed-taxes*, étrangers pour la plupart aux questions sur lesquelles ils étaient appelés à statuer, ne recevant d'ailleurs aucune rémunération, s'acquittaient généralement assez mal de leur charge. Là n'était pas le seul inconvénient. Ces taxes, qui portaient sur les domestiques, les voitures, chevaux, chiens, armoiries, poudre à cheveux, et sur les marchands de chevaux, étaient établies non pas au commencement de chaque exercice d'après une déclaration des contribuables contenant l'énumération des objets à raison desquels ils devaient être imposés, mais au contraire à la fin de ce même exercice sur un état déclaratif des articles dont l'usage et la possession pendant son cours avaient rendu les déclarans passibles de l'impôt. Le contrôle, s'exerçant ainsi sur des objets qui n'existaient souvent plus, devenait très difficile, et il s'ensuivait que bien des omissions commises par erreur ou à dessein ne pouvaient plus être corrigées. De plus le recouvrement, au lieu d'être immédiat, ne devait être effectué pour la première moitié qu'en octobre suivant, pour la deuxième que six mois plus tard, de telle sorte que l'impôt voté pour une année ne rentrait partie que l'année suivante, partie que deux années après, et il est facile de comprendre toutes les non-valeurs que dans un pareil délai pouvaient amener pour le trésor les décès, faillites, déplacemens, etc. A ce système essentiellement vicieux, M. Lowe conseilla d'en substituer un autre beaucoup plus simple, qui consistait d'abord à charger l'excise des opérations de l'assiette et du recouvrement, puis à asseoir l'impôt d'après une déclaration faite au commencement de l'année pour laquelle il était dû, et enfin à en exiger le paiement dans le courant de cette même année. Cependant, pour ne pas grever les contribuables d'une charge trop lourde en leur réclamant en 1869 tout à la fois les taxes de 1868 et celles de l'année courante, M. Lowe était d'avis de leur abandonner le quart de ces dernières, et nonobstant cette remise les recettes de 1869 devaient se trouver ainsi augmentées de 1,500,000 liv. sterl.; mais ce n'était pas tout. Les commissaires du *land and assessed-taxes* étaient également chargés de l'assiette et de la perception de l'*income-tax*, et avant de demander que ces opérations fussent ainsi confiées à l'excise, M. Lowe voulait attendre les résultats de l'expérience qui allait être

faite. Pourtant, comme l'*income-tax* était payable moitié en octobre, un quart en janvier de l'exercice pour lequel il était dû, et le dernier quart au commencement de l'exercice suivant (1), il pensa que sans plus tarder ces termes pourraient être modifiés d'une façon également avantageuse pour le trésor et pour le contribuable. En conséquence, il proposa de décider que désormais l'ensemble de la taxe serait perçu dans le courant de janvier, de telle façon que l'obligation pour le contribuable de payer le dernier quart trois ou quatre mois plus tôt se trouvait largement compensée par le profit qu'il aurait à s'acquitter de la première moitié trois mois plus tard; mais pour le trésor il devait y avoir double avantage. Le premier serait que les recettes d'un exercice ne se confondraient plus avec celles d'un autre, et le second qu'une rentrée supplémentaire de 2,300,000 liv. sterling pour 1869, ajoutée à celle de 1 million donné par les *assessed-taxes*, porterait pour cet exercice l'excédant disponible à 3,400,000 liv. Cet excédant permettait donc de ramener l'*income-tax* de 6 à 5 deniers, et de réduire ou supprimer diverses taxes plus gênantes que productives, comme celles qui étaient établies sur la poudre à cheveux, sur les fiacres, les omnibus, les voitures publiques, dont les propriétaires ne durent plus être soumis qu'au droit sur les chevaux, celle sur les assurances contre l'incendie, taxe d'autant plus inique qu'elle frappait la prévoyance, enfin de faire disparaître des tarifs de douane le droit de 1 shilling par quarter de blé importé. Ce droit, conservé par Robert Peel, faisait observer M. Lowe, produisait 900,000 liv. st., et il était d'autant plus vicieux, d'autant plus injuste, qu'en temps de disette il pesait principalement sur les classes pauvres, qui, n'ayant pas les moyens de s'alimenter d'autres denrées, vivaient alors exclusivement de pain. Le montant de ces diverses remises devait procurer aux contribuables un soulagement définitif de 3,060,000 liv. st.; mais en 1869 le sacrifice ne devait être pour le trésor que de 2,940,000 liv., et, toutes les propositions de M. Lowe ayant été acceptées, le budget fut voté avec un excédant de recettes de 440,000 liv. st.

Ainsi donc, après avoir été pendant deux ans entraînée par des circonstances exceptionnelles dans la voie des dépenses extraordinaires et des surtaxes, l'Angleterre avait hâte de se libérer des engagemens que ces circonstances l'avaient mise dans la nécessité de contracter, et d'en revenir aux réductions de dépenses et de taxes. Aussi M. Lowe put-il dire, aux acclamations de la chambre : « Le budget que nous vous avons présenté nous a trouvés avec un déficit, et il nous laisse avec un excédant de ressources; il a trouvé le revenu en baisse, et il nous a donné la plus forte raison d'espérer

(1) On sait qu'en Angleterre l'année financière va d'avril à avril.

que, par de nouvelles diminutions d'impôts, ce revenu pourra s'améliorer encore et nous assurer chaque année un supplément considérable. » 1869 a réalisé une partie de ces espérances, et dans son exposé financier du 11 avril dernier M. Lowe a fait connaître au parlement que les recettes, votées au chiffre de 73,515,000 liv. sterl., se sont élevées à 75,334,000 liv., c'est-à-dire au chiffre le plus haut qu'elles aient atteint depuis la guerre avec la France. Elles ont donc dépassé les prévisions de 1,809,000 liv., et cet excédant est dû pour 863,000 livres à l'excise, qui l'année précédente avait au contraire été en déficit, et pour le surplus aux douanes, à l'*income-tax*, au timbre et aux recettes diverses. Le système de licence appliqué aux *assessed-taxes* a produit les meilleurs résultats; les contribuables l'ont accueilli sans répugnance, et les rentrées ont eu lieu bien plus rapidement qu'on ne l'avait présumé. Aussi cette expérience doit-elle, selon le chancelier de l'échiquier, faire désirer que l'*income-tax* et le *land-tax* soient soumis prochainement au même régime d'assiette et de perception. Quant aux dépenses, elles n'ont été que de 67,565,000 liv. st., restant ainsi inférieures de 843,000 liv. aux allocations, et l'économie a porté principalement sur les services de la marine et de l'armée. L'excédant disponible en fin d'exercice a donc été de 7,769,000 l., dont 4,300,000 ont été employées, comme il avait été décidé dans la session précédente, à solder les frais de la guerre d'Abyssinie, 1,100,000 à réduire la dette flottante, ramenée ainsi au chiffre de 6,761,000 liv. st., chiffre le plus bas auquel elle soit jamais descendue, et le restant, placé en compte courant à la Banque, doit, conformément aux lois existantes, être affecté en 1870 à l'amortissement de la dette publique.

Arrêtons-nous à ces résultats, qui sont des résultats acquis, et pour 1870 bornons-nous à dire qu'au mois d'avril dernier de nouvelles économies dans les services de l'armée et de la marine permettaient à M. Lowe de réduire de 400,000 livres sterling le chiffre des dépenses, de ne les porter qu'à 67,600,000 liv., — que les recettes, évaluées à 71,450,000 livres, laissaient ainsi un excédant disponible de 4,337,000 livres sterling. Cet excédant, le ministre proposait de l'appliquer à la création de nouvelles annuités dont l'objet devait être d'éteindre en quinze années une autre créance de 8 millions de livres sterling appartenant aux caisses d'épargne, à la diminution de divers droits de timbre et de poste, à la suppression d'un denier de l'*income-tax*, ce qui ramènerait cet impôt à 4 deniers, et enfin à la réduction de moitié du droit sur le sucre (1). « Nous sommes en ce moment à l'apogée de notre prospérité,

(1) *Income-tax* 1,250,000 liv. st., sucre 2,350,000 liv. st.

disait-il, et le secret auquel nous devons ce succès est bien simple : c'est l'économie; mais combien durera cette heureuse situation? L'imprudence d'un officier subalterne, une demi-douzaine de verres de vin bus en trop par un agent placé dans une position responsable, enfin l'accident le plus insignifiant, *the merest incident*, peuvent nous engager dans des difficultés dont nous ne nous tirerons qu'au prix de dépenses énormes, et ces dépenses, ce sera encore l'économie qui seule nous procurera les moyens d'y subvenir. » Trois mois à peine s'étaient écoulés depuis que ces paroles avaient été prononcées quand est survenu l'accident pressenti par M. Lowe. La guerre, une guerre funeste, a éclaté sur le continent, et, bien que l'Angleterre n'eût pas à y prendre part, elle a dû néanmoins, pour parer à toutes les éventualités, augmenter dès le mois de juillet son effectif militaire, ajouter aux crédits du chapitre de l'armée, et peut-être ultérieurement de nouvelles mesures du même genre auront-elles encore été prises. De plus il est difficile que ses opérations commerciales et industrielles n'aient pas éprouvé soit un temps d'arrêt, soit tout au moins un ralentissement qui préjudiciera aux revenus de 1870, et probablement les résultats de cet exercice seront loin d'être ceux qu'il était permis d'espérer au moment où il a été ouvert. Isolés comme nous le sommes par le cercle de fer dans lequel Paris est enserré, on ne peut à cet égard, comme à l'égard de tant de choses qui nous touchent malheureusement de bien plus près, que se livrer à de vaines conjectures. Il ne nous reste donc pour terminer cette étude qu'à constater d'une façon succincte les conséquences qu'a eues pour les finances de l'Angleterre le régime économique et administratif invariablement pratiqué pendant la période qu'on vient de parcourir.

En quoi a consisté le régime économique? A réduire et supprimer successivement toutes les taxes qui pouvaient être une entrave pour le commerce et l'industrie, ou qui pouvaient faire obstacle à la consommation des objets les plus nécessaires à la vie, — à aider ainsi au développement de la fortune publique, et à chercher la compensation du revenu sacrifié sur certains articles dans une augmentation de recettes provenant de l'usage plus abondant que l'accroissement de l'aisance parmi les masses leur permettrait de faire des articles non dégrevés. Le succès a été complet : déduction faite du produit de quelques droits nouvellement créés ou de quelques aggravations sur d'autres, l'excise, les douanes, le timbre, les taxes dites *assessed*, réduites depuis 1862 de 20 millions de liv. st., rapportent cependant 8 millions de liv. st. de plus qu'ils ne faisaient à cette époque. Sans doute, pour suppléer au déficit momentané qui devait résulter des abandons consentis, il a fallu recourir à l'*income-tax;*

mais les inconvéniens de cet impôt, dont nous ne saurions conseiller l'établissement en France, sont moindres en Angleterre, où la propriété immobilière n'est soumise directement, aussi bien que la propriété mobilière, qu'à des taxes insignifiantes. Peu à peu même, en présence des services qu'il y a rendus et des avantages qu'il a permis de réaliser, les plaintes au sujet de l'*income-tax* sont devenues moins vives, et le pays s'est habitué à le compter parmi ses ressources ordinaires. Aussi dans la séance du 11 avril dernier, au moment où le chancelier de l'échiquier faisait la proposition de le réduire d'un cinquième, plusieurs membres l'ayant interrompu pour lui demander quel en serait désormais le taux, le ministre s'empressa de répondre qu'il était satisfait d'entendre une pareille question, puisque l'ignorance de ses auteurs au sujet de l'importance de la taxe témoignait de la facilité avec laquelle elle était actuellement supportée.

Quant au régime administratif, il a eu constamment pour objet d'écarter toutes les dépenses de fantaisie, de n'entreprendre que celles exigées par l'honneur et l'intérêt du pays, de les faire largement alors pour répondre à des besoins sérieux, mais, ces besoins une fois passés, de revenir au plus tôt à l'état normal, et d'établir le budget de façon à y préparer les ressources nécessaires pour acquitter pendant la paix les engagemens contractés pendant la guerre. C'est ainsi qu'ont pu être remboursés les emprunts contractés à l'occasion des guerres de Crimée et d'Abyssinie, que l'intérêt de la dette se trouve aujourd'hui d'un million de liv. st. moins élevé qu'il n'était en 1852. Il est vrai que les dépenses excèdent de 10 millions de livres celles de cette époque, et au milieu des mouvemens de toute nature, politiques, industriels, militaires, qu'a traversés l'Europe dans ces dix-huit dernières années, quel est celui de ses états qui n'a pas dû accroître les siennes? En France, l'augmentation a été presque du triple de ce qu'elle a été en Angleterre, et dans cette augmentation l'intérêt seul de la dette figure pour un tiers. Ces différences disent assez l'avantage qu'il y a pour un pays à gérer lui-même ses propres affaires plutôt que d'en abandonner la direction à un pouvoir sans contrôle. Aussi finirons-nous en exprimant le vœu que, sortie de la cruelle épreuve qu'elle traverse en ce moment, la France, rendue à elle-même et instruite par l'expérience, ne se laisse plus aller au sentiment d'une folle terreur ou d'une gratitude sans raison, et qu'elle garde désormais pour elle seule le droit de régler ses destinées.

A. CALMON.

LA HAUTE-ENGADINE

I.

Certains pays qui ne comptent guère par l'étendue, se trouvant placés dans une situation extraordinaire et relégués dans une sorte d'isolement entre des barrières difficiles à franchir, présentent parfois un intérêt singulier. Un climat exceptionnel fait songer à bien des souffrances possibles, à la lutte nécessaire contre les élémens. Une nature grandiose, une végétation inconnue ailleurs, ravissent les yeux, et l'esprit est frappé comme à la vue d'un monde nouveau. Des habitans d'un type spécial, parlant un idiome qui n'est en usage chez aucun autre peuple, deviennent le sujet d'observations auxquelles on ne saurait être indifférent, parce qu'elles touchent un point de l'histoire générale de l'humanité. Enfin, si le pays est administré avec sagesse et avec intelligence, s'il a été le théâtre de grands événemens, s'il a eu des hommes remarquables par le talent ou par le courage, la pensée se reportant aux circonstances physiques, en apparence défavorables, l'âme est émue. Toute contrée plus ou moins lointaine offrant un pareil spectacle inspirerait aisément le goût d'une étude; mais que cette contrée presque ignorée existe au cœur même de l'Europe, à une faible distance des lieux où la vie s'écoule dans les conditions ordinaires de la civilisation, on ne se défendra ni de l'étonnement, ni du désir de la connaître. C'est ainsi que dans la Suisse orientale la Haute-Engadine produit une impression profonde sur le voyageur curieux et attentif.

L'Engadine est une haute vallée des Alpes rhétiques dépendante du canton des Grisons. Enfermée entre deux chaînes de montagnes, elle s'étend du sud-ouest au nord-est depuis le Maloja, qui la sépare de la vallée de Bergell, conduisant à Chiavenna dans la Val-

teline, jusqu'à la gorge de Martinsbruck, la frontière du Tyrol. Dominée par une couronne de glaciers et de pics couverts de neiges éternelles, l'Engadine ou la vallée de l'Inn, longue d'environ 75 kilomètres, a des aspects vraiment étranges, même à côté de tous les sites merveilleux des régions alpestres. Elle est si étroite qu'il ne faut pas plus d'un quart d'heure pour la traverser en certains endroits et à peine une demi-heure dans les parties les moins resserrées. Cependant, sur cet espace singulièrement restreint, sur ce sol ingrat, nous allons rencontrer de nombreux villages, des demeures élégantes, une population intelligente de près de 10,000 âmes. En suivant le cours de l'Inn, on aperçoit au sud-est l'entrée du val de Casanna et sur la pente opposée une branche du mont Scaletta, qui descend dans la vallée; au-dessous une gorge profonde toute garnie de sapins marque la limite entre la Basse-Engadine, voisine du Tyrol, et la Haute-Engadine, que le massif du Bernina borne du côté de l'Italie.

La Haute-Engadine est la portion intéressante de la longue vallée des alpes rhétiques. Longtemps laissée presque dans l'oubli, elle est aujourd'hui fréquentée par les étrangers pendant la belle saison. Il y a moins d'un quart de siècle, croyons-nous, un habitant de Genève eut envie de connaître ce pays. Très émerveillé de ce qu'il avait observé, il excita la curiosité de ses compatriotes par les plus séduisantes descriptions. A partir de ce moment, beaucoup de Suisses allèrent visiter le petit coin si vanté de la confédération helvétique, et bientôt y vinrent chaque année des Allemands, des Anglais, des Italiens, même des Américains, les uns attirés par la magnificence de la contrée, les autres par une grande confiance dans les propriétés curatives des eaux minérales de Saint-Moriz. Seuls, les touristes français parcourant la Suisse, pleinement satisfaits d'avoir admiré l'Oberland et le lac des Quatre-Cantons, d'avoir entrepris l'ascension du Grindelwald et du Rigi, d'avoir couché à Zermatt, s'aventurent rarement au milieu des alpes rhétiques.

On n'éprouve aucune difficulté pour se rendre dans la Haute-Engadine; la voie est parfaitement tracée de Coire à Samaden et à Pontresina, en passant par le col du Julier ou par le col de l'Albula. A pied, le voyage est charmant; en diligence, il est encore fort agréable, si l'on est placé de façon à ne rien perdre du paysage, dont les aspects changent presque à chaque pas. Avant de sortir de la ville de Coire, commence déjà la montée rapide; la route s'élève en longue spirale et atteint un plateau. C'est l'instant de regarder en arrière : sur les flancs apparaissent de sombres forêts de pins, dans le fond la capitale du canton des Grisons; vers l'ouest, une rivière semblable à un fil d'argent, la Plessur, sillonne la vallée

de Schanfigg, et au loin se dessinent les sommets des montagnes. Après une course de deux heures à travers une contrée toujours pittoresque, l'œil plonge dans une petite vallée verdoyante sur des maisons blanches groupées autour d'une vieille église; c'est Churwalden. De l'autre côté, on gravit une nouvelle pente pour arriver au village de Parpan, où les membres du Club Alpestre suisse, une association d'explorateurs des Alpes, ont fait pratiquer un chemin conduisant au Stæzer-Horn, le point culminant de l'arête qui sépare la vallée de Churwalden de celle de Domleschg. En peu d'endroits, il serait possible d'avoir devant les yeux un aussi splendide panorama. De la cime du Stætzer-Horn, on voit en même temps de nombreuses vallées, citées parmi les plus belles, et l'on découvre à la fois le Saint-Gothard, le mont Calanda, la chaîne des Alpes rhétiques, les glaciers du Bernina, de Rheinwald et tant d'autres. En poursuivant sa route vers la Haute-Engadine, de petits lacs éveillent l'attention, et bientôt la bruyère de Lenz, encombrée de pierres et semée de sapins rabougris, rappelle les plus tristes lieux. On se souvient que Lenz était regardé comme une bonne position militaire lorsque la route du Splügen n'existait pas encore. Au-delà, une descente adoucie par des ondulations mène au joli bourg de Tiefenkasten, près de la rivière d'Albula, qui, un peu à l'est, s'unit au Rhin d'Oberhalbstein. Il faut remonter de nouveau entre des roches escarpées, d'une teinte jaune ou grise; mais on ne tarde pas à jouir d'un spectacle magnifique. Dans le fond d'une large vallée assombrie par une végétation touffue coule le Rhin d'Oberhalbstein; le lit est partout inégal, l'eau bouillonne en se heurtant contre les obstacles et jaillit en écume : les chutes, les cascades se succèdent; on croirait voir un torrent de neige roulant avec impétuosité. Longtemps les sinuosités de la rivière s'offrent aux regards; la route est égayée par de petits villages dont la population est romane. Après avoir dépassé le bourg de Molins, on remarque, sur une colline boisée, tout près du Rhin, une vieille tour carrée, dernier débris du château de Splüdatsch, et plus bas, dans une excavation de rocher, au milieu d'un cadre de verdure, les ruines du château de Marmels. Quelques pas encore, et nous voilà dans une région bien différente; le sol est nu, la montée pénible. Nous passons devant le sentier qui conduit au Septimer, et la route, inclinant vers l'est, contournée à la manière d'un reptile, s'élève sur les pentes rocailleuses du Julier; les pierres abondent, les roches, marbrées par les lichens, présentent l'image du chaos. Çà et là, des amas de neige ou des blocs de glace persistent malgré la saison favorable; la solitude est complète. Seulement par intervalles on aperçoit sur les flancs de la montagne quelques tapis de gazon et des troupeaux de

moutons sous la garde de pâtres bergamasques. Après deux heures de marche, le col est atteint; en cet endroit désert, un petit lac limpide et deux colonnes de granit d'aspect misérable, signe néanmoins de l'activité humaine, offrent une sorte d'intérêt. L'origine de ces colonnes est problématique; ce sont, disent les uns, des bornes milliaires placées sur la voie romaine de *Clavenna* (Chiavenna) à la *Curia Rhætorum* (Coire); ce sont, assurent les autres, des constructions celtiques marquant un lieu de sacrifices en l'honneur de Jul, le dieu du soleil.

Le col du Julier est franchi en peu d'instans, et tout aussitôt s'opère la descente, les yeux tournés vers la Haute-Engadine. Un spectacle presque incomparable attend le voyageur; les pics d'une blancheur éblouissante, les champs de glace du Bernina, une chaîne de petits lacs, l'étroite vallée de l'Inn, la rivière échappée du val de Fedoz au Maloja, qui, après avoir arrosé l'Engadine et le Tyrol, ira verser ses eaux dans le Danube, forment un merveilleux tableau, dont le regard embrasse l'ensemble. On arrive à Silvaplana, situé à 1,816 mètres d'élévation au-dessus du niveau de la mer; on est enfin dans la Haute-Engadine. Silvaplana, joli village exposé aux vents les plus froids, est bâti tout proche d'un lac. Cette localité avait un monastère dans le XIVe siècle; plusieurs fois elle a été ravagée par les avalanches, et un bois qui entourait le lac a été ainsi totalement détruit. En regardant vers le sud-ouest, on voit à peu de distance le lac de Sils et le village du même nom. En suivant la grande route, dans la direction du nord-est, en côtoyant l'Inn, on trouve le petit lac de Campfer, uni au lac de Silvaplana par un large canal, le lac de Saint-Moriz et successivement les villages de Campfer, de Saint-Moriz, de Cresta, de Celerina, le bourg de Samaden, enfin les communes de Bevers et de Punte, où vient aboutir la voie qui passe par le col de l'Albula.

Entre tous les villages de la Haute-Engadine, Saint-Moriz, ou dans la langue du pays San-Murezzan, est celui qui occupe la situation la plus élevée (1,856 mètres); c'est aussi la localité qui reçoit le plus grand nombre de visiteurs. Au XVe et au XVIe siècle, Saint-Moriz était un lieu de pèlerinage pour les Italiens, et depuis longtemps les sources d'eaux minérales, vantées dès 1539 par le célèbre Théophraste Paracelse, attirent des étrangers avides de trouver un remède à leurs maux. Un établissement de bains a été construit non loin du village, et si les malades n'obtiennent pas une parfaite guérison par l'usage des eaux chargées d'acide carbonique, de fer ou de soufre, ils ont pour se récréer la vue des beaux sites, et, pour raffermir une santé compromise, la promenade dans les bois de mélèzes et d'arolles ou les excursions dans les montagnes. Samaden,

où l'on compte 600 âmes, est le centre et vraiment la capitale de la Haute-Engadine. Des habitations, les unes très modestes, pauvres même, les autres assez somptueuses, avertissent le voyageur que la population est composée d'élémens fort divers.

De tous les points qui viennent d'être cités, les explorations sont faciles; mais, pour être à portée des pics et des glaciers les plus remarquables, pour observer la nature spéciale de la contrée, il est plus avantageux de séjourner à Pontresina. En quittant Samaden, on se dirige vers le sud, et, après avoir traversé l'Inn, la route passant dans une vallée latérale auprès du ruisseau de Bernina conduit sur une pente assez douce au village le plus curieux de la Haute-Engadine.

Pontresina est situé à 1,807 mètres au-dessus du niveau de la mer, juste 8 mètres plus haut que le sommet du Rigi-Kulm, le géant de la chaîne du Rigi. Le village compte à peine 300 âmes; mais ce n'est pas un village ordinaire : presque toutes les maisons, fort élégantes, témoignent aussitôt que les habitans vivent dans une sorte d'opulence. On s'en étonnerait au premier abord, car le pays est dépourvu d'industrie, et le sol n'est pas productif; il faut dire que la richesse a été acquise au dehors.

L'Engadinien émigre dès sa jeunesse; il s'établit à l'étranger, souvent pour de longues années, et, quand sa fortune est faite, il revient dans la haute vallée. Il n'oublie jamais le pays natal, il aime cette âpre contrée où la nature paraît si grande; il supporte un affreux climat avec une entière résignation, se plaignant à peine de l'intensité du froid.

Malgré l'étendue bien restreinte de la Haute-Engadine, la température en toute saison offre des différences notables d'un village à l'autre; l'exposition, la hauteur, le voisinage d'un glacier, l'abri d'une montagne contre le vent, sont autant de causes dont l'effet est très sensible. Néanmoins l'extrême rigueur du climat est la condition générale, et à cet égard les habitans de la Haute-Engadine expriment toute la vérité d'une façon aussi simple que saisissante. « Chez nous, disent-ils, l'année se compose de neuf mois d'hiver et de trois mois de froid. » A Sils, à Pontresina, comme en Sibérie, le thermomètre tombe fréquemment au-dessous de 30 degrés centigrades. Dès la fin du mois d'août, il gèle pendant la nuit, et quelquefois il neige pendant le jour. Septembre venu, c'est l'hiver; au mois d'octobre, lacs et rivières sont gelés, et bientôt les plus lourds chariots pourront passer sur la glace; le 4 mai 1799, le général Lecourbe traversa de cette façon le lac de Sils avec toute son artillerie. La neige couvre la campagne, encombre les rues des villages et oblige les habitans à un travail perpétuel pour rendre les commu-

nications possibles entre les maisons. Il faut attendre la seconde moitié du mois de mai pour voir des jours meilleurs; alors le soleil commence à échauffer l'atmosphère, la neige fond, la surface des glaciers est atteinte, de tous les points élevés l'eau se précipite en cascades, les ruisseaux sont des torrens qui roulent avec fracas : spectacle d'une grandeur inouie. Même dans les mois de juin et de juillet, les nuits restent fraîches; mais la température s'élève beaucoup pendant les heures du jour, elle monte souvent entre 25 et 30 degrés, et dans les gorges il n'est pas rare d'avoir une chaleur suffocante. Aussi avec quelle rapidité pousse la végétation sur la terre imprégnée d'eau! L'herbe croît en masses touffues, les gazons s'étalent, les fleurs apparaissent de tous les côtés. Au village, de petits jardins soigneusement cultivés font oublier un instant que l'on vit sous le plus rude climat; malheureusement combien est courte la durée de cette brillante nature! Une nuit passe, et tout est flétri, de sorte que la culture de la plupart des plantes alimentaires est impossible.

Le froid intense, l'hiver interminable, ne sont pas les seules tristesses de l'Engadine : le vent est parfois bien pénible dans cette étroite vallée, sans compter, à certains jours, le *fœn*, un vent de sud-est, particulier aux Alpes, surtout aux Alpes rhétiques, qui souffle avec une effrayante impétuosité. Les blocs renversés, les arbres brisés ou déracinés, les toitures arrachées, sont les traces ordinaires du passage de l'ouragan; une fonte de neige rapide, une remarquable accélération dans la croissance des végétaux, une influence sur l'organisme humain, sont les effets mille fois constatés de ce vent, qui a fortement préoccupé les météorologistes. Longtemps il a été admis que le *fœn*, tantôt sec, tantôt chargé de vapeur, venait de l'Afrique; mais cette opinion a été fort ébranlée à la suite d'études récentes. On a reconnu que ce vent était limité aux régions alpines, sans pouvoir néanmoins jusqu'à présent en découvrir l'origine.

Pendant la plus grande partie de l'année, l'atmosphère est d'une admirable transparence dans la Haute-Engadine; le ciel est bleu comme dans l'Europe méridionale, et la vue porte sans obstacle à d'énormes distances. En été, les eaux absolument froides qui descendent des glaciers fournissent peu de vapeurs, et en hiver la congélation rapide ne laisse subsister aucun brouillard. Cette circonstance est mise à profit : du mois d'octobre au mois d'avril, on expose simplement à l'air les viandes qui doivent être conservées, et la dessiccation s'effectue de la manière la plus satisfaisante.

En explorant du regard les alentours de Pontresina, l'objet qui frappe plus que tous les autres, c'est le glacier du Roseg, qu'on

s'imagine voir à quelques pas de distance. Semblable à une large pyramide capricieusement entaillée, le Roseg, dont le sommet est à 3,927 mètres au-dessus du niveau de la mer, paraissant comme isolé malgré le voisinage d'une multitude de montagnes, produit à toutes les heures du jour un effet saisissant. Le ciel est-il couvert, la base de l'énorme montagne se trouve assombrie, et seule la cime montre son éternelle blancheur; la lumière commence-t-elle à se répandre dans l'espace, des parties du glacier étincellent et charment les yeux; le soleil est-il à son coucher, la glace se colore de teintes roses ou rougeâtres. Il nous arriva de témoigner à d'heureux propriétaires des jolies maisons de Pontresina l'impression que nous faisait éprouver l'aspect de cette montagne déjà souvent contemplée.—Ah! répondit l'un d'eux, aujourd'hui que les étrangers viennent en ce pays, nous admirons aussi notre glacier, tant nous avons vu qu'on l'admirait, car à une autre époque nous le maudissions bien un peu; il nous cause du froid. — Il faut au moins trois heures de marche pour atteindre ce Roseg, que, sans un avertissement, nous aurions pu croire si rapproché du village. En arrivant sur les premiers contre-forts du glacier, la montée devient rude; mais ceux qui ont le courage de continuer l'ascension et de gravir l'*Alpe Ota* peuvent jouir d'un panorama de la Haute-Engadine.

Au sud de Pontresina, le glacier de Morteratsch et le massif des montagnes du Bernina forment une colossale barrière entre l'Engadine et la Valteline. A peu de distance du village, l'eau qui coule du val Languard fournit une chute très remarquée dans le pays ; l'eau qui s'échappe du Bernina, un assez large ruisseau. De tous côtés, les plantes alpines, les arbres verts, quelques huttes de bergers animent le paysage. Cependant le sol en certains endroits conserve la trace des ravages causés par des averses et une fonte de glace inusitée survenues en 1834; des bois ont été détruits, des pâturages ensablés. La montée commence à peine, et déjà, par un sentier tracé près d'une immense roche de granit, on arrive sous le glacier, dont la partie supérieure en saillie menace les imprudens. Parfois des blocs de glace se détachent; l'eau, en une large nappe d'un aspect merveilleux quand elle est éclairée par le soleil, tombe d'une grande hauteur sur les roches brisées, les pierres amoncelées, et produit un fracas assourdissant. Par un chemin inégal, rocailleux, on parvient à la surface du glacier de Morteratsch, qui s'étend sur une longueur de 9 kilomètres et se confond avec la mer de glace du Bernina. Les éminences, les arêtes, les pics, se comptent par centaines, et parmi tous se distinguent le pic de Morteratsch et surtout le piz di Palü et le piz Bernina, dont la cime est à 4,054 mètres au-dessus du niveau de la mer.

En face du Bernina, à l'est du village de Pontresina, s'élève, semblable à une pyramide aiguë, le piz Languard, aujourd'hui renommé, naguère encore à peine connu et fréquenté seulement par les chasseurs de chamois. Le nom de Languard, formé des mots de l'idiome de l'Engadine *longuo guardo*, signifie vue lointaine, et exprime bien une vérité. Du sommet de cette pyramide, on découvre toutes les Alpes de la Suisse et du Tyrol jusqu'aux montagnes de Salzburg, un ensemble indescriptible. Le piz Languard est le roi de la Suisse, s'écrient des touristes qui se sont trouvés amplement récompensés de la fatigue d'une ascension pénible par ce prodigieux spectacle. Sur les pentes voisines du pic, ce sont des forêts d'arbres verts, des buissons touffus de rhododendrons, qu'on appelle poétiquement les roses des Alpes; viennent ensuite des prairies couvertes de fleurs, où vivent en été de nombreux troupeaux de brebis; puis c'est la région déserte, ce sont les pierres roulées, les débris de rochers entraînés par la fonte des glaces, et partout des ruisseaux tombant en cascades jusqu'au fond des vallées.

II.

Est-il besoin de dire avec quel intérêt les naturalistes ont exploré de telles régions? En 1808, un pasteur de ce petit village de Campfer, H. Bansi, homme sagace et instruit, donnant un aperçu de la topographie et des productions naturelles de la Haute-Engadine, exposait vraiment les résultats d'un voyage de découvertes; mais dans ces dernières années les recherches ont été nombreuses. Aujourd'hui les membres d'une société scientifique des Grisons (1), animés par l'amour du pays natal, se livrent d'une manière incessante à toute sorte d'investigations dans les Alpes rhétiques.

Après les admirables travaux qui ont permis d'expliquer la formation des montagnes, la constitution de chacune d'elles réclamait une étude spéciale. Dans le canton des Grisons, cette étude a été faite par le professeur Théobald, de Coire. Ces montagnes, si imposantes par leurs proportions, sont formées de trois élémens essentiels. La masse centrale est du granit accompagné de roches analogues connues sous les noms de *syénite* et de *diorite*. Disposées en couches plus ou moins étendues à la surface, ou même engagées dans le granit, se trouvent des roches cristallines telles que le gneiss et le mica. Viennent ensuite les terrains de sédiment, composés en grande partie de grès et de schistes calcaires contenant des débris de plantes et d'animaux fossiles.

(1) *Naturforschende Gesellschaft Graubündens.*

La végétation de la Haute-Engadine offre un aspect sévère et grandiose. Des bois d'arbres résineux ont une physionomie étrange aux yeux du voyageur, qui n'a rien vu de pareil en d'autres parties de la Suisse ou même en Europe. Ces arbres sont des arolles et des mélèzes; le pin sylvestre, si commun dans les Alpes, ne prospère pas dans la vallée que dominent le piz Languard, le Roseg et les glaces du Bernina. Rien de ravissant comme les groupes d'arolles auxquels sont associés des mélèzes. Les premiers ont le feuillage sombre des pins et des sapins, les autres le feuillage d'un vert tendre; l'opposition des teintes est saisissante lorsqu'une vive lumière est répandue dans l'atmosphère. On songe alors aux rives de la Méditerranée, où les orangers se détachent coquettement sur un fond composé de massifs d'oliviers et produisent un semblable contraste. Seulement le cadre n'est pas le même : ici, le beau ciel, la mer bleue, les montagnes empourprées par le soleil; là, l'air froid, les tapis de gazon, un entourage de glaciers d'un éclat éblouissant.

Les arolles, appelés encore du nom de cèdre des Alpes (*pinus cembra*), ne sont pas uniquement la parure de la vallée de l'Inn; ils sont aussi la richesse du pays. Ces beaux arbres qui s'élèvent jusqu'à la hauteur de 30 à 40 mètres, ayant un tronc droit et dégarni, des branches étalées et verticillées, se terminent par une cime en forme de pyramide. Les feuilles roides, longues et grêles, véritables aiguilles naissant par groupes de cinq, sont serrées à l'extrémité des branches, qui, entraînées par le poids, fléchissent gracieusement. Les cônes, fort gros, ovoïdes, d'un ton violet avant la maturité, devenus bruns aux approches de l'hiver, sont revêtus de larges écailles, et les graines, assez volumineuses, ayant un goût agréable, sont fort recherchées dans la contrée, où la terre procure peu de chose pour l'alimentation de l'homme; mais le bois est autrement précieux, il fournit les matériaux de construction et le combustible si nécessaire sous un climat rigoureux. Léger, blanchâtre, ou d'une teinte rosée, brunissant un peu par une longue exposition à l'air, avec un tissu très fin, facile à tailler, il offre des avantages inestimables, et il plaît encore par l'odeur balsamique qu'il répand. Lorsqu'on visite l'intérieur de certaines maisons de la Haute-Engadine, on croirait volontiers que le bois du cèdre des Alpes, particulièrement propre à la sculpture, est donné à l'ornemaniste pour montrer toutes les ressources du talent. L'arolle, abondamment répandu dans la Haute-Engadine et sur quelques points du Valais, prospère peu dans les autres parties de la Suisse, et il faut aller jusqu'aux monts Ourals et en Sibérie pour trouver à ce bel arbre une autre patrie.

Le mélèze n'est étranger à personne; on le voit en abondance sur

la plupart des chaînes de montagnes de l'Europe centrale; on le cultive avec succès dans des terrains caillouteux, et même on l'emploie à l'ornement des parcs. Dans la Haute-Engadine, il acquiert des proportions égales à celles des arolles. Arbre d'une remarquable élégance, ayant des branches très étalées qui pendent vers la terre, le mélèze est parmi les espèces de la famille des conifères le représentant du saule pleureur. Ses feuilles minces et polies, qui se renouvellent à chaque printemps, ont toujours la fraîcheur de la jeunesse. Le bois du mélèze a tant de belles qualités qu'on le recherche pour une foule d'usages. Dur, imprégné de résine et de la sorte capable de résister à l'humidité comme à un séjour prolongé dans l'eau, il est parfait pour les constructions navales. Cette opinion, consacrée dans la république de Venise, est maintenant bien reconnue en Russie. Quel avantage encore, sous les rudes climats, offrent les demeures où les toitures et les cloisons sont faites avec le bois du mélèze! Les jointures, les moindres interstices sont remplis de la résine qui suinte et devient un vernis impénétrable à l'air. Ce n'est pas tout; le mélèze est un combustible assez difficile à enflammer, mais qui dégage une quantité de chaleur plus forte que les autres bois; l'écorce sert au tannage, et le produit résineux qui exsude de cette écorce est la térébenthine de Venise, une substance des plus estimées.

Les forêts de mélèzes et d'arolles, qui étaient très considérables sans doute dans les temps anciens, couvrent encore aujourd'hui de larges surfaces. Il y en a de belles entre Sils et Silvaplana, aux environs de Scanfs et de Pontresina, sur les pentes du Bernina, du Roseg et du piz Languard. Elles rendent possible au voisinage des glaciers l'existence d'une population, et, chose incroyable, les habitans, sans souci de l'avenir, se préoccupent à peine de la conservation d'une telle richesse. Seuls, quelques esprits clairvoyans signalent le danger et cherchent à conjurer un mal qui pourrait devenir irréparable. Comme en d'autres parties des Alpes, des causes fort diverses contribuent au déboisement de l'Engadine. Les avalanches brisent les arbres, les torrens, grossis à l'excès, les déracinent, les masses d'eau provenant d'une fonte extraordinaire de neige ou de glace se répandent avec fureur et couvrent le sol de débris arrachés sur le parcours. Ce sont des accidens de la nature, il faut les subir; mais la destruction permanente occasionnée par l'incurie ou par la rapacité est bien autrement grave. Les bestiaux abandonnés au caprice rongent les jeunes plants; les pâtres venus d'Italie, échappant à toute surveillance, coupent des troncs sans le moindre ménagement, cassent des branches pour avoir du chauffage. Ce qui doit étonner plus encore, c'est le sacrifice consommé dans plusieurs

localités pour la possession d'un peu d'or. Des spéculateurs étrangers visitent le pays, dépourvu de relations commerciales, afin d'obtenir des produits à des conditions particulièrement avantageuses, et l'on cite telle commune de l'Engadine qui a vendu fort au-dessous de la valeur des bois occupant une vaste étendue.

Les mélèzes et les arolles ne sont pas les seuls arbres verts de la vallée de l'Inn; dans les parties les moins élevées, il existe des sapins, sur les pentes abruptes et pierreuses des pins pygmées (*Pinus pumilio*) au tronc tortueux, des genévriers de petite espèce (*Juniperus nana*) à tige rampante dont les feuilles piquent cruellement. Les arbres aux feuilles larges ne croissent nulle part, et des arbrisseaux, tels que l'épine-vinette, le sorbier, le sureau à grappes, ne se montrent guère qu'aux alentours des villages ou dans les jardins.

Les plantes des régions alpines paraissent toujours bien intéressantes; en charmant les yeux, les fleurs délicates qu'on est surpris de trouver près des neiges éternelles font oublier la fatigue du chemin; les différentes espèces caractérisent des régions, car l'une meurt sous le climat où l'autre apparaît, et l'investigateur découvre là des sujets d'études intéressantes. Les botanistes qui ont exploré les Alpes rhétiques ont éprouvé souvent une joie indéfinissable en rencontrant certaines plantes qui comptent au nombre des moins répandues dans la nature; mais dans la vallée on voit surtout les espèces communes sur la plupart des montagnes. Au bord de tous les sentiers se dressent en épis les fleurs bleues des aconits, qui persistent encore lorsque déjà tombent les premières neiges de l'hiver. L'ancolie noire (*Aquilegia atrata*) végète près des villages; au milieu des gazons, les ravissantes anémones aux teintes roses ou azurées s'inclinent sur une tige trop faible pour les porter; parmi les pierres, les renoncules étalent des fleurs blanches ou jaunes comme nos *boutons-d'or*. La potentille languissante (*Potentilla frigida*), que Linné observait en Laponie, se montre tout près de Pontresina; la mille-feuille musquée (*Achillæa moschata*) croît en abondance sur la rive de l'Inn. La coquelourde, cultivée dans nos jardins, pousse naturellement dans les terrains rocailleux, ainsi que l'espèce alpine du même genre (*Lycknis alpina*); de nombreuses campanules offrant toutes les nuances de la couleur bleue se mêlent aux autres plantes; le joli pavot des Alpes affronte le voisinage des glaciers. Dans presque toutes les parties de la Haute-Engadine, on rencontre une belle plante de la famille des chèvrefeuilles, la linnée boréale (*Linnæa borealis*), qui vit également au nord de l'Europe, la gentiane des neiges, l'œillet des glaces et le silène des rochers (*Dianthus glacialis* et *Silene rupestris*), une violette attachée au sol des plus froides régions (*Viola pinnata*). N'est-ce pas ici encore pour les saxifrages un lieu préféré? Ces plantes d'espèces nombreuses se développent en touffes

dans les endroits jonchés de pierres; elles naissent dans les interstices des rochers jusqu'à la hauteur de 2,700 mètres au-dessus du niveau de la mer, souvent plusieurs sortes végètent sur un tout petit espace. Une saxifrage est fécondée par une autre saxifrage qui n'est pas de la même espèce; alors surviennent des hybrides destinées à mourir sans avoir de postérité. Cet accident, dont l'étude est pleine d'intérêt, se produit chaque année parmi les espèces de la zone des gazons, il est plus rare pour celles de la zone des plantes éparses. Les neiges, les glaces ne sont-elles pas le séjour habituel des primevères, qui étalent leur fraîche corolle avant les premiers jours du printemps? Chez nous, on les nomme les *perce-neige*. Très multipliées et très variées dans les Alpes, les différentes primevères appartiennent à des régions plus ou moins étendues; quelques-unes d'entre elles croissent tout spécialement à la dernière limite de la végétation. Sur les pentes du Roseg, on trouve l'ancolie alpine, plusieurs gentianes, la primevère des glaces (*Androsace glacialis*), au Bernina le pavot orangé et le pavot des Pyrénées, une jolie plante grasse (*Sedum villosum*), la mille-feuille naine (*Achillæa nana*), une espèce de la famille des œillets (*Alsine recurva*), une autre du groupe des colchiques (*Tofieldia borealis*), qui ont des stations très limitées et toujours d'un accès difficile.

Au fond de la vallée et dans la zone entière des pâturages, où les graminées croissent en masses compactes, c'est l'herbe haute, et dans la zone supérieure, le gazon pour ceux qui se contentent de voir l'ensemble; mais pour ceux qui étudient la végétation alpestre, c'est une réunion d'espèces remarquables à peu près au même degré que toutes les autres. Les mousses croissant sur l'écorce des arbres et sur la pierre ou couvrant le sol de façon à former des tapis de velours ont été comptées par centaines. Les lichens abondent également dans la Haute-Engadine, comme dans toutes les hautes égions des Alpes et sous les climats du nord. Sur une pierre, sur un monceau de roche, dix ou quinze sortes distinctes par l'aspect et par la coloration se manifestent à l'œil le moins exercé. Ces végétaux, recueillis avec soin et devenus l'objet de recherches approfondies, ont donné lieu à de curieuses observations. Quelques lichens se développent d'une manière exclusive sur une roche spéciale, tandis que le plus grand nombre prospère sur les pierres et les rochers de toute nature. Certaines espèces sont confinées sur les Alpes entre des limites assez restreintes, et beaucoup d'autres, croissant avec indifférence en tous lieux, vivent à merveille sur des blocs que la glace ou la neige recouvre durant une grande partie de l'année, et s'accommodent des pays tempérés, quelquefois même des rochers brûlans des côtes de la Méditerranée. Sur les terrains nus, stériles et bouleversés des montagnes, les lichens, apparaissant comme un

dernier vestige de la vie, semblent acquérir une importance qu'on ne soupçonnerait jamais dans des endroits moins désolés.

Tous les voyageurs parcourant la Haute-Engadine sont frappés du silence qui règne. Dans nos bois, sur nos routes, au milieu de nos champs, les feuilles des aulnes, des trembles, des ormes, des peupliers bruissent au moindre souffle; les bourdonnemens des insectes, les cris et les ramages des oiseaux se font entendre; la vie se manifeste sous toutes les formes. Dans l'étroite vallée de l'Inn et sur les Alpes rhétiques, les arbres aux larges feuilles pédonculées n'existent pas; les insectes sont généralement des espèces silencieuses. Ces hyménoptères bruyans qui aiment le soleil, guêpes, bourdons, abeilles solitaires, ne montent point jusqu'à la région où il faut subir l'hiver pendant neuf mois, et les oiseaux chanteurs n'y viennent qu'en très petit nombre. Le silence semble avertir que la vie est triste dans des lieux voisins des glaciers.

Elle est en effet bien réduite dans la haute vallée comme sur les pentes des montagnes qui en marquent les limites. Le nombre des insectes, des oiseaux, est loin d'être comparable à celui de ces mêmes animaux dans les contrées jouissant d'un climat chaud ou tempéré. Certaines espèces, répandues d'une manière générale dans les plaines ou dans les forêts de l'Europe centrale, montent jusqu'à la zone des plantes éparses et habitent à côté des espèces particulières aux Alpes ou communes à ces montagnes et à la Laponie. Néanmoins, dans la froide région où la flore est encore d'une remarquable richesse, la faune est pauvre. Quelques-uns de nos arbres, le pin maritime, l'orme, le peuplier, principalement le chêne, servent de pâture à de véritables légions d'insectes appartenant aux familles les plus diverses; les mélèzes et les arolles nourrissent une population peu variée. Les aconits, les anémones, les saxifrages, ne sont pas rongés comme les orties, les chardons et les molènes.

Dans les forêts d'arbres verts, sur les herbes des pâturages, sur les tapis de mousse, vivent des limaçons, la plupart de très petite taille, mais les observations précises manquent encore au sujet de la distribution de ces animaux dans la Haute-Engadine. On est plus avancé à l'égard des insectes, plusieurs naturalistes s'étant donné infiniment de peine pour les recueillir. Les agiles coléoptères, carnassiers qui se cachent sous les pierres ou se réfugient sous les troncs et les feuilles tombées, existent dans une proportion forte relativement à celle des espèces phytophages, comme les charançons et les jolies chrysomèles. Les lépidoptères, toujours remarqués avant les autres insectes, les papillons, que les simples touristes se plaisent à considérer, ne diffèrent pas de ceux de toutes les hautes Alpes. Sur les pâturages et les gazons voltigent les argus aux ailes

bleues, sur les roches les satyres nègres (*Erebia*) aux ailes presque noires et ornées de taches ocellées d'un ton fauve ou rouge. Parmi les plus petits lépidoptères, il en est un du groupe des teignes, dont la chenille mine les feuilles du mélèze; l'insecte est parfois tellement multiplié qu'il cause de graves préjudices. Les espèces de l'ordre des diptères ou les mouches sont abondantes, et l'on en cite plusieurs qui n'ont encore été observées que dans l'Engadine.

Tandis que ces êtres chétifs s'agitent sans attirer l'attention, l'Engadinien contemple avec une sorte de bonheur l'énorme gypaëte, qui, planant au-dessus des hautes montagnes, apparaît comme un point noir sur le ciel bleu. C'est le læmmergeier, le vautour des agneaux, dont on ne prononce pas le nom dans les Alpes sans témoigner le sentiment de l'admiration. Il est si vraiment magnifique, le fier oiseau éployé dans l'air, presque immobile et regardant l'espace! Une fois, durant notre séjour à Pontresina, nous l'avons vu au glacier de Morteratsch; il était près de sa demeure ouverte entre des roches abruptes. Le gypaëte, dit avec justesse l'auteur estimé d'un ouvrage sur la vie animale dans le monde alpestre (1), est le condor des montagnes européennes. Il est en effet le plus grand de tous nos oiseaux; les femelles, d'une taille toujours supérieure à celle des mâles, ont une longueur de 1 mètre 1/2 et une envergure qui dépasse 3 mètres. Le læmmergeier est terrible pour les animaux de la montagne; il attaque les agneaux et les chèvres au pâturage, il tue les chamois qui bondissent au bord des précipices, les marmottes qui broutent l'herbe, il enlève des blaireaux, des belettes, des mulots et les coqs de bruyère qui s'exposent hors des taillis. Pourvu d'un bec très robuste, mais ayant des serres assez faibles et les ongles peu crochus, le gypaëte, incapable d'emporter une proie d'un gros volume, a d'autres ressources. N'abandonnant jamais ni la prudence, ni la ruse, s'il a le dessein de s'emparer d'une chèvre, d'un agneau ou d'un chamois, il s'élance vers l'animal, le frappe de la poitrine et des ailes, le remplit de frayeur et le force à tomber sur quelque roche; alors il déchire sa victime blessée et se repaît sans quitter la place. On assure que parfois de jeunes enfans, atteints par le redoutable oiseau, ont éprouvé le plus triste sort, et les circonstances de plusieurs événemens de ce genre ne cessent d'être rapportées par les habitans de la Suisse. Au printemps, le gypaëte bâtit son aire dans l'endroit le plus inaccessible; la construction, simple et grossière, est faite d'une masse de foin et de petites branches, couverte de mousse et de duvet; la femelle pond trois ou quatre œufs et en couve ordinairement deux. Le su-

(1) Friedrich von Tschudi, *Das Thierleben der Alpenwelt.*

perbe oiseau, qui habite non-seulement les Alpes, mais encore toutes les hautes montagnes de l'Europe, du nord de l'Afrique et de l'Asie, fort répandu en Suisse jusqu'au commencement de notre siècle, est devenu rare, tant il a été poursuivi par les chasseurs, et c'est dans la Haute-Engadine qu'il a été le plus épargné.

L'aigle fauve, dont on nous a montré des repaires, n'est pas très rare sur les Alpes rhétiques; des rapaces nocturnes viennent dans les forêts de mélèzes et d'arolles; le grand-duc (*Bubo maximus*) a été pris aux environs de Saint-Moriz, la chouette dans plusieurs bois, l'effraie à Silvaplana. L'engoulevent et les hirondelles paraissent dans la haute vallée, où la belle saison est si courte; on y voit le rossignol, quelques fauvettes, des merles; la grive commune, dans ses migrations, passe sur les montagnes; le mauvis et la litorne (*Turdus pilaris*) nichent par hasard dans les bois. Le merle d'eau (*Cinclus aquaticus*), doué de l'étrange faculté de courir sur les pierres dans le lit des ruisseaux, installe souvent son nid dans la mousse humide, au-dessous des cascades. Le roitelet s'établit dans les forêts d'arbres verts; l'accenteur (*Accentor modularis*), qui ne craint pas le froid, fréquente les montagnes de la Haute-Engadine depuis le mois de mars jusqu'au mois d'octobre. Les becs-croisés (*Loxia curvirostra* et *Pytiopsittacus*), si habiles à extraire les graines des cônes des arbres résineux, trouvent aisément la pâture dans les forêts d'arolles. Notre moineau ordinaire, peu difficile dans son choix, sautille par les rues de Samaden et de Pontresina, et le pinson parfois chante dans les environs. Un bel oiseau brun, tout tacheté de blanc, le casse-noix, a été observé sur les montagnes jusqu'à la hauteur de 3,000 mètres au-dessus du niveau de la mer en des endroits où il existait à peine quelques broussailles. Une sorte de corbeau d'un noir intense avec le bec jaune comme le citron et les pieds rouges comme le carmin, le choquart des Alpes (*Pyrrhocorax alpinus*), trouve ici les conditions d'existence les plus heureuses; il n'aime que les régions voisines des neiges éternelles, et c'est dans les crevasses des rochers inaccessibles qu'il édifie son nid.

Des oiseaux magnifiques qui chaque année sont un peu plus rares que les années précédentes, les coqs de bruyère, que les naturalistes appellent des tétras, existent encore dans les forêts et les broussailles de la Haute-Engadine. La grande espèce (*Tetras urogallus*) est à la vérité à peu près détruite, mais on voit assez souvent le tétras à queue fourchue; celui-ci se tient habituellement à la limite supérieure de la région boisée; pendant l'été, il se cache dans les massifs de rhododendrons; il construit un nid et fait sa couvée au milieu de ces délicieux buissons de roses des Alpes; pour nourriture, il a les cônes et le feuillage des arolles, les baies de gené-

vriers. Les coqs de neige ou les lagopèdes, se trouvant à merveille sous les grands glaciers, ne descendent jamais dans la vallée. Ces gallinacés, au plumage fauve, maillé et vermiculé de noir en été, tout blanc en hiver, creusent et jouent dans la neige, s'en éloignant à peine pour couver dans quelque trou. La perdrix des rochers (*Perdix saxatilis*), peu différente par l'aspect de la perdrix rouge, qui se plaît au milieu des pierres et des broussailles, ne s'écarte guère de la zone préférée du tétras à queue fourchue.

Les ralles, les foulques, les poules d'eau, viennent sur les lacs de la Haute-Engadine et nichent aux alentours; les mouettes, l'hirondelle de mer, les plongeons, diverses espèces de canards, paraissent sur ces lacs deux fois chaque année. Les oiseaux sédentaires ne sont pas fort nombreux dans la contrée que traverse l'Inn, mais à certains jours les oiseaux de passage se montrent par bandes sur les Alpes rhétiques; venant du nord aux approches de l'hiver, ils atteignent l'Italie par le col du Bernina, et aux premiers jours du printemps ils suivent la même voie pour retourner dans les pays où ils sont nés.

Les roches escarpées et les crevasses, les petits espaces de terrain semblables à des îlots perdus dans la mer de glace, sont dans les grandes montagnes des Grisons, comme dans toutes les hautes Alpes, le domaine de plusieurs mammifères. Un intérêt extrême s'attache à ces êtres, doués à la fois d'une certaine intelligence et d'instincts curieux. A la pensée de conditions d'existence qui semblent épouvantables, on est tenté de les plaindre; mais il faut se rassurer, les charmans animaux qui habitent les pentes du Bernina ou du Mont-Blanc sont organisés pour se complaire en ces lieux désolés. Transportés sur un sol moins abrupt et sous un climat plus doux, ils seraient malheureux, et ils périraient.

Les chamois, affreusement poursuivis par les chasseurs des Alpes, ont été un peu plus épargnés sur les montagnes qui entourent l'Engadine qu'en beaucoup d'autres parties de la Suisse. Aux abords des glaciers de Morteratsch et du Bernina comme sur le Roseg et le piz Languard, on en découvre encore assez fréquemment de petites troupes. La vue de ces jolies chèvres alpestres, ainsi que souvent on les nomme, est pleine de charmes. Si rien ne les trouble, les chamois, groupés dans diverses attitudes au milieu d'une nature sauvage et grandiose, forment un délicieux tableau : celui-ci broute l'herbe; celui-là, le corps dressé, s'appuie contre une sorte de mur pour saisir une broussaille; cet autre, monté sur la pointe aiguë d'une roche, les pieds rapprochés, le cou tendu, la tête haute, les yeux, beaux comme ceux des gazelles, tout grands ouverts, regarde au loin et flaire le danger. Survient une cause d'inquiétude, la bande entière fuit dans la même direction; les anfractuosités, les préci-

pices, les arêtes, sont franchis en quelques bonds : la solitude est faite sur le point qui un instant auparavant était si animé. Parfois ces gracieux ruminans marchent dans la neige, ou se promènent à la surface polie du glacier en avançant avec précaution, et c'est alors qu'ils sont le plus aisément frappés par les chasseurs. En été, les chamois trouvent sans peine une nourriture variée et abondante, ils ont à portée des herbes de tous les genres et les buissons de rhododendrons ou de genévriers; mais en hiver arrive la disette : obligés de chercher un refuge dans les parties boisées, ils n'ont guère d'autre pâture que les mousses et les lichens.

Par le beau temps, il n'est pas rare d'apercevoir des marmottes sur les montagnes voisines de Pontresina. Les gros rongeurs, que les petits savoyards ont rendus populaires dans toute l'Europe, ne s'écartent jamais de la région des glaces et des neiges; ils s'établissent sous des amas de pierres ou entre des rochers, dans la zone où les buissons cessent d'exister. La marmotte, qui s'appelle dans l'Engadine la *muntanella*, a des habitudes bien différentes de celles des autres rongeurs. Médiocrement agile, elle manifeste une sorte de confiance quand on l'examine, comme si elle avait le sentiment de la difficulté pour l'homme et les animaux carnassiers de parvenir jusqu'à sa retraite. Pourvu de membres courts et trapus terminés par des ongles robustes, le gros rongeur des Alpes est habile à creuser des terriers. Ces demeures sont faites avec un instinct merveilleux : une longue galerie, tout juste assez large pour laisser passer l'animal, conduit dans une chambre spacieuse capable de contenir la famille entière, les parens et dix ou quinze jeunes; une rigole inclinée, qui est établie en dessous, porte les immondices au dehors, du foin entassé dans la grande chambre forme un bon lit. Les marmottes sortent le jour pour manger, mais ne s'éloignent pas; elles se contentent du petit champ qui entoure la demeure souterraine où croissent l'aster et le trèfle des Alpes. Si le soleil luit, elles semblent heureuses : l'une se chauffe paisiblement, les autres s'amusent à gambader ou à se dresser sur les pattes de derrière; mais vienne la pluie, que se fasse entendre le cri du gypaëte, au plus vite elles gagnent leur trou. Aux approches de la mauvaise saison, quand le sommeil de l'hiver est sur le point de commencer, les marmottes s'enferment. Avec de la terre gâchée, elles bouchent les ouvertures du terrier, et la clôture est si parfaite qu'il est malaisé de la découvrir et plus encore de l'entamer. Nos marmottes, bien à l'abri, peuvent dormir sans danger sous des monceaux de neige.

Il paraît y avoir plusieurs espèces de rats dans la Haute-Engadine, et l'une d'elles par son genre de vie est tout à fait extraordinaire; c'est le rat des neiges (*Hypudæus nivalis*), qui a été découvert, il y a moins d'une trentaine d'années, au Saint-Gothard et sur

le Faulhorn, qu'on a observé depuis en abondance sur les montagnes de Glaris et sur le Mont-Blanc aussi bien qu'au Bernina et sur le piz Languard. Cet animal séjourne d'une manière permanente à la hauteur de 3,000 à 4,000 mètres au-dessus du niveau de la mer, à la dernière limite de la végétation, et, sans jamais tomber dans le sommeil léthargique, il passe neuf ou dix mois de l'année sous la neige. Pendant l'été, il court chercher sa nourriture et se montre avide des débris de victuailles qu'il peut trouver soit dans les huttes des chevriers, soit au voisinage; mais le reste du temps il demeure sous la neige où il a formé une sorte de nid. L'espèce se multiplie sans doute, comme ses congénères, avec une extrême facilité. Tout annonce que de nombreux individus vivent à la même place. Immédiatement après la fonte des neiges, des rigoles découvertes, tortueuses et entre-croisées, communiquant la plupart avec une cavité remplie de racines et d'herbes rongées, se montrent sur la terre en quantité considérable. Ce sont les chemins et les nids des rats, qui ont été ordinairement abandonnés à cette époque (1). Les conditions d'existence du rat des neiges sont d'une étrangeté dont on a peu d'exemples.

L'eau est partout dans la Haute-Engadine; une rivière baigne l'étroite vallée, on ne compte pas le nombre des ruisseaux, et il y a des lacs d'une certaine superficie : le lac de Sils n'a pas moins de 6 kilomètres de long. En songeant aux petites rivières et aux étangs des pays tempérés où les êtres fourmillent, on s'attendrait à trouver ici une immense population aquatique. C'est le contraire qui est la réalité; les plantes, les vers, les insectes, les petits crustacés, les mollusques, sont très pauvrement représentés, et, quant aux poissons, il y en a tout juste trois espèces, deux sortes de truites et un cyprinide, la rotengle, que les pêcheurs de France nomment indifféremment la *rosse* ou la *roche*. Les eaux provenant d'une multitude de ruisseaux qui descendent des glaciers sont trop froides pour convenir à la plupart des animaux aquatiques. Seules, les truites sont communes dans les lacs que la glace couvre pendant de longs mois d'hiver, particulièrement dans le lac de Sils, et autrefois, ainsi que l'apprennent de vieux documens, elles étaient d'une abondance extrême dans toute la Haute-Engadine. Une pêche longtemps trop active a produit un amoindrissement sensible; on ne se contentait pas de prendre les truites pour les besoins des habitans; ces poissons, après avoir été préparés de façon à être conservés, fournissaient l'élément d'un commerce avec l'Italie. Les truites fraient au commencement de l'hiver sur les bords des lacs ou dans les ruisseaux, qu'elles remontent parfois jusqu'au voisinage des

(1) Ces faits ont été constatés par le professeur Théobald (de Coire.)

glaciers; les circonstances sont ainsi très propices à la multiplication de ces espèces dans la vallée de l'Inn. Animaux carnassiers, les truites, habitant des eaux où il n'existe pas de jeunes poissons d'autre genre, peu de mollusques, à peine quelques vers et quelques larves d'insectes et de très petits crustacés, n'auraient pas toujours une alimentation suffisante, si les hasards de la fortune venaient à manquer. Pendant les mois du printemps et de l'été, des insectes poussés par le vent, mouillés par la pluie, tombent en foule sur l'eau; des mouches, des libellules, des papillons, divers coléoptères, voltigent en rasant la surface : ils sont happés par les truites, et quand la disette se fait grande parmi ces poissons voraces, les plus forts mangent les plus faibles. La truite de rivière (*Trutta fario*), qui vit habituellement dans l'Inn et dans plusieurs ruisseaux, vient aussi dans les lacs. La truite des lacs (*Trutta lacustris*), qui n'entre dans les rivières que pour frayer, acquiert souvent des proportions magnifiques. Les Engadiniens assurent qu'on en pêche à Sils, à Silvaplana, à Campfer, à Saint-Moriz, des individus dont le poids varie de 10 à 20 kilogrammes; mais de ces derniers on garde le souvenir, car ils sont rares. La rotengle n'est pas une ressource pour les habitans ; comme un animal privé de nourriture, elle reste chétive dans les lacs de Saint-Moriz et de Satz, et sa propagation demeure fort restreinte.

III.

L'Engadine, que l'on a parfois appelée la Sibérie du monde alpestre, est une contrée que la nature a faite des plus remarquables, mais à nos yeux peu attrayante pour un séjour durable. Le climat est d'une rigueur effroyable; les végétaux et les animaux utiles à l'homme sont très parcimonieusement distribués, le sol se refuse à toute culture vraiment productive. On est donc conduit à chercher par suite de quelles circonstances un tel pays se trouve occupé par une population heureuse et fortement attachée au sol. L'explication semble facile. A diverses époques, des familles, s'efforçant d'échapper à des ennemis puissans, se sont réfugiées dans la haute vallée, que protégent des barrières presque infranchissables pendant une grande partie de l'année. Après avoir succombé dans la lutte avec les hommes, on a entrepris la lutte avec la nature, et un jour est arrivé le succès; mais avant d'être telle qu'on la voit à présent, l'Engadine a eu bien des troubles. Malgré ses barrières naturelles, la vallée de l'Inn, offrant le plus court chemin pour passer de l'Allemagne en Italie, a été souvent escaladée par les armées étrangères, et elle n'a pas échappé aux guerres de religion. Suivant une croyance très répandue, les Celtes ont été les maîtres du pays; cette opinion s'ap-

puie sur la forme de certains mots qui désignent encore plusieurs rivières, beaucoup de montagnes et diverses localités. L'origine des Engadiniens actuels est généralement attribuée aux Étrusques, qui, pour échapper aux fureurs de Bellovèse, le chef des Gaulois venus en Italie l'an 587 avant notre ère, fuirent sous la conduite de Rhætus au milieu du réseau de montagnes qu'on n'a cessé de nommer les Alpes rhétiques. A leur tour, les Romains, qui avaient de tous côtés des stations militaires, ont vraisemblablement exercé une influence considérable sur la population de l'Engadine. Au xe siècle, les Sarrasins se ruèrent sur les Alpes, et plusieurs d'entre eux, ayant, d'après des témoignages historiques, épousé des filles du pays, se fixèrent dans la vallée de l'Inn. On croit en trouver l'indice dans le nom d'une famille : *saraz*, et dans le nom de la commune de Pontresina, qu'il faudrait interpréter *pons Sarracenorum*, pont des Sarrasins; mais comme il a été facile d'imaginer d'autres étymologies pour ces dénominations, il est sage de ne pas accorder trop de confiance à de simples suppositions.

Par l'ensemble des caractères physiques, les Engadiniens dénotent une origine méridionale; ils ont les yeux et les cheveux noirs, le teint légèrement bistré, de la vivacité dans l'expression du visage. Ils parlent un dialecte qu'on appelle le ladin, et qui dérive manifestement de cette langue romane en usage chez les peuples du midi de l'Europe pendant le moyen âge. Si l'on s'en fiait à certaines assertions, on penserait volontiers que les Engadiniens s'expriment dans la langue de nos troubadours; en comparant les poésies écloses dans la vallée de l'Inn au roman de Flamenca, au *Breviari d'amor* de Matfre Ermengaud, au poème de Fierabras qui retrace les exploits de Charlemagne dans une expédition contre les Sarrasins, ou encore à la chronique des Albigeois, on acquiert la certitude que la différence est très-sensible. A la vérité, comme l'idiome des troubadours, comme l'italien, l'espagnol et le portugais, le dialecte de l'Engadine a été formé de l'ancienne langue romane, née du latin corrompu; mais ces divers idiomes n'ont pas été l'objet de la même culture, et ils n'ont pas été soumis aux mêmes influences. Ainsi que plusieurs patois de la Haute-Italie, le dialecte de la haute vallée des Alpes rhétiques n'a pas les voyelles finales qui donnent tant de charme et de douceur aux langues actuelles de l'Europe méridionale, et il porte le signe d'un contact avec l'élément germanique. Cet idiome possède une littérature; à l'époque de la réformation, la Bible et bientôt différens livres de piété furent traduits en ladin : on composa des poésies. Aujourd'hui la Haute-Engadine a des ouvrages pour les écoles; elle a au moins un grammairien, plusieurs poètes estimés et même des journalistes. A Zuz, une bourgade de 400 âmes, s'imprime

une feuille périodique, *Fögl d'Engiadina*, contenant des articles généraux, des chroniques, des poésies et des annonces. Tout le monde sait lire dans ce petit pays où l'on gèle, et chacun, homme, femme ou enfant, parle, outre le ladin, la langue allemande. En arrivant à Pontresina, nous devions éprouver une surprise. Plusieurs habitans s'exprimaient en français avec une facilité qui témoignait d'un long exercice. Une marque d'étonnement amena l'explication nécessaire; j'ai habité Rouen pendant quarante-cinq ans, dit l'un d'eux, et moi Cambrai pendant trente-sept ans, poursuivit un autre. — Une si longue absence a dû vous faire oublier votre fangue ? — Non pas, répondit le premier, je venais encore assez souvent faire un tour au pays; la même réplique était sur les lèvres du second. Ces émigrans agissent à la manière des oiseaux de passage : ils vont chercher le bien-être au loin, mais ils reviennent sans cesse au berceau de la famille.

Privés de moyens de travail dans une patrie ingrate, les habitans de l'Engadine, pleins de prévoyance et encouragés par des exemples, quittent de bonne heure la haute vallée et se dispersent dans les villes de la France, de l'Italie et de l'Allemagne. Ils deviennent confiseurs, pâtissiers, limonadiers, fabricans de liqueurs ou de chocolat. Ne perdant jamais de vue l'avenir, ils ne sacrifient guère à des fantaisies; pour abréger la durée de l'exil, l'argent est sévèrement économisé. Enfin le rêve de trente ou quarante années est devenu une réalité, l'Engadinien dit un éternel adieu à la maison étrangère qui lui a été propice, et il retourne au village d'où l'on voit le Roseg et les glaces du Bernina, et désormais sans souci il fera sa demeure jolie et commode. A Pontresina comme à Sils-Maria ou à Luvin dans la Basse-Engadine, les habitations, que l'on pourrait comparer à nos villas ou à de petits châteaux, sont groupées. Bâties en pierres et couvertes d'une épaisse toiture en bois, ces maisons, pourvues de très petites fenêtres, souvent de balcons et de grillages en fer doré ou peint en vert et parfois d'un escalier extérieur, ne manquent ni d'élégance ni d'un certain caractère d'étrangeté. A l'intérieur, tout est garni de boiseries. Dans la pièce principale, les meubles, ordinairement en bois d'arolle sculpté, frappent les yeux du visiteur, l'un surtout à cause de ses énormes dimensions. Ce meuble s'élève jusqu'au plafond, la forme est carrée, les parois sont artistement travaillées et découpées à jour; mais rien au premier abord ne permet de supposer l'usage de cet édifice : il s'ouvre à la manière d'une armoire et au centre se trouve le poêle, qui répand une forte chaleur. Comme partout ailleurs, selon la fortune et le goût du propriétaire, les appartemens affectent le luxe ou la simplicité; mais les dispositions générales restent assez uniformes. La maison du président de la commune, M. Saraz, toute

séduisante, offre un attrait particulier; elle renferme un petit musée, la collection des oiseaux de la Haute-Engadine, arrangée avec un art exquis. M. Jean Saraz a été notre compagnon dans nos courses autour de Pontresina, et avec un guide aussi instruit les observations sur une infinité de sujets devenaient faciles.

Si les Engadiniens jouissent de quelque aisance, aiment à être agréablement installés, ils se plaisent également à loger dans les plus excellentes conditions les bêtes à cornes qu'ils possèdent. Les étables, placées derrière les maisons, sont tenues avec une propreté irréprochable et garnies de bancs et de tables; on y reçoit les amis. La compagnie des animaux, qui constituent la grande richesse des populations alpestres, n'est dédaignée par personne. La fenaison, au mois de juillet, est jour de fête dans la Haute-Engadine comme dans la plupart des vallées de la Suisse. Aux environs de Pontresina, sur le piz Languard, comme sur beaucoup de points des Alpes rhétiques, d'immenses troupeaux de moutons couvrent les pâturages; mais ces troupeaux n'appartiennent pas au pays. Des pâtres bergamasques les amènent pour la durée de la belle saison, en payant aux communes un droit qui est fort minime. Les Engadiniens tirent donc un très médiocre parti de ce que le sol fournit en abondance, c'est-à-dire de la nourriture pour les bestiaux.

L'aisance acquise jusqu'à présent a été procurée par le travail loin de la patrie; aujourd'hui elle commence à être apportée par les étrangers eux-mêmes, les bonnes qualités de la population se trouveront certainement affectées bientôt par une exploitation lucrative et trop facile. Des changemens tendent à se produire parmi les habitans de la vallée de l'Inn. Tous les anciens confiseurs retirés, en possession de quelque fortune, n'obligent pas leurs fils à continuer le commerce qui les a enrichis. Plusieurs préfèrent les envoyer à l'université de Zurich. Au reste, c'est chose pleine d'intérêt que de voir la manière dont l'instruction est distribuée dans de petites communes de quelques centaines d'âmes. Non-seulement dans les écoles les enfans sans exception apprennent à lire et à écrire dans le dialecte du pays et en allemand, mais encore ils reçoivent des notions sur les sujets dont ils pourront par la suite avoir à se préoccuper. Dans des écoles d'un ordre un peu plus élevé, on enseigne les principaux faits touchant la Suisse et l'histoire des plantes et des animaux les plus vulgaires. Ceci dépasse singulièrement le programme de l'instruction qui est donnée dans les écoles primaires de beaucoup de grandes villes en Europe.

Les hommes pourvus de l'instruction classique sont nombreux dans l'Engadine relativement au chiffre de la population, et il est remarquable de voir combien il en est parmi eux qui se livrent à des études sérieuses. Plusieurs Engadiniens poursuivent des recher-

ches sur l'histoire naturelle du pays, quelques-uns font des observations météorologiques. La fondation de la société des naturalistes des Grisons, dont le siége est à Coire, a exercé une heureuse influence sur le mouvement intellectuel dans toutes les parties du canton. Il est vrai que les hommes les plus distingués de la Suisse s'efforcent eux-mêmes d'inspirer partout dans le pays le goût de l'étude et d'exciter l'intérêt pour les conquêtes de l'esprit.

Tous les ans, la Société helvétique se réunit pendant quelques jours dans une ville désignée afin de discuter sur toute sorte de sujets scientifiques. Le président de la réunion, qui est toujours un personnage de la localité, ouvre la séance par un discours où s'applique ordinairement à rappeler le souvenir des choses glorieuses pour le pays que viennent visiter les membres de la compagnie. Ensuite chaque société cantonale, par l'organe du secrétaire, rend compte des travaux qu'elle a produits depuis la dernière assemblée générale. Dans les jours suivans, on s'occupe assez habituellement de l'histoire naturelle de la contrée. La Société helvétique, loin de prendre toujours pour lieu de sa réunion annuelle une ville importante, choisit parfois une localité écartée. On y trouve l'occasion de connaître une partie des moins explorées du pays et l'avantage de pouvoir développer le goût des recherches chez des gens un peu indifférens. C'est ainsi qu'en 1863 la plupart des savans de la Suisse se trouvaient à Samaden, dans la Haute-Engadine. L'assemblée fut présidée par un membre d'une ancienne famille fort considérée, le docteur Ad. Planta.

L'Engadine, tour à tour asservie et indépendante, désolée au XVIe siècle par les guerres religieuses, ruinée en 1631 par les Autrichiens, que cinq ans plus tard devait chasser le duc de Rohan, est dans une voie de progrès depuis qu'elle est devenue partie intégrante du canton des Grisons au commencement du siècle. Ce petit pays s'honorait d'avoir eu des capitaines et des réformateurs demeurés célèbres : Jean de Travers, né à Zuz (1), le glorieux chef de l'armée des Grisons, l'historien Durich Champell du petit village de Süs, Bifrun, de Samaden, plus connu sous le nom de Biveroni, le prédicateur éloquent et plein de science, — des administrateurs qui ont contribué à répandre l'instruction, comme les Planta et les Salis. De nos jours, la Haute-Engadine a des hommes d'étude qui ne négligent rien pour parvenir à connaître toutes les choses intéressantes qui les environnent, et le phénomène se présente dans des villages de quelques centaines d'âmes, sous le climat le plus dur à supporter.

ÉMILE BLANCHARD.

(1) Zuoz pour les Engadiniens.

LES CLUBS

PENDANT LE SIÉGE DE PARIS

I.

Les clubs auront leur page dans l'histoire du siége de Paris. Ce n'est pas qu'ils aient acquis sur les esprits et sur la direction des affaires publiques une influence comparable à celle des clubs de la première révolution. Non! s'il y a encore des jacobins qui considèrent la république comme leur propriété et la France comme la propriété de la république, ils n'ont pas réussi, comme ils l'eussent souhaité et comme ils l'ont tenté le 31 octobre, à faire main basse sur la république et sur la France. Nous n'avons donc rien qui ressemble à ce club des jacobins de dictatoriale mémoire où les membres du comité de salut public venaient prendre le mot d'ordre du « peuple, » où l'on proposait les « moyens révolutionnaires, » que la convention terrorisée s'empressait ensuite de décréter, où l'on dressait la liste des suspects, des accapareurs et des agens de Pitt et de Cobourg, que le tribunal révolutionnaire se chargeait de son côté d'envoyer à la guillotine. Aucun club, pas même le club de la salle Favié à Belleville ou le club de la *Patrie en danger*, que présidait naguère M. Blanqui, n'a obtenu la survivance du *Club des jacobins*. Cela tient sans doute un peu aux souvenirs que le gouvernement de la démagogie a laissés à la population parisienne, cela tient probablement plus encore à ce que le gouvernement de la défense nationale n'est point à la merci des masses populaires comme l'était la convention dominée par la commune.

Mais, sans insister sur les causes qui nous ont permis de supporter les clubs dans un moment où on pouvait craindre qu'ils ne fussent le moins supportables, il est intéressant de voir comment

ils se sont constitués et multipliés après la révolution du 4 septembre. Ils sont issus des réunions publiques autorisées par la loi de juin 1868. Les réunions publiques pouvaient discuter toute sorte de questions, à l'exception des questions politiques et religieuses; on les avait du reste étroitement réglementées et surveillées : elles étaient obligées de constituer chaque soir leur bureau, afin de ne pas enfreindre les lois encore subsistantes sur les associations, et la présence d'un commissaire de police, assisté de deux agens ou de deux secrétaires, y était indispensable. On n'y pouvait attaquer le gouvernement que par la voie indirecte de l'allusion, et il était formellement défendu d'y exposer le mécanisme du gouvernement républicain et de faire entre la république et l'empire des comparaisons qui n'auraient pas été à l'avantage de l'empire. En revanche, on avait carte blanche pour démolir la société, et le commissaire de police, d'ailleurs assez embarrassé de son rôle, ne s'opposait point à ce qu'on démontrât de la manière la plus péremptoire que la prochaine révolution sociale ferait justice du régime propriétaire et malthusien pour le remplacer par le communisme ou le collectivisme. On ne pouvait toucher aux fonctionnaires et à l'administration, car c'eût été faire de la politique, mais on pouvait commenter sans trop de gêne le célèbre aphorisme de Proudhon sur la propriété, et qualifier les bourgeois d'exploiteurs et de sangsues, car en attaquant la propriété et les bourgeois on faisait de l'économie sociale, chose bien différente de la politique. Les réunions publiques avaient eu d'abord quelque peine à se créer un personnel; depuis dix-huit ans, les orateurs n'avaient pas eu de fréquentes occasions de se former. Il restait bien pourtant quelques vieilles épaves des clubs de 1848, et on ne tarda pas à les voir reparaître : ces revenans de la république démocratique et sociale n'avaient, suivant la mauvaise habitude des revenans, rien appris et rien oublié. Ils récitaient les mêmes phrases en les accompagnant des mêmes gestes. Les auditeurs de la génération de 1848 qui assistaient à la réunion publique de *la Redoute*, du *Pré aux clercs* ou des *Folies-Belleville*, pouvaient se croire encore au *club du Conservatoire* ou au *Club des clubs*. Comme la princesse enchantée des contes de fées, ils se réveillaient au milieu de la cour de sa majesté le peuple, comme le nommait naguère M. Félix Pyat, et ils en tendaient finir la phrase commencée, il y avait tantôt vingt ans, par les courtisans de ce monarque amoureux de phrases. Cependant la réalité apparaissait à travers la féerie, les courtisans avaient vieilli, et dans le sous-sol du palais les marmitons étaient en passe à leur tour de devenir chefs de cuisine. Les membres du congrès de Liége, les délégués de l'*Association internationale des*

travailleurs et bien d'autres *jeunes* venaient se grouper auprès des vétérans un peu caducs de 1848 pour discuter la « question sociale, » et c'est ainsi que le personnel oratoire des réunions publiques allait grossissant chaque jour lorsque ces réunions furent suspendues au commencement de l'année.

Après le coup d'état populaire du 4 septembre, les entraves opposées aux réunions publiques se trouvèrent levées; on put fonder librement des clubs aussi bien que des journaux, et discuter les questions politiques et religieuses avec la même liberté illimitée que la question sociale. On n'avait plus à craindre le commissaire de police, c'était bien plutôt le commissaire de police qui avait à craindre le club. Les salles ne manquaient pas : salles de danse, salles de spectacle ou de cafés-concerts, salles d'école même, tout était vacant; on n'avait que le choix des locaux, et les propriétaires se montraient coulans sur les prix. La plupart se contentaient de faire payer l'éclairage et les autres frais, ce qui n'a pas empêché, bien entendu, ces locaux gratuits de retentir des récriminations les plus amères contre l'avidité des propriétaires. D'un autre côté, le personnel oratoire des réunions publiques venait encore de se grossir des diverses catégories de réfugiés que les événemens avaient ramenés de Londres, de Genève ou de Bruxelles. On avait donc tout ce qu'il fallait pour organiser les clubs et pour les multiplier autant que l'exigeraient les besoins du public. Enfin, à la veille du siége, l'ordonnance du préfet de police, M. de Kératry, prescrivant la fermeture des théâtres accordait une véritable prime d'encouragement à la formation des clubs. Nous ne voulons dire aucun mal de cette mesure, que l'opinion publique paraissait réclamer au nom des convenances, sinon des nécessités de l'état de siége. Seulement on pourrait se demander s'il convenait de fermer les théâtres plutôt que les cafés et les autres lieux de réunion, et si le meilleur moyen d'accoutumer une population à supporter les épreuves d'un siége et à se résigner aux langueurs d'un blocus, ce ne serait point par hasard d'intervenir aussi peu que possible dans ses habitudes. La santé de l'esprit ne dépend-elle pas en grande partie, comme celle du corps, des alimens dont on le nourrit? Certes la qualité de l'alimentation intellectuelle, puisque l'expression est à la mode, que les théâtres fournissaient à la population parisienne avait singulièrement baissé depuis quelques années; mais à ces mets fades et grossiers n'y avait-il pas quelque péril à substituer d'emblée la pâture non moins grossière et infiniment plus échauffante des clubs? On aurait pu, à la vérité, fermer les clubs en même temps que les théâtres, et le conseil en a été donné au gouvernement de la défense nationale. Quelques-uns allaient

même jusqu'à l'engager à suspendre la publication des journaux; mais que serait donc devenue cette population nerveuse et impressionnable, pour laquelle la conversation parlée ou écrite est un article de première nécessité, si on l'avait privée à la fois des théâtres, des clubs et des journaux dans le moment même où toute communication lui était interdite avec le reste du monde? Paris n'aurait-il point *cuit dans son jus*, suivant l'expression réaliste du chancelier de la confédération du nord? Au surplus était-il bien possible d'interdire les clubs? Depuis le commencement du triste drame auquel nous assistons, n'en avons-nous pas vu se former tous les jours et à toute heure sur les boulevards, autour des kiosques des marchands de journaux, dans les rues, partout? L'histoire de ces clubs en plein vent ne serait pas moins curieuse et moins pittoresque à coup sûr que celle des clubs domiciliés, et elle donnerait peut-être une indication plus vraie de l'état des esprits et des impressions ou des fièvres fugitives qui les ont tour à tour et à de si courts intervalles abattus et surexcités. Trop souvent ces discussions de trottoir dégénéraient en scènes de pugilat, et le public intervenait pour séparer les combattans, quand ils ne se traînaient pas mutuellement au poste en se qualifiant « d'espions prussiens; » mais parfois le débat conservait jusqu'au bout des allures modérées et polies, on y prenait la parole à son tour, et le public applaudissait aux bons endroits. Cela tournait même à la conférence quand l'orateur était éloquent ou simplement intéressant. Un soir, vers une heure du matin, en face de la mairie de la rue Drouot, un fort attroupement encombrait la rue. Les parapluies étaient ouverts, car il pleuvait à verse. On venait, sans aucun doute, d'afficher une nouvelle importante qui retenait le public à cette heure maintenant indue et par ce temps détestable. Point. Il s'agissait simplement d'une comparaison entre les institutions de la France et celles de l'Angleterre. Un jeune orateur, revêtu de l'uniforme de la garde mobile, expliquait le mécanisme et les procédés de la justice criminelle en Angleterre, et il les comparait à ceux de nos cours d'assises, en donnant la préférence aux procédés anglais. Sa parole était claire, et il paraissait bien connaître son sujet; on l'écoutait avec une attention soutenue; l'auditoire avait oublié l'heure, il ne semblait point s'apercevoir qu'il avait les pieds dans la boue, et que les parapluies formaient des gouttières. Ah! c'est que beaucoup de ces auditeurs de hasard ne devaient retrouver en rentrant chez eux qu'un foyer désert; mieux valaient la pluie et la boue que cette solitude lourde et glacée. Les exilés se groupent volontiers, et tant d'hommes que les cruelles exigences de la guerre et de l'état de siége ont séparés de leurs familles ne sont-ils pas

aujourd'hui des exilés à l'intérieur? Si on avait interdit les clubs, on aurait grossi d'autant les attroupemens, au grand dommage de la santé publique. La liberté des clubs se résolvait donc en définitive en une simple question d'hygiène.

II.

En général les clubs ont pris les noms des salles où ils se sont établis; le club des *Folies-Bergère* a été ouvert, croyons-nous, le premier après les événemens du 4 septembre, dans la jolie salle de spectacles-concerts de la rue Richer; nous citerons encore le club du *Pré aux clercs*, rue du Bac; le club de *la Reine-Blanche* à Montmartre, le club de la salle Favié à Belleville, et bien d'autres qui se sont installés dans des salles de bal, le club du *Collége de France* et le club de *l'École de médecine*, qui ont élu domicile par voie de réquisition ou autrement dans ces doctes et illustres établissemens. Quelques-uns ont pris des dénominations significatives : le club du citoyen Blanqui s'appelait le club de *la Patrie en danger*; le club modéré de la salle Valentino, qui a succédé au club non moins modéré de la Porte-Saint-Martin, organisé par M. Eug. Yung, a pris le nom de club de *la Délivrance*; enfin, au boulevard Rochechouart, s'épanouit dans une salle de café-concerts le *Club de la Vengeance*. Chaque club a son groupe d'organisateurs; mais c'est au public qu'est réservé tous les soirs le droit de nommer ou d'acclamer les membres du bureau. Dans quelques clubs, le public a fini par se fatiguer d'user de ce droit imprescriptible, et il se borne à ratifier en bloc le bureau qu'on lui présente; ailleurs, et chose assez piquante, dans les clubs où domine l'élément révolutionnaire pur, le bureau se constitue d'autorité; mais, dans ceux où des opinions opposées sont en présence, on se dispute parfois avec un acharnement singulier ce gouvernement éphémère. Aux *Folies-Bergère*, où les « rouges » avaient d'abord la majorité, ils composaient le bureau à leur guise; mais à mesure que « la réaction a relevé la tête, » les nominations ont été de plus en plus disputées : les réactionnaires, de jour en jour plus nombreux dans l'auditoire, se faisaient un malin plaisir d'imposer à un président rouge des assesseurs modérés. Alors c'étaient des protestations indignées et même des conflits où la force morale n'était pas seule à jouer un rôle. Le citoyen A refusait positivement de siéger à côté du citoyen B en donnant pour motif que le citoyen B avait été adjoint au commissaire de police, et qu'il ne s'était point justifié suffisamment de l'accusation d'avoir fait des « rapports. » Le citoyen B se chargeait à son tour de laver le linge sale (encore une expression locale) du

citoyen A; le public se partageait en deux camps, et c'était un beau tapage. Aux *Folies-Bergère*, la réaction a fini par passer décidément à l'état de majorité, et on a vu, comme jadis dans les cités grecques, la minorité émigrer pour se soustraire à une tyrannie insupportable. Le club des *Montagnards*, du boulevard de Strasbourg, a été fondé par un essaim de démocrates et de socialistes qui ne pouvaient se consoler de ne plus faire la loi aux *Folies-Bergère*. Au club de *la Patrie en danger*, le citoyen Blanqui était président inamovible, car la démocratie des clubs s'accommode au besoin de la dictature; mais après le 31 octobre, le citoyen Blanqui ayant été obligé de chercher un refuge dans ses retraites accoutumées, le peuple du club a repris sa liberté, et il a recommencé à élire chaque soir son bureau. Il est sans exemple qu'une majorité révolutionnaire ait choisi les membres de son bureau dans la minorité modérée, tandis qu'il est arrivé très souvent aux *Folies-Bergère* et ailleurs que la majorité modérée ait accepté, par esprit de conciliation ou de guerre lasse, un gouvernement révolutionnaire. Outre le bureau, il y a des commissaires chargés de maintenir l'ordre et des employés spécialement commis à la recette. Le prix d'entrée est généralement de 25 centimes par personne dans les quartiers populaires; au club *Favié*, de Belleville, ce n'est que 10 centimes, tandis qu'au club modéré de la salle Valentino la taxe monte à 50 centimes. Au club de la rue d'Arras et au club de *la Cour des miracles*, on donne ce qu'on veut. Ce droit d'entrée sert à payer les frais de location, quand la salle n'est point gratuite, l'éclairage et le balayage, et ces frais varient beaucoup selon les endroits : au club des Folies-Bergère et à la salle Valentino, l'éclairage au gaz était des plus brillans, au temps où il y avait encore du gaz; à *la Cour des miracles*, où le club se tient dans une école gardienne, on se contente de ampes à pétrole. Le nettoyage ne coûte pas cher, et lorsqu'un club vient à conquérir la vogue, il y a presque toujours un notable excédant de recettes. Que devient cet excédant? Au club de la *Porte-Saint-Martin*, on en a versé le montant à la souscription pour l'achat des canons; mais tous les *impressarii* des clubs ne jugent pas à propos de publier leurs comptes, et le public ne leur fait pas l'injure de les demander. Lorsqu'un club ne fait pas ses frais, il se ferme tout simplement. C'est ce qui est arrivé à mainte réunion publique, et c'est ce qui arrivera selon toute apparence à maint club, probablement même à tous les clubs, quand les cauchemars de l'invasion et de la révolution qui oppressent et qui enfièvrent les esprits se seront dissipés.

Cependant le public commence à garnir la salle, public très bigarré, où les femmes et les enfans même sont en nombre, où les

uniformes variés des gardes nationaux, des gardes mobiles, des francs-tireurs, etc., présentent un aspect des plus pittoresques. Selon que les nouvelles de la journée ont été bonnes ou mauvaises, les physionomies sont rassurées ou inquiètes. On se case où l'on peut, car il n'y a point de places réservées, et on fume beaucoup; dans certains clubs, on avait d'abord défendu de fumer, mais cette défense n'a pas tardé à être enfreinte comme bien d'autres; toutefois la tenue du public est généralement convenable, et pourvu qu'on ne lui dise que des choses qui lui plaisent, il se tient volontiers tranquille. Il faut noter que les clubs populaires ne sont pas ceux où il y a le moins d'ordre, tandis que la tenue du public de la salle des *Folies-Bergère*, un peu trop voisine du boulevard Montmartre, laisse beaucoup à désirer. L'état-major des organisateurs et des orateurs du club se groupe sur la plate-forme, comme disent les Anglais, quand il y a une plate-forme, ou simplement autour de la table du bureau. Aussitôt que le président et les deux assesseurs qui constituent le bureau sont élus, on fixe l'ordre du jour. C'est presque invariablement la *défense nationale*, mais est-il nécessaire de dire que ce thème invariable comporte de nombreuses variantes? Il comprend, outre la question de l'armement et celle des subsistances, la question de la « commune » et même la question sociale. Il est rare toutefois que la discussion s'engage d'emblée; il y a ordinairement un *stock* préalable de communications à écouler et de rapports à faire. Dans les commencemens, les clubs envoyaient volontiers des délégués au gouvernement de la défense nationale, soit pour lui donner communication des résolutions votées par le club, soit pour lui demander des éclaircissemens sur les siennes. Le gouvernement recevait ces délégués avec beaucoup de politesse, et parfois même ils avaient la bonne fortune de rapporter au club des conversations du plus haut intérêt, qu'ils avaient eues avec des membres importans du gouvernement. Hélas! on se fatigue de tout, même de recevoir chaque soir les délégués des clubs. Les membres du gouvernement ont fini par nommer à leur tour des délégués pour recevoir les délégués, et à dater de ce moment les communications entre les clubs et l'Hôtel de Ville sont devenues beaucoup plus rares. On se contente de signifier au gouvernement par la voie des journaux les résolutions ou les réclamations qu'on lui adresse. Viennent ensuite les communications ou les dénonciations particulières. On dénonce beaucoup dans certains clubs, on dénonce les « accapareurs, » les « absens, » les « mauvais citoyens » qui se dérobent au service de la garde nationale. Dans les premiers temps du siége, des francs-tireurs et même des gardes mobiles venaient dénoncer leurs chefs; mais cela n'a point duré, et la discipline a

fini heureusement par reprendre le dessus. Des dénonciations aux mises en accusation, il n'y a qu'un pas; plus d'une fois le club de *la Cour des miracles*, le club de Belleville et le club de la rue d'Arras (club Blanqui) ont été invités à se transformer en tribunaux pour prononcer un jugement, ou en cours de cassation pour ratifier ou casser un arrêt rendu ailleurs. Au club de Belleville par exemple, une condamnation à mort par contumace prononcée dans plusieurs clubs du IVe arrondissement contre le « traître Bazaine » et ses complices, Canrobert, Lebœuf et Coffinières, a été confirmée à l'unanimité, et tous les citoyens présens ont été invités à exécuter eux-mêmes la sentence (séance du 19 novembre). Souvent aussi le club se constitue en tribunal d'honneur pour prononcer entre deux citoyens qui se renvoient une accusation, ordinairement celle d'avoir été trop bien avec la police. Ainsi au club de *la Cour des miracles* le citoyen S., délégué de l'*Association internationale des travailleurs*, est accusé par le citoyen V. d'avoir subi à Londres une condamnation pour vol et de s'être faussement attribué la qualité de délégué de l'*Internationale*. Le citoyen S. se défend vigoureusement, et il prétend à son tour que le citoyen V., qui se donne pour un condamné politique, a tout simplement subi en Belgique une condamnation à trois mois de prison pour publication de livres obscènes. On nomme séance tenante une commission d'enquête chargée de vérifier ces accusations réciproques, qui rappellent celles du *loup* et du *renard* de la fable. La commission est autorisée à faire comparaître les témoins cités à la requête des citoyens S. et V., et elle est invitée à rédiger à bref délai son rapport et ses conclusions (séance du 3 octobre). L'affaire a été conciliée toutefois par une intervention officieuse, et le tribunal a fini par décider que les deux citoyens en cause lui paraissaient également purs. L'incident le plus curieux auquel ait donné lieu cette invasion des clubs dans le domaine de la justice, incident qui a provoqué une révélation plus curieuse encore sur le fameux complot des bombes, a eu pour théâtre le club de Belleville. — Le citoyen A. accuse le citoyen R., compromis dans ce complot, d'avoir joué le rôle d'un agent provocateur, en tout cas de s'être abandonné à la plus honteuse ivrognerie. Le bureau, composé des amis de l'accusé, proteste vivement, et un jeune assesseur se porte caution de sa pureté; mais dans la chaleur du débat il laisse échapper une confidence au moins imprudente. — Il n'est pas vrai, dit-il, que le citoyen R. soit un « mouchard, » je répondrais de lui comme de moi-même. Il n'est pas vrai non plus, comme on l'a affirmé, que le complot des bombes, dans lequel on accuse le citoyen R. d'avoir joué le rôle d'un agent provocateur, ait été organisé par la police. Le complot des bombes a

été organisé et soldé par Gustave Flourens. — Cette révélation inattendue cause une émotion indescriptible. Les membres du bureau se lèvent en tumulte, ils entourent l'imprudent révélateur en le pressant de se rétracter; mais il est trop tard : le secret du complot des bombes est éventé, et la réaction ne manquera pas d'en faire son profit. L'innocence du citoyen R. finit du reste par être reconnue sur tous les points. Par un hasard qui n'a rien d'extraordinaire, le président du club avait conspiré avec lui. — Il l'a même pris, dit-il, pendant quelque temps pour un « mouchard, » ce qui ne doit au surplus scandaliser personne, car rien n'est plus conforme à la tradition révolutionnaire : en 93 tout le monde était « suspect, » et sous l'empire nous nous prenions tous pour des mouchards. — Cette nouvelle confidence, faite d'un ton de bonhomie, excite au plus haut degré la bonne humeur de l'auditoire, et le citoyen R. profite de cette détente générale des esprits; il est réhabilité, et « son défaut » même est excusé sur cette observation judicieuse du président qu'on n'est pas parfait, et qu'il faut bien passer quelque chose à un « bon républicain. »

Parmi les communications intéressant la défense nationale qui sont faites chaque jour dans les clubs, il faut noter celles qui concernent les inventions de tout genre, dont les auteurs ont été victimes de la routine des bureaux compliquée de la jalousie mesquine des officiers de l'artillerie et du génie. D'abord le public prêtait une oreille attentive et compatissante aux doléances de ces inventeurs méconnus; mais ils ne tardèrent point à en abuser. Celui-ci avait retrouvé le secret du feu grégeois, celui-là faisait hommage au club de sa *fusée-satan*, capable de détruire 60,000 Prussiens par heure; un troisième colportait dans tous les clubs sa *bombe à main*, qu'il suffisait de laisser tomber sur le parquet pour faire sauter la salle. Cette affirmation, accompagnée de gestes démonstratifs, répandait dans l'assemblée une inquiétude visible; on se hâtait de renvoyer l'inventeur avec sa bombe au comité des barricades ou à tout autre comité. Un quatrième proposait d'empoisonner la Seine pour priver les Prussiens d'eau potable; un autre conseillait de lâcher dans les bois occupés par l'ennemi les animaux du Jardin des Plantes. Puis venaient les nouveaux procédés qu'il s'agissait d'opposer victorieusement à la tactique prussienne, et la série des moyens de débloquer Paris. Il fallait construire une première redoute sous le feu des forts, puis une seconde redoute sous le feu de la première, et ainsi de suite jusqu'à Étampes et même plus loin, si c'était nécessaire; il fallait encore faire sortir la garde nationale en masse et la répandre en tirailleurs dans toute la France, etc. Nous en passons et des meilleures. Le public des clubs

a fini par se lasser de ces merveilles; après s'être engoué des inventions et des tactiques nouvelles, il a pris les inventeurs en grippe, et c'est tout au plus s'ils réussissent à obtenir la parole. Les inventeurs méconnus ne sont pas seuls à souffrir de cette réaction : on commence aussi à douter qu'il suffise de n'être pas membre du comité de l'artillerie pour savoir fondre un canon se chargeant par la culasse, et de n'avoir point passé par Saint-Cyr ou La Flèche pour devenir un Hoche, un Marceau ou un Kléber. Certes la routine et l'infatuation des hommes du métier sont pour beaucoup dans les revers de la campagne de 1870, la France a été vaincue parce qu'elle est demeurée en arrière de la Prusse dans cette partie, hélas! essentielle de l'industrie humaine qui a pour objet la destruction, tandis qu'elle demeurait au moins sur le pied de l'égalité avec elle en ce qui concerne la production. On ne peut pas plus suppléer aux connaissances spéciales et à l'expérience dans la guerre que dans l'industrie; il faut du temps pour former des officiers sachant commander et même des soldats sachant obéir, comme il en faut pour créer ou refaire le personnel d'une manufacture, et dans les deux cas ce n'est pas en faisant table rase qu'on accroît ses chances de l'emporter sur un ennemi ou un concurrent exercé et habile. Il se peut que l'on improvise la victoire, mais c'est à la condition d'avoir préparé de longue main les matériaux de cette improvisation; ni la bonne volonté ni même l'héroïsme ne suppléent à cette préparation indispensable, à une époque surtout où la science et l'outillage jouent le premier rôle dans la guerre comme dans l'industrie.

III.

Après la nomination plus ou moins laborieuse des membres du bureau et les communications de toute sorte s'ouvrent les débats. Chaque club possède un certain nombre d'orateurs attitrés qui y prennent la parole tous les jours, c'est « la troupe, » ou, si l'on veut, la rédaction ordinaire de ce journal parlé; mais il y a des orateurs de hasard, simples amateurs qui s'essaient à l'art difficile de la parole, ou qu'une exclamation imprudente oblige à monter à la tribune, car le public des clubs se montre volontiers sévère à l'égard des interrupteurs, et il ne leur laisse guère de choix qu'entre la tribune et la porte. Il y a aussi des orateurs ambulans qui vont colporter un discours ou une simple motion de club en club, en quête des applaudissemens du souverain du jour, comme ces habitués des salons officiels qui s'en allaient le même soir présenter leurs hommages aux puissances de la rive droite, sans oublier celles

de la rive gauche. Les costumes diffèrent, car l'habit noir et la cravate blanche ne sont point de mise dans les clubs, mais entre le courtisan d'hier et le démagogue d'aujourd'hui combien de points de ressemblance! C'est la même étude attentive des passions, des goûts et des préjugés du maître et la même habileté savante et ingénieuse à les flatter. « Le monde a les yeux sur vous, disait un orateur de la salle Favié à son auditoire agréablement saisi par cet exorde. Vous faites l'admiration de l'univers, et c'est Belleville qui sauvera l'Europe. » — « Le peuple seul, s'écriait un autre, jouit du privilége de ne pas se tromper. » Que pourrait-on dire de plus à un monarque absolu ou à un pape? Le roi-soleil lui-même avait-il des courtisans mieux dressés que ceux de son successeur le peuple souverain de Belleville? L'éloquence naturelle ne manque point à certains orateurs de club; mais leur éducation paraît malheureusement avoir été fort négligée : l'histoire, la géographie, la langue elle-même, reçoivent chaque jour dans les clubs des blessures cruelles. Au club de *la Cour des miracles*, un orateur qui a étudié à fond la politique étrangère recommande l'alliance de la Russie. « N'oubliez pas, dit-il d'un ton de professeur, que c'est l'empereur *Nicolas* qui a empêché en 1815 le partage de la France! » — Aux *Folies-Bergère*, on traite sans scrupule d'aucune sorte les Prussiens de *vils insulaires*, et l'armistice se prononce couramment *armistie*, et à Ménilmontant un orateur accuse le gouvernement d'affamer le peuple et de le faire tomber dans la *mansuétude*.

Le fond est en harmonie avec la forme. Sauf dans quelques clubs modérés, tous les orateurs s'accordent à demander la défense à outrance et l'emploi des « moyens révolutionnaires. » En quoi consistent les moyens révolutionnaires? Il y en a de toute sorte, car ils embrassent à la fois la politique intérieure et extérieure, l'art militaire, l'économie politique et les finances. La première chose que le gouvernement ait à faire, disait un orateur au club des *Folies-Bergère* dans la séance du 16 septembre, c'est de décréter la victoire et la déchéance du roi Guillaume; mais le gouvernement de l'Hôtel de Ville, composé comme il l'était d'anciens députés assermentés à l'empire, possédait-il la vigueur nécessaire pour rendre des décrets si conformes à la tradition révolutionnaire? Dès les premiers jours, les *purs* en doutaient, et M. Rochefort lui-même avait à peine mis les pieds à l'Hôtel de Ville qu'il était déjà suspect de modérantisme. Cependant on se contenta d'abord de surveiller le gouvernement et de le mettre en garde contre les embûches de la réaction. On lui signalait tous les jours la conduite suspecte du préfet de police, M. de Kératry, et on lui dénonçait les complots des anciens sergens de ville; en même temps on lui prodiguait les conseils; on lui demandait de

décréter sans retard la levée en masse, et M. Blanqui faisait dans son premier club du *Café des Halles-Centrales* de véritables conférences sur l'art de défendre les places. Dans l'opinion de M. Blanqui, il fallait munir la population parisienne de pelles et de pioches, et la faire sortir en masse pour improviser autour de Paris des fortifications à la « Tottleben. » Ce conseil pouvait être bon, quoiqu'il ne fût pas précisément facile à suivre; mais M. Blanqui n'admettait ni objection ni retard, et c'est là un des traits les plus caractéristiques de l'opposition des clubs. On demandait encore au club des *Halles-Centrales*, la réquisition de toutes les subsistances et une distribution égale à toute la population; on demandait la confiscation des biens des bonapartistes et des traîtres, l'incorporation immédiate des séminaristes dans l'armée, la destitution de tous les généraux et leur remplacement par des « enfans du peuple, » l'envoi de commissaires dans les départemens. Si le gouvernement de la défense nationale hésitait à employer ces moyens de salut, qu'en fallait-il conclure? C'est que le gouvernement était, suivant l'expression de M. Blanqui, « composé d'idiots et de traîtres, » et la conclusion se devine. Malgré le soin particulier avec lequel le gouvernement s'appliquait à ménager ces amis et ces conseillers terribles, la rupture entre l'état-major des clubs et l'Hôtel de Ville était consommée déjà au moment de l'investissement de Paris, et sur toute la ligne des clubs on commençait à demander la commune. La campagne en faveur de la commune ayant abouti, comme on sait, à l'échauffourée du 31 octobre, il s'est produit alors un temps d'arrêt dans la propagande démagogique des clubs; mais au bout de quelques jours on s'était remis de cet échec : il suffit d'assister aux séances des clubs de Belleville, de Ménilmontant, des Batignoles, de ces hauteurs d'où les lumières de la démocratie et du socialisme descendent dans les profondeurs de Paris (discours de M. Jules Allix, au club *Favié*), pour s'assurer que le « parti » n'a point désarmé, et qu'il n'attend qu'une occasion propice pour prendre sa revanche du 31 octobre.

Les orateurs de Belleville vont même jusqu'à se féliciter de n'avoir pas réussi alors. « Nous étions trop doux et trop confians, disait un de ces naïfs énergumènes dans la séance du 19 novembre. Nous n'aurions pas fait ce qu'il fallait; nous le ferons aujourd'hui. Ce qu'il nous faut, c'est un 93. Eh bien! 93 reviendra, soyez-en sûrs, citoyens, nous retrouverons des Robespierre et des Marat. » Comme il est facile de le supposer, aucune mesure émanée du gouvernement de l'Hôtel de Ville ne peut plus satisfaire cette opposition, devenue irréconciliable, et c'est encore M. Blanqui qui achevait de la peindre. A l'époque où l'on faisait des sorties partielles, les clubs deman-

daient des sorties en masse; depuis qu'il s'agit d'une opération générale, sinon d'une sortie en masse, quel est le langage de M. Blanqui? « Après avoir envoyé les défenseurs de Paris en détail à la boucherie, on veut maintenant, dit-il, les expédier en bloc à l'abattoir. » Comment donc satisfaire M. Blanqui et avec lui le club de la salle Favié ou le club de la rue d'Arras? Sans doute il n'y a pas que des clubs démagogiques, et même dans ceux où la démagogie domine on peut recueillir parfois des paroles sensées. Il y a peu de jours, au club de *l'École de médecine*, des protestations violentes s'élevaient contre le décret interdisant l'affichage des journaux. Un orateur venait de proposer au club de donner l'exemple de la désobéissance en faisant afficher une protestation contre ce décret attentatoire aux droits imprescriptibles des citoyens. Un républicain modéré, M. Geniller, eut le courage assurément fort méritoire de protester contre cet appel aux moyens révolutionnaires. « Le gouvernement, dit-il, est l'expression de la majorité, et sous une république plus que sous aucun autre gouvernement vous devez respecter la volonté de la majorité. Si, chaque fois qu'une mesure déplaît à la minorité, celle-ci se refuse à l'accepter, si elle se met en insurrection contre la loi, comment voulez-vous que la république puisse subsister? Prenez-y garde, vous faites, sans le vouloir, cause commune avec ceux qui la déclarent impossible. Et vous ne compromettez pas seulement la république, vous compromettez aussi le droit de réunion. Quoi qu'on puisse dire du gouvernement, et malgré toutes les fautes qu'on peut lui reprocher, on doit convenir qu'il a montré jusqu'à présent une rare mansuétude. Il est sans exemple que dans une ville en état de siége aucune liberté n'ait été suspendue, que la liberté de parler et d'écrire soit restée entière. Eh bien! il faut éviter de la compromettre par des excès injustifiables. Les clubs en particulier sont encore vus avec méfiance par une grande partie de la population, et l'on ne peut pas dire qu'ils représentent l'opinion de la majorité. On les supporte sans les aimer; s'ils se mettaient dans leur tort en faisant appel à l'insurrection, ils pourraient bien faire suspendre et ajourner pour longtemps peut-être la liberté de la parole, une de nos libertés les plus précieuses. » Le club applaudit avec chaleur ces sages paroles, ce qui ne l'empêchait pas, quelques instans après, de voter l'affichage de sa protestation contre l'interdiction de l'affichage.

On se moquait spirituellement au XVIIIe siècle de ce bon abbé de Saint-Pierre, qui voulait établir la paix perpétuelle, et qui avait trouvé, ajoutait-on, un moyen infaillible d'utiliser les moines et les marrons d'Inde. Nous ignorons s'il existe quelque moyen infaillible d'utiliser les clubs, mais nous n'en persistons pas moins à penser

qu'il serait plus dangereux de les supprimer que de les laisser vivre. Toutes les agitations, toutes les fièvres auxquelles la population parisienne a été en proie depuis trois mois se sont manifestées avec une intensité particulière dans les clubs, et on y a vu succéder du jour au lendemain à l'abattement le plus extrême les espérances les plus exagérées. La démagogie y a établi ses assises, elle y a annoncé plus d'une fois naïvement son intention de jeter le gouvernement par les fenêtres; elle y a dénoncé les accapareurs et les traîtres, elle les y a jugés et condamnés; elle y a enfin détaillé tous les articles de son programme de « moyens révolutionnaires » à l'aide desquels, après avoir débloqué Paris, elle sauvera la France et même le monde. Sans doute ces dénonciations perfides, ces accusations furieuses, ces provocations criminelles à la guerre civile, ces insanités décorées du titre pompeux de moyens révolutionnaires qui n'ont pas sauvé la France en 1792 et qui achèveraient de la perdre en 1870, exercent sur les esprits peu cultivés ou sans culture aucune qui composent en majorité le public des clubs une action délétère ; mais suffirait-il de fermer les clubs pour empêcher cette *malaria* de se répandre et d'acquérir, sous l'influence des circonstances, un caractère particulier de malignité? Si les clubs n'existaient point, la démagogie et le socialisme cesseraient-ils de propager leurs poisons? Leur propagande serait moins visible, leurs conspirations seraient latentes, ils prépareraient leurs « journées » dans des conciliabules secrets au lieu d'en afficher le programme dans des clubs publics ; mais le danger serait-il moindre ? Cette réaction de la modération et du bon sens qui a empêché le gouvernement provisoire de glisser sur la pente de la révolution, et qui l'a sauvé finalement du coup de main du 31 octobre, se serait-elle produite avec la même intensité et la même énergie, si les clubs et les journaux de la démagogie ne lui avaient donné l'éveil? Gardons-nous donc de nous montrer trop sévères pour les clubs; ce serait de l'ingratitude! Sans chercher, suivant le précepte et la méthode du bon abbé de Saint-Pierre, les moyens de les « utiliser, » n'oublions pas qu'ils ont rendu, qu'ils nous rendent encore, tous les jours, au moins des services involontaires.

G. DE MOLINARI.

LA

GARDE NATIONALE

DE PARIS

Après deux mois de siége, qui n'ont guère été que deux mois de préparatifs, la garde nationale de Paris est enfin appelée à concourir aux opérations de guerre. Ce n'est pas sans peine, il faut le dire, que le gouvernement de la défense s'est décidé à faire des soldats de tous nos citoyens valides. Jusqu'aux premiers jours de novembre, il a hésité, et bien des tâtonnemens ont précédé les résolutions qui viennent d'être prises, et qu'on peut maintenant regarder comme définitives. Le gouvernement a donc décrété que l'une des trois armées de Paris se composerait des 266 bataillons de garde nationale sédentaire, et que chacun de ces bataillons serait divisé en compagnies de guerre et en compagnies de dépôt. Les premières compagnies, au nombre de quatre par bataillon, ont un effectif de 100 à 125 hommes, y compris les cadres. On y a d'abord appelé les volontaires, puis les célibataires et les veufs sans enfans, divisés selon l'âge en deux catégories, en dernier lieu les pères de famille, également répartis en deux catégories selon leur âge. 120,000 hommes environ se trouvent ainsi incorporés dans les compagnies de guerre, et laissent derrière eux une réserve beaucoup plus nombreuse, chargée du service intérieur et de la garde des remparts. Celle-ci naturellement comblera les vides qui se produiront dans les demi-bataillons de marche. Telles sont en abrégé les dispositions du décret du 8 novembre, abrogeant un autre décret rendu le 16 octobre sur la formation de bataillons de volontaires mobilisés. Si difficile que soit la tâche de ceux qui organisent la résistance, on ne peut malheureusement applaudir sans réserve à tout ce qui a été fait. Le temps permet encore de réparer la plus grande partie des fautes commises, et la situation est assez bonne pour qu'il soit permis de ne pas les dissimuler.

Ceux qui ont observé l'état moral de Paris pendant le siége ont pu constater que les esprits y ont passé déjà par plusieurs phases. La république à peine proclamée, il y eut dans toute la ville un mouvement superbe, que ressentit d'ailleurs la France entière. Il nous souvient du spectacle que présentaient alors les mairies, où les hommes de tout âge et de toute condition venaient à l'envi se faire inscrire. Les bataillons formés, le zèle ne se ralentit pas. Pendant plusieurs heures chaque jour, le matin et le soir, on se pressait aux exercices. Sur nos places, dans nos jardins, le long de nos quais et de nos avenues, dans nos rues, dans nos carrefours, partout en un mot où l'espace était suffisant pour réunir une compagnie, les gardes nationaux apprenaient le maniement des armes. On avait accepté résolûment cette transformation militaire. Le plus grand nombre des citoyens ne voulaient plus quitter l'uniforme. Le roulement des tambours et les sonneries des clairons ne cessaient d'emplir les oreilles. C'était le temps où les bataillons présentaient les armes à la statue de Strasbourg, que l'on couvrait de drapeaux et de fleurs. Presque chaque jour, la place de l'Hôtel-de-Ville servait de théâtre aux manifestations patriotiques et guerrières, que la sédition ne s'était point encore appropriées. Allait-on aux remparts, il fallait voir la gravité des factionnaires, l'ardeur des patrouilles, l'activité des chefs de poste; il fallait entendre les conversations des hommes, qui, dans leur animation, trouvaient qu'on tardait trop à les mener à l'ennemi. Ce que l'on pouvait reprocher à tous, c'était de prétendre enchérir à chaque instant sur la consigne. Ce spectacle était beau; mais il est malheureusement avéré qu'on ne sut pas toujours répondre à la vivacité du mouvement. Peu à peu parurent dans la foule des symptômes de lassitude et d'ennui. Les yeux les moins prévenus étaient frappés de la médiocrité de la direction. La mairie de Paris et les municipalités provisoires secondaient peu d'ailleurs l'état-major de la place Vendôme. L'armement, l'équipement, se faisaient sans ordre et sans célérité. Beaucoup de mécontentemens furent excités par la répartition maladroite de l'indemnité de 1 fr. 50 allouée aux gardes nécessiteux. Les instructions militaires et les ordres du jour du général Tamisier ne purent lui conquérir une autorité nécessaire, et la confusion que l'on y vit régner engendra chez les officiers et dans tous les rangs peu de confiance et beaucoup d'ombrage. Lorsque, le 16 octobre, le gouvernement fit un appel aux volontaires pour son premier projet de bataillons mobilisés, il échoua pour n'avoir pas su parler nettement à l'opinion publique, surtout pour avoir laissé passer l'heure. Déjà plusieurs journaux attisaient les inquiétudes publiques. Au découragement qui naissait mille rumeurs servaient de pâture. Le 31 octobre, le gouvernement annonça coup sur coup la capitulation de Metz, l'échec du Bourget et les pourparlers engagés pour un armistice. C'était trop. Tandis que, frappée de stupeur, la majorité

baissait la tête, une minorité furieuse voulut, dans un jour de vertige, donner à d'autres chefs la conduite d'un effort suprême. L'intrigue avait dressé des listes acclamées par l'égarement. Il fallut marcher le cœur sombre sur l'Hôtel de Ville envahi, et accepter la lutte contre MM. Blanqui, Flourens et leurs partisans. Vinrent le plébiscite et les élections municipales; la politique fit oublier la guerre. Pendant ce temps se renouaient ces négociations malheureuses qu'on eût dites faites à souhait pour achever d'émousser les courages. On vivait en suspens, on semblait attendre la chute. Enfin commença le jour du réveil, et ce fut celui où les dernières conditions de M. de Bismarck nous tirèrent d'incertitude. Cette crise, peut-être inévitable, aura fini par être salutaire. Elle a laissé Paris plus sûr de lui-même qu'aux premiers jours de l'investissement. Elle nous a guéris à la fois des forfanteries et des faiblesses; nous sentons que le dénoûment approche, et que ce dénoûment ne peut être honteux. Vaincre ou mourir, ce ne sont plus des mots sonores, bons pour le refrain d'un couplet guerrier; c'est dans la conscience de chacun une nécessité bien comprise.

Si nous venons de repasser ainsi ces trois mois de notre existence, c'est qu'il en résulte pour nous la conviction que la garde nationale est moralement prête à tenir sa place à côté de l'armée et à côté de la garde mobile; mais quel sera son rôle dans l'action au moment suprême? quel cas faudra-t-il faire alors de son concours? On peut répondre qu'hier ses services militaires eussent été bien médiocres, et que demain ils pourront être immenses. Ce sera l'affaire du gouverneur de Paris et du général Clément Thomas. Il n'est pas besoin d'être homme de guerre pour signaler ici les réformes les plus urgentes; le simple bon sens les indique. Commençons par nous rendre un compte exact de ce qui est, étudions les élémens dont se compose cette armée, et passons d'abord en revue les officiers, puis les soldats.

On sait comment les cadres des bataillons ont été formés. A l'exception du capitaine adjudant-major et de l'adjudant sous-officier, qui sont à la nomination du commandant supérieur, les officiers et sous-officiers de chaque compagnie sont issus de l'élection directe, et le chef du bataillon a été choisi ensuite par les officiers des compagnies auxquels se sont adjoints des délégués élus parmi les sous-officiers et les gardes. C'est donc le suffrage à deux degrés qui nomme les chefs de bataillon. Les élections qui ont été faites au mois de septembre, presque en présence de l'ennemi, ont donné des résultats qu'il était assez naturel d'attendre: elles ont produit presque partout un corps de sous-officiers excellens, un corps d'officiers médiocres. Lorsqu'on a nommé les caporaux et les sergens, on n'a eu qu'à choisir parmi les anciens militaires, qui se présentaient en grand nombre, et c'est aux meilleurs instructeurs qu'on a donné la préférence; la plupart du temps, le vote a eu lieu sur la pré-

sentation des états de service. Quand il s'est agi de la nomination des capitaines, lieutenans et sous-lieutenans, la compétition a été vive, et, selon l'esprit qui prévalait dans les quartiers, les gardes nationaux ont obéi soit à des préoccupations politiques, soit à des préoccupations militaires. Les uns, dans leur ressentiment contre le régime déchu, n'ont voulu entendre parler que de candidats dont les convictions républicaines fussent bien nettement accusées, et ils ont porté leurs voix sur les chefs populaires de l'opposition démocratique qui s'étaient fait connaître, pendant les dernières années du second empire, dans les réunions publiques, ou dans les assemblées électorales, ou dans les comités des associations ouvrières. Les autres, désireux surtout de se bien préparer à la bataille, qu'ils croyaient prochaine, voulurent appliquer au choix des officiers les mêmes règles qu'au choix des instructeurs, et ne considérer dans les titres des candidats que les campagnes, les blessures et les distinctions obtenues à l'armée. Cette façon de procéder était parfaitement raisonnable; mais il arriva que, les officiers de l'armée active retraités ou démissionnaires ayant été presque tous rappelés au service, les compagnies ne purent mettre à leur tête que d'anciens sous-officiers d'infanterie ou de cavalerie. Dans l'un et l'autre cas, on était loin de la perfection. La plupart des officiers élus pour leurs opinions politiques ignoraient jusqu'aux élémens de ce qu'ils auraient dû apprendre à leurs soldats. Quant aux sergens et aux maréchaux des logis de l'armée, excellens sous-officiers sans aucun doute, ils n'avaient en général ni l'autorité ni l'instruction qu'il eût fallu pour le commandement d'une compagnie. Restaient les chefs de bataillon, et ici la difficulté s'augmentait encore. Contrairement à ce qui s'était passé pour les autres grades, les candidats manquaient parfois. Il se présenta cependant un certain nombre de vieux soldats qui se trouvaient être disponibles, capitaines en retraite pour la plupart, et des notabilités politiques de nuance et de valeur très diverses. Les élections des commandans présentèrent donc aussi deux caractères bien tranchés, l'élément politique et l'élément militaire prédominèrent tour à tour. Ici l'on se donna des chefs qui avaient tout à apprendre en fait de stratégie et de tactique, à commencer par l'école du bataillon. Ailleurs on eut affaire à des hommes qui, justement pour avoir pratiqué pendant de longues années la vie des camps, étaient profondément imbus de préjugés militaires, avaient grand'peine à prendre au sérieux leur rôle, et dont quelques-uns même ne tarissaient pas en railleries sur l'étrange prétention d'opposer aux vainqueurs de Reischofen et de Sedan des bourgeois qui la veille étaient en redingote. Ces résultats des premières élections n'ont rien qui doive surprendre, et, les circonstances étant données, il n'était pas aisé de faire mieux ou même autrement. Les élections nouvelles auxquelles ont procédé les compagnies

de guerre, il y a quinze jours environ, ont changé peu de chose à la composition des cadres. Ajoutons toutefois que ces appréciations générales comportent des exceptions, et que de plus les officiers, quelle que soit leur origine, ont acquis en trois mois une somme d'expérience dont on doit tenir compte.

Des officiers, passons à la troupe. Il y a plaisir à constater d'abord que, même avant la formation des compagnies de guerre, pour lesquelles on a doublé le temps des exercices, la masse était déjà généralement bien instruite. Dans tous les bataillons, les hommes, depuis plus de deux mois, ont été chaque jour formés au maniement des armes. Ils sont devenus familiers avec la charge du fusil et l'escrime à la baïonnette. L'école de tirailleurs, l'école de bataillon, les manœuvres laissent quelque chose à désirer; mais des progrès sérieux et rapides peuvent maintenant être obtenus. De plus, si l'on n'est encore aguerri ni au feu ni même aux fatigues des longues marches, on a du moins appris à supporter la pluie, le froid et les nuits d'hiver passées sous la tente. Il serait ridicule d'exagérer les rigueurs de ce noviciat militaire; cependant elles sont parfois réelles et bien faites en cette saison pour accoutumer à la dure. Chaque jour, les divers bataillons fournissent un nombre d'hommes déterminé pour le service des remparts. On s'assemble à huit heures au lieu ordinaire de réunion, et l'on se met en route en emportant avec soi la couverture dans laquelle on s'enroulera pendant la nuit et le sac chargé des provisions de la journée. On arrive au secteur. Les compagnies désignées pour occuper les bastions ou les portes vont relever la garde descendante, tandis que celles dont le tour est venu de se tenir en réserve s'installent à proximité dans divers édifices, gares de chemins de fer, écoles, anciennes casernes d'octroi, ou encore dans les baraquemens en planches construits le long de la route militaire. Tout Parisien sait à peu près ce qu'est une journée passée au bastion. Les gardes ont pris possession des quelques tentes où l'on doit trop souvent s'entasser vingt et plus, bien qu'elles ne contiennent chacune que sept ou huit couchettes; ces couchettes de crin, étroites et dures, ont été substituées aux bottes de paille que l'on avait naguère, et sur lesquelles on dormait bien mieux. On attend alors que le chef de poste ait réglé, selon le nombre de ses hommes, les quatre ou cinq heures de faction que chacun doit faire. Après cela, l'on emploie à sa guise le temps dont on peut disposer. Les uns engagent d'interminables parties de bouchon, les autres, malgré le règlement, tentent les hasards de l'écarté ou du piquet; d'autres préfèrent causer des événemens du jour, soit entre eux, soit avec les artilleurs de garde auprès des canons et des poudrières, ou avec les douaniers qui occupent au bas du talus les postes-casernes. Quelques-uns obtiennent des permissions ou s'échappent; ils vont en excursion au-delà des remparts, s'ils ne s'enferment pas dans la salle de billard d'un café. Beaucoup enfin font plu-

sieurs visites par jour aux cantines innombrables qui se succèdent sans interruption sur tout le tour de l'enceinte fortifiée, le long de la route militaire et du nouveau chemin de fer de ronde. Ici de pauvres vieilles ont allumé leur réchaud en plein air et vendent, à trois sous la tasse, le *petit noir*, affreux liquide dans lequel ont bouilli ensemble le sucre, l'eau-de-vie et le marc de café. Là, des restaurateurs qui se disent « commissionnés » ont construit des baraques où l'on va manger l'*ordinaire*, c'est-à-dire l'assiettée de soupe grasse qu'accompagne une tranche de bœuf ou de cheval bouilli, et boire la chopine ou le demi-setier, sans parler de toutes les sortes de produits alcoolisés qui peuvent, sous un nom quelconque, se verser dans un petit verre. La cantinière de la compagnie, qui est ordinairement la femme d'un caporal ou d'un sergent, voire même du sergent-major, est venue aussi avec sa voiture; c'est chez elle surtout qu'on se presse, et son mari racole les clients. L'oisiveté aidant, il est rare qu'une bonne moitié des hommes de garde ne soit pas le soir en état d'ivresse. Heureusement le froid de la nuit les dégrise. Entre sept et huit heures, tout le monde se trouve réuni sous la tente. Autour d'une bougie achetée à frais communs, le cercle se forme; tandis que les bidons pleins circulent, les contes succèdent aux chansons, les chansons aux contes, puis les lueurs et les voix s'éteignent. Seulement d'heure en heure le caporal de pose appelle les numéros de ceux qui doivent prendre la faction, et recevoir la pluie ou compter les étoiles.

La passion de boire est funeste en tout temps, mais quel n'en serait pas le danger dans les circonstances actuelles, si on laissait des habitudes d'ivrognerie se propager chez des hommes destinés à veiller et à combattre pour la France? Il y aurait injustice à étendre le reproche; nous devons néanmoins constater l'intensité du mal. Il est grand temps de l'arrêter. On devrait se rappeler que, depuis le commencement de la guerre, du combat de Wissembourg jusqu'à l'affaire du Bourget, ces mêmes excès ont aidé la défaite, et qu'au moment du départ pour la frontière les bandes de soldats avinés qui sillonnaient les rues et les boulevards de Paris, souillés des traces ignobles de l'ivresse, ne furent pas, hélas! d'un heureux augure pour la gloire de nos drapeaux. Ces malheureux exemples ne nous ont pas corrigés. L'abus du vin et de l'eau-de-vie fait dans les rangs de honteux ravages, et amène dans le service une série de graves désordres. Il se passe peu de nuits sans fausses alertes, sans coups de feu sottement tirés sur des ennemis imaginaires, sans accidens douloureux. Il ne s'en passe point sans disputes violentes, qui dégénèrent souvent en rixes, et quand le matin vient, les raccommodemens et les protestations d'amitié donnent un nouveau prétexte à vider des bouteilles. Ce ne sont pourtant pas les règlemens qui manquent, il y en a même trop, et ceux qui les ont rédigés sont entrés dans les plus minutieux détails : fermeture des cantines à sept heures et

demie du soir, défense aux cantiniers de vendre plus d'un demi-litre de vin par homme et par jour, etc.; mais la vérité est que, dans ces matières comme pour le reste, les instructions données ne reçoivent pas même un commencement d'exécution. Quand on le voudra fermement, il sera facile de réprimer ces abus; qu'on veuille donc, et qu'on mette à tout prix et au plus vite un terme à ce désolant spectacle.

On peut en dire autant de l'esprit d'indiscipline, qui fait un singulier contraste avec le patriotisme des paroles. L'ivrognerie suffirait seule à expliquer beaucoup de faits d'insubordination, petits en apparence, graves à cause de l'exemple et de la multiplicité; mais la mauvaise tenue, qui choque dans trop de bataillons, dépend aussi de plusieurs autres causes. On a déjà vu qu'il y avait lieu d'adresser de grands reproches à l'état-major, surtout pendant les deux mois de commandement du général Tamisier. Non-seulement l'organisation première a été mal conçue et mal exécutée; mais une fois l'enrôlement fait et les bataillons constitués, on semble s'être appliqué sans relâche à rédiger jour par jour une série d'ordres si diffus, si obscurs, si contradictoires, que les officiers, désespérant de se reconnaître dans ce chaos, ont renoncé à les interpréter. De cette quantité d'instructions, dont les unes ont été rendues publiques et dont les autres demeurent cachées dans les livres tenus par les fourriers, il n'en est pas une, pour ainsi dire, qui ne soit restée lettre morte. Un pareil système est évidemment peu favorable au maintien de la discipline. Abandonnées à elles-mêmes, les compagnies ont senti quelquefois l'impulsion que le chef de bataillon leur donnait selon son gré et sous sa responsabilité; elles n'ont jamais senti celle du commandant supérieur, et rarement les capitaines ont eu d'autre guide que leur instinct et leurs propres lumières : inconvénient d'autant plus regrettable que dans les cadres d'officiers l'insuffisance était plus générale. Nous ne surprendrons personne en ajoutant que, sur ce chapitre de la discipline, un certain nombre d'officiers ont laissé voir de l'indifférence, et même une complaisance impossible à excuser. Ce qui a contribué du reste à rendre la sévérité du commandement plus difficile, c'est que les moyens de répression, fort énergiques sur le papier, sont en pratique à peu près dérisoires. Si par extraordinaire un jour de garde une punition est infligée, si un homme passe la nuit à la salle de police, celui-ci, loin de regretter sa place au bastion et sous la tente, s'y trouvera bien mieux traité et plus au chaud. Un autre point qu'on ne peut taire, quoi qu'il en coûte, c'est que le contact de l'armée régulière a eu presque toujours des résultats bien différens de ceux qu'on aurait attendus. Le service des remparts n'est pas uniquement confié à la garde nationale; des militaires de différentes armes se trouvent aussi sur les bastions ou dans le voisinage. En outre, on se rencontre fréquemment dans les cabarets et dans les cantines. Or, au lieu d'un double enseignement, il y a eu là double danger, — la conver-

sation et l'exemple. Nous ignorons ce que valait en temps ordinaire la discipline de nos troupes. Plusieurs officiers nous assurent que, sous l'empire, un grand relâchement s'était produit dans les mœurs de l'armée comme dans les mœurs du pays. Quelques-uns affirment aussi que le laisser-aller contracté dans les dernières guerres a peu à peu détruit ce qui restait de l'ancien respect des règlemens. On croit enfin, avec raison ce semble, que cette désinvolture débraillée, ce *chic* des zouaves mis à la mode depuis Sébastopol, ont insensiblement gagné les autres corps et y ont effacé la vraie notion des devoirs du soldat. En ce sens, les victoires mêmes de l'empire auraient été nuisibles. La persuasion que, pour vaincre, il suffit d'un furieux élan et d'une charge à la baïonnette aurait fait oublier le grand principe de l'obéissance aux ordres donnés. Quoi qu'il en soit, les troupes dont se composait l'armée de Paris au commencement du siége, recrues mêlées en hâte à quelques débris de vieux régimens, n'étaient pas faites pour servir de modèle aux milices sans expérience qui se formaient au métier des armes. A coup sûr, ces mêmes troupes, aujourd'hui réorganisées, sont bien différentes de ce qu'elles étaient à Châtillon, elles le prouvent en ce moment même; mais l'esprit qui les animait alors n'en a pas moins produit des effets regrettables. Très souvent ces soldats ont donné l'exemple du mépris des consignes, de la négligence dans les parties les plus importantes du service et du manque de respect pour les supérieurs. Joignez maintenant à tout cela les folles imaginations qui ont été répandues dans la foule par quelques journaux ou par des orateurs de club sur les prodigieux résultats des sorties en masse. Il eût suffi, à les en croire, que tout ce qui habitait Paris, hommes, femmes, enfans, vieillards, se ruât sur les lignes prussiennes pour anéantir d'un seul coup les plans militaires de M. de Moltke. Ces discours chimériques, auxquels on mêlait fort mal à propos le souvenir des armées de la convention et des volontaires en sabots de 1792, n'ont que trop vivement agi sur la naïveté populaire. Souvent on fut porté à faire bon marché d'une discipline incommode; parce qu'on voyait en pensée les armées ennemies s'évanouir devant la seule majesté de la république.

En résumé, dès le milieu d'octobre le gouvernement de la défense nationale disposait à Paris d'une milice de 300,000 hommes qui déployait, à tout prendre, un ensemble de qualités inespérées; mais ces qualités se trouvaient et se trouvent encore aujourd'hui balancées par de grands vices. La masse de citoyens destinée à former une armée était dépourvue de bons officiers, en partie ruinée par des habitudes d'ivrognerie, en partie minée par l'esprit d'indiscipline. De plus, par un oubli qui ne peut s'expliquer, on avait négligé, malgré les réclamations les plus vives, de faire le triage nécessaire des hommes jeunes et vigoureux, qui seraient appelés sans doute à sortir des retranchemens, et des pères de famille, auxquels devait être laissé le service de l'ordre public et de la

défense intérieure. Le temps du général Trochu a été absorbé, nous le savons, par un nombre infini de soins; cependant la perte de plusieurs semaines, quelles qu'en soient les causes, n'en fut pas moins ici un fait malheureux. A cette faute s'ajoutèrent des maladresses qui ne peuvent être passées sous silence, car elles touchent au cœur même de notre sujet.

Ce fut le 14 octobre seulement que le gouvernement s'occupa pour la première fois de diviser la garde nationale en deux catégories, dont l'une devait être mobilisée et l'autre rester sédentaire. Dans une lettre adressée le 15 octobre au maire de Paris, le général Trochu expliqua comment il comptait former des bataillons mobilisés, pour le recrutement desquels il s'adressait uniquement au patriotisme des volontaires. « Les bataillons de guerre de la garde nationale, appelés à concourir à des opérations extérieures avec l'armée régulière et la garde mobile, seront soumis comme elles, écrivait-il, aux lois et règlemens militaires. Ils recevront les prestations en nature (vivres de campagne) et la solde des troupes, en échange de la solde que reçoit aujourd'hui la garde nationale sédentaire, à dater du jour où ils auront été mobilisés. » Ce document ne fut ni goûté ni même bien compris, et l'on attendit le décret annoncé, qui parut le surlendemain, et qui n'excita qu'un étonnement universel. Vainement en effet y eût-on cherché ce que le gouvernement exigeait au juste des volontaires, et quelles garanties il leur offrait en retour de l'engagement demandé. Ce qui était le moins douteux, c'est que les hommes ainsi enrôlés seraient soumis aux mêmes obligations que la garde mobile et l'armée régulière, sans participer aux avantages dont jouissent les soldats enrôlés dans l'armée ou dans la mobile. On ignorait et pour combien de temps l'on serait pris et jusqu'où l'on pourrait être envoyé. Resterait-on autour de Paris? irait-on en Allemagne, si la fortune y ramenait nos armes? Le décret ne le disait pas. Quant à la solde et aux prestations, l'article 10 répétait simplement ce qu'avait dit la lettre de l'avant-veille, à savoir qu'on serait assimilé en ce point à la garde mobile à partir du jour où le bataillon quitterait l'enceinte. Les gardes nationaux nécessiteux auxquels l'indemnité journalière de 1 fr. 50 cent. était allouée, pensèrent donc avec raison qu'on leur supprimerait ce secours. Enfin l'article 7 laissait à la charge des volontaires les frais obligatoires d'habillement et d'équipement, la ville de Paris devant seulement venir en aide à ceux qui seraient hors d'état de faire face à ces dépenses. A bien peser les termes du décret, il valait infiniment mieux s'engager dans un régiment de ligne.

Puisqu'il avait si longtemps attendu, le gouvernement aurait dû au moins étudier plus attentivement un projet d'une telle importance. Il ne fallut pas moins, pour le faire accepter, que cinq ou six rectifications en forme de commentaires et l'intervention successive de M. Jules

Favre, de M. Étienne Arago et du général Tamisier. Alors seulement les enrôlemens commencèrent; mais le début avait tout compromis. On eut beau, dans quelques mairies, afficher des adresses remplies d'emphase, invoquer la patrie en deuil, déployer l'appareil théâtral des drapeaux, des tambours, des tentures funèbres; il aurait mieux valu que le gouvernement mît dans ses actes plus de clarté, de suite et de précision. Nombre de citoyens, braves et déterminés à lutter sous Paris en gens de cœur, mais pour qui c'eût été le dernier sacrifice de se voir indéfiniment associés à l'armée active, en restèrent à la première impression que le décret leur avait faite. La lecture en était d'ailleurs presque toujours accompagnée d'interprétations malveillantes par les chefs de la garde nationale. Pour des raisons diverses, la plupart des commandans se montraient hostiles à cette mobilisation. Plusieurs alléguaient qu'il était trop tard, qu'on allait désorganiser leurs bataillons, leur enlever tous les bons élémens, ne leur laisser dans les mains que ce qui était médiocre et débile. D'autres se refusaient à dresser des listes de volontaires, affirmant que leur bataillon tout entier demandait à marcher au feu, ce qui en réalité n'engageait personne. Survint le désarroi du 31 octobre, qui coupa court aux enrôlemens. Dès lors il ne fut pas plus question du décret du 16 que s'il n'avait jamais été rendu. Le gouvernement avait compté, dit-on, sur 100,000 hommes; nous ne savons pas exactement quel fut le nombre de ceux qui répondirent à son appel, mais ce nombre a été malheureusement assez petit pour qu'on n'ait pas cru devoir le publier. L'entreprise avorta pour avoir été mal conduite.

Il y avait deux mois déjà que la république était fondée. Que n'avait-on su profiter de ces journées superbes de septembre, lorsque partout retentissaient les plus fiers accens de vengeance, lorsque la réponse de M. Jules Favre à la Prusse faisait tressaillir jusqu'aux murailles, et que la patrie elle-même était descendue au fond des cœurs? Pour n'avoir pas su nourrir l'ardeur qu'il avait lui-même allumée, le gouvernement la laissa se changer insensiblement en une impatience maladive. Il fut moins prompt à l'exécution qu'aux discours, et fatigua Paris comme on lasserait un cheval généreux qu'on contraindrait de rester immobile en l'excitant du geste et de la voix. Le coup soudain de la chute de Metz trouva la population amollie et mal préparée. On nous avait habitués à compter sur d'autres que sur nous-mêmes, et nos chefs semblaient croire que le jour était proche où Bazaine se chargerait d'apporter un dénoûment vengeur. On commit une faute analogue et plus grave encore en entretenant l'illusion que, Metz étant rendu et Bazaine ayant capitulé, l'Europe s'interposerait et prêterait son égide à la France. Cette erreur dissipée, l'énervement fut à son comble. Dans Paris, cinq ou six journaux contribuaient sciemment à pervertir l'esprit public. Les uns, que touchait seule la considération du gain, tenaient boutique de nouvelles

alarmantes et mensongères; les autres, instrumens d'intrigantes coteries, semaient le trouble et la défiance. Au dehors, c'est-à-dire aux états-majors des secteurs et sur les remparts, les militaires assombrissaient les âmes par leurs propos décourageans, et la contagion gagnait vite. Si l'on en croyait les officiers de l'armée active, trop accoutumés depuis longtemps à faire abstraction de la force morale, l'impossibilité de prolonger la résistance était mathématique, tout était bien fini, l'on ne pouvait aller contre les règles; il ne restait plus qu'à décider si l'honneur militaire exigeait qu'on perdît encore une bataille avant de se rendre. Chez les soldats, la résignation remplaçait l'entrain disparu; ils répétaient qu'il n'y avait plus qu'à bien mourir « sous les ordres du général *De profundis.* » La garde nationale ne pouvait échapper à ces impressions. Par une fâcheuse coïncidence, ce fut précisément alors que parut un nouveau décret, celui du 8 novembre, aux termes duquel chaque bataillon devait fournir quatre compagnies de guerre.

Nous avons déjà fait connaître l'économie de ce décret. Il arrivait si tard que toute critique, même bienveillante, devenait inutile et intempestive. Militairement la conception pouvait être meilleure. Au point de vue civil, l'application entraîna des inégalités, des inconséquences, qui parurent choquantes. Il y eut des bataillons où le chiffre des volontaires inscrits égalait ou dépassait même le contingent demandé; mais il s'en fallait qu'il en fût de même partout, et quelquefois l'on dut, pour compléter l'effectif, atteindre la catégorie des pères de famille. Jamais loi n'a produit des effets aussi disparates. Celle-ci donna lieu à des scènes pénibles. Uniquement pénétrés de l'idée qu'une injustice était commise, plusieurs citoyens éclatèrent en récriminations malheureuses, et, quand les compagnies nouvelles se réunirent le 11 novembre pour procéder à la formation de leurs cadres, ils voulurent que leurs protestations fussent jointes aux procès-verbaux des élections. Bien plus, des compagnies entières (en petit nombre, il faut le dire) refusèrent nettement de se constituer. Divers argumens furent invoqués; on déclara surtout que les pères de famille ne devaient pas aller s'exposer aux balles prussiennes quand il était notoire que des célibataires et des jeunes gens se trouvaient soustraits au danger. Quelque reproche qu'on pût faire à la loi, ceux qui parlaient ainsi oubliaient quel était leur strict devoir. Dans l'état où nous sommes, il faudrait que depuis longtemps tout célibataire fît partie de l'armée active, et tout homme marié des bataillons de garde nationale mobilisés. Voilà la vérité, et dès lors il était coupable de chercher derrière soi ou à ses côtés de quoi colorer un refus. N'avions-nous pas d'ailleurs assez haut réclamé des armes? Pensions-nous que les fusils n'avaient d'autre usage que la parade ou l'exercice? Quoi! pendant de longs jours et de longues semaines, on accusait les lenteurs de la province à nous secourir, on s'indignait que les milices du nord, de l'ouest et du midi ne sortissent pas

en foule du fond des villes, des villages et des hameaux, — et nous, les habitans de la capitale assiégée, si l'on nous proposait de passer les ponts-levis de nos portes et de tenir garnison dans nos propres forts, nous osions répondre par des murmures!

Par bonheur, les Français ont un ressort assez énergique pour que les abattemens soient chez eux de courte durée. La seule différence que l'on constate après la crise, c'est qu'il y a plus de calme et de sang-froid dans les courages. Si quelqu'un en pouvait douter, nous n'aurions pas écrit ce que l'on vient de lire, et nous aurions caché silencieusement notre douleur. Aujourd'hui donc, toutes les compagnies de guerre sont définitivement constituées, et le gouvernement dispose ainsi de plus de 100,000 hommes, qu'il aurait pu sans doute appeler à l'activité avec plus de discernement, mais qui sont prêts, qui ont compris que l'heure des réclamations était passée, qui feront ce qu'on attend d'eux. Déjà l'occupation de Bondy, opérée le 24 novembre par le 72e bataillon, est du meilleur présage, et nous savons que d'autres bataillons prennent une part glorieuse à la grande lutte qui a commencé le 29. Sans doute l'heureuse annonce de la victoire d'Orléans est arrivée à point pour nous faire respirer, si j'ose dire, une autre atmosphère, sans doute le succès du général d'Aurelle et les récits encourageans qui sont envoyés de province ont produit un changement soudain dans le langage de l'armée et dans le ton même de la presse; mais nous devons surtout nos vaillantes dispositions à un prompt retour vers nous-mêmes et vers la réalité des choses. Persuadés qu'il faut, pour en finir, engager la lutte à outrance, nous ne sommes plus à la merci ni des rumeurs ni des événemens. Dussions-nous éprouver encore d'autres déceptions, dussent nos malheurs passer notre attente, nous savons que beaucoup mourront peut-être, mais que Paris fera son devoir.

Tandis que les bataillons de dépôt sont aux remparts comme par le passé, les compagnies mobilisées achèvent de s'équiper à tour de rôle et partent pour les points qui leur sont assignés. Les hommes qui les composent vont être appelés au service des avant-postes, des grand'-gardes, et à l'occasion ils se mêleront dans la bataille à leurs camarades de la mobile et de la ligne. La garde nationale sera, selon le vœu du général Trochu, selon son propre vœu, une armée véritable. On a vu quel était son fort et son faible. Si les défauts que nous avons signalés sont graves, il suffira d'appliquer énergiquement les remèdes certains que le bon sens suggère.

Avant toutes choses, il faut bannir de nos rangs ce vice d'ivrognerie qui nous compromet et nous souille. Qu'on ne craigne pas d'employer la rigueur. Punissez durement tous ceux qui s'enivrent, retranchez-leur la solde, mettez-les dans de vraies prisons, et, s'il le faut, que les officiers répondent de désordres qu'ils ne devraient pas souffrir. Plutôt encore que de réprimer les abus, essayez de les prévenir; faites exécu-

ter les règlemens sur les cantines, ne permettez plus que des sous-officiers établissent à leur compte des débits de vin et d'eau-de-vie, et ne tolérez plus surtout l'oisiveté dans laquelle on entretient les hommes. La faction achevée, des soldats n'ont-ils donc plus qu'à jouer et à boire? Pourquoi ne pas donner quelques heures du jour à des exercices qui ne seront jamais trop répétés, ou à ces marches militaires prescrites depuis plus d'un mois, mais trop rarement accomplies? Pourquoi ne pas obliger tant de bras inactifs à faire des corvées utiles, remuer le sol, transporter les déblais, construire ici des barricades, ailleurs placer des sacs à terre? Dans les commencemens du siége, le génie demanda en vain de pareils services à la garde nationale; les hommes les plus habitués par état aux travaux manuels furent ceux qui se récrièrent davantage, et des officiers, aux applaudissemens de leurs compagnies, répondirent : « Nous ne commandons pas des terrassiers, mais des soldats. » Phrase absurde; à ce compte, nous voilà loin du soldat romain dont parle Végèce, pour qui c'était tout un de manier le glaive ou la pioche : *ferrum gestare, fossam ducere, onus ferre, duratis ad omnem laborum tolerantiam membris.* Il faut y revenir, car les généraux de ce temps-là savaient leur métier. Quant à la discipline, vous la sauverez de même; moins d'ordres du jour et plus d'actes, moins de menaces et plus de faits. Qu'on cesse d'user de ménagemens qui nous perdent; ne laissez pas chômer les conseils de guerre; soyez inexorable dans l'exécution des arrêts. Parce qu'on a eu la faiblesse de ne pas fusiller un homme, on risque quelquefois le salut d'une troupe. Il faudra réparer aussi, dans la mesure du possible, ce que les cadres ont de défectueux. Ayez un petit nombre d'inspecteurs sévères chargés incessamment de parcourir chaque secteur et munis de pouvoirs assez étendus pour qu'on redoute leur visite. Puisqu'il n'a pas été possible de créer des divisions, des brigades, des régimens, et que le bataillon demeure l'unité, ces inspecteurs serviront au moins d'intermédiaires entre les 266 chefs de bataillon et le commandant supérieur. Leur rôle consistera justement à transmettre la direction générale, qui jusqu'ici a trop fait défaut dans l'organisation élémentaire que la nécessité a imposée. Que cette direction soit ferme, uniforme, constante, que nulle mesure ne soit hâtivement édictée sans qu'on ait pris le temps d'en étudier les effets; en un mot, que tout soit pesé, afin que chacun soit mis à même de connaître nettement et une fois pour toutes son devoir. L'état-major général doit pouvoir exercer sur les officiers la même action qu'il demande à ceux-ci d'exercer sur leurs troupes. Cela fait, il ne restera plus qu'à entretenir dans nos rangs ce sentiment suprême qui fait les armées victorieuses. La dernière proclamation du général Trochu à la population de Paris, celle du général Ducrot aux soldats de la deuxième armée, sont de nobles modèles des seuls discours que, jusqu'à la paix, nous devions entendre.

Maintenant, si l'attente des prochains combats laissait quelque repos

d'esprit, il serait intéressant de s'arrêter aux changemens qu'apportent dans les mœurs trois mois d'une vie si nouvelle. La société devra sans aucun doute en tirer d'heureux fruits. Ce qui frappe d'abord, c'est la fusion rapide et facile que les circonstances ont faite des élémens les plus divers. La même cause patriotique a réuni, fusil en main, l'homme du monde élevé dans cet élégant scepticisme dont vingt ans de corruption avaient si bien consolidé l'empire, le bourgeois avec ses préoccupations étroites et ses vues timorées sur les affaires du pays, l'ouvrier qui a conservé la foi robuste en dépit d'appétits grossiers, et qui poursuit un certain idéal mêlé d'utopies et de sentimens généreux. Ils ont vécu ensemble et se sont connus, ils ont partagé le même lit de camp sous la tente, ils se sont, comme on dit, senti les coudes dans le rang; ils savent que le premier d'entre eux qui tombera sera recueilli et vengé par les autres. Les riches ont compris qu'il ne fallait reprocher aux malheureux ni tant d'aveuglement ni tant de noirceur, les pauvres qu'on pouvait jouir des biens de la fortune sans que le cœur devînt égoïste et altier. Surpris au premier jour d'une rencontre inattendue, ils se sont liés bientôt d'une camaraderie sincère, et qui sait combien de préjugés ont été ainsi détruits de part et d'autre? Quelques politiques prudens conçoivent cependant des craintes et se demandent déjà si, la paix rétablie, il sera bien sage de laisser des armes à cette multitude énorme. Ils allèguent, à tort suivant nous, ce qui s'est passé le 31 octobre; mais quand l'histoire véritable de cette journée sera connue, on saura qu'il en faut surtout imputer les excès à l'imprudence du gouvernement, qui laissa dégénérer en sédition ce qui n'était d'abord qu'une manifestation inopportune, et qui eût dû faire passer dès longtemps en cour martiale les quelques factieux qui tentèrent un coup d'audace à la faveur du mouvement. Il importe en outre de remarquer que, si l'on n'eût montré une longanimité déplorable, la foule n'aurait pas songé à envahir l'Hôtel de Ville. Enfin n'oublions pas que c'est à l'intervention de la garde nationale elle-même que le gouverneur de Paris et ses collègues durent leur délivrance sans qu'une goutte de sang ait été versée. L'époque où nous vivons est peu propice aux conjectures sur l'avenir; est-ce pourtant se montrer téméraire que de faire reposer dans la garde nationale, telle qu'elle est aujourd'hui constituée, une de nos futures garanties d'ordre et de sécurité publique? D'ailleurs cette époque extraordinaire offre une particularité digne d'attention et capable de rassurer ceux qui redoutent encore des troubles civils : c'est que tout le monde s'accorde à croire que la justice, l'ordre et la paix pourront seuls panser nos blessures et qu'ils n'ont pas besoin d'autres sauveurs, c'est que les partisans mêmes du régime personnel, s'il en reste, n'ont plus de candidat sur qui lever les yeux. Faute d'aspirans à la tyrannie, il nous sera donné peut-être de fonder cette fois en France le règne de la liberté.

EUG. LIÉBERT.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

30 novembre 1870.

Cette guerre furieuse et cruelle où se jouent les destinées de la France, cette guerre aura été assurément pleine de surprises et de prodigieuses péripéties. Tout ce qu'on pouvait imaginer a été dépassé, toutes les prévisions ont été déconcertées d'une heure à l'autre, tout a marché ou plutôt tout s'est précipité d'une façon extraordinaire, et nous ne sommes pas au bout du sanglant et redoutable drame. Oui, en vérité, nous vivons depuis quatre mois dans un formidable imprévu. Qui aurait dit, le jour où commençait cette terrible lutte, que Paris, la ville brillante et somptueuse, gâtée par la fortune, était si près de voir se presser sous ses murs un implacable ennemi, et qui aurait cru que ce Paris assiégé, avec ses habitudes, avec ses deux millions d'âmes, avec sa population toujours impatiente et agitée, tiendrait autant que la place de guerre la plus éprouvée? Qui aurait pensé d'un autre côté que cette ville immense, cette gigantesque citadelle étendant de toutes parts le rayonnement de ses feux pût même être sérieusement investie? Non, on ne croyait ni à la possibilité d'un investissement suffisant pour rompre toutes les communications, ni à la possibilité d'une résistance prolongée, opiniâtre, si l'heure fatale d'un siége devait sonner, et les Prussiens eux-mêmes en tentant l'aventure n'y croyaient peut-être pas plus que nous. Qui aurait dit encore que moins de trois mois suffiraient pour qu'un pays comme la France fût la proie d'une effroyable invasion, inondant près d'une moitié de ses provinces, dévastant ses campagnes, rançonnant ses villes et semant les ruines sur son passage? Et enfin qui ne s'est senti le cœur serré d'une inexprimable angoisse le jour où la dernière force régulière tombait avec un des boulevards de la nationalité française, avec l'armée de Metz, et ce jour-là qui n'a cru un moment que tout était perdu? Qui osait entrevoir à travers le désastre de Metz le rayon des premiers succès de nos armées nouvelles à Orléans?

Tout cela cependant s'est accompli point par point avec une sorte de rigueur méthodique, tout ce qui dépassait les calculs ordinaires s'est

vérifié. Ce siége de Paris qui ressemblait à un rêve est un fait qui dure depuis plus de soixante-dix jours déjà. Cet investissement qu'on croyait impossible existe, on nous a séquestrés, on nous a enfermés hermétiquement, et même M. de Bismarck prétend nous interdire les airs comme il nous interdit l'eau et la terre. Ce gracieux geôlier proscrit nos ballons qui passent par-dessus sa tête en le bravant, — et nos malheureux pigeons, ces aimables et trop rares messagers de bonnes nouvelles, si le ministre du roi Guillaume pouvait les prendre, il les enverrait sûrement en Allemagne dans une forteresse pour les traduire au besoin devant un conseil de guerre. Cette invasion, devant laquelle reculait l'imagination la plus audacieuse, cette invasion cruelle est devenue une réalité. L'immense serre allemande s'est ouverte pour essayer d'enlacer nos provinces jusqu'à la Loire, elle s'est enfoncée dans la chair et dans le sang de nos malheureuses populations. Paris assiégé, nos principales citadelles de l'est abattues, notre ancienne armée détruite ou traînée en captivité, nos provinces foulées sous les pieds des chevaux et livrées à la soldatesque teutonne, oui, sans doute, tout cela est arrivé, toutes ces choses extraordinaires, qu'on ne voulait ou qu'on n'osait prévoir, sont l'œuvre d'un implacable vainqueur que tout a semblé pousser en avant; mais c'est ici que la chance a l'air de devenir moins inégale, que l'imprévu cesse de garder toutes ses faveurs pour l'audace conquérante, et en réalité, quand on y regarde de près, quand on rapproche les dates, il se trouve que le plus récent et le plus cruel de nos désastres, cette capitulation de Metz qui a remué la France entière, marque en quelque sorte le point culminant de la fortune prussienne et la dernière extrémité de nos malheurs. On dirait que dans cette suprême catastrophe de toute une armée la fatalité a voulu épuiser ses amertumes. Ce qui est certain dans tous les cas, c'est que, si le coup a été rude, il y a eu depuis ce jour comme une éclaircie, comme des réveils d'espérance dans cette situation violente où la France est occupée à se ressaisir elle-même.

Comment s'est-elle accomplie, cette triste et douloureuse catastrophe de Metz? Qu'en faut-il penser? Est-ce le dénoûment inexorable d'une lutte poussée à bout et où rien n'aurait pu désormais détourner un désastre? Y a-t-il eu à un moment quelconque une défaillance, un trouble d'esprit sous l'influence de préoccupations étrangères à la défense militaire? C'est déjà un malheur qu'il puisse s'élever un doute sur ces tragédies de l'honneur et du devoir où tout doit être simple et clair comme la nécessité. Certes on ne dira pas qu'elle a été faible de cœur cette armée qui s'est portée si souvent et si vaillamment à l'ennemi pendant soixante-dix jours, et qui a vu tomber sous le feu plus de quarante mille hommes, plus de deux mille officiers, vingt-quatre généraux. Elle s'est battue intrépidement, elle a supporté les dures privations du blocus, elle a épuisé ses vivres jusqu'au bout, et, sans parler de l'armée elle-même, qui est

hors de cause, comment admettre qu'un capitaine, un maréchal de France, qui vient de livrer vingt combats et qui aurait eu tout intérêt à s'illustrer par un dernier effort, ait pu consentir à livrer ses soldats, une des premières citadelles françaises, s'il ne s'était senti sous le poids d'une impitoyable nécessité? Évidemment le maréchal Bazaine n'avait aucun intérêt à capituler, et pendant les deux mois qu'il est resté seul, livré à lui-même, il s'est montré un soldat assez vigoureux pour qu'on lui doive la justice de ne pas laisser tomber précipitamment sur lui un soupçon de déshonneur. Malheureusement il n'y a point à s'y méprendre, toute cette affaire reste encore pleine d'obscurités et d'énigmes. Que signifient ces voyages de généraux à Londres avec des saufs-conduits prussiens et ces apparences de négociations avec celle qui fut autrefois régente et impératrice? D'où venaient ces bulletins démoralisateurs semés pendant quelques jours parmi les soldats de Metz, comme pour les préparer par le trouble de l'esprit à laisser tomber les armes de leurs mains devant l'impossible? Comment se fait-il que ces chefs d'armée, qui n'ont trouvé aucun moyen de communiquer avec la France, se soient empressés de se rendre à Cassel auprès de celui qui restera dans l'histoire l'homme de Sedan, et qui ne représente plus pour le pays que le souvenir amer d'une époque d'où sont sortis tous nos désastres? Tout cela est assez inexplicable, nous en convenons. Après s'être montré si ferme au combat, le maréchal Bazaine n'a peut-être pas résisté lui-même à cette pression des mauvais bruits qui lui venaient du camp prussien, et qui lui représentaient la France comme une grande vaincue achevant de se déchirer elle-même dans l'anarchie. Il n'a pas fait comme Davout tenant huit mois à Hambourg pendant toutes les révolutions de 1814, refusant de recevoir les nouvelles que lui transmettait l'ennemi et s'obstinant à ne rendre son poste que sur un ordre venu de France. Peut-être le chef de l'armée de Metz s'est-il laissé flatter de quelque rôle de pacificateur, de restaurateur, et en fin de compte il n'est point impossible qu'il ait été la première dupe des Prussiens intéressés à l'amuser de négociations chimériques jusqu'au moment où il n'aurait plus qu'à rendre les armes.

De trahison, il n'y en a point eu sans doute, il y a eu la fatalité de l'empire poursuivant et enveloppant jusqu'au bout cette malheureuse armée impuissante à briser le cercle de fer qui la séparait de la France. M. Gambetta, dans un premier mouvement, a prononcé le mot de « crime; » le gouvernement de Paris, plus réservé, s'est contenté d'appeler cette triste affaire un « grand procès » que l'histoire jugera.

Ce n'est plus que de l'histoire en effet; mais de toute façon ce qui n'est point douteux, c'est que cette capitulation de Metz a mis en quelque sorte le sceau à une période militaire aussi bien qu'à une période politique, et s'il y avait dans un tel malheur une compensation, il y aurait pour nous celle-là, que de l'empire désormais et de ses habiletés guerrières il ne reste plus rien. Les 300,000 soldats français qui sont en

Allemagne attestent dans leur douloureuse captivité l'impéritie de ceux qui les ont conduits ou qui ont annulé les efforts de leurs chefs les plus vaillans. L'infortune imméritée qui les a frappés est la plus sanglante condamnation de ce régime disparu, qui est tombé sans sauver l'honneur. Maintenant c'est la France elle-même qui s'est levée tout entière pour sa défense, c'est la France combattant pour sa nationalité, pour son intégrité, résolue à repousser avant tout l'invasion attirée sur elle. La guerre a changé complétement de face, et ici, sans rien exagérer, on ne peut du moins méconnaître ce que le gouvernement de la défense nationale, ce gouvernement improvisé le 4 septembre dans une heure de péril suprême, a fait pour remettre le pays en état de soutenir cette lutte nouvelle de l'esprit de patriotisme et d'indépendance contre l'esprit d'usurpation et de conquête, s'avouant désormais dans sa brutalité triomphante. Sans doute on peut dire tant qu'on voudra que ce gouvernement n'a pas montré un génie irrésistible et foudroyant, qu'il n'a pas réalisé l'impossible, qu'il n'a pas réussi en trois mois à rejeter un ennemi victorieux hors des frontières; il a fait ce qui était possible, il a conduit avec une prudente et honnête énergie une campagne presque désespérée à l'origine, et si l'on veut mesurer ce qui a été accompli, on n'a qu'à se souvenir du point d'où l'on est parti le 4 septembre. Tout était alors en désarroi sous le coup du désastre de Sedan; les Prussiens arrivant sous Paris dans le premier moment n'auraient eu peut-être qu'à pousser une attaque à fond pour arriver sur les remparts avec nos premiers défenseurs découragés. L'empire, en s'effondrant, ne nous laissait ni soldats ni officiers en nombre suffisant, ni matériel; il ne nous laissait que de la démoralisation, fruit naturel de son génie militaire et politique. La première nécessité était de gagner du temps pour se relever de ces effroyables surprises. Trois mois se sont écoulés, où en est-on maintenant? Il faut être juste, même pour ceux qui n'ont pas fait tout ce qu'on espérait d'eux : la résistance de Metz, si triste qu'en ait été le dénoûment, cette résistance n'a point été certainement inutile; elle a eu pour résultat, en retenant 200,000 Prussiens en Lorraine, de permettre à la défense de Paris de s'organiser, de s'affermir, et Paris à son tour, en tenant bien plus qu'on ne le pensait, a laissé à la province le temps de se reconnaître, de faire jaillir de son sein des armées nouvelles, de s'ébranler pour la grande lutte patriotique, de sorte que ces trois mois, qui ont paru si longs quelquefois, ont servi en réalité à mettre nos défenses hors de péril, à refaire dans Paris une armée qui existait à peine, à retremper tous les courages, à stimuler l'insurrection nationale des provinces. Voilà ce qu'on a fait. Et dans quelles conditions l'œuvre s'est-elle accomplie? au milieu de la liberté la plus absolue, des divulgations souvent indiscrètes des journaux, des déchaînemens heureusement éphémères des factions, avec un gouvernement réduit à se partager en deux, avec des communications interrompues, avec Paris investi étroi-

tement et la France occupée par l'ennemi dans plus d'un tiers de son territoire. N'importe, l'œuvre a marché.

C'est l'honneur du général Trochu de ne s'être point laissé un instant ébranler, et il a eu d'autant plus de mérite qu'il n'avait peut-être pas au commencement une foi bien entière dans le succès d'une telle entreprise. Il s'est mis au travail, il a demandé à la population parisienne le concours de son patriotisme, de l'abnégation, des sacrifices, et par l'inspiration du devoir, par la droiture du caractère, par une activité patiente et méthodique, il a fait ce que le génie le plus impétueux n'aurait pu faire; il s'est montré digne d'un succès qui au premier abord semblait difficile en ne livrant rien au hasard, et il est arrivé ainsi à constituer énergiquement cette défense qui sauve l'honneur de Paris, qui entre maintenant dans une phase plus décisive, la phase de l'action. Ce qui n'eût point été possible il y a trois mois l'est devenu aujourd'hui; c'est le commencement d'une situation nouvelle où tout peut changer d'un instant à l'autre pour la France.

Sans doute, nous ne le méconnaissons pas, l'invasion continue à tourbillonner autour de nous et à se répandre comme un torrent sur notre territoire. Elle s'est montrée un instant à Dijon, où elle a rencontré une assez vigoureuse résistance; elle a débordé vers la Loire, elle est allée d'un autre côté jusqu'à Chartres, elle s'est étendue dans un certain rayon de la Normandie. Cela est malheureusement certain, — de l'aveu de M. de Bismarck, nous avons sur notre sol tout ce que l'Allemagne peut donner de soldats, sans compter les suivans et les parasites des armées. C'est une véritable inondation de barbares; mais enfin à quels résultats sérieux et décisifs est-elle arrivée, surtout depuis un mois, cette armée toute-puissante, innombrable, dont les chefs avaient promis à l'Allemagne qu'ils allaient forcer du premier coup les portes de la grande cité parisienne? Elle est peut-être plus embarrassée que le premier jour, car il ne faut pas croire qu'une invasion qui se prolonge soit sans péril pour l'envahisseur lui-même, réduit à s'affaiblir en se divisant, en s'étendant, ou à laisser l'espace libre autour de lui en se concentrant. Les Allemands n'ont rien fait depuis un mois, ils n'ont pu empêcher nos propres forces de s'organiser, quoique M. de Bismarck se soit vanté de pouvoir aller étouffer dans l'œuf nos jeunes armées, quoique le prince Frédéric-Charles ait prétendu orgueilleusement qu'il irait « partout, partout, » jusqu'à Marseille s'il le fallait, et en définitive les chefs de l'état-major prussien pourraient bien commencer à s'apercevoir que la conquête d'une nation n'est pas une de ces entreprises qui s'accomplissent d'un coup de tactique, qu'il ne suffit pas de vouloir pour aller partout.

Pour nous assurément, nous sommes payés pour ne pas avoir des illusions démesurées; nous ne nous croyons plus à l'abri des revers, et il n'est pas dit que tout doive nous réussir dans cette phase nou-

velle où nous entrons. Les difficultés qui nous restent à surmonter ne nous échappent pas. Il n'est pas moins vrai que cette armée de la Loire, pour laquelle M. de Bismarck avait naguère des railleries poméraniennes, existe, qu'elle a fait récemment acte de vitalité en reprenant Orléans, en chassant devant elle les divisions prussiennes ou bavaroises du général de Thann, et qu'elle a commencé par ce premier succès des opérations qui semblent conduites avec une prudente et énergique circonspection par un de nos vieux soldats, le général d'Aurelle de Paladines. Cette armée, c'est M. Gambetta qui nous l'assure, elle compte 200,000 hommes sur la Loire; elle s'appuie sur une autre force de 100,000 hommes prête à entrer en ligne en ce moment même, au 1er décembre; un peu plus en arrière sont encore 200,000 mobilisés de la garde nationale plus qu'à demi organisés. C'est déjà quelque chose d'assez respectable. A l'ouest, une armée bretonne s'avance avec M. de Kératry. Le général Bourbaki à son tour, Bourbaki, dont nous ne savons rien, doit bien être quelque part, puisqu'il a donné de l'inquiétude aux chefs prussiens, qui ont paru récemment se préoccuper d'une jonction possible de ses forces avec l'armée de la Loire. Dans l'est, il y a Garibaldi préparant son entrée en campagne avec ses francs-tireurs des Vosges, il y a M. Keller avec ses volontaires de l'Alsace, sans compter l'armée qui est sous Besançon aux ordres du général Michel. On a voulu pousser la France à bout, la France se lève; la province, on n'en peut plus douter, court au drapeau, tandis que de son côté le général Trochu entre en action sous Paris, autour de ce grand boulevard de l'indépendance nationale.

Encore une fois, c'est une lutte nouvelle qui commence; le mouvement se dessine à travers l'obscurité qui nous enveloppe, les forces existent et se coordonnent, le reste est l'affaire de notre constance, dussions-nous avoir à subir d'inévitables mécomptes et à traverser de dures épreuves avant de toucher au grand but de la délivrance. Nous pensons bien que dans cette lutte nouvelle nos chefs militaires, éclairés désormais par l'expérience, sauront opposer la tactique à la tactique, harceler l'ennemi au lieu d'aller se livrer à ses coups, comme on l'a fait si souvent, le contraindre à faire face de tous les côtés à la fois, s'il ne veut s'exposer à voir refluer sur lui une nation tout entière en armes. Nous avons le triste avantage de combattre chez nous, profitons-en pour déjouer cette stratégie savante et uniforme, mieux faite pour frapper quelques grands coups au commencement d'une guerre que pour dompter un pays. Militairement donc, on peut bien dire sans excès d'illusion que tout a pris une tournure plus rassurante, puisque là où il n'y avait rien il y a des armées nouvelles, enfantées et disciplinées par la passion patriotique, — et au point de vue moral ou diplomatique en Europe ces trois mois n'ont pas eu des conséquences moins favora-

bles : ils ont servi à dissiper bien des équivoques, à dégager la vérité des situations, à montrer la France dans la généreuse attitude d'un peuple qui ne s'abandonne pas, qui en se défendant défend le droit de tous les peuples, l'inviolabilité des indépendances nationales, la paix elle-même, la paix de demain et d'aujourd'hui, la paix permanente du continent européen, contre la brutalité des déchaînemens de la force.

La moralité de cette lutte si tristement, si implacablement poursuivie est là tout entière en effet. La Prusse ravageant la France de Metz à Orléans, de Dijon à Chartres, voulant à tout prix faire plier Paris sous la pointe de son épée, et faisant de la mutilation d'une nationalité séculaire la première condition de la paix, qu'est-ce autre chose que la conquête dans ce qu'elle a de plus violent et de plus odieux? La France assaillie dans ses foyers, menacée dans son existence, fière encore et toujours prête à combattre pour la sauvegarde de son intégrité, offrant la paix, mais ne la voulant pas sans l'honneur, qu'est-ce autre chose que la stricte défense dans ce qu'elle a de plus légitime et de plus émouvant? Tel est le spectacle qui depuis trois mois se déroule avec toutes ses péripéties devant l'Europe et devant le monde. On a pu s'y tromper avant le 4 septembre, lorsqu'il y avait un gouvernement qui s'entendait aussi bien à conduire ses campagnes diplomatiques qu'à organiser ses campagnes militaires. Pour tous les esprits de bonne foi, il n'y a plus eu à s'y méprendre depuis le 4 septembre, depuis ce jour où M. Jules Favre, faisant violence à ses sentimens les plus intimes, allait à Ferrières porter une parole de paix, essayer d'arrêter cette horrible effusion de sang par quelque grande transaction que la France se montrait prête à accepter, même dans ce qu'elle aurait de rigoureux, pourvu qu'il n'y eût rien contre la dignité nationale, contre l'équité souveraine. L'équivoque est encore moins possible depuis le jour où la Prusse a fait échouer par son arrogance cet armistice que les puissances neutres proposaient il y a un mois et que M. Thiers allait négocier à Versailles. Ce qu'il y a d'étrange, et ce qui tendrait à prouver que M. de Bismarck n'est peut-être pas absolument sans crainte sur l'effet de son attitude en Europe, sur les embarras que pourrait lui créer la manifestation du sentiment universel, c'est le soin avec lequel le chancelier de la confédération du nord s'ingénie à tout travestir, — c'est aussi cette doucereuse récrimination d'une de ses dernières dépêches à l'adresse de lord Granville, que le premier ministre du roi Guillaume veut bien prémunir contre le danger de se montrer trop sympathique pour la France dans les circonstances actuelles. Le chancelier prussien craint que l'Angleterre n'aille contre son but en témoignant des sympathies qui pourraient causer des illusions nouvelles au gouvernement français et entretenir ce gouvernement dans la « voie mauvaise » où il est engagé, lorsqu'il serait bien plus simple de nous dire tout de suite d'en passer par ce que veut la Prusse.

Après tout que veut M. de Bismarck? Dieu est témoin qu'il ne veut

que le bien de la France. Il est persuadé que le peuple français ne demande pas mieux que de retrouver la paix, en la payant à son juste prix, bien entendu, et il est prêt à tous les sacrifices pour favoriser la réunion d'une assemblée chargée de signer cette paix. Quoi donc! il consentait à laisser les élections se faire jusque dans les provinces que par un euphémisme il appelle les « départemens allemands » de la France, et il promettait même, tant est grande sa magnanimité, de ne point inquiéter ceux qui auraient accepté de leurs compatriotes d'Alsace et de Lorraine la mission d'aller les représenter dans une assemblée française. C'est le gouvernement de Paris qui n'a voulu rien entendre, qui s'est obstiné à prolonger son usurpation en refusant à la France le droit de se faire représenter dans une assemblée souveraine, en rendant tout armistice impossible par ses prétentions ambitieuses et exorbitantes! M. de Bismarck a dit cela plusieurs fois déjà, il se répète, et le thème de sa diplomatie n'en est pas plus heureux. Imagine-t-on en effet un gouvernement comme celui de la défense nationale contestant à la France un droit quelconque, reculant devant l'élection d'une assemblée, tenant à garder sans motif entre ses mains cette lourde dictature du péril et de la nécessité que les événemens lui ont donnée un instant! Il a décliné l'armistice tel que l'entendait la Prusse, parce qu'il ne pouvait pas faire autrement, parce que le ravitaillement de Paris, non pas un ravitaillement indéfini, comme l'a dit faussement le chancelier de la confédération du nord, mais strictement proportionné à la durée de l'armistice, était la condition première de toute trêve équitable et sincère, parce qu'enfin sans cette condition, Paris, fatigué d'un mois d'inaction, trompé par une perspective de paix, épuisé de vivres, risquait, à l'expiration de la trêve, de tomber comme un fruit mûr aux pieds du roi Guillaume, c'est-à-dire que la Prusse arrivait à son but d'un seul coup et sans combat. C'est là ce que le chancelier prussien appelle ingénieusement le maintien du *statu quo!* Pourquoi toute cette diplomatie captieuse et ces efforts pour travestir les choses? M. de Bismarck aurait peut-être accepté l'armistice, même avec le ravitaillement de Paris, ne fût-ce que par un reste d'égard pour les puissances neutres, lorsqu'il s'est senti repris de l'orgueil de la victoire à la suite de deux circonstances qui coïncidaient fatalement avec les négociations. La journée du 31 octobre et la reddition de Metz lui enflaient le cœur. Il s'est dit alors que ce n'était pas la peine de se gêner, et il a cru fort spirituel de rejeter toute la responsabilité sur le gouvernement français. A qui le chancelier de la confédération du nord persuadera-t-il que le gouvernement de la défense nationale ne s'est servi de cette question de ravitaillement que comme d'un prétexte pour évincer les puissances neutres, dont l'intervention était le résultat de la patriotique mission remplie en Europe par M. Thiers?

M. de Bismarck a beau faire, il a beau multiplier les arguties et les

subterfuges, il ne réussira pas à déplacer les responsabilités, à intervertir les rôles, à dénaturer la situation respective qu'il fait à la Prusse et à la France dans ce tragique duel. Il y a une vérité qui éclate à tous les yeux. M. de Bismarck est arrivé à Versailles avec un double espoir qui lui sera compté dans l'histoire et qui doit le recommander à la postérité. Ce double espoir sera trompé, nous en avons la confiance; mais l'intention suffit, c'est bien assez d'avoir avoué un jour devant l'Europe civilisée que la Prusse comptait réduire la France et Paris par ces deux armes, qui ne sont pas précisément des armes chevaleresques, la famine et la destruction sociale. Le chancelier prussien l'a publié tout haut comme la chose la plus simple du monde dans une dépêche qui a excité un certain frisson en Europe, puisque M. de Beust y a vu le « cri de détresse d'un homme qui se sent entraîné. » Bombarder Paris, non, M. de Bismarck ne l'a pas voulu, ou il s'est réservé de n'employer ce moyen qu'à la dernière extrémité; il a préféré cerner, affamer Paris, attendant de pied ferme que le besoin fît tomber les armes des mains exténuées des défenseurs. Et qu'on ne s'y trompe pas, M. de Bismarck prévoit parfaitement les conséquences possibles d'une telle éventualité, il les exagère même; « il en résultera infailliblement, dit-il, que des centaines de milliers d'individus devront mourir de faim. » N'importe, ce n'est pas la peine de s'arrêter pour si peu. Voilà les sentimens d'humanité que le chancelier de la confédération du nord porte dans cette guerre! Il ne se méprend pas davantage sur les conséquences de l'autre moyen infaillible qu'il croit pouvoir appeler à son aide pour son œuvre de victorieux. « La France, ajoute-t-il, devra subir toutes les conséquences de la résolution prise par ses gouvernans de l'engager dans une lutte à outrance. Les sacrifices s'accroîtront sans utilité, et la destruction de son ordre social sera à peu près inévitable. » Ainsi voilà un homme chargé de conduire la politique d'un peuple qui se dit civilisé, représentant d'un roi qui met Dieu dans tous ses bulletins, prétendu porte-drapeau des principes conservateurs en Europe, voilà un homme qui parle, sans reculer d'effroi, de centaines de milliers de créatures humaines mourant de faim pour assouvir un orgueil militaire, qui ne voit aucun inconvénient à mettre lui-même la main à la destruction sociale d'un grand pays! M. de Beust avait quelque raison, c'est l'aveu fatidique et implacable d'un homme qui ne reconnaît plus ni frein ni scrupule, qui se sent entraîné par une fatalité.

C'est la fatalité de la conquête qui pousse inexorablement ceux qui se sont livrés à elle. Une fois dans cette voie, on ne s'arrête plus, tous les moyens sont bons, et certes on n'a pas vu souvent un système de guerre plus complet sous ce rapport que celui qui est employé par la Prusse dans cette carrière de violences où l'entraînent ses chefs. Le chancelier de la confédération du nord, il faut lui rendre la justice qu'il mérite, a fait des prodiges dans ce genre; il est passé maître d'un coup

dans la ruse comme dans tous les excès de la force, et s'il y a dans ce siècle un homme d'état qui ait professé ou pratiqué avec une imperturbable audace la politique de la souveraineté du but, c'est bien lui. Rien ne l'émeut, rien ne l'arrête, et quand il parle de la destruction sociale de la France, c'est qu'il y travaille avec une dextérité dont le succès apparent ou momentané a pu lui causer quelque enivrement. Il ne réussira pas, nous le croyons bien; il n'est pas moins vrai qu'il aura fait ce qu'il aura pu, et que depuis trois mois il pratique sur la plus grande échelle un système de duplicité et de mystification qui restera comme un des phénomènes les plus caractéristiques dans ces sanglans événemens. Ah! M. de Bismarck a su tirer des merveilles de l'investissement de Paris. Maître de nos communications, il ne nous laisse arriver que ce qu'il veut, ce qui peut le servir. De temps à autre, comme pour irriter notre curiosité, il nous laisse passer quelques journaux, jamais des journaux de nos départemens, presque toujours des journaux étrangers en général peu favorables, souvent de date arriérée et habilement choisis pour nous troubler ou pour nous ôter l'espérance. C'est ainsi que nous avons eu tant de récits sur nos défaites, sur les capitulations de nos places, sur les agitations de nos grandes villes. Que de fois Paris n'a-t-il pas eu à se raffermir, à se cuirasser contre les impressions énervantes laissées par ces informations suspectes! Ce qui est certain et ce qui serait bien étrange, si c'était simplement l'œuvre du hasard, c'est que nous avons eu de cette façon toutes les mauvaises nouvelles et pas une bonne. D'un autre côté, on ne néglige rien pour alarmer la province sur l'état de Paris, qu'on représente tantôt comme livré à l'anarchie, tantôt comme épuisé de courage et tout prêt à se rendre au premier jour. Croit-on que cette tactique ait été sans influence à Metz? Est-ce qu'on n'a pas dit à cette malheureuse armée que l'anarchie était arrivée à un tel point que nous en étions à invoquer le secours des soldats prussiens pour rétablir l'ordre? Depuis trois mois, M. de Bismarck trompe Paris sur nos provinces, il trompe nos provinces sur Paris, et par cette double et artificieuse falsification il trompe l'Europe sur la France, qu'il se plaît à représenter comme menacée de dissolution et n'aspirant qu'à secouer le gouvernement révolutionnaire de Paris pour faire la paix avec lui. Nous comprenons que M. de Bismarck n'aime pas les ballons et qu'il fulmine des menaces contre eux; ce sont les trouble-fêtes de son système, ce sont nos seuls messagers chargés d'aller porter de nos nouvelles, de dissiper les fantasmagories, comme les pigeons sont les seuls messagers des bonnes nouvelles qui nous sont arrivées quelquefois de province. On ne songe pas à tout, c'est là le point vulnérable de cet hermétique investissement, la fissure à travers laquelle passe de temps à autre un rayon de vérité.

La vérité est que l'invasion prussienne, comme toutes les invasions, est bien obligée de ne pas se borner à l'emploi de tous les subterfuges

de la ruse, elle est réduite à s'attester par tous les excès de la force au moindre signe d'une résistance patriotique. Ce n'est pas une plainte vaine que nous avons la faiblesse d'élever, comme M. Jules Favre le disait récemment avec fierté, c'est un système que nous montrons à l'œuvre : ce système, c'est la destruction et la ruine. L'invasion prussienne a commencé en fusillant des paysans lorrains ou alsaciens qui se défendaient, elle continue en semant la mort, la dévastation partout où elle passe et où elle rencontre une protestation du sentiment national. L'autre jour un honorable pasteur protestant, M. Cailliatte, retraçait cette navrante histoire dans une lettre qu'il a écrite au *Times*, et qui nous est revenue, probablement sans passer par les mains de M. de Bismarck. Il racontait la triste aventure d'un charmant village du pays chartrain, de Cherizy. Sous prétexte qu'un détachement allemand avait eu affaire dans les environs à des francs-tireurs, on arrive à Cherizy. Les uhlans se précipitent dans les rues et sabrent tout sur leur passage. Cela fait, l'artillerie placée sur une hauteur voisine vomit la mort sur le malheureux village, et comme si cela ne suffisait pas, on va mettre le feu aux maisons, on enduit les meubles d'huile de pétrole pour les enflammer plus vite, car ces messagers de l'idée allemande marchent munis de tout ce qu'il faut pour ne pas perdre de temps, pour régulariser la destruction. A Houdan, mêmes excès pour se venger de la résistance de Dreux. Sait-on, d'un autre côté, ce qui s'est passé à Ablis, non loin de Versailles, toujours à la suite d'une affaire meurtrière, non plus avec des francs-tireurs, mais avec des gardes mobiles? Ici c'est un soldat prussien qui raconte le fait. Une brigade entière marche sur la petite ville, et bientôt Ablis n'est qu'un amas de ruines. On fait cependant aux femmes, aux enfans et aux vieillards la grâce de les chasser. Quant aux hommes, ils sont impitoyablement taillés en pièces, massacrés, puis on met le feu aux maisons, aux granges. Jusque dans la nuit, les flammes s'élèvent au-dessus de la ville détruite, et le soldat prussien, qui n'est pas sûr d'avoir travaillé à une bonne action, quoiqu'on lui ait dit que la punition était juste, ce soldat ajoute avec naïveté que « ce fut un jour comme on en a vu rarement dans l'histoire du monde, et qu'en vérité il y a eu une clameur universelle contre ce fait. »

Voilà pourtant la désolation qui s'étend à vingt-cinq lieues autour de Paris, et, selon le témoignage honnêtement indigné de M. Cailliatte, la terreur inspirée par les Allemands, par leurs réquisitions, par leurs violences, est telle que de tous côtés dans le pays on n'entend parler que de suicides, de malheureux devenus fous, de femmes qui se sont jetées dans les puits à l'approche de l'ennemi. M. de Bismarck, qui prétend que les ballons sont contraires aux lois de la guerre, ne compte-t-il plus l'humanité parmi ces lois? Puisque les Allemands ont avoué l'intention non plus seulement de soutenir la lutte contre une armée ou contre un gouvernement, mais de démembrer la nationalité fran-

çaise, ils doivent bien s'attendre à rencontrer de la résistance dans le sentiment national, à être traités en envahisseurs. S'ils emploient de tels moyens, les représailles terribles viendront bientôt; la guerre, déjà si cruelle par elle-même, ne sera plus qu'une étreinte sanglante entre deux races devenues d'immortelles ennemies, décidées à se servir de toutes les armes, et alors où s'arrêtera-t-on dans cette effroyable carrière? Où va-t-on avec ce système qui rappelle les grandes invasions barbares, et que M. le comte de Bismarck et M. le comte de Moltke, au nom du roi Guillaume de Prusse, auront eu la gloire de restaurer en plein XIXe siècle?

Ce qu'il y a de grave aujourd'hui en effet, ce n'est pas seulement la guerre elle-même, si douloureuse qu'elle soit, c'est le système d'où procède cette guerre, et qui peut rouvrir dans le monde une ère nouvelle d'abominables tueries et de luttes gigantesques. Il n'y a pas bien longtemps, le journal de la Cité de Londres, le *Times*, qui n'est pas précisément un ami pour la France, qui nous a poursuivis depuis trois mois de ses plus amères sévérités, le *Times* disait qu'après Sedan l'Allemagne, satisfaite et fière de ses victoires, eût fait volontiers la paix sans toucher à l'intégrité de la France, que ce sont les généraux, les chefs militaires qui ont voulu marcher en avant pour venir chercher dans Paris la Lorraine et l'Alsace. Voilà justement la question; il ne s'agit plus de sûreté allemande, d'intérêt véritablement allemand, il s'agit de conquête. C'est pour une pensée toute militaire, pour un orgueil tout militaire, que l'Allemagne se trouve engagée dans une guerre démesurée dont l'issue incertaine, toujours précaire, peut être aussi funeste pour elle-même que pour le repos de l'Europe. Que la possession de ces provinces prétendues allemandes de la France et si ardemment convoitées ne soit pas sans danger, qu'elle doive rester toujours orageuse, les chefs prussiens ne le nient pas. Ils ont beau mettre partout les couleurs de la Prusse, germaniser les noms, publier des journaux allemands, ils ont tous les jours la preuve de l'antipathie violente, de l'irréconciliable haine des populations. On avoue avec un leste cynisme qu'on aura là une autre Pologne, de sorte que le premier prix dont l'Allemagne devra payer une extension de ses frontières sera une occupation militaire indéfinie. Ce n'est certes par là ce qui peut rendre l'annexion de l'Alsace et de la Lorraine fort utile politiquement à l'Allemagne. Peut-on invoquer les raisons stratégiques, les nécessités de défense que les chefs prussiens mettent toujours en avant? La guerre actuelle montre d'une façon saisissante ce qui en est. On vient de voir comment la France, même avec Strasbourg et Metz, est dangereusement offensive pour l'Allemagne, quelle est celle des deux frontières qui est la plus ouverte et la plus menacée. Non, il n'y a dans une extension de frontières ni un intérêt politique, ni même un intérêt militaire pour l'Allemagne; il n'y a que la conquête. C'est pour cela qu'on

s'expose à ouvrir au cœur de l'Europe un de ces vastes foyers d'incendie comme celui que Napoléon alluma en Espagne en 1808.

La question est de savoir qui l'emportera dans cette lutte, de l'ambition de la Prusse ou de la civilisation, et si l'Europe restera indéfiniment tranquille devant ce spectacle. Ce n'est pas que nous nous fassions de grandes illusions; l'Europe n'a rien fait pour empêcher la guerre, elle ne fait rien de bien sérieux pour l'arrêter. Elle est passée de la sévérité pour la France à une neutralité indifférente, de la neutralité à l'inquiétude, puis à une certaine sympathie pour nous qui s'est traduite dans une proposition d'armistice; c'est tout jusqu'ici. Il faut remarquer toutefois qu'on commence visiblement à s'apercevoir en Angleterre que la France de moins, c'est l'Europe livrée à toutes les fantaisies violentes, à la Prusse, qui bouleverse tout, comme à la Russie, qui propose maintenant la révision du traité de 1856 relatif à l'Orient, et le langage que M. Gladstone tenait au récent banquet du lord-maire, ce langage accentue les sympathies anglaises pour la France; mais ce n'est pas le moment de la diplomatie, son jour est passé, tout est maintenant à l'action. Le gouvernement lui-même vient d'en donner le signal dans trois proclamations, l'une où le général Trochu résume encore une fois avec une énergique précision le caractère politique de notre défense, l'autre où le gouvernement fait appel à l'union et au calme viril de la population, la troisième où le général Ducrot, qui est chargé des principales opérations, marque en quelque sorte le pas de son armée dans un langage plein de patriotisme et d'élan, fait pour enflammer les cœurs. La lutte à fond est engagée autour de Paris, et puisque dans cette crise suprême il s'est trouvé des hommes honnêtes et courageux qui ont fait depuis trois mois plus qu'on ne pouvait attendre, qu'on ne trouble pas leur action, qu'on les laisse à l'œuvre. Trêve à toutes les dissensions! que chefs et soldats qui combattent en ce moment puissent marcher sans regarder derrière eux, le cœur rempli uniquement de la patrie, assurés de ne pas se dévouer en vain et de préparer par leur héroïsme la délivrance!

CH. DE MAZADE.

CORRESPONDANCE

A M. LE DIRECTEUR DE LA *REVUE DES DEUX MONDES*.

Mon cher monsieur,

Sans m'écarter de notre pensée constante, sans sortir de Paris et des devoirs du siége; je dis mieux, comme un moyen de plus de vous parler courage, énergie, résistance, je voudrais aujourd'hui dire d'abord quelques mots d'un homme dont la perte subite me remplit de tris-

tesse, et qui laisse un vide véritable non-seulement chez ses vieux amis, mais chez tous ceux qui ont à cœur cette cause sacrée de la défense nationale qu'il savait si chaudement servir de sa personne et de ses vœux. C'était, au temps où nous vivons, une figure peu vulgaire que M. Piscatory. Il portait dans ses opinions constamment modérées et toujours libérales, dans sa façon de les défendre et de les exposer, je ne sais quoi de hardi, de brusque, d'imprévu, de martial et de cavalier qui était en singulier contraste aussi bien avec le fond solide et tempéré de ses convictions qu'avec la trempe délicate et acérée de son esprit. Plein de culture et de finesse sous cette vigoureuse écorce, épris des lettres et du beau, observateur sagace, abondant, varié, sa conversation avait un charme rare. Depuis bientôt vingt ans, depuis le 2 décembre, depuis nos incarcérations, il s'était retiré non-seulement des affaires publiques, mais de ce monde même où il avait passé sa vie et rencontré si constamment tant de faveur, de bonne grâce, tant d'amitiés et de succès. La vie des champs, les devoirs agricoles s'étaient emparés de lui. On ne le voyait plus qu'en passant et à longs intervalles. Paris en particulier, Paris depuis l'empire ne lui inspirait plus qu'éloignement et dégoût. Il y rentra pourtant, il vint s'y établir dès que nos désastres l'avertirent que le siége pourrait commencer. Oublieux de son âge, ne consultant que sa vigueur d'esprit, il rentra dans les rangs de cette garde nationale où il avait laissé, voilà plus de vingt ans, de si vaillans souvenirs, et ce fut aux fatigues actives qu'il prétendit s'astreindre, n'acceptant pas de devenir vétéran. Une nuit au rempart, sous une humidité glacée, détermina dans sa constitution sourdement affaiblie de graves accidens, et bien qu'en apparence au bout de quelques jours il fût sorti de cette crise, le pronostic des gens de l'art était resté peu rassurant, et par son propre instinct il prédisait lui-même le coup prochain et foudroyant qui allait nous l'enlever.

C'est donc au champ d'honneur, on peut le dire, que cette vie s'est éteinte : il avait droit à ces derniers devoirs qu'un long cortége de gardes nationaux est venu rendre à son cercueil. Sans doute il va manquer à ses compagnons d'armes : un tel exemple, si fortifiant, ne se perd pas impunément; mais les services d'un autre ordre qu'il pouvait encore rendre, l'influence qu'à certains jours et sur certains esprits il pouvait exercer par son entrain , sa décision, sa verve communicative et je ne sais quel mélange d'allure chevaleresque et de bon sens pratique, c'est là bien plus encore ce qui provoque mes regrets. Peu d'hommes pouvaient avoir une action plus heureuse, aujourd'hui même, dans nos angoisses, dans ces ténèbres qu'il nous faut traverser, sa perspicacité devenant plus réelle, plus active et plus efficace à mesure que le danger croissait. Si le temps était calme, il fallait ne le prendre pour guide qu'à bon escient et sans trop se hâter, car alors volontiers sa fantaisie se

donnait carrière; mais à l'heure du péril, quand l'orage grondait, on pouvait se commettre à lui et monter dans sa barque : du premier coup, sans louvoyer, il vous mettait au droit chemin.

C'était bien là, depuis trois mois, le continuel exemple qu'il nous avait donné. Au milieu de ces alternatives de défaillance et de forfanterie où tant de gens tombaient autour de lui, pas un seul jour il n'avait vacillé. C'était plaisir de le trouver, aux heures les plus critiques, toujours ferme et toujours décidé, sans illusion aussi bien que sans crainte. Une seule fois peut-être il me parut perplexe, presque troublé, et c'était, ce me semble, la dernière que nous nous soyons vus : il ne savait comment accommoder ensemble deux choses qu'il avait à cœur presque au même degré, la convocation la plus prompte d'une assemblée nationale, la continuation la plus ferme de la résistance à l'ennemi.

C'est qu'en effet, mon cher monsieur, il y a là pour les vrais amis de notre malheureuse France le plus ardu problème qui se puisse imaginer. Depuis que dans ma dernière lettre je vous ai laissé voir de quel côté je penchais, croyez que je n'ai cessé de me mettre à l'épreuve, de m'interroger, de me sonder, de retourner en tout sens les termes de l'énigme. Il m'en coûtait de me sentir en désaccord avec tant d'hommes dont je prise si haut les lumières et les intentions. Assurément, ils ont raison, rien aujourd'hui ne serait d'un plus puissant secours qu'une assemblée munie de pouvoirs réguliers, représentant la France, délibérant en lieu sûr, n'importe dans quelle ville, pourvu que l'ennemi ne pût la menacer : avec cette assemblée, tout serait plus facile; le présent semblerait moins lourd et l'avenir moins sombre; elle resterait, quoi qu'il pût arriver, le centre d'action et l'âme de la France; devant les élus du pays, les coteries rentreraient dans l'ombre; les vraies capacités seraient mises en lumière, et la réalité du gouvernement républicain se produirait peut-être au lieu d'une apparence un peu trop nominale. Cette assemblée, qu'on nous la donne, la France en a besoin, elle y a droit; mais par malheur ce n'est pas du ciel qu'elle tombera toute faite! Il faut l'élire, l'élire sérieusement, non pas à la légère, au hasard, en brusquant le scrutin, déplorable origine qui infirmerait dès sa naissance ses actes et son autorité; il faut qu'elle sorte, sinon de luttes véhémentes et prolongées, du moins d'un certain mouvement de vie électorale; il faut qu'on se concerte, qu'on cherche des candidats, qu'on les entende et qu'on les interroge. Tout cela n'est pas l'affaire d'un jour : c'est l'entreprise la plus grave, la plus absorbante, et, je le dis à mon corps défendant, la moins conciliable avec le devoir urgent, impérieux, le plus sacré des devoirs civiques, la résistance à l'ennemi.

Sans armistice, il n'y faut pas songer, l'œuvre est impraticable : M. Jules Favre l'a démontré en termes péremptoires. Avec la poste aérienne pour seule communication entre elle et sa capitale et près du

quart de ses départemens, vous imaginez-vous la France procédant à ses élections! Pas une explication possible, pas un éclaircissement arrivant juste à point! de continuels malentendus, la confusion, le chaos! Il est vrai que M. de Bismarck daigne nous dire que dans ce cas il ferait le bon prince, qu'il fermerait les yeux, et qu'électeurs et candidats pourraient vaquer à leur besogne sans être tous, du premier coup, nécessairement fusillés. J'aime mieux ne pas mettre sa parole à l'épreuve. C'est plus digne et plus sûr. Ainsi pas de question, pas de doute possible; sans armistice, point d'élections.

Même avec armistice, je vous l'ai déjà dit, ce ne serait pas un présent sans danger que cet intermède électoral, de vingt à vingt-cinq jours au moins, coupant court aux mâles habitudes, aux devoirs du soldat, à la vie du rempart acceptés par nos Parisiens avec une constance que sans la moindre flatterie je ne puis m'empêcher d'admirer. On risquerait évidemment de les laisser se refroidir; mais l'occasion serait si belle d'assurer à la France la sauvegarde d'une assemblée, que si, par impossible l'armistice nous était offert, nous ne pourrions guère, ce me semble, ne pas en profiter. Seulement point d'illusion : M. de Bismarck a repoussé d'une façon si superbe l'indispensable condition d'un ravitaillement équitable, que, malgré son évident désir de nous voir embarqués dans une affaire électorale et de nous ménager cette distraction, je doute qu'il fût d'humeur à se donner un démenti, à nous faire amende honorable : comptez donc sur son refus, il n'en démordra pas, et quant à nous, prendre au rabais ses concessions et passer sous ses fourches, accepter l'armistice sans ravitaillement, c'est une extrémité que personne à coup sûr n'oserait souhaiter, encore moins conseiller, d'abord par respect pour nous-mêmes, puis par justes égards envers notre gouvernement de la défense nationale, à qui cette exigence, cet appel aux élections *quand même* semblerait, je le crains, un signe de défiance dont tout bon citoyen, même en faisant à part lui ses réserves, doit savoir aujourd'hui s'abstenir.

Il faut donc, quoi qu'il nous en coûte, renoncer à la perspective d'une assemblée prochainement élue. Déjà l'agitation soulevée à ce propos dans la presse paraît tout à fait calmée, et c'est presque de l'histoire ancienne que d'en parler aujourd'hui. Je suis même tenté de croire, car nous sommes ainsi faits, que ceux qui voulaient hier enlever d'assaut les élections vont dès demain n'y plus penser, et qu'il ne sera dorénavant pas plus question d'électeurs, d'assemblée, de comices, que si jamais la France ne devait plus s'en occuper. Opposons-nous, je vous en prie, à cette brusque revirade. Si, pour concentrer nos efforts sur le seul soin de la défense, nous renonçons, quant à présent, à la lutte publique d'où seraient sortis nos représentans, ce n'est pas une raison pour que chacun de nous dans sa sphère privée, dans le cercle de ses relations, sans

se distraire d'aucun devoir, ne prenne pas quelque peine pour assurer d'avance des défenseurs à ses convictions. Qui peut dire à quel jour, à quelle heure, l'intervention d'une assemblée ne deviendra pas tout à coup nécessaire? il faut donc être prêts. Rappelons-nous que sans organisation, — nous en avons une trop cruelle preuve, — les meilleurs, les plus braves sont bien vite vaincus. Préparons-nous, travaillons à nos listes, formons des comités, cherchons des adhérens, élargissons nos préférences, n'excluons que les exclusifs, de quelque couleur qu'ils soient, et prêchons les concessions mutuelles, seule chance assurée de succès. C'est un genre de travail qui peut se faire partout, à l'exercice, au corps de garde, aussi bien, encore mieux que chez soi; ne négligeons rien, en un mot, pour n'être pas surpris, et pour qu'à l'improviste, en quelques jours, s'il le fallait, nous puissions avec bonne chance improviser pour la France cette ancre de salut.

Voilà pour les citoyens; mais le gouvernement, qu'il me permette de le lui dire, a bien aussi, sur ce même terrain, ses précautions à prendre et quelque chose à préparer. Jamais d'abord il ne redira trop ce qu'en mainte occasion, j'aime à le reconnaître, il a déjà franchement répété, à savoir que sa responsabilité lui pèse, qu'il lui tarde de s'en décharger, et qu'il comprend que la France a de son côté quelque hâte de reprendre possession d'elle-même. S'il n'y avait à l'Hôtel de Ville que trois ou quatre personnages que je m'abstiens de nommer, cette précaution, à bon droit, devrait paraître superflue; mais à côté de ces esprits assez larges et assez dégagés pour s'incliner avec respect et sans restriction devant l'arrêt, quel qu'il soit, de la souveraineté nationale, il en est d'autres, nous dit-on, qui placent la loi suprême dans une souveraineté de tout autre nature, abstraite, préconçue, sorte de droit divin en costume profane, devant lequel ils s'agenouillent, que dévotement ils voudraient soutenir envers et contre tous, si le suffrage universel se permettait jamais de n'être pas suffisamment docile à cette mystérieuse autorité. Est-ce vrai? Je n'en sais rien et n'en voudrais rien croire, n'était certains échos venus de Tours et certaines paroles échappées à l'Hôtel de Ville, à l'entourage au moins et d'un certain côté, édifiant concert où le suffrage universel est traité de la belle façon, comme un pauvre écolier qu'il faudra faire attendre et mettre en pénitence, s'il ne sait pas sa leçon; ajoutez-y bien d'autres gentillesses non moins respectueuses et toutes en parfait accord, sur un mode plus doux, avec les cyniques menaces que chaque jour les feuilles radicales, autoritaires et montagnardes lancent à la liberté et aux droits du pays. C'est donc un vrai devoir pour le gouvernement de ne perdre aucune occasion de prévenir toute équivoque, et, sans crainte du pléonasme, de constater incessamment combien même à ses yeux son titre reste toujours précaire, qu'il n'entend pas le perpétuer, et que la convocation des colléges élec-

toraux, dès que les circonstances la rendront praticable, est son plus cher espoir et son premier mandat.

Permettez maintenant, puisque j'ai pris cette licence de donner un avis à ceux sur qui repose le fardeau redoutable de veiller à nos destinées, permettez que je leur adresse encore une prière. Je voudrais, quand ils sont réunis, qu'ils se fissent lire souvent et à haute voix les nobles et fermes paroles qu'au lendemain du 3 novembre, de ce scrutin qui venait de leur donner un éclatant baptême, ils signèrent tous et adressèrent à la population parisienne. « Désormais, disaient-ils, c'est l'autorité de votre suffrage que nous avons à faire respecter... Nous ne souffrirons pas qu'une minorité brave les lois et devienne par la sédition l'auxiliaire de la Prusse. » Cette proclamation pour moi est comme un diapason qu'il faudrait faire sans cesse sonner à leur oreille pour qu'ils y accordassent en toute circonstance leurs actes et leurs discours. N'est-il pas évident que cette minorité dont ils parlent, à demi factieuse, à demi entraînée, quelle qu'en soit la faiblesse relative, et si découragée qu'elle dût être par l'écrasante majorité qui la condamne et qui la combattrait, n'en poursuit pas moins son dessein? En ce moment par exemple, — les clubs s'en cachent-ils et le doute se peut-il admettre? — elle se prépare à profiter de la passion la plus aveugle et la plus douloureuse, du levier le plus redoutable et le plus apte à remuer les masses populaires, la terreur de la faim et les excès égalitaires qu'elle peut engendrer. Si des mesures prévoyantes et fermes ne sont pas prises dès à présent pour qu'aux premiers symptômes, aux plus légères tentatives de ces perquisitions violentes qu'on ose provoquer et prôner tous les soirs, la répression la plus sévère protége incontinent les droits du domicile et la liberté du foyer, je n'ose dire dans quel affreux régime nous pouvons être engagés, et quel secours imprévu, ou plutôt, je me trompe, attendu, espéré, peut-être même aidé, la Prusse peut ainsi recevoir! C'est là ce qu'elle guette, la sédition dont à Versailles, dès le 28 octobre, à propos de la chute de Metz, on se promettait le triomphe, on se flatte aujourd'hui qu'elle prendra sa revanche par la question alimentaire. Cette odieuse espérance sera certainement déçue, j'y compte; mais cette fois, de grâce, prévenons au lieu de réprimer; prévenons par un langage net et précis, par une attitude au moins froide vis-à-vis d'hommes qui nous ont séquestrés et qui nous ont tenus sous le canon de leurs fusils pendant des heures entières. Comment ne pas savoir qu'on ne gagne rien avec ces hommes à paraître les craindre, et surtout à leur prodiguer les faveurs et les priviléges, les complimens et les douceurs? Certain drapeau que je pourrais citer, si bien brodé qu'il puisse être, n'aura pas converti, j'en réponds, un seul de ces mécontens; ils en auront ri dans leur barbe, ils en font encore gorge chaude, tandis que tant de dévoûmens sincères, — et j'en citerais par milliers, — l'ont en-

core sur le cœur, ce drapeau, et en seront contristés pour longtemps! Je n'insiste pas; il s'agit de peu de chose, et je ne veux rien grossir. Quand je signale l'approche d'un danger, Dieu sait que c'est avec le seul désir d'en être délivré, n'importe le moyen; seulement, dès qu'on me parle d'exécuter les lois et qu'on m'en fait la promesse, je dois croire que, pour tenir parole, on n'est pas résolu à ne jamais punir.

Et maintenant, mon cher monsieur, confiance, croyez-moi : ne nous arrêtons pas aux détails, nous risquerions de mal juger. Il y a toujours tant de points en souffrance, même quand les choses vont le mieux. C'est sur l'ensemble qu'il faut porter la vue. Regardons ainsi notre siége : il est encore vieilli de quinze jours, et n'en est vraiment pas plus malade. J'aperçois même d'une façon plus nette deux points à l'horizon qui jusque-là se cachaient dans la brume : c'est d'une part nos armées de province, de l'autre l'action de l'étranger.

Je supposais, vous vous le rappelez, que ces armées qu'on nous avait promises n'étaient, malgré le dire des pessimistes, ni des fantômes, ni des soldats sur le papier, ni même des foules incohérentes, que la pénurie des cadres devait seule les avoir retardées, et que, selon toute apparence, le moment approchait où elles feraient parler d'elles. En effet, le soir même le bruit se répandait d'un glorieux combat qui constatait en même temps et l'existence de l'armée de la Loire et la reprise d'Orléans. Depuis lors des données plus ou moins fidèles nous ont permis de suivre, au moins par conjecture, la position de quatre ou cinq grands corps organisés et manœuvrant en Flandre, en Normandie, sur la Loire et dans les Vosges. Nous savons que ces armées existent, et qu'elles font de sérieux efforts; où sont-elles exactement? que font-elles? que peuvent-elles? Nous l'ignorons, et c'est un vrai supplice, il faut en convenir. Ce qu'on souffre par ignorance en ce moment à Paris, ce qu'une séquestration si longue et presque cellulaire, une privation si constante d'informations précises inflige de disette à l'esprit et au cœur, on ne pouvait par prévision s'en faire aucune idée. C'est un genre de torture et d'épreuve qui n'est complet que de nos jours, car, pour qu'il soit porté à toute sa puissance, il faut le subir dans un temps qui s'est accoutumé à cet inconcevable luxe d'ubiquité en quelque sorte où la vapeur et l'électricité nous ont fait parvenir. Mme de Sévigné reviendrait à la vie et tomberait dans Paris assiégé, je soutiens qu'elle aurait beaucoup moins à souffrir que le moins épistolaire d'entre nous. La poste de son temps et les ballons du nôtre en fait d'exactitude et de régularité se distinguent à peine à un degré sensible, tandis que pour nous qui naguère, en quelque lieu que fussent les objets de notre affection, conversions avec eux minute par minute, la chute est grande de n'en plus rien savoir. J'en dis autant de nos armées : nous sommes sur leur compte dans le même dénûment qu'à l'égard des santés qui nous tou-

chent; mais enfin nous savons que la France est en armes, qu'elle résiste au joug : c'en est assez pour prendre patience. Elle essuiera peut-être des échecs; préparons-nous aux fâcheuses nouvelles; nous passerons encore par plus d'un mauvais jour; n'importe, si la France le veut, elle a beau paraître vaincue, ses ressources et sa vitalité étonneront encore le monde, au moins autant que l'incurie stupide de son dernier gouvernement.

Quant à l'action de l'étranger, c'est également au travers d'un brouillard que nous sommes réduits à nous en rendre compte. Nous ne savons pas même quelles sont au juste les puissances qui nous témoignent le plus de sympathie. D'abord nous avions pensé que c'était la Russie et les États-Unis, nous en avions même eu des preuves; mais aujourd'hui, sur la Néva comme sur l'Atlantique, on paraît peu songer à nous. D'un côté c'est, dit-on, calcul électoral, la peur de perdre quelques voix allemandes dans un prochain scrutin, de l'autre le traité de 1856, ce dernier solde de la guerre de Crimée dont on veut s'affranchir avec l'assentiment et grâce aux bons offices que la Prusse se sera hâtée d'offrir à sa voisine. Après tout, ces mécomptes sont plus que compensés, puisqu'en ce moment l'Angleterre, sinon par amour pour nous, du moins grâce aux desseins qu'elle prête à la Russie, paraît enfin s'apercevoir que pour le repos de l'Europe ce serait un affreux danger que de laisser démembrer la France. Je ne parle pas du cabinet anglais, dont le langage, moins froid que d'habitude, n'a rien encore de vraiment efficace; mais l'organe de la Cité, le fauteur passionné des succès de la Prusse, l'insolent applaudisseur de nos revers, ne s'est-il pas tout récemment permis de penser et de dire en termes énergiques qu'avec la France mutilée il n'y avait pas de paix, que ce ne serait pas même une trêve à long terme, que c'était souffler la guerre au lieu de l'étouffer? Ceci est considérable; c'est un pas tout nouveau et un progrès immense pour le triomphe de notre droit. Je ne doute pas qu'à Versailles cette révolte éclatante d'un agent si fidèle n'ait provoqué de violentes colères. N'en remarquez-vous pas le reflet, j'ose dire, dans les moindres paroles échappées depuis cette époque à l'illustre chancelier du nord? — Jamais assurément il n'avait donné lieu d'admirer sa douceur et son aménité; mais ce surcroît subit d'humeur atrabilaire, ce luxe de mensonge, le mot n'est pas trop fort, ces inqualifiables rigueurs, ce jeune magistrat et ces aréonautes expédiés en Prusse et livrés à des juges siégeant dans les fossés de quelque forteresse, tout cela n'est pas d'un homme que rien ne contrarie, dont les plans s'accomplissent, et qui n'a pas sur son chemin rencontré quelque gros obstacle. Aussi je ne sais pas de symptôme meilleur, rien qui mieux nous permette de nous attendre enfin à un sérieux effort de la diplomatie.

Mais n'y comptons pas trop. La vraie grande puissance qui plaidera

pour nous, c'est, ne l'oublions pas, d'abord notre propre effort, puis encore mieux notre bon droit lui-même. Le *Times* a raison, jamais ce ne sera la paix, si notre France est mutilée. Ne sentez-vous pas jusqu'au fond de vous-même l'effrayante vérité de cette prophétie? Je croyais aimer mon pays quand il était prospère et respecté, mais de quel amour tout autre je me sens pris pour lui depuis qu'on le menace de cette flétrissure! Il est des malheurs qui s'effacent, on oublie l'affront d'un tribut, on oublie même des pierres renversées; mais le sol qui nous est volé, comment l'oublier jamais? Cette France dont la figure vous est si bien connue pour l'avoir toujours vue depuis votre naissance et l'avoir reçue de nos pères, quand vous en apprendrez l'histoire à vos enfans et que du doigt sur la carte vous suivrez la fatale échancrure, ne leur soufflerez-vous pas malgré vous un esprit de vengeance et de haine qui ne pourra s'éteindre de dix générations?

Qu'on respecte au contraire notre sol, et, si j'en juge par moi-même, les souffrances d'orgueil s'apaiseront et s'éteindront. Notre honneur satisfait, au lieu de nourrir nos rancunes, nous pourrons, tête haute, professer l'horreur de la guerre, et si l'Europe veut des gages de notre bonne foi, cette zone neutralisée dont je parlais l'antre jour pourrait, sans nous blesser, inaugurer pour nos voisins et pour nous-mêmes une ère nouvelle de paix et de sécurité. Puisse l'effort héroïque qui en ce moment même se tente sous nos murs venir en aide à notre droit! Puisse Dieu nous rendre la victoire, surtout pour n'en pas abuser et pour prendre sur nos vainqueurs une digne et vraie revanche, celle de ne pas les imiter! J'entends des gens nous dire : Regardons bien comme ils s'y prennent, et tâchons d'en faire autant qu'eux. Non, jamais; ce n'est pas forfanterie, jamais la victoire à ce prix! Corrigeons nos défauts, mais gardons les faveurs que nous tenons du ciel, et qui sont notre raison d'être. Restons nous-mêmes, car, en vérité, croyez-moi, plus je vois ces barbares mécaniques, plus je demande à Dieu que jamais nous ne leur ressemblions. L. VITET.

C. BULOZ.

en-
ne
'au
vais
our
flé-
tri-
est
t si
voir
ans
eur
qui

me,
sa-
pro-
otre
rait,
une
n ce
oit !
r et
e de
nme
; ce
dé-
sont
moi,
que